



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DÉCEMBRE 2018

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	06
Séance du mardi et mercredi 30 et 31 octobre 2018	07
Séance du mercredi et jeudi 19 et 20 décembre 2018	12

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DÉCEMBRE – 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU MARDI ET MERCREDI 30 ET 31 OCTOBRE 2018

N° 18-426-1 – PORTANT RÉAFFECTATION ENTRE LES POSTES DE DÉPENSES DE LA SUBVENTION ATTRIBUÉE PAR LA DÉLIBÉRATION N°15-915-1 DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DU CHANTIER DE PROXIMITÉ «DÉFI SOLIDAIRE DES QUARTIERS» INITIÉ PAR L'ASSOCIATION «UNION FRANCAISE DES OEUVRES LAIQUES D'ÉDUCATION PHYSIQUE » (U.F.O.L.E.P) VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION

07

N° 18-475-1 –PORTANT ADOPTION DU NOUVEAU DISPOSITIF D'AIDE TERRITORIALE À L'EMPLOI DE MATELOTS (ATEM)

09

SEANCE DU MERCREDI ET JEUDI 19 ET 20 DÉCEMBRE 2018

N° 18-515-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 5 ET 6 JUIN 2018

12

N° 18-516-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 20 ET 21 JUIN 2018

14

N° 18-517-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 12 ET 13 JUILLET 2018

16

N° 18-518-1 – PORTANT ADHÉSION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA PLATEFORME FRANCE NUM - PLATEFORME NUMÉRIQUE D'ACCOMPAGNEMENT À LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DES TPE/PME

18

N° 18-519-1 – PRENANT ACTE DE LA PRESENTATION DU RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIERE D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2018/ BUDGET 2019

20

N° 18-520-1 – PRENANT ACTE DE LA PRESENTATION DU RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2018 / BUDGET 2019

38

N° 18-521-1 – PORTANT ADOPTION DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N°4 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2018

134

N° 18-522-1 – PORTANT MAINTIEN DU TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES POUR L'ANNÉE 2019

366

N° 18-523-1 – BUDGET PRIMITIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2019

368

N° 18-524-1 – PORTANT AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES PLURIANNUELLES

761

N° 18-525-1 – PORTANT MODIFICATION DES TARIFS D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER REGIONAL APPLICABLES EN MARTINIQUE

769

N° 18-526-1 – PORTANT MODIFICATION DES ANNEXES DE LA DELIBERATION N°17-534-1 DU 20 DECEMBRE 2017 RELATIVE A LA REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE SPECIALE DE CONSOMMATION SUR LES CARBURANTS

773

N° 18-527-1 – PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION (TSC) ET D'OCTROI DE MER POUR LES PRODUITS PÉTROLIERS DESTINÉS À L'AVITAILLEMENT DES VÉHICULES NAUTIQUES À MOTEUR (VNM) ET DES NAVIRES UTILISÉS DANS LE CADRE D'UNE ACTIVITÉ NAUTIQUE DONNANT LIEU À PRESTATION DE SERVICE À TITRE ONÉREUX À DES FINS COMMERCIALES

786

N° 18-528-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA LISTE DES BIENS EXONÉRÉS DANS LA DELIBERATION N°17-517-1 DU 20 DECEMBRE 2017 PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL AUX ACTIVITÉS DE SECOURS1 D'INCENDIE ET DE SAUVETAGE EN MER

789

N° 18-529-1 – PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DÉLIBÉRATION N°18-389-2 DU 20 SEPTEMBRE 2018 ALLOUANT UNE AIDE PUBLIQUE À «CENTRE TECHNIQUE DE LA CANNE ET DU SUCRE (CTCS) -ITICAN : ITINÉRAIRE TECHNIQUE INNOVANT EN CULTURE DE CANNE À SUCRE; INSTALLATION DE PLANTES DE SERVICE-EN INTER-CULTURE (JACHÈRE) RMAR160118DA0970021»

792

N° 18-529-2 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « - ÉQUIPEMENT AGRICOLE POUR UNE EXPLOITATION EN CANNE À SUCRE ET ÉLEVAGE (JA – 2^{ème} ANNÉE DU PE) - RMAR040118DA0970101»

795

N° 18-529-3 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « (EARL AN GRIYAV LA) - PROJET DE MODERNISATION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE - RMAR040118DA0970006 »

798

N° 18-529-4 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « PLANTATION DE CANNE À SUCRE SUR 46,68 HA (RAMENÉS À 14,92 HA EN 2018) ET RÉNOVATION DE TRACES SUR 450ML - RMAR040118DA0970083 »

801

N° 18-529-5 – PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DÉLIBÉRATION N°18-461-15 DU 31 OCTOBRE 2018 ALLOUANT UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL HABITATION PÉCOUL - PLANTATION DE CANNES ET BANANES ET ACQUISITION AGRICOLES – LANCEMENT DE L'ACTIVITÉ CACAO EN 2016 ET 2017 - RMAR040116DA0970238»

804

N° 18-529-6 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SARL HABITATION BOCHET - PLANTATION DE BANANES SUR 13,74 HA (RAMENÉS À 13,69 HA) ET INVESTISSEMENTS 2016 - RMAR040116DA0970242»

807

N° 18-529-7 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SARL EXPLOITATION PLAINE DU GALION - PLANTATION DE CANNE À SUCRE SUR 81,28 HA (RAMENÉS À 70,24 HA) ET MÉCANISATION EN 2017 - RMAR040116DA0970330»

810

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DÉCEMBRE – 2018

N° 18-529-8 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°18-461-5 DU 31 OCTOBRE 2018 ALLOUANT UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL YODI- DÉVELOPPEMENT D'UNE GAMME DE PRODUITS, SOUPES TRADITIONNELLES ET SAUCES - RMAR040218DA0970006»

813

N° 18-530-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE A LA «SAS BIOMETAL - COMPENSATION DES SURCÔÛTS DE FRET POUR L'ANNÉE 2018 DE LA SOCIÉTÉ BIOMETAL - MQ0020294 »

816

N° 18-530-2 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SAS LES HÉRITIERS H. CLÉMENT - COMPENSATION DES SURCÔÛTS DE FRET POUR L'ANNÉE 2018 DE LA SOCIÉTÉ LES HÉRITIERS H. CLÉMENT - MQ0020198 »

818

N° 18-530-3 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SAS BRASSERIE LORRAINE - COMPENSATION DES SURCÔÛTS DE FRET POUR L'ANNÉE 2018 DE LA SOCIÉTÉ BRASSERIE LORRAINE - MQ0020197»

820

N° 18-530-4 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SAS PROCHIMIE INDUSTRIE - COMPENSATION DES SURCÔÛTS DE FRET POUR L'ANNÉE 2018 DE LA SAS PROCHIMIE INDUSTRIE - MQ0020195»

822

N° 18-530-5 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SAS ACRO'KART - RÉALISATION D'UNE PISTE DE KARTING - MQ0002792»

824

N° 18-531-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE AU TITRE DU PO FEAMP, À LA «COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE- AMÉNAGEMENT DE SUPERSTRUCTURES SUR L'APIT DU FRANCOIS- PFEA430018CT0970005»

827

N° 18-532-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EUROPÉENNE FSE À LA «COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) PLAN DE FORMATION DU PERSONNEL 2017-2020 - MQ0018380 »

830

N° 18-533-1 – PORTANT MISE HORS D'EAU ENTRE LES GIRATOIRES MAHAULT ET PETIT PRÉ ACQUISITION DE LA PARCELLE OBJET DE L'EMPRISE D'UNE SUPERFICIE DE 3 751 M² RÉALISÉE SUR LE TERRAIN CADASTRÉ SECTION R N° 357, PROPRIÉTÉ DE LA SCI DE MAHAULT SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 15 AU LAMENTIN MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-244-1 DU 04 OCTOBRE 2016

833

N° 18-534-1 – PORTANT FINANCEMENT DU PLAN DE RÉCAPITALISATION DE LA SAFER

836

N° 18-537-1 –MOTION DES CONSEILLERS A L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE RELATIVE AU PROJET DE LOI SUR LA REFORME DE LA JUSTICE

838

N° 18-538-1 –PORTANT PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE (CHUM) POUR LE FINANCEMENT DE LA PART UNIVERSITAIRE DE LA RÉMUNÉRATION DE CHEFS DE CLINIQUE DES UNIVERSITÉS-ASSISTANTS DES HÔPITAUX

840

N° 18-539-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE RELATIF AU RELÈVEMENT DU SEUIL DE REVENTE À PERTE ET À L'ENCADREMENT DES PROMOTIONS POUR LES DENRÉES ET CERTAINS PRODUITS ALIMENTAIRES

846

N° 18-540-1 –PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PORTANT ADAPTATION DU RÉGIME D'ENTRÉE ET DE SORTIE DE FLOTTE DES NAVIRES DE PÊCHE PROFESSIONNELLE

848

N° 18-541-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE RELATIF À L'ADAPTATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION RÉGIONALE DE GESTION DE LA FLOTTE DE PÊCHE AUX COLLECTIVITÉS DE LA GUADELOUPE, DE LA MARTINIQUE, DE LA GUYANE, DE LA RÉUNION ET DE MAYOTIE

850

N° 18-542-1 –PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 9 AU 28 NOVEMBRE 2018

852

N° 18-543-1 –PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LA MAISON DE LA SOLIDARITÉ DE LA MARTINIQUE (MSM) POUR LA MISE EN PLACE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2018

854

N° 18-546-1 – PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DE LA DÉLIBÉRATION N°16-367-1 DU 24 NOVEMBRE 2016 PORTANT REVALORISATION TARIFAIRE DES ENQUÊTES DE PRÉVENTION DES EXPULSIONS LOCATIVES

856

N° 18-549-1 – PORTANT ADOPTION AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DU RÉGIME INDEMNITAIRE POUR LES CADRES D'EMPLOI NON SOUMIS AU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

858

N° 18-549-2 – PORTANT MISE EN PLACE AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

867

N° 18-550-1 – PORTANT MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU CENTRE DE PLANIFICATION D'INFORMATION ET D'ORIENTATION FAMILIALE

877

N° 18-550-2 – PORTANT MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU FOYER TERRITORIAL DE L'ENFANCE DE MARTINIQUE

882

N° 18-550-3 – PORTANT MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À L'ASSOCIATION INITIATIVE MARTINIQUE ACTIVE (IMA)

887

N° 18-550-4 – PORTANT MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À MARTINIQUE TRANSPORT

893

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DÉCEMBRE – 2018

N° 18-551-1 – PORTANT CRÉATION DE POSTES

898

N° 18-552-1 – PORTANT TAUX DE PROMOTION (RATIOS POUR L'AVANCEMENT DE GRADE)

901

N° 18-553-1 – PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE RENOUVELLEMENT DE PERMIS POIDS LOURDS POUR DES AGENTS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

904

N° 18-555-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION GÉOMARTINIQUE POUR LA MISE EN OEUVRE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS EN 2018

906

N° 18-556-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE DANS LE CADRE DU MARCHÉ N°11 EST 009, RELATIF À LA RÉHABILITATION DE L'EX-HÔPITAL VICTOR FOUCHE EN VUE DE LA CRÉATION D'UN LYCÉE DE TRANSIT

908

N° 18-557-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE DU 10 NOVEMBRE AU 30 NOVEMBRE 2018

910

N° 18-558-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DES ANSES D'ARLET POUR L'OPÉRATION «TRAVAUX DE RÉFECTION DU CHEMIN DE L'ANSE DUFOUR »

912

N° 18-559-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À VILLE DE CASE-PILOTE AU TITRE D'OPÉRATION D'INTÉRÊT TERRITORIAL (OIT) POUR LA MISE AUX NORMES D'UN KIOSQUE À POISSONS

914

N° 18-568-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MARTINICAISE DU CLUB DES PLUS BELLES BAIES DU MONDE (AMP2B)

916



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-426-1-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 11/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 1^{er} 1 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-426-1

PORTANT RÉAFFECTATION ENTRE LES POSTES DE DÉPENSES DE LA SUBVENTION ATTRIBUÉE PAR LA DÉLIBÉRATION N°15-915-1 DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DU CHANTIER DE PROXIMITÉ « DÉFI SOLIDAIRE DES QUARTIERS » INITIÉ PAR L'ASSOCIATION « UNION FRANÇAISE DES OEUVRES LAIQUES D'ÉDUCATION PHYSIQUE » (U.F.O.L.E.P) VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de la Région Martinique n°15-915-1 du 28 mai 2015 relative au financement de la mise en oeuvre du chantier de proximité « Défi solidaire des quartiers » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 18 octobre 2018 ;

Considérant que le chantier de proximité « Défi solidaire des quartiers » a été exécuté jusqu'à son terme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement, à l'association Union Française des Œuvres Laïques d'Éducation Physique (UFOLEP), de la somme de vingt six mille trois cent soixante trois euros (26 363 €) correspondant au solde de la subvention allouée par la délibération n°15-915-1 au titre de la réalisation du chantier de proximité « Défi solidaire des quartiers ».

ARTICLE 2 : Est approuvée la nouvelle répartition entre les postes de dépenses de la subvention allouée à l'UFOLEP, qui s'établit comme suit :

- 52 800 € pour les dépenses de fonctionnement
- 14 600 € pour les dépenses de formation
- 12 600 € pour les dépenses d'investissement.

ARTICLE 3 : La dépense correspondant au solde mentionné à l'article 1 est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Les modalités de versement du solde de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'association UFOLEP.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-475-1-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 11/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 1 1 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-475-1

PORTANT ADOPTION DU NOUVEAU DISPOSITIF D'AIDE TERRITORIALE À L'EMPLOI DE MATELOTS (ATEM)

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis pêche ;
Vu le règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération n°08-778-1 portant dispositif expérimental d'aide régionale à l'emploi de matelots (AREM) ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°13-935-1 portant modification de la délibération n°08-778-1 (dispositif expérimental d'aide régionale à l'emploi de matelots – AREM) ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer et métiers de la mer le 22 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est mis en place au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique, le dispositif d'Aide Territoriale à l'Emploi de Matelot (ATEM).

ARTICLE 2 : Les modalités de mise en œuvre du dispositif sont présentées en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le dispositif s'adaptera automatiquement aux évolutions réglementaires communautaires et nationales.

ARTICLE 4 : Le dispositif fera l'objet d'une mise en œuvre dès que la présente délibération sera rendue exécutoire.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre, par arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure d'application du présent dispositif.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°18-475-1

Intitulé du dispositif	AIDE TERRITORIALE A L'EMPLOI DE MATELOT(S)				
Contexte, diagnostic de la situation	<ul style="list-style-type: none"> - Diminution de l'attractivité du métier de pêcheur lié aux difficultés que traverse la filière, - Difficultés pour les jeunes titulaires du certificat de capacité d'effectuer la formation pratique de 12 mois pour l'obtention du brevet de capitaine (un individu bien formé est plus productif pour les employeurs, l'intervention de la CTM peut se justifier économiquement) - Un fort taux de matelots non déclarés - Forte demande des armateurs de navires de plus de 10 mètres - Favoriser la sauvegarde de la vie humaine et prévenir les accidents liés au travail - L'arrêt des aides à la construction limitant l'entrée dans le secteur de nouveaux patrons pêcheurs. 				
Descriptif de l'aide	L'aide consiste à accorder une subvention pour l'emploi de matelots. Elle sert à payer les charges sociales du matelot.				
Objectifs stratégiques et moyens mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'emploi de matelots dans le cadre la formation professionnelle tout au long de la vie, - Permettre le rajeunissement de la profession, - Encourager l'emploi de matelots à la pêche côtière et au large en allégeant le coût du travail, - Encourager et accompagner le départ à la retraite des patrons pêcheurs, 				
Financement (montant, taux, règles de cumul)	<ul style="list-style-type: none"> - Montant maximum de 2 000 € par an (365 jours), par matelot et calculé au prorata du nombre de jours embarqués. - Application de la règle de cumul dans le cadre du régime d'aides de minimis de la pêche (ne pas dépasser 30 000 € d'aides publiques sur une période de 3 ans). 				
Bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> - Etre chef d'entreprise de Pêche - Etre propriétaire d'un navire de pêche 				
Critères d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Être immatriculé en Martinique (zone de pêche : Martinique, Guadeloupe ou Guyane), - Avoir son permis d'armement à jour - Être embarqué et non pensionné - Avoir une expérience professionnelle de pratique de la pêche d'au moins cinq ans. - Être à jour vis-à-vis des cotisations sociales et fiscales - Fournir le certificat d'assurance ou de garantie financière obligatoires - Transmettre les fiches de pêche des 6 derniers mois d'activité - Respecter les dispositions légales du code du travail maritime - être âgé de moins de 60 ans au moment de la demande 				
Matelot Profil de l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Contrat reconductible 2 ans si CDI – 1 an si CDD 	catégories	Distance maxi	Type de pêche	Navires - 10m -10m Pontée +10m ; -12m + de 12m Matelot(s) 1 2 3 4
		- 4	20 milles	Côtière	
		- 3	60 milles	Mixte	
		- 3 et 2	60 milles	Semi-hauturière	
		- 2 et 1	200 milles et plus	Hauturière	
Base juridique	<ul style="list-style-type: none"> - Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis pêche - Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité - Régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) 				



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-515-1-DE
Date de télétransmission : 30/01/2019
Date de réception préfecture : 30/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-515-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 5 ET 6 JUIN 2018

L'An deux mille dix-huit, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Jenny DULYS-PETIT, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Marie-France TOUL), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 5 et 6 juin 2018, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-516-1-DE
Date de télétransmission : 30/01/2019
Date de réception préfecture : 30/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-516-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 20 ET 21 JUIN 2018

L'An deux mille dix-huit, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Jenny DULYS-PETIT, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Marie-France TOUL), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 20 et 21 juin 2018, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-517-1-DE
Date de télétransmission : 30/01/2019
Date de réception préfecture : 30/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-517-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 12 ET 13 JUILLET 2018

L'An deux mille dix-huit, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Jenny DULYS-PETIT, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Marie-France TOUL), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 12 et 13 juillet 2018, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-518-1-DE
Date de télétransmission : 10/01/2019
Date de réception préfecture : 10/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-518-1

PORTANT ADHÉSION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA PLATEFORME FRANCE NUM - PLATEFORME NUMÉRIQUE D'ACCOMPAGNEMENT À LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DES TPE/PME

L'An deux mille dix-huit, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Jenny DULYS-PETIT, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Marie-France TOUL), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) N°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de *minimis* ;

Vu le règlement (UE) N°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité => Article 18 « Aides aux services de conseil en faveur des PME ; Article 22 « Aides en faveur des jeunes pousses » et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notifications N°SA 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-288-1 du 12 juillet 2018 portant adoption du dispositif territorial d'aides aux entreprises dans le domaine du numérique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Mme Marinette TORPILLE, conseillère exécutive, en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018.
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018.
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est décidée l'adhésion de la Collectivité Territoriale de Martinique à la plateforme France NUM, plateforme numérique d'accompagnement à la transformation numérique des TPE/PME.

ARTICLE 2 : Il est décidé de faire de la Collectivité Territoriale de Martinique, un membre actif du programme de transformation numérique des entreprises (TPE/PME) lancé par l'État en tant qu'« Activateur » tel que défini à l'article 2 de la charte d'engagement des activateurs adhérents au programme.

ARTICLE 3 : Est désignée la direction des Filières Numériques et du Très Haut Débit, comme animateur de cette plateforme France NUM à l'échelle territoriale, afin de permettre aux différents partenaires de référencer les initiatives existantes.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-519-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 27 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-519-1

PRENANT ACTE DE LA PRESENTATION DU RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIERE D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2018 / BUDGET 2019

L'An deux mille dix-huit, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Jenny DULYS-PETIT, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Marie-France TOUL), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 10 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, la commission développement économique et tourisme, et la commission affaires juridiques et textes le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission formation professionnelle et apprentissage et la commission insertion, économie sociale et solidaire le 13 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention P.M.I. – A.S.E. le 17 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission logement et habitat et la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 18 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 18 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 18 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les conseillers à l'Assemblée de Martinique prennent acte de la présentation du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2018 / Budget 2019.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-519-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

RAPPORT
À
MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
MESDAMES ET MESSIEURS LES CONSEILLERS
À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU 19 DÉCEMBRE 2018


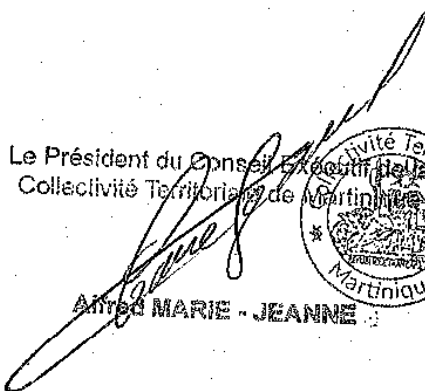
RAPPORT N° 3

**RAPPORT SUR L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES
FEMMES ET LES HOMMES 2018 AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE**

J'ai l'honneur de vous présenter, conformément à l'article 61 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, le rapport joint portant sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes - 2018 au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique



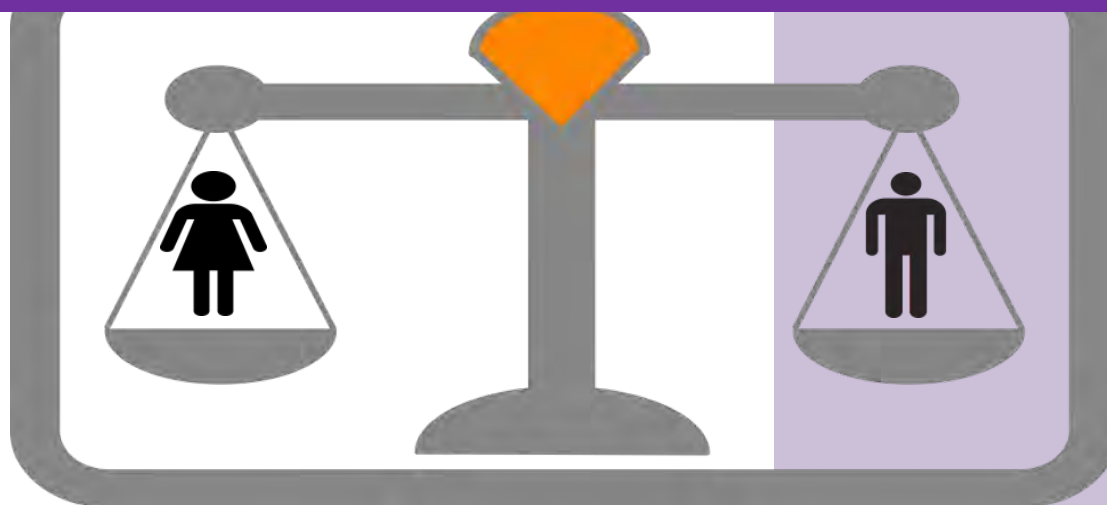
ANTOINETTE MARIE-JEANNE

- 4 DEC. 2018

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-519-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018

**ANNEE
2018**

RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIERE D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES



PREAMBULE

L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique prévue par la circulaire du 22 décembre 2016 a été renforcée en 2017, donnant lieu à un plan d'action gouvernemental en quatre axes, dont un portant sur « un service public exemplaire » applicable aux collectivités territoriales. Trois mesures clés sont prévues afin de garantir cette exemplarité :

- La réduction des inégalités entre les femmes et les hommes en matière de rémunération, de parcours professionnels, et d'obligation de représentations équilibrées dans l'encadrement supérieur.
- Des innovations en matière d'action sociale pour améliorer l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle
- Des mesures spécifiques concernant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes avec la mise en place d'un dispositif de signalement et de traitement des violences.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit la Collectivité Territoriale de Martinique qui à travers ses politiques RH et d'action sociale veut tendre vers l'exemplarité en matière d'égalité femme/homme.

Pour ce faire, la Collectivité devra en interne répondre à deux objectifs principaux : faire progresser l'application de l'égalité des droits et assurer, par une mise en œuvre progressive des dispositifs, l'égalité dans les faits.

I – EMPLOI ET CARACTERISTIQUES DES AGENTS DE LA COLLECTIVITE

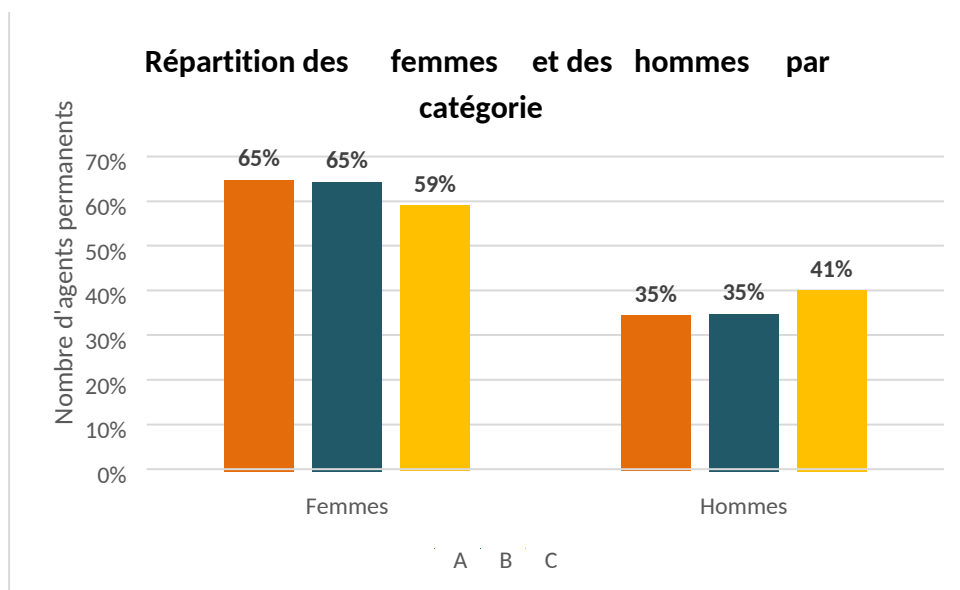
La structuration des agents de la Collectivité fait apparaître un déséquilibre sensible en faveur des femmes (soient 56% de femmes en plus que les hommes) puisque 61% des agents de la CTM sont des femmes et 39% des hommes.

A cette population en rajoutant les Assistants Familiaux (ASFAM) la représentation des femmes au sein de la Collectivité passe à 72% des effectifs.

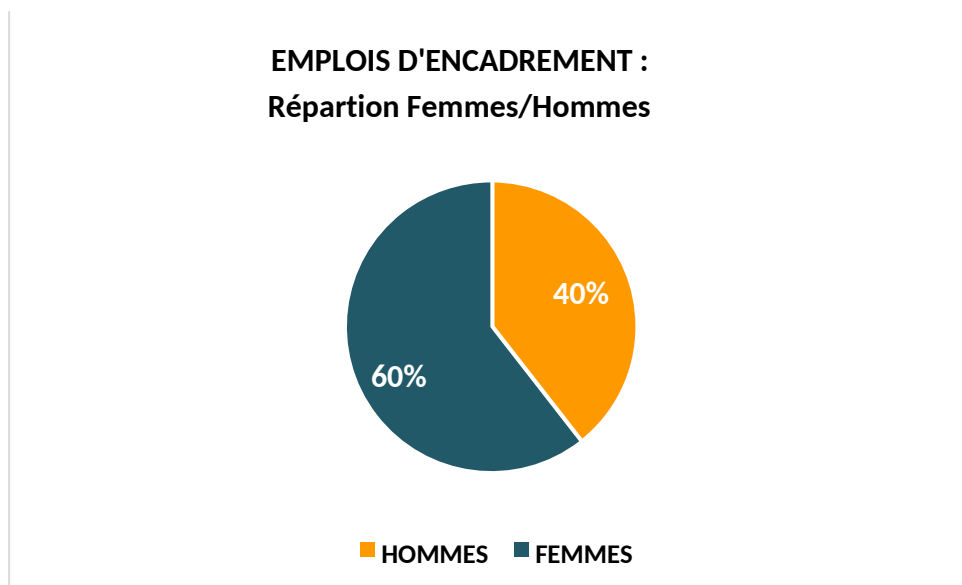
A – Répartition par catégorie hiérarchique

65% des agents de la catégorie A sont des femmes, 65% d'entre elles en catégorie B et 59% en catégorie C

	A	B	C
Femmes	65%	65%	59%
Hommes	35%	35%	41%
Total	100%	100%	100%



B – Répartition dans les emplois d'encadrement



Les emplois d'encadrement sont occupés globalement à 60% par des femmes dont :

- 50% de femmes occupant les emplois de DGA
- 57% de femmes occupant les emplois de direction
- 60% de femmes occupant les emplois de chef de service ou de mission

C – Répartition par filières

	Administrative	Culturelle	Médico-sociale	Sportive	Technique
Femmes	81%	58%	83%	27%	41%
Hommes	19%	42%	17%	73%	59%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Les filières le plus féminisées à la CTM sont les filières médico-sociales (83%), administrative (81%), et culturelles (58%).

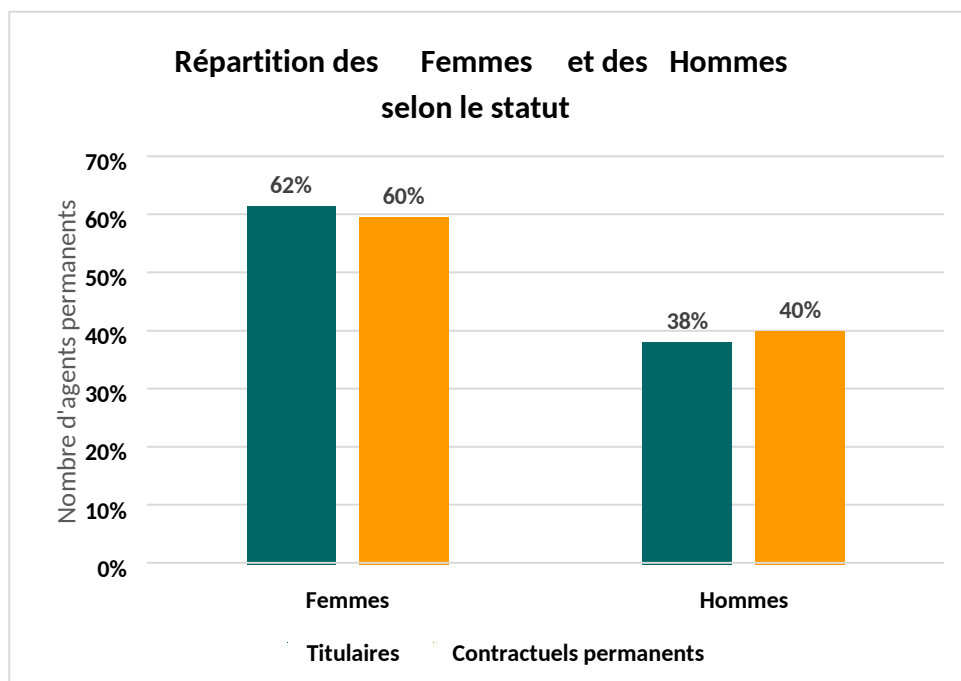
A contrario les filières les moins féminisées sont les filières sportives (27%) et techniques (59%) (métiers du bâtiment, gestion des routes, agents d'entretien polyvalents).

D - Répartition entre titulaires et contractuels permanents

Les agents de la CTM sont majoritairement des fonctionnaires : soit 92% de fonctionnaires pour 8% de contractuels permanents parmi lesquels on compte :

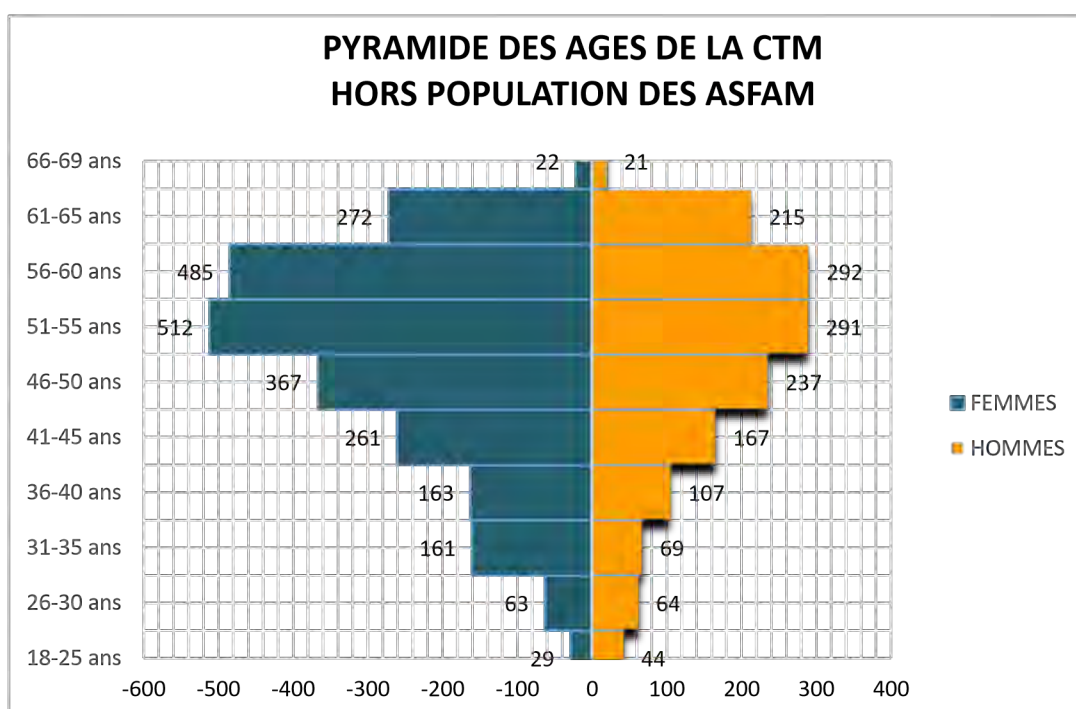
- 62% de femmes parmi les titulaires et
- 60% de femmes parmi les contractuels permanents (dont 92% de femmes chez les Assistants familiaux (ASFAM)).

	Titulaires	Contractuels permanents
Femmes	62%	60%
Hommes	38%	40%
Total	100%	100%



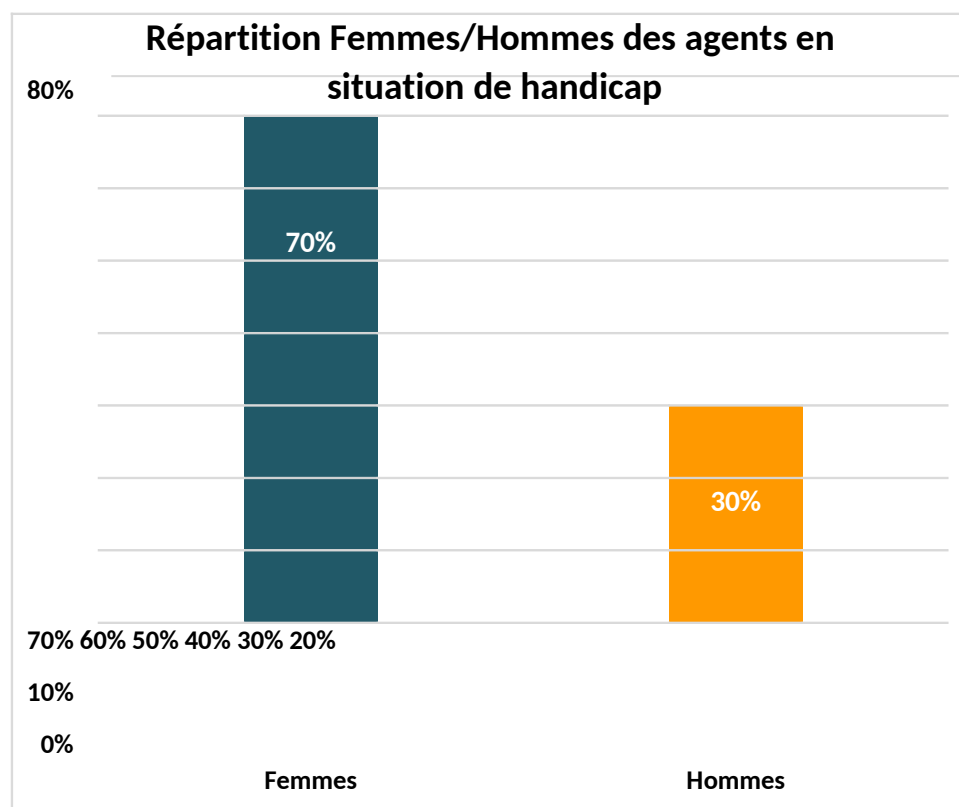
E - Répartition par âge

A la CTM la moyenne d'âge des femmes est de 50.89 ans et 51.38 ans pour les hommes.



F – Emploi des travailleurs en situation de handicap

261 agents de la Collectivité ont été reconnus en situation de handicap se répartissant comme suit :



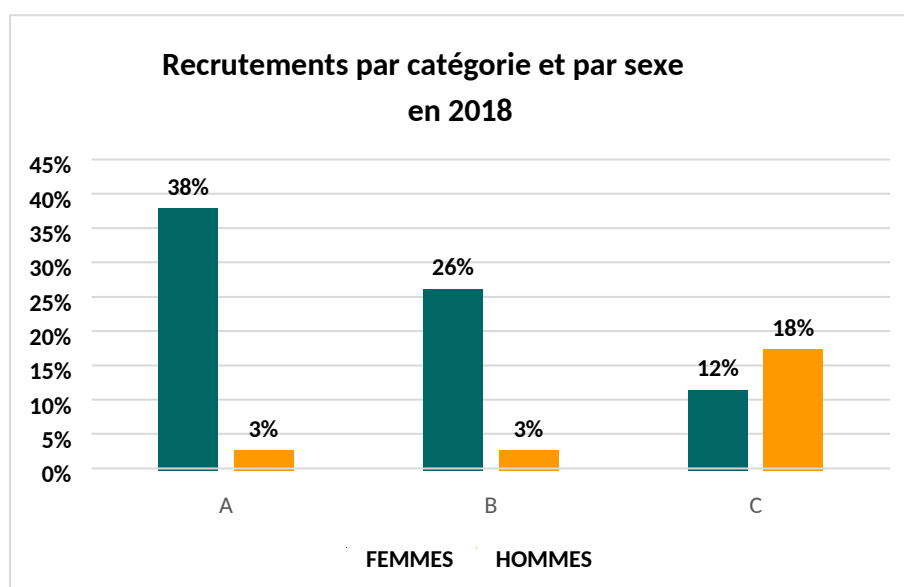
70% des bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs en situation de handicap sont des femmes.

II – RECRUTEMENTS EXTERNES, CHANGEMENT DE STATUT ET MOBILITE

A – Recrutement et changement de statut

De janvier à Octobre 2018, 27 recrutements externes ont été effectués, dont 76% de femmes, ce qui caractérise la prédominance des femmes dans certains métiers de la territoriale et particulièrement au sein de la CTM.

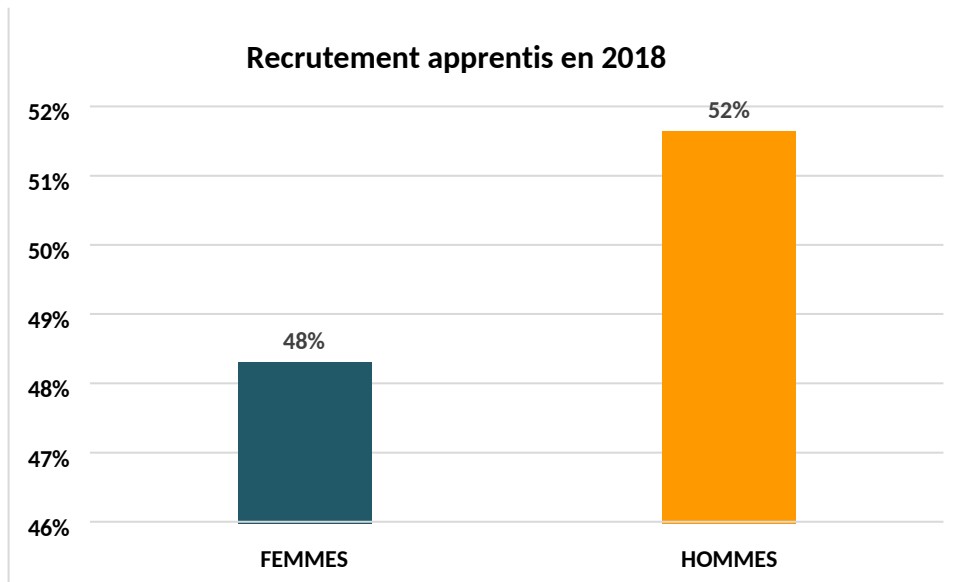
	FEMMES	HOMMES
A	38%	3%
B	26%	3%
C	12%	18%
TOTAL	76%	24%



Les recrutements concernent :

- Pour la catégorie A majoritairement la filière médico-sociale (infirmière, puéricultrice, sage-femme et psychologues).
- Pour la catégorie B la filière médico-sociale (assistantes sociales, éducatrice spécialisé et technicienne de laboratoire)
- Pour la catégorie C les filières techniques et administratives (assistants administratifs, adjoints techniques et mécaniciens)

60 apprentis ont été recrutés pour l'année 2018 se répartissant en 48% de femmes et 52% d'hommes.

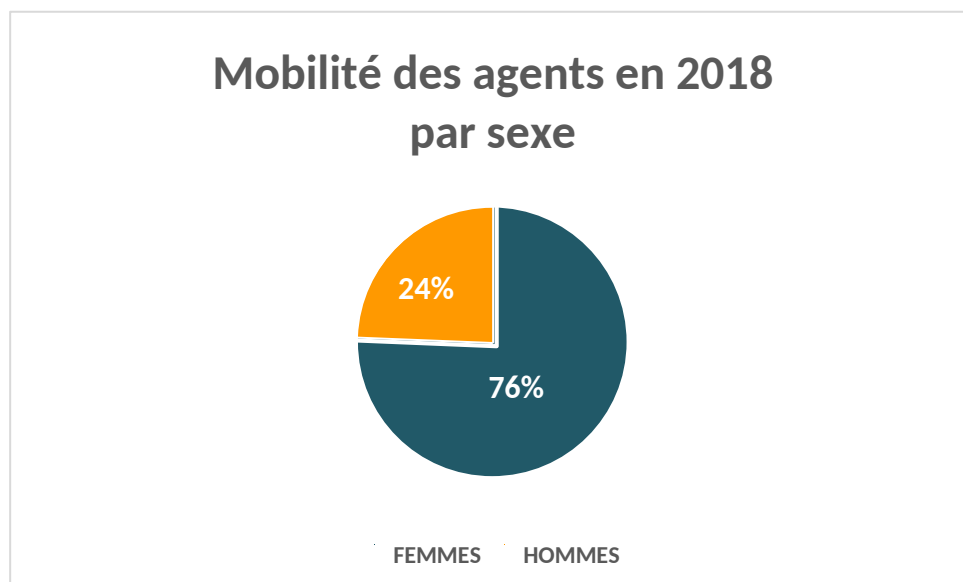


Les femmes sont largement majoritaires au niveau des réussites aux concours ou examens professionnels. Ainsi entre 2017 et 2018 les réussites aux concours et examens professionnels se décomposaient comme suit :

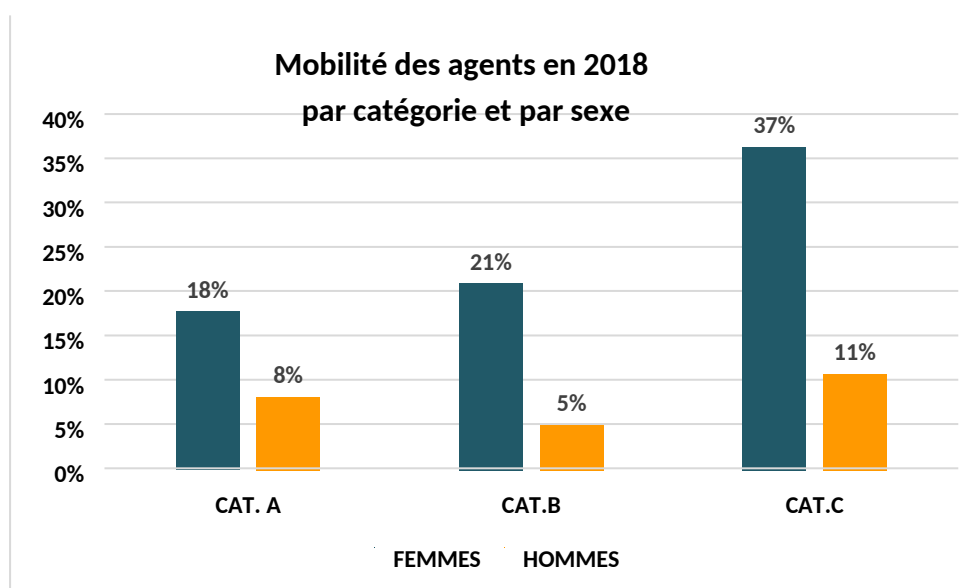
- accès au grade de catégorie A (95% de femmes) entraînant un changement de statut (de contractuel notamment à titulaire),
- de catégorie B (97%)
- et de catégorie C (92%).

B – Les mobilités

Sur 156 mobilités internes intervenues au cours de ces 10 derniers mois, 76% de femmes ont bénéficié d'une nouvelle affectation au sein des services de la CTM.



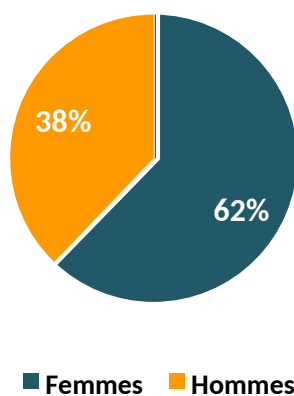
L'analyse par catégorie et par sexe fait ressortir que les femmes ont largement bénéficié de la mobilité interne quelle que soit la catégorie.



C – Disponibilité

62% des agents en disponibilité pour convenances personnelles ou en congés sans solde sont des femmes.

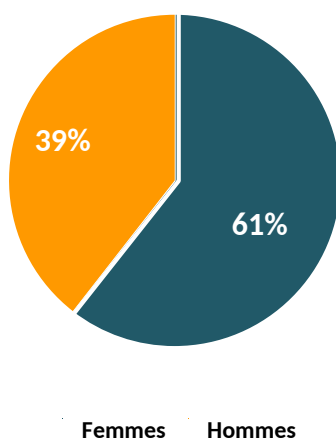
**Proportion Femmes/Hommes
en disponibilité en 2018**



III – LA FORMATION PROFESSIONNELLE

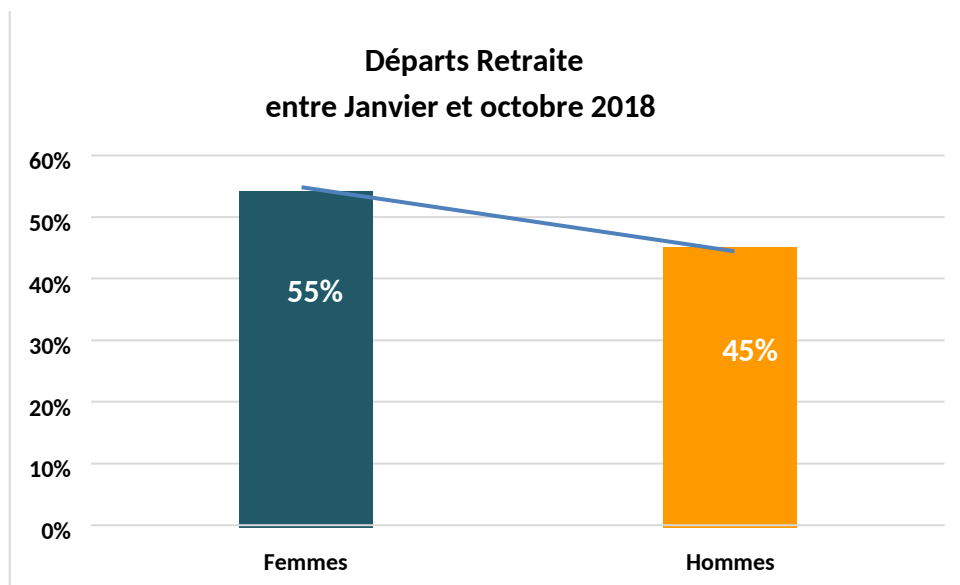
Les agents de la CTM ont eu en moyenne 2 383 jours de formation, 61% des femmes ont bénéficié de jours formation et 39% des hommes.

Formations suivies par sexe



IV – LA RETRAITE

66 agents sont partis en retraite entre janvier et octobre 2018, dont 55% de femmes.



V – LA REMUNERATION

Le salaire net mensuel moyen est de 2 488.59 euros pour les femmes et 2 563.28 euros pour les hommes (titulaires et contractuels).

L'analyse par statut fait ressortir notamment pour la catégorie B des écarts de salaires plus favorables aux hommes (+949.17 € mensuels pour les titulaires) et, pour les contractuels assimilés de catégorie A l'écart est de +346.58 € pour les contractuels hommes).

Les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes s'expliquent par le fait que les salaires servis dans la filière technique où les hommes sont plus nombreux, sont plus importants que dans les autres filières (notamment en raison du régime indemnitaire plus favorable).

Ecart salaires nets moyens des titulaires

Catégorie	Ecart femmes/hommes
A	677,65
B	949,17
C	620,49

Ecart salaires nets moyens des contractuels

Catégorie	Ecart femmes/hommes
A	+ 346,58
B	+ 194,97
C	+ 129,61

VI – LE DIALOGUE SOCIAL

Par ailleurs, l'article 9 bis du titre I du statut général des fonctionnaires, modifié par la loi du 20 avril 2016, prévoit qu'au prochain renouvellement général des instances de représentation du personnel, les listes de candidats aux élections professionnelles soient composées d'un nombre de femmes et d'hommes proportionnel aux effectifs respectifs représentés au sein de l'instance concernée. Le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 fixe la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique.

VII – L'ACTION SOCIALE

Par délibération en date du 31 octobre 2018, l'Assemblée délibérante a fixé le périmètre des actions et les modalités de mise en œuvre de l'action sociale ainsi

que le montant des dépenses obligatoires qui y sont consacrées comme le prévoit l'article L2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'une des actions consiste à répondre aux exigences de la dernière circulaire sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes à savoir, l'amélioration de l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle et dénoncer les situations de violence subies par l'agent quel qu'en soit l'origine ou la forme et les accompagner.

EN CONCLUSION

Les femmes sont largement représentées au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique dans pratiquement tous les métiers et les filières, même si on relève une présence plus timide dans le secteur technique (routes, bâtiment...). Elles sont également très présentes sur les postes d'encadrement avec une proportion plus forte que celles des hommes.

Cependant une disparité forte subsiste encore au niveau des rémunérations où des écarts importants en matière de salaires sont enregistrés en faveur des hommes au sein de la CTM.

L'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les dossiers et projets reste un enjeu majeur qui doit être porté par l'ensemble des acteurs de la Collectivité et doit être particulièrement au cœur de sa politique RH.

Les services RH pourront être ainsi veilleurs de cette égalité professionnelle tant en matière de mixité de métier, que d'égalité dans l'évolution des carrières, de la rémunération ou d'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle en lien étroit avec la direction du Service social du personnel.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-520-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-520-1

PRENANT ACTE DE LA PRESENTATION DU RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2018 / BUDGET 2019

L'An deux mille dix-huit, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Jenny DULYS-PETIT, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Marie-France TOUL), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, la commission développement économique et tourisme, et la commission affaires juridiques et textes le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission formation professionnelle et apprentissage et la commission insertion, économie sociale et solidaire le 13 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention P.M.I. – A.S.E. le 17 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission logement et habitat et la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 18 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 18 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 18 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les conseillers à l'Assemblée de Martinique prennent acte de la présentation du rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique sur la situation en matière de développement durable pour l'exercice 2018 / Budget 2019.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-520-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

RAPPORT
À
MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
MESDAMES ET MESSIEURS LES CONSEILLERS
À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU 19 DÉCEMBRE 2018

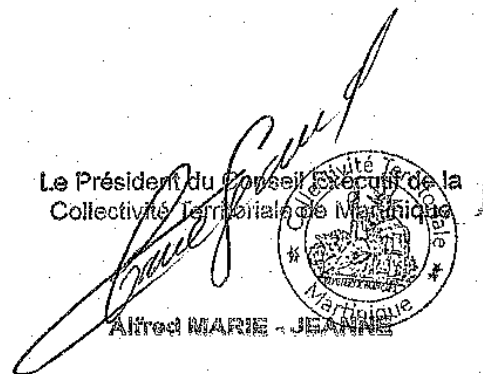
RAPPORT N° 4

**RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE 2018 - COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE**

J'ai l'honneur de vous présenter, conformément à l'article L. 72-100-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et aux dispositions du décret n°2011-687 du 17 juin 2011, le rapport joint portant sur la situation en matière de développement durable au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'année 2018.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

The signature of Aïté Marie-Jeanne is written in black ink over the official seal of the Collectivité Territoriale de Martinique. The seal is circular, featuring a central emblem with a landscape and a star, surrounded by the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' and 'Martinique' at the bottom.

- 4 DEC. 2018



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-520-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018



Rapport Développement Durable 2018



SOMMAIRE

CONTEXTE.....	9
INTRODUCTION.....	11
POLITIQUES PUBLIQUES, ORIENTATIONS ET PROGRAMMES DE LA CTM.....	12
FINALITE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	13
I – Energie.....	13
1. Présentation.....	13
2. Enjeux du territoire.....	15
3. Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE).....	15
4. Révision de la PPE.....	17
5. Programme de Maîtrise de l'Energie.....	17
6. Le Comité Maîtrise de la Demande en Energie.....	18
7. Exemples d'opérations cofinancées.....	19
II – Mobilité.....	20
1. Schéma Territorial des Infrastructures Routières de Martinique 2017 – 2037 (STIRM).....	20
2. Schéma territorial de la mobilité et des transports.....	21
3. TCSP – Etudes.....	21
4. Autres études routières.....	22
5. Les outils d'information aux usagers de la route.....	22
a) Inforoute.....	22
b) Applications en ligne d'information sur les chantiers de la CTM et sur l'état des routes....	23
6. Transport maritime.....	24
FINALITE 2 : BIODIVERSITE, PROTECTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES.....	25
I – Contexte.....	25
II – Préservation de la biodiversité.....	25

1. Aires volcaniques et forestières de la Montagne Pelée et des Pitons du Nord de la Martinique.....	25
2. Projet de Réserve Naturelle Territoriale (RNT) en Baie de Génipa.....	27
3. Transfert de domanialité du Canal de Beauregard de l'Etat à la CTM.....	27
4. Musée du Père Pinchon.....	29
5. Appel à projets pour la valorisation du patrimoine naturel et la biodiversité.....	29
6. Sanctuaire AGOA.....	30
7. Projet CARI'MAN.....	30
III – Gestion de l'eau.....	32
1. Développement des ressources alternatives.....	32
2. Schéma Directeur de l'Irrigation en Martinique.....	32
3. Le Périmètre Irrigué du Sud-Est (PISE).....	34
4. Réseau d'irrigation collectif sur le terrain de Nouvelle Cité à Rivière-Salée.....	34
5. Eau potable.....	35
IV – Agriculture.....	36
1. Salon de l'agriculture de Martinique.....	36
2. Protection et valorisation du foncier rural.....	37
3. La banque de terre territoriale.....	37
4. Mise en œuvre du réseau d'épidémiosurveillance.....	38
V – Pêche.....	40
1. Travaux sur le patrimoine portuaire et maritime.....	40
2. Plan Territorial d'Organisation et d'Equipe ment des Ports de Pêche (PTOEPP).....	41
3. Autres interventions pour un développement durable de la pêche et de l'aquaculture.....	41
4. Programme d'investissement pour les DCP.....	42
VI – Exemples d'opérations cofinancées.....	43

FINALITE 3 : COHESION SOCIALE ET SOLIDARITE ENTRE TERRITOIRES ET ENTRE GENERATIONS.....

44

I – Prévention des risques majeurs.....	44
1. Actions de vulgarisation de la culture du risque.....	44
2. Actions de partenariats locaux et de coopération régionale.....	45
3. Réduction de la vulnérabilité de la collectivité par la préparation à la gestion de crise.....	46
4. Equipements de surveillance et applications.....	47
II – Action sociale.....	48

1. Dispositif « Atout inclusion ».....	48
2. Amener des allocataires du RSA et des jeunes majeurs de l'ASE vers l'emploi.....	48
3. 1 ^{ère} conférence de l'Observatoire de la protection de l'enfance.....	49
4. Les enfants de l'ASE récompensés pour leurs résultats scolaires.....	49
5. Des jeunes en insertion pour le ramassage des algues sargasses.....	50
6. Conseil Territorial de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CTCA).....	50
7. La CTM s'engage dans la Silver Economie.....	51
8. Semaine des personnes âgées.....	51
9. Les rendez-vous du mardi.....	52
10. Les rencontres solidaires de la Pagerie.....	52
11. 1 ^{ère} conférence territoriale de l'Economie Sociale et solidaire.....	53
12. Ateliers d'indexation collaborative de la banque numérique des patrimoines martiniquais	54
13. Exemples d'opérations cofinancées.....	54

FINALITE 4 : EPANOUISSEMENT DE TOUS LES ETRES HUMAINS.....56

I – Culture.....	56
1. Actions culturelles.....	56
2. Vers la création d'une école martiniquaise des arts.....	60
II – Education.....	60
1. Projets d'actions éducatives.....	60
a) Education au respect de l'environnement.....	61
b) Intégration du volet durable.....	61
c) Lutte contre le décrochage scolaire.....	61
d) Aide à la construction du parcours d'élève.....	62
e) Le numérique éducatif.....	63
2. Coopération régionale.....	64
III – Enseignement supérieur et recherche.....	64
1. Aide aux étudiants.....	64
2. Accompagnement financier du pôle universitaire de Martinique et des établissements de formation sanitaire et sociale.....	65
a) Le soutien au pôle universitaire de Martinique.....	65
b) Le soutien aux établissements de formation sanitaire et sociale.....	65
IV – Formation professionnelle et apprentissage.....	66

1. Achat de formations collectives.....	66
2. La territorialisation des lots.....	67
3. L'intégration d'un module développement durable.....	67
4. Exemples de programmes de formations professionnelles.....	67
V – Sport.....	69
1. Soutenir les acteurs du sport.....	69
2. Optimiser les équipements sportifs.....	70
3. Actions en faveur de la jeunesse.....	71
VI – Santé.....	72
1. Plan Régional Santé Environnement (PRSE).....	72
2. Don du sang.....	73
VII – Logement.....	73
1. Plan d'actions pour les personnes défavorisées.....	73
2. Logement social / Habitat : Nouveau cadre d'intervention de la CTM.....	75
3. Loger les étudiants martiniquais.....	75
FINALITE 5 : TRANSITION VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE.....	77
I – Contexte.....	77
II – Economie circulaire.....	77
1. Première édition Appel à projets « Economie circulaire 2018 – 2019 ».....	77
2. Formation « Sensibilisation et mobilisation des élus martiniquais sur la prévention des déchets et l'économie circulaire ».....	78
III – Gestion des déchets.....	79
1. Intervention sur les enjeux et les défis de la transition écologique et énergétique lors du salon Matnik'Agri du 1er au 3 juin 2018.....	79
2. Collecte de déchets recyclables pendant le Tour des Yoles.....	80
3. 2 ^{ème} édition Appels à projets « Alimentation durable ».....	80
4. Le Programme Territorial de Maîtrise des Déchets (PTMD).....	80
ACTIONS INTERNES DE LA CTM.....	82
INTRODUCTION.....	83

FINALITE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	83
Les bâtiments neufs de la CTM.....	83
Lancement du diagnostic des installations d'éclairage public du patrimoine routier et portuaire de la CTM.....	84
FINALITE 2 : BIODIVERSITE, PROTECTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES.....	88
FINALITE 3 : COHESION SOCIALE ET SOLIDARITE ENTRE TERRITOIRES ET ENTRE GENERATIONS.....	90
FINALITE 4 : EPANOUISSEMENT DE TOUS LES ETRES HUMAINS.....	91
FINALITE 5 : TRANSITION VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE.....	93

CONTEXTE

Notre collectivité prend une part active au développement durable de la Martinique grâce à ses politiques sectorielles. Cette volonté de faire du développement durable le fil conducteur de son action trouve sa traduction dans l'ensemble des plans et schémas directeurs qui sous-tendent l'action de la CTM. Les aspects sociaux, économiques, environnementaux et culturels doivent être pris en compte pour toutes nos actions.

C'est pourquoi la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé d'élaborer le **Plan d'Aménagement et de Développement Durable de Martinique (PADDMA)** afin d'organiser le territoire comme un instrument de développement durable à l'horizon 2030. Ce plan global est un instrument intégrateur qui vise à mettre en cohérence les schémas stratégiques de l'île.

A titre d'exemple, le **Schéma Territorial de Développement Économique, de l'Innovation et de l'Internationalisation (STDEII)** a été élaboré en 2017. Ce schéma préconisé par La Loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi Notre) constitue le volet économique du PADDMA. Ce cadre novateur devra assurer la transition vers un nouveau modèle de développement économique plus durable et plus solidaire.

En effet, la Martinique se doit d'innover pour répondre aux défis économiques, environnementaux et sociaux qui s'imposent à elle. C'est pourquoi le STDEII est conçu comme « un laboratoire de l'innovation publique », avec des propositions de transition vers un nouveau modèle :

- 1) Des **innovations environnementales**, pour exploiter autrement les ressources naturelles, en assurant leur durabilité.
- 2) Des **innovations économiques**, pour accompagner autrement les entreprises et leur garantir un meilleur niveau de compétitivité.
- 3) Des **innovations territoriales**, pour aménager autrement le territoire et assurer une meilleure attractivité.
- 4) 4) Des **innovations sociales**, pour valoriser autrement la richesse humaine, et améliorer l'employabilité des personnes qualifiées et moins qualifiées.

Le STDEII a été décliné en programme d'actions stratégiques en 2018.

Par ailleurs, le plan fiscalité permet à la CTM d'intervenir de manière transversale sur le développement durable de l'île au travers des réglementations, des finances, des taxes indirectes et directes, des redevances et des crédits d'impôts.

En effet, la fiscalité impacte la démarche du développement durable par l'écologique, l'économique et le social en mettant en exergue les aspects vivables, durables et équitables qui en découlent.

La Collectivité Territoriale de Martinique par sa stratégie fiscale, accompagne la démarche en intervenant :

- 1) Au niveau écologique, au travers de cinq fiscalités :
 - a) L'octroi de mer par les taux sur le gazole ;
 - b) La Taxe Spéciale sur la Consommation des produits pétroliers (TSC).

Les taux appliqués ont pour objectif de rééquilibrer la taxation sur les carburants les plus polluants.

- c) La Taxe d'Aménagement, par l'ajustement de la réglementation pour protéger les espaces naturels sensibles de la Martinique ;
 - d) La Taxe sur les certificats d'immatriculation (cartes grises) en fonction des émissions de CO₂ et de la puissance des voitures ;
 - e) La Taxe sur les propriétés bâties, pour un meilleur contrôle de l'aménagement du territoire.
- 2) Au niveau économique, en permettant des exonérations de :
 - a) La TSC et de l'Octroi de mer sur les carburants pour l'aviation commerciale (la plus coûteuse), des activités nautiques et commerciales ;
 - b) La fiscalité réduite du fioul utilisé comme carburant ;
 - c) Le remboursement partiel de la TSC aux transporteurs, de marchandises et de voyageurs, et de certaines professions.
- 3) Au niveau social, en ajustant la délibération sur la taxe sur le tabac.

Le bilan 2018 de la CTM en matière de développement durable, non exhaustif, illustre l'implication forte et diversifiée de la collectivité pour le bien-être des martiniquais.

INTRODUCTION

Conformément à l'article L72-100-2 du Code général des collectivités territoriales :

"Préalablement aux débats sur le projet de budget, le Président du Conseil Exécutif de Martinique présente un rapport sur la situation en matière de développement durable intéressant le fonctionnement de la Collectivité Territoriale de Martinique, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Le contenu de ce rapport et, si nécessaire, les modalités de son élaboration sont fixés par décret".

Le décret n°2011-687 du 17 juin 2011 relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales en précise la structure.

Le rapport prend en compte les cinq finalités du développement durable mentionnées au III de l'article L. 110-1 du code de l'environnement, à savoir :

- 1°) La lutte contre le changement climatique ;
- 2°) La préservation de la biodiversité, des milieux, des ressources ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- 3°) La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;
- 4°) L'épanouissement de tous les êtres humains ;
- 5°) La transition vers une économie circulaire.

Le rapport comporte deux parties :

- l'une relative au bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur son territoire ;
- l'autre relative au bilan des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité.

POLITIQUES PUBLIQUES, ORIENTATIONS ET PROGRAMMES DE LA CTM



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

FINALITE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

I - Energie

Le territoire martiniquais doit encore poursuivre ses efforts afin d'augmenter la part des énergies renouvelables (EnR), au sein du mix énergétique de l'île, qui en 2017, représentait 7% des ressources de l'île. Cette situation de dépendance aux énergies fossiles entraîne une vulnérabilité accrue en matière énergétique et un rejet important de gaz à effet de serre.

Toutefois, les nombreux projets (publics et privés) en cours d'élaboration sur le territoire permettent d'envisager dès 2019, un taux de pénétration des EnR sur le réseau de l'ordre de 20 %.

1. Présentation

La Martinique, territoire insulaire, fait partie des zones non interconnectées (ZNI) qui ne bénéficient pas d'un maillage électrique continental. Les moyens de production actuels sont majoritairement des moteurs thermiques.

Ainsi, dans le cadre de ses compétences, la CTM vise l'adaptation et l'efficacité énergétique en poursuivant ses efforts dans la mise en place des politiques et actions en faveur de la transition énergétique sur le territoire. La collectivité vise, à terme, la réduction des émissions de gaz à effet de serre afin de contribuer à la lutte contre le changement climatique en augmentant la part des énergies renouvelables (EnR) dans le mix énergétique de l'île. La Martinique doit, plus globalement, atteindre le statut de territoire créateur d'emplois et de richesses à travers la mise en œuvre de solutions techniques en faveur de la transition énergétique.

L'année 2018 a été marquée par la mise en œuvre de ces orientations via des actions et partenariats forts avec les acteurs du secteur.

À fin 2017, la capacité installée du parc de production d'électricité s'élève à 496 MW. La production repose essentiellement sur des moyens de productions thermiques avec deux centrales fonctionnant en base à savoir la centrale de Bellefontaine d'une puissance de 211 MW et la centrale de Pointe des Carrières de 81 MW, et cinq turbines à combustion (TAC) pour une puissance totale de 122,8 MW. Avec 72 MW, les énergies renouvelables représentent 14 % de la capacité installée et 7 % de la production. Les installations photovoltaïques sont prépondérantes parmi les EnR, avec 90 % de la puissance installée. La Martinique est équipée d'une centrale de production d'électricité à partir de l'incinération des ordures ménagères (4,2 MW). La centrale bagasse/biomasse Galion 2 d'Albioma, a été mise en service en octobre 2018.

2. Enjeux du territoire

La thématique énergétique, en constante mutation, n'a été réglementée que très récemment (Loi relative à la Transition Ecologique et à la Croissance Verte – LTECV). Aussi, pour les territoires insulaires comme la Martinique, les enjeux locaux sont particulièrement spécifiques et sont à ajuster au gré des évolutions réglementaires et techniques.

Le système électrique martiniquais se caractérise par une instabilité structurelle, conséquence de son manque d'inertie et de sa configuration bipolaire en deux centres de production concentrés à proximité de Fort-de-France et de Bellefontaine. Malgré les travaux engagés, la configuration actuelle ne correspond plus à l'évolution territoriale de la demande qui se déplace vers le Sud, ce qui a pour conséquence d'accroître la fragilité d'alimentation de cette zone et la nécessité de renforcer le réseau.

La spécification des besoins en termes de production, de stockage, de localisation et de performances techniques est ainsi fondamentale en Martinique au regard des faiblesses du réseau.

Enfin, et de façon plus ciblée, la politique énergétique de la CTM doit soutenir :

- la réduction de la dépendance aux énergies fossiles ;
- l'efficacité énergétique ;
- la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- le développement des énergies renouvelables (EnR) de manière adaptée au réseau électrique de l'île.

3. Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE)

Établie conjointement par la CTM et l'État, la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) est un outil fondateur de la transition énergétique, notamment sur les territoires insulaires comme la Martinique.

Conformément aux délibérations successives, portant un avis favorable sur la PPE de Martinique, le décret n°2018-852 du 4 octobre 2018, publié au journal Officiel n°0232 du 7 octobre 2018, approuve les orientations énergétiques pour la période 2016 – 2023.

La PPE a été introduite par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) du 17 août 2015. La loi fixe des objectifs dont la PPE doit tenir compte, sur la période 2018 – 2023.

- 50 % des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie en 2020
- L'autonomie énergétique à l'horizon 2030.

Concrètement, la PPE est une programmation opérationnelle qui évalue les besoins du territoire en énergie et détermine les actions prioritaires en termes d'infrastructures de production d'énergie, d'extension des réseaux électriques, de réalisation d'études.

Au travers de la PPE, trois axes sont à examiner : la garantie de la sécurité d'approvisionnement énergétique, l'amélioration de l'efficacité énergétique ainsi que la baisse de la consommation et enfin le soutien aux énergies renouvelables.

La PPE, place la Martinique sur la voie de l'autonomie énergétique pour 2030, et les objectifs à l'horizon 2023 sont les suivants :

- Sécurité d'approvisionnement énergétique : garantir la sûreté du système électrique. Le taux de pénétration des énergies fatales à caractère aléatoire est fixé à 35 % en 2018, avec un objectif de porter ce seuil à 45 % en 2023. ;
- Amélioration de l'efficacité énergétique et la baisse de la consommation : les objectifs de réduction de la consommation d'énergie sont fixés à -30 GWh en 2018 et -118 GWh en 2023 ;
- Energies renouvelables : la part des énergies renouvelables dans le mix électrique est fixée à hauteur de 56 % en 2023. Les objectifs de développement de la production électrique à partir d'énergies renouvelables à la Martinique, y compris en autoconsommation, sont fixés par rapport aux moyens de production existants et validés, conformément au tableau ci-dessous :

Filière	Puissance supplémentaire installée	
	2018	2023
Éolien avec stockage	0 MW	+ 12 MW
Photovoltaïque sans stockage	+2 MW	+ 48 MW
Photovoltaïque avec stockage	+14,5 MW	+44,5 MW
Géothermie	0 MW	+ 50MW
Hydroélectricité	0 MW	+2.5MW
Biogaz	+0,6 MW	+ 1,2 MW
Bioéthanol	0 MW	+10 MW
Valorisation thermique des déchets	0 MW	+10,2 MW
Pile à combustible	+ 1 MW	+1 MW

- Mobilité décarbonnée : la réalisation d'un schéma de déploiement du véhicule électrique dès 2018, en parallèle d'expérimentations de bornes de recharge ayant recours aux énergies renouvelables. L'objectif de déploiement des dispositifs de charge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables est fixé à 240 bornes de recharge alimentées à partir d'électricité renouvelable en 2023.

Enfin, la PPE prévoit également la réalisation d'études portant sur les transports, la maîtrise de l'énergie, le réseau électrique, l'offre d'électricité et l'approvisionnement en électricité. Ces études permettront des prises de décisions, mais également de préparer la révision de la PPE qui sera réalisée dès 2019 pour couvrir la période 2024-2028.

❖ L'Énergie Thermique des Mers (ETM)

Le projet ETM initié en 2010, prévoit son exploitation via une installation flottante au large de l'île (Bellefontaine) et est inscrit dans les objectifs de la PPE à l'horizon 2023.

Intitulé « NEMO (New Energy for Martinique and Overseas) », ce projet s'appuie sur une technologie utilisant la différence de température entre l'eau de surface et l'eau en profondeur. L'installation visait 10 MW injectés sur le réseau électrique pour un coût global qui s'élevait à environ 300 millions d'euros.

Ce type de technologie choisi par le groupe DCNS devenu depuis Naval Energies et Akuo Energy pour son développement et son exploitation à terme, devait voir la construction de l'installation débuter en 2018 à Brest et arriver en Martinique fin 2019.

Un courrier du groupe Akuo Energy du 12 avril 2018 à la CTM indique l'impossibilité de poursuivre le projet, compte tenu de difficultés techniques persistantes.

La CTM en a pris acte et a décidé de réaffecter les objectifs de production énergétique du projet ETM au sein du mix énergétique martiniquais.

4. Révision de la PPE

Le lancement de la révision de la PPE est prévu pour fin 2018. La révision de la PPE permettra de réévaluer les objectifs établis pour la deuxième période (2019 – 2023), mais surtout de définir les objectifs pour la troisième période (2024 – 2028). La loi relative à la transition énergétique d'août 2015 fixe un objectif d'autonomie énergétique totale du territoire à l'horizon 2030, soit deux années après l'échéance de cette troisième période.

5. Programme de Maîtrise de l'Energie

En mars 2016, l'État, la CTM, l'ADEME, le Syndicat Mixte d'Électricité de la Martinique (SMEM) et EDF-SEI, acteurs majeurs de la transition énergétique, ont lancé le Programme

Territorial de Maîtrise de l'Énergie (PTME) pour la période 2016 – 2020. La convention est annexée au contrat de plan État-Région-Département (CPERD) 2015 – 2020.

Le PTME répond financièrement aux actions permettant la maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables. Ce programme s'inscrit en continuité de la PPE élaborée par les mêmes partenaires.

En 2018, cette démarche partenariale a permis d'amplifier les actions de lutte contre le changement climatique, de protection de l'environnement et de développement durable en cohérence avec la Loi de Transition Énergétique pour une Croissance Verte.

Un showroom a été réalisé afin de mieux communiquer sur la transition énergétique. Situé à Bellefontaine, ce showroom constitue un des premiers bâtiments du futur pôle de la transition énergétique « Madin'Tech », qui sera constitué d'une pépinière d'entreprises et d'expérimentations techniques dans le domaine de l'énergie.

Le PTME a financé des actions en faveur des entreprises, des collectivités, des associations et du grand public. Les acteurs ont engagé une dynamique de développement local, prioritairement dans les domaines de l'éclairage public, des bâtiments performants, des chauffe-eau solaires, de l'autoconsommation ainsi que de projets innovants.

Un pré bilan des actions du PTME pour l'exercice 2018 fait état du financement de 65 dossiers pour un coût total d'investissement de 1.975.000 € avec une répartition des participations financières comme suit :

ADEME	1.075.000 €
CTM	500.000 €
SMEM	100.000 €
EDF	300.000 €
TOTAL	1.975.000 €

6. Le Comité Maîtrise de la Demande en Energie

La loi de finances rectificative pour 2012, par modification de l'article L. 121-7 du code de l'énergie, a étendu le périmètre des coûts relevant des charges de service public de l'énergie (SPE) aux coûts supportés dans les ZNI par le fournisseur historique, du fait de la mise en œuvre d'actions de maîtrise de la demande d'électricité, dans la limite des surcoûts de production qu'elles permettent d'éviter.

En résumé, cette disposition réglementaire a pour but de maîtriser les surcoûts de production induits et les charges de service public de l'énergie (SPE) associées, supportant la péréquation tarifaire, dans les ZNI.

La Commission de Régulation de l'Energie a adopté le 2 février 2017 une délibération ayant pour objet de définir la méthodologie d'examen des « petites » actions de MDE dans chacun

de ces territoires (actions non concernées par la méthodologie décrite dans la délibération CRE du 10 juin 2015 sur les grands projets d'infrastructure).

Faisant suite à la délibération de la Commission de Régulation de l'Énergie, le PTME a créé une instance technique ad-hoc : le comité MDE. Ce comité positionné en continuité de la gouvernance actuelle de l'énergie, regroupe la CTM, la DEAL, l'ADEME, EDF-SEI et le SMEM. Il a pour objectif d'établir le cadre de compensation des actions de maîtrise de la demande en énergie.

S'inscrivant dans la dynamique de la loi de transition énergétique et de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie, le cadre de compensation s'est voulu cohérent avec les orientations actuelles. La volonté exprimée par les membres du comité MDE est de saisir l'opportunité de ce cadre pour donner de l'ampleur aux diverses dynamiques initiées en matière d'efficacité énergétique.

Aussi, dans le but d'offrir une plus grande lisibilité à la transition énergétique en Martinique, le comité MDE souhaite que l'entrée en vigueur du cadre puisse se faire au 1^{er} janvier 2019, concomitamment à la nouvelle période PPE d'une durée similaire de cinq ans.

Le document détaille donc l'ensemble des actions retenues pour la période allant du 01/01/2019 au 31/12/2023, sur la base d'une analyse de l'existant, les aides apportées sur chacune d'elles, la performance de chacune d'elles pour la collectivité au travers du gain net en charge de SPE et leur efficience.

7. Exemples d'opérations cofinancées

❖ Comptoir Caraïbes d'importation et d'exportation (CCIE)

Installation et exploitation d'une centrale photovoltaïque en toiture avec autoconsommation de la production pour le site de l'immeuble TOYOTA et la recharge de véhicules électriques.

Coût total programmé : 282.527 €, financement FEDER / CTM : 120.000 €.

Achèvement des travaux en 2018.

❖ Madiana Congrès SAS

Modernisation énergétique. Objectifs de l'opération :

- Réduire la consommation et la facture énergétique ;
- Réduire l'impact environnemental des activités ;
- Améliorer la qualité du service, notamment en termes de confort ;
- Participer aux objectifs d'autonomie énergétique du territoire ;
- Maintenir ou créer de l'emploi ;
- Etre un modèle en termes d'excellence énergétique.

Coût total programmé : 1.392.400,27 €, financement FEDER / CTM : 715.536,62 €.

Travaux achevés en 2018.

❖ **Aide à l'installation de chauffe-eau solaires individuels (CESI)**

L'objectif est à la fois économique, environnemental et sociétal : faire des économies d'énergies en réduisant les émissions de CO₂ associées et favoriser la création d'emploi par le développement de la filière d'artisans et d'entreprises dans le domaine du solaire thermique.

Résultats attendus : installation de 17.500 CESI (Chauffe-Eau Solaire Individuel) entre 2017 et 2020 ; ce qui permettra d'économiser 21GWh, d'éviter l'émission de 17.500 tonnes de CO₂, de créer et pérenniser jusqu'à 500 emplois.

Coût total programmé : 31.679.550 €, participation FEDER / CTM : 8.750.000 €.

En 2018, l'opération est physiquement réalisée à 45 %.

❖ **Dossier sur l'acquisition et le montage de moteurs destinés à remplacer les moteurs principaux des bateaux de pêche qui doivent répondre aux normes environnementales**

Coût total programmé : 25.584 €, financement FEAMP / CTM : 7.675,20 €.

Réalisation en 2018.

II – Mobilité

1. Schéma Territorial des Infrastructures Routières de Martinique 2017 – 2037 (STIRM)

En vue de la programmation des investissements et de l'amélioration de la mobilité et de l'accessibilité sur le territoire, une étude pour l'élaboration du Schéma Territorial des Infrastructures Routières de Martinique 2017 – 2037 (STIRM) a été lancée en 2017.

Il s'agit de définir la politique routière de la CTM pour les 20 prochaines années sur les plans du développement (extension, modernisation, TCSP) en cohérence avec les autres politiques territoriales (SAR, PLU, etc.) et en adéquation avec un Plan Pluriannuel d'Investissement.

Ce schéma sera un outil de programmation prospectif et dynamique pour assurer une évolution maîtrisée du réseau routier martiniquais, permettre la mobilisation de ressources financières innovantes et programmer les investissements sur le réseau en tenant compte de la demande croissante de la population et du développement socio-économique du territoire.

L'élaboration du STIRM se décompose en quatre phases :

- Phase 1 : analyse de la situation existante ;
- Phase 2 : définition des objectifs et enjeux du STIRM ;

- Phase 3 : rédaction du Schéma ;
- Phase 4 : modélisation du réseau d'infrastructures routières CTM.

Les phases 1 et 2 ont été réalisées en 2018. Il est prévu d'achever les phases 3 et 4 au premier trimestre 2019.

2. Schéma territorial de la mobilité et des transports

Le lancement de ce schéma vient d'être décidé par notre collectivité. Il s'agit de réaliser un document stratégique de planification ou d'orientation, qui concerne à la fois la mobilité et le transport de personnes et de marchandises, et les infrastructures aériennes, portuaires, maritimes et terrestres correspondantes.

Par une approche de l'accessibilité externe et des déplacements tous modes, il se nourrit et vient compléter le schéma des infrastructures routières en cours d'élaboration.

Il devra mettre l'accent sur les enjeux et les éventuelles actions à prioriser en fonction de la hiérarchisation des enjeux de politique publique retenus (améliorer la connectivité intra-caraïbes par exemple).

Ainsi, ce schéma vise, dans un souci d'efficacité et d'efficience, notamment à :

- définir l'implantation des infrastructures de transport public de personnes et de marchandises en fonction des objectifs de développement (social, économique, logement) du territoire ;
- prévoir si nécessaire la réalisation d'infrastructures nouvelles ;
- évaluer les évolutions prévisibles de la demande de transport ainsi que celles des besoins liés à la mise en œuvre du droit au transport ;
- veiller à la cohérence des programmes d'investissement ;
- optimiser l'utilisation des réseaux / équipements.

3. TCSP – Etudes

Une étude a été lancée sur le périmètre du TCSP afin de permettre une évaluation de l'impact de la mise en service de cet équipement selon des indicateurs pertinents, notamment la qualité de l'air sur l'itinéraire et les temps de parcours.

Par ailleurs, en collaboration avec l'Autorité Organisatrice Unique « Martinique Transport », dans le cadre de la convention de groupement de commandes entre Martinique Transport et la Collectivité Territoriale de Martinique, la CTM poursuit les études d'extension du TCSP.

Il s'agit notamment de :

- l'étude de restructuration du carrefour Mangot-Vulcin entre la RN 1 et la RD 3 au Lamentin pour accueillir les voies du TCSP ;
- l'étude de réaménagement de la RN1 entre le giratoire de Mahault et celui de Mangot-Vulcin ;
- l'étude d'extension du TCSP entre le giratoire de Mangot-Vulcin et le carrefour de Desmarinières à Trinité, via le Robert le long de la RN1 ;
- de l'étude des extensions du TCSP vers Sainte-Luce, via Rivière-Salée le long de la RN5 ;
- de l'étude des scénarii d'extension vers Schœlcher en incluant les nouvelles possibilités de desserte de zones urbaines denses qu'offre le transport par câble.

4. Autres études routières

Etudes à poursuivre et à finaliser :

- viaduc de Fond Lahaye sur la RN2 à Schœlcher ;
- restructuration du carrefour Mangot-Vulcin entre la RN1 et la RD3 au Lamentin ;
- modernisation de la traverse du Marigot sur la RN1 ;
- l'aménagement du carrefour giratoire de la ZAE de MAUPEOU sur la RD07 ;
- l'aménagement du giratoire Nord au Vauclin sur la RN6 ;
- protection de la RN2 contre la houle entre le Carbet et Saint-Pierre ;
- protection des ouvrages du littoral sur la RD10.

5. Les outils d'information aux usagers de la route

a) Inforoute

La collectivité a développé un projet d'information dynamique à destination des usagers de la rocade de Fort de France. Ce projet baptisé Inforoute a pour objet d'informer les usagers sur leurs temps de parcours et de développer une culture d'exploitation dynamique de la route. Il

s'agit d'apporter une réponse aux difficultés de circulation sur la conurbation en apportant des informations d'aide à la décision.

Le système comprend actuellement 4 panneaux d'information des usagers ainsi qu'une page web de l'état du trafic en temps réel. Les informations affichées s'appuient sur un réseau de 12 balises de mesure de temps de parcours.

Le système Inforoute a vocation à informer les usagers des désordres pouvant survenir sur le réseau routier, alerter en cas de pollution de l'air, prévenir les usagers lorsque des travaux sont programmés et améliorer la réactivité des services en cas de blocage. Le système vise aussi à améliorer les comportements des usagers (horaires et déplacements) et à développer la culture de l'exploitation dynamique de la route.

Une procédure de diffusion des alertes sur les Panneaux à messages variables (PMV) a été mise en place en 2018 avec la DEAL et Madininair afin d'informer les usagers de la RD41 (rocade de Fort-de-France) et de l'autoroute sur les alertes en cours et de leur indiquer, lorsque le niveau d'alerte le nécessite, la réduction de la vitesse maximale (recommandée ou autorisée) à pratiquer sur ces axes routiers pendant les épisodes de pollution.

3 autres PMV devraient être implantés en 2019.

L'extension du système à d'autres axes sera examinée (RN5 - Autoroute : Echangeur de Carrère - Echangeur de Dillon / RN2 : Case Pilote - Schoelcher / RN1 : Robert - Echangeur du canal du Lamentin).

b) Applications en ligne d'information sur les chantiers de la CTM et sur l'état des routes

La mise en place d'outils de diffusion en ligne d'informations aux usagers de la route a été réalisée en 2018:

- Il s'agit d'une part de **l'application INFO TRAVAUX** : l'objectif est d'informer en temps réel sur les travaux les plus importants menés par la CTM, qu'il s'agisse de travaux sur le réseau routier, sur les bâtiments (modernisations, reconstructions, etc.), sur les réseaux d'eau potable et d'irrigation ou encore sur les équipements portuaires et maritimes. L'application sera mise en ligne sur le site de la CTM ainsi que sur sa page Facebook avant la fin de l'année 2018.
- D'autre part **l'application « ETAT des ROUTES »** a été modernisée : Elle informe les usagers sur la praticabilité des routes de la CTM (circulation sur ½ chaussée, déviation, etc.) liée aussi bien aux chantiers de modernisation de la CTM qu'aux différents événements pouvant impacter le réseau routier (éboulis, glissements...). L'état des routes paraît de manière hebdomadaire dans le France Antilles ; l'application sera mise en ligne avant la fin de l'année 2018 sur le site de la CTM et sur sa page Facebook.

6. Transport maritime

La CTM a lancé les études pour la création d'une ligne maritime régulière rapide entre Fort-de-France et Saint-Pierre avec correspondances immédiates vers les bourgs et quartiers des communes limitrophes à travers des dessertes urbaines et péri-urbaines très fines. L'ouverture de cette ligne est envisagée pour 2019.

Afin de désenclaver la commune de Grand rivière, il est prévu une extension par desserte maritime Saint Pierre – Grand Rivière.

Dans le cadre du groupement de commandes avec Martinique Transport, une étude a été réalisée entre septembre et décembre 2018 afin de procéder à l'estimation des flux potentiels de transport par voie maritime. Les résultats de l'étude permettant à Martinique Transport de procéder aux arbitrages concernant la création de nouvelles lignes maritimes.

FINALITE 2 : BIODIVERSITE, PROTECTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES

I - Contexte

La richesse du patrimoine naturel français et les menaces qui pèsent sur son devenir confèrent à la France une responsabilité particulière en matière de biodiversité. De même, nul ne peut ignorer l'apport extraordinaire des Outre-Mer à cette richesse inestimable. Les collectivités ultramarines font de la France la deuxième puissance maritime mondiale et elles représentent plus de 80 % la biodiversité terrestre française. A ce titre, la Martinique constitue un berceau de la biodiversité de la Caraïbe et on y recense plus de 87 % des arbres présents dans l'arc des Petites Antilles. Notre niveau d'endémisme fait de la Martinique un patrimoine exceptionnel classé comme étant un des 35 hot spots de la biodiversité mondiale.

Il convient de valoriser notre patrimoine environnemental localement, en l'intégrant dans une démarche de développement soutenable et en tenant compte des menaces internes et externe qui la fragilisent.

C'est l'objet même du défi écologique, axe structurant du projet politique porté par la Collectivité Territoriale de Martinique et qui se décline en un programme d'actions stratégiques défini par notre Schéma Territorial de Développement Economique, de l'Innovation et de l'Internationalisation (STDEI).

II - Préservation de la biodiversité

1. Aires volcaniques et forestières de la Montagne Pelée et des Pitons du Nord de la Martinique

Le projet d'inscription d'un bien martiniquais au patrimoine mondial de l'UNESCO vise à inscrire une partie de la Martinique (Montagne Pelée/Mont Conil et Pitons du Carbet/Morne Jacob) sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Il est porté par le PNM, au nom de la CTM et de l'Etat.

Ce projet d'inscription des « Volcans et forêts de la Montagne Pelée et des Pitons du Nord de la Martinique » demeure aujourd'hui la parfaite concrétisation de la reconnaissance de la visibilité et de la lisibilité internationale du volcanisme et de la biodiversité martiniquaise comme « Merveille du Monde » sur la liste indicative du Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

En effet, le projet porté au nom de l'ensemble des forces vives des acteurs du territoire et plus largement de la population martiniquaise vise à faire reconnaître à l'échelle internationale un Bien insulaire océanique caribéen, identifié par l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) comme lacune du Patrimoine Mondial pour les volcans et la biodiversité, et reconnu parmi les 100 aires naturelles les plus irremplaçables du monde.

Son potentiel d'exceptionnalité est ainsi constitué de reliefs en « pitons » et d'un volcanisme « péléen », abritant tous les étages forestiers des Petites Antilles, dans des continuités naturelles de la mer aux sommets, contenant des reliques de forêts primitives, et dont la flore est représentative de l'essentiel de la diversité biologique et de l'endémisme des Petites Antilles.

Le projet a bien évolué depuis son inscription sur la liste indicative en 2014, la validation de sa valeur universelle exceptionnelle en octobre 2016 et celle du projet de périmètre en avril 2017.

Les échanges réguliers entre l'équipe-projet martiniquaise et ses référents du Comité Français de l'UICN et du Ministère de l'écologie ont permis d'affiner l'argumentaire scientifique, et d'orienter le projet vers une coopération internationale plus affirmée.

Du point de vue de la coopération, des échanges riches avec les partenaires caribéens de l'OECO (Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale) ont permis d'obtenir le soutien officiel et unanime des membres de cette instance pour le projet martiniquais, qui est perçu comme une très belle opportunité de développement économique et touristique caribéen, mais aussi qui constitue un cadre intéressant pour la mise en œuvre d'une coopération autour des espaces naturels protégés de la Caraïbe.

La troisième et dernière audition devant le Comité National des Biens Français du Patrimoine Mondial, visant à valider le plan de gestion, a eu lieu le 23 octobre 2018. Il s'agissait de démontrer la capacité de la Martinique à préserver ce patrimoine naturel et surtout à le gérer et le valoriser. La réponse est attendue en décembre 2018.

Parallèlement, une autre démarche de labellisation de niveau national a été conduite : la « **Forêt d'exception** ». Celle-ci porte sur une superficie plus restreinte, à savoir les forêts territoriales-domaniales de la Montagne Pelée et des Pitons du Carbet dites Forêt des volcans. Ces deux monuments naturels font partie du cœur de Bien UNESCO. Le Comité de pilotage comprenant 32 partenaires, dont la CTM qui en assure la présidence, s'est réuni le 29 octobre pour signer le contrat de projet 2018 – 2023. La réponse du Comité national d'orientation est attendue en novembre 2018.

Le label « Forêt d'exception » vient enrichir et renforcer la candidature d'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO.

2. Projet de Réserve Naturelle Territoriale (RNT) en Baie de Génipa

La Baie de Génipa s'étend sur 4 communes, qui sont, du nord au sud : Le Lamentin, Ducos, Rivière-Salée et Les Trois-Ilets. Elle comprend la plus grande mangrove de la Martinique qui couvre une superficie de plus de 1.000 ha, soit 65% des mangroves martiniquaises, et héberge une biodiversité terrestre et marine remarquable.

Le statut de RNT semble une réponse adaptée aux besoins révélés par les enquêtes et séances de travail avec les acteurs concernés : meilleure lisibilité de la zone à protéger, mise en cohérence des gestionnaires et acteurs vers une responsabilisation et une appropriation de l'outil, cadre unifié pour une gestion intégrée du site, mise en place de moyens de surveillance, de gestion et de mise en valeur.

La CTM a lancé une consultation du public du 26 juillet au 26 novembre 2018, afin de recueillir son avis sur le classement de cette Baie de Génipa en RNT.

3. Transfert de domanialité du Canal de Beauregard de l'Etat à la CTM

Construit en 1770 par les esclaves pour irriguer les distilleries de Beauregard, Anse Latouche (Carbet), de Blondel et Desfontaines (Saint-Pierre), le Canal des esclaves est un ouvrage hydraulique chargé de mémoire. Il fut laissé à l'abandon après l'éruption de 1902, rouvert en 1955 puis entretenu par l'ex-Département qui l'inscrit au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnées (PDIPR). Son entretien est financé par la CTM.

La CTM porte également un projet de valorisation du site qui comprend notamment la mise en place d'une muséographie, d'une signalétique, d'un parcours de botanique tropicale et d'un projet d'hydro-électricité d'où sa demande de transfert de domanialité à l'Etat. En effet, suite à un arrêt du 3 mai 2007 de la Cour de Cassation, l'Etat est reconnu comme propriétaire de l'ouvrage hydraulique.

Le vote à l'unanimité de l'Assemblée de Martinique le 21 septembre 2018 est la concrétisation d'une revendication récurrente des Martiniquais. Il permettra au Président de l'Exécutif de finaliser ce transfert, de signer une convention avec le Préfet afin de financer les travaux qui seront réalisés par la CTM.

Actuellement, le Canal de Beauregard alimente sur près de 100 hectares un réseau de distribution d'eau qui dessert principalement les bananeraies de l'Habitation Beauregard.

Quant au parcours de randonnée pédestre, c'est l'opportunité d'admirer la diversité d'une flore exceptionnelle et des vues panoramiques sur le Petit Piton et les magnifiques cascades du parcours. Il est impraticable depuis la tempête Matthew (2016) et l'ouragan Maria (2017) malgré les travaux réalisés en 2017. Reste à réaliser le curage de l'ouvrage et le traitement des fuites d'eau en pied de muret. Ces travaux estimés à 300.000 € feront l'objet d'une convention avec l'Etat et seront réalisés par la CTM qui prévoit, entre autre, l'aménagement

des portes d'entrée du sentier, le confortement du tunnel de la Maison Rousse, l'accès au bassin en aval du captage et la sécurisation des tronçons.

4. Musée du Père Pinchon

Le musée du Père Pinchon est un élément majeur de la politique territoriale en matière de connaissance et de valorisation de la biodiversité de Martinique. Le bâtiment a été inauguré en décembre 2017.

Le projet muséographique montre, au travers de 35 années de recherches, les collections réunies par le Père Pinchon tant dans leur diversité que par leurs richesses. Celles-ci regroupent des collections d'histoire naturelle, d'archéologie et d'ethnographie. Le musée possède près de 10.000 pièces, ouvrages et espèces animales ce qui constitue un fonds unique aux Antilles Françaises.

Le musée du Père Pinchon est riche de possibilités qui le placent comme l'un des pivots de la politique régionale muséale.

Une journée portes ouvertes a été organisée le 4 février 2018 avec comme temps fort un forum sur la Biodiversité et le Développement Durable de Martinique. Des conférences, ateliers et projections de films ont été proposés au public durant toute une journée ainsi que les expositions suivantes :

- *Des plumes et des ailes* de l'artiste THURILLET sur les oiseaux protégés de Martinique ;
- *Le Père Pinchon, un précurseur de la connaissance de la biodiversité martiniquaise : textes du Père Pinchon sur les différents milieux* (végétation et animaux caractéristiques) illustrés par des photos de Grégory Guida, photographe animalier ;
- *Le développement durable.*

Plusieurs actions ont été réalisées depuis l'ouverture au public le 19 juillet 2018 :

- des conférences sur les sargasses en Martinique, sur les animaux disparus et en voie de disparition en Martinique ainsi que sur les plantes médicinales de la pharmacopée martiniquaise ;
- des contes et animations musicales ;
- des ateliers d'initiation à la confection d'un herbier, à l'art du bonsaï, à la mise en terre de légumes du potager, à la réalisation d'un jardin de plantes médicinales, à la fabrication de tableau en coquillages... ;
- des expositions sur les insectes de Martinique, la mer et « Quand l'art sort de terre ».

5. Appel à projets pour la valorisation du patrimoine naturel et la biodiversité

La collectivité a lancé un appel à projets qui vise à financer les projets protégeant et valorisant le patrimoine naturel ainsi que les actions en faveur de la biodiversité le 27 février.

Une enveloppe financière de 3.000.000 € FEDER a été allouée à cet appel à projet.

6. Sanctuaire AGOA

La CTM accompagne l'Agence des Aires Marines Protégées (AAMP) pour la réalisation du projet d'accompagnement de l'activité d'observation des cétacés dans le sanctuaire AGOA.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Contribuer à réduire les impacts des approches touristiques sur les mammifères marins par le respect des règles d'approche ;
- Améliorer la valeur « éducation du public » portée par un « whale-watching » de bonne qualité environnementale ;
- Enseigner des protocoles de saisie de données applicables à bord des unités d'observation ;
- Réduire les impacts de cette activité sur les populations de cétacés fréquentant le sanctuaire.

Le sanctuaire AGOA pour les mammifères marins des Antilles Françaises est une aire marine protégée dédiée à la préservation des mammifères marins. La CTM est membre du Conseil de Gestion.

7. Projet CARI'MAN

Le projet CARI'MAM vise la mise en réseau des aires marines protégées dédiées à la conservation des mammifères marins du Grand Caraïbes et au-delà. De plus, ce réseau vise également à renforcer les compétences managériales et le développement d'outils communs pour gestion et évaluation. Le réseau comprend une question de focalisation sur le développement d'une offre commerciale durable et respectueuse pour l'observation de cétacés dans leur milieu naturel (whale-watching) à travers les Caraïbes.

Le projet relève plusieurs défis :

- Défis de la recherche scientifique visant à l'amélioration des connaissances ;
- Défis de la coopération technique visant à améliorer l'efficacité de la gestion dans un réseau d'aires marines protégées.
- Défis géopolitiques visant à la promotion et la diffusion d'initiatives de conservation pour les mammifères marins dans les Caraïbes. Stratégie de coopération pour un mammifère marin des Caraïbes.

III - Gestion de l'eau

1. Développement des ressources alternatives

Dans un objectif de réduction de la pression sur la ressource, la Collectivité poursuit son action en faveur du développement des ressources alternatives pour des usages domestiques non sanitaires. Avec le dispositif d'aide à la récupération des eaux de pluie, elle a favorisé pour l'exercice 2018 la pose de 400 citernes.

Ce dispositif lie les aspects économiques et de développement durable par :

- la réduction de la vulnérabilité des populations face aux aléas climatiques ;
- la création d'activités et d'emplois ;
- la prise en compte dans la diversification des modes d'intervention de la collectivité à destination des populations à ressources réduites ;
- la normalisation et la montée en compétence du secteur par la formation des artisans plombiers.

2. Schéma Directeur de l'Irrigation en Martinique

Il s'agit d'élaborer un schéma d'irrigation en Martinique afin de garantir une solution durable pour un maintien du potentiel de production agricole sur le territoire tout en limitant les impacts des prélèvements dans le milieu naturel.

L'objectif est de mettre en place un outil d'optimisation de la gestion quantitative de l'eau à usage irrigation à destinations de différents partenaires concernés : la CTM, la Chambre d'Agriculture, l'Office de l'Eau, l'Etat (DAAF, DEAL/Police de l'Eau), les 3 communautés d'agglomération, les associations d'agriculteurs.

Les résultats attendus sont les suivants :

- une stratégie vis-à-vis de la demande des usages agricoles et de ses évolutions possibles ;
- une approche multi-usage de la ressource en eau (eau potable, environnement, industrie, agriculture, tourisme,...) afin de prévenir les conflits d'usage et répartir au mieux la ressource en eau ;
- l'insertion de l'irrigation dans une perspective de développement durable et de cohérence avec les objectifs de bon équilibre des masses d'eau définis dans le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux).

La démarche de mise en œuvre de ce schéma a été initiée par la collectivité.

3. Le Périmètre Irrigué du Sud-Est (PISE)

La Collectivité Territoriale de Martinique est maître d'ouvrage du Périmètre Irrigué du Sud Est (PISE). Le PISE dessert 7 communes : Robert, Ducos, Saint-Esprit, François, Vauclin, Marin, Sainte-Anne. La capacité totale d'irrigation du PISE représente 4.500 ha. Actuellement 475 abonnés ont un contrat de fourniture d'eau avec le PISE pour une surface totale irriguée de 3.100 ha. Les spéculations souscrites sont : la banane (55 %), le maraîchage (16 %), la savane (14 %) et autres (15 %) vergers, pépinières etc.

L'unité de production du PISE permet de répondre au développement économique de l'activité agricole dans le sud-est de l'île en garantissant de manière pérenne la distribution d'eau aux agriculteurs toute l'année.

Les mesures ci-après seront poursuivies en 2019 :

- le remplacement de portions de réseaux, de vannes de vidange, de ventouses, et équipements annexes, pour garantir un rendement optimal du réseau ;
- les travaux de mise aux normes sismiques sur les ouvrages du PISE : réservoir de Deux Terres, évacuateur de crue, réservoir de Croix-Rivail, dessableurs, station pompage Lézarde ;
- les études de conception pour la rénovation des stations de pompage de la Lézarde et de la Manzo, et du surpresseur de Beauregard, permettant notamment des économies d'énergie ;
- le suivi de la qualité de l'eau de la retenue Manzo.

4. Réseau d'irrigation collectif sur le terrain de Nouvelle Cité à Rivière-Salée

La Collectivité Territoriale de Martinique est propriétaire de parcelles agricoles d'une surface totale de 100 ha environ, situées sur le territoire de la commune de Rivière-Salée au quartier Nouvelle Cité. Ces terres sont mises en valeur par une douzaine d'agriculteurs. Les spéculations sont la canne, le maraîchage, le vivrier, l'élevage, l'agritourisme. Ces exploitations ne disposent pas de ressources en eau suffisantes pour l'irrigation et la pleine valorisation des surfaces allouées.

La collectivité a décidé d'investir dans la réalisation d'un système hydraulique visant à permettre le développement de l'agriculture dans ce secteur.

Ce système basé sur 3 forages en eau souterraine, permettra de satisfaire des besoins de l'ordre de 135.000 à 190.000 m³ sur une hypothèse de période sèche de 5 à 7 mois par an. Le projet consiste en la création d'infrastructures de pompage et de distribution de l'eau jusqu'à la parcelle des irrigants. L'alimentation électrique des pompes sera assurée par une installation photovoltaïque.

Un marché pour la réalisation de la phase 1 de l'opération, consistant aux travaux d'aménagement des forages, à la pose des canalisations de distribution et à l'installation des panneaux photovoltaïques pour l'alimentation électrique du réseau d'irrigation a été attribué et les travaux ont démarré en novembre 2018.

Les études préalables sont achevées pour la réalisation des travaux pour la phase 2 de l'opération, visant à construire 3 réservoirs complémentaires : 1 réservoir de mélange et tampon (600 m³), et deux réservoirs de distribution d'eau (1.200 m³ et 250 m³). Il est prévu de démarrer ces travaux en juin 2019.

5. Eau potable

La Collectivité Territoriale de Martinique est maître d'ouvrage de l'Unité de Production d'Eau Potable de la Capot (UPEP Capot). Cette unité comprend une prise d'eau en rivière Capot, une usine de traitement d'eau à Vivé, une conduite d'adduction d'un linéaire d'environ 25 km, des ouvrages et équipements connexes (station de pompage, réservoir, surpresseur, ouvrages hydrauliques).

Elle permet d'alimenter toute la façade atlantique soit environ 100.000 habitants.

La production de cette unité représente en moyenne 12 % de la production totale d'eau en Martinique, estimée aujourd'hui à 110.000 mètres cubes par jour. Elle représente près de 30 % de la production en période de sécheresse.

Environ 4 millions de mètres cubes d'une eau de qualité conforme aux normes en vigueur, sont livrés chaque année aux collectivités clientes. Ces collectivités sont en charge de la distribution à leurs abonnés de l'eau potable issue de l'UPEP de la Capot. Cette eau leur sert d'appoint en complément de leur propre production, notamment en période de carême où les ressources sont affaiblies.

L'UPEP de la Capot est primordiale pour l'alimentation en eau potable de la population, et elle sert de secours dans des circonstances particulières (sécheresse et/ou casses sur les autres unités de l'île). Elle est indispensable à la sécurité de la production d'eau potable du territoire.

Hormis la maintenance courante et l'exploitation, on peut citer les opérations spécifiques suivantes :

- Environ 400 tonnes par an de boues issues de l'usine de Vivé sont éliminées à l'installation de stockage de déchets non dangereux de Céron à Sainte Luce, après vérification de leur conformité. Une installation de séchage des boues visant à diminuer les volumes de boues et le coût de leur élimination est en cours d'étude.
- Le poste de dépenses en électricité de l'UPEP Capot peut faire l'objet d'économies. Un diagnostic énergétique des installations sera engagé en 2019 en concertation avec EDF.

- Lors de la reconstruction de l'usine en 2005, la majeure partie des bâtiments a été construite aux normes parasismiques. Cette mise aux normes des équipements a été poursuivie en 2013 et 2015 (reconstruction de l'ouvrage d'arrivée d'eau brute et de rupture de charge à l'usine, construction d'une passerelle support de la conduite de franchissement de la rivière Sainte Marie. Il reste à sécuriser les installations (dessableur, réservoirs, station de pompage). Les travaux de modernisation et de mise aux normes sismiques du dessableur sont programmés pour 2019.

IV – Agriculture

1. Salon de l'agriculture de Martinique

La CTM, en partenariat avec la Chambre d'agriculture, a organisé du 1^{er} au 3 juin le Salon de l'agriculture dont le thème était « Les agricultures durables en Martinique, diversité et perspectives ».

Ce salon a été l'occasion de :

- montrer l'agriculture martiniquaise et l'économie rurale dans toutes leurs composantes ;
- valoriser le savoir-faire des producteurs agricoles de la Martinique et la technicité du secteur ;
- conforter une image positive d'une agriculture qui porte en elle l'ambition d'un « mieux produire pour mieux consommer et mieux vivre au pays » ;
- informer sur les enjeux et les défis de la transition écologique et énergétique afin de faciliter leur compréhension ;
- sensibiliser le public aux risques majeurs et à la résilience (capacité à faire face aux événements) ;
- favoriser le rayonnement de l'agriculture martiniquaise sur le territoire et dans la Caraïbe.

Plus de 40.000 visiteurs ont pu visiter 190 stands répartis en 7 pôles :

- productions végétales : montrer la diversité de la production locale dans une démarche de développement durable et respectueuse de l'environnement ;
- productions animales : montrer les différents modes de production notamment les pratiques durables en élevage ;
- agro-transformation : faire découvrir ou redécouvrir la richesse et la diversité des produits transformés issus de la production martiniquaise ;

- services : apporter une visibilité sur toutes les organisations qui œuvrent pour le secteur et qui ont intégré dans leur démarche de développement des actions en faveur d'une production agricole nourricière qui réponde aux besoins d'alimentation, de santé, de revenu et dans une perspective de sauvegarde de l'environnement ;
- marché – restauration – activités annexes : rapprocher les consommateurs des producteurs à travers les circuits courts, redécouvrir la production locale avec la vente de produits bruts et cuisinés, faire connaître les activités de loisirs et culturelles qui sont développées sur les exploitations agricoles ;
- agrofourniture et machinisme : faire découvrir le secteur de l'agrofourniture et du machinisme agricole et présenter aux professionnels l'ensemble des produits disponibles et les dernières innovations accessibles sur le marché ;
- développement durable, énergie et risques majeurs : sensibiliser les professionnels et le public sur ces domaines.

Un jardin agro-écologique a également été mis en place afin d'inviter les visiteurs à la découverte d'un système totalement durable et de s'informer sur les techniques de cultures associées (jardin créole et parcelle en permaculture), la valorisation des déchets (lombricompost, compostage) et la récupération de l'eau de pluie en vue de l'irrigation.

Compte tenu de la satisfaction des visiteurs et des exposants, la collectivité a validé le principe d'organiser un salon de l'agriculture tous les deux ans.

2. Protection et valorisation du foncier rural

La CTM coordonne les travaux de la Commission Territoriale d'Aménagement Foncier. Celle-ci statue sur les procédures d'aménagement foncier (terres incultes ou manifestement sous-exploitées) et de contrôle du morcellement des terres agricoles, dans l'objectif de dynamiser le secteur agricole durablement. L'expérimentation pour les terres incultes ou manifestement sous-exploitées entamée sur les communes du Prêcheur, du Morne-Rouge et de Rivière-Salée sera poursuivie. Il sera proposé de la déployer sur d'autres communes, notamment Case-Pilote et Sainte-Marie.

De plus, la collectivité contribue à la réalisation d'opérations de désenclavement d'exploitations agricoles ainsi qu'au fonctionnement de la SAFER (300.000 € en 2018).

3. La banque de terre territoriale

Depuis 1984, une politique de constitution d'une réserve foncière a été mise en place à travers l'acquisition de terrains agricoles, c'est la banque de terre territoriale. Les objectifs affichés de cette banque de terre sont les suivants :

- assurer la préservation du foncier agricole de la Martinique ;
- améliorer le taux d'approvisionnement de la production agricole locale ;
- permettre l'accès au foncier agricole à des jeunes agriculteurs.

A ce jour, la banque de terre s'étend sur environ 320 hectares répartis sur 9 communes de la manière suivante : Gros-Morne, Robert, François, Rivière-Salée, Prêcheur, Fort-de-France, Morne-Rouge, Basse-Pointe, Marin.

Les agriculteurs locataires disposent aujourd'hui de baux à ferme conclus pour une durée de 9 ans et reconductibles par tacite reconduction. Le principe de la location du foncier de la collectivité par CMD (Convention de Mise à disposition), d'une durée de 6 ans renouvelable une fois a été validé en novembre 2017.

La gestion de ce patrimoine foncier a été confiée à la SAFER Martinique et à la Chambre d'Agriculture, par voie de convention de concours technique correspondant à la délibération n°15-644-1.

La surface totale de parcelle supplémentaire à intégrer dans la banque de terre est de 176,8 ha ; ce qui ramènerait la surface totale de la banque de terre à environ 500 ha.

4. Mise en œuvre du réseau d'épidémiosurveillance

La CTM participe au Réseau d'Epidémiosurveillance à titre d'observateur.

Le réseau a pour objectif de :

- fournir une connaissance fine de la situation phytosanitaire ;
- détecter la présence d'organismes nuisibles aux végétaux et suivre leur extension en zones agricoles et non agricoles ;
- contribuer à la maîtrise des risques liés aux bioagresseurs ;
- permettre l'élaboration des bilans phytosanitaires périodiques ;
- mettre à la disposition de l'ensemble des acteurs les éléments nécessaires au raisonnement des pratiques phytosanitaires dans l'objectif de réduction de l'utilisation des produits phytomarcautiques par l'intermédiaire du bulletin de santé du végétal.

Le schéma régional d'organisation du réseau permettra d'identifier :

- les filières végétales suivies dans le cadre du réseau ;
- l'animateur inter-filières ;
- les animateurs filières ;
- l'administrateur de bases de données ;

- les partenaires observateurs pour chaque filière.

Une convention définira le cadre du partenariat entre la Chambre d'Agriculture, la DAAF et la CTM. Les données collectées permettront à la Chambre d'Agriculture d'éditer le bulletin mensuel de santé végétale.

V – Pêche

Le patrimoine portuaire et maritime de la collectivité est composé de :

- 5 ports de pêche : Case-Pilote (Bourg), Vauclin (Pointe-Faula), François (Anse Bateau), Anses d'Arlet (Petite Anse) et Grand-Rivière (Bourg),
- 2 ports de pêche et de commerce : Marin(Bourg) et Trinité (Cosmy).
- 1 port dont la procédure réglementaire de classement n'a pas abouti : Diamant (Taupinière)
- 16 APIT (Aménagement de Pêche d'Intérêt Départemental) : Prêcheur (Charmeuse), Saint-Pierre (Bourg), Schœlcher (Fonds Lahaye), Lamentin (Calebassier), Ducos (canal), Sainte-Luce (Bourg), Rivière-Pilote (Poirier), Marin (Duprey), Sainte-Anne (Bourg et Cap Chevalier), François (Canal), Trinité (Tartane), Sainte-Marie (Bourg), Marigot (Bourg), Basse-Pointe (Bourg) et Robert (Bourg).
- 25 appontements destinés prioritairement au transport maritime de personnes

1. Travaux sur le patrimoine portuaire et maritime

La Collectivité Territoriale de Martinique poursuit sa politique d'investissement destinée à offrir aux professionnels toutes les conditions requises pour exercer leur activité et assainir le littoral.

La demande des professionnels est prioritairement axée sur l'amélioration de la conservation des produits de leur pêche. Cela se traduit pour la collectivité par la remise à niveau du parc de machines à glace (réparations Trinité, Petit-Anse ou remplacement pour celles qui sont obsolètes comme au François) et l'installation de chambres froides supplémentaires.

Compte tenu de la sensibilité de ces équipements un outil de gestion adapté garantissant aux professionnels un service de qualité continu sera étudié pour les machines à glace et les chambres froides en prenant mieux en compte le volet maintenance préventive.

La collectivité poursuit également ses efforts en termes de grosses réparations des infrastructures et superstructures existantes en vue de l'amélioration des conditions de travail des professionnels et de la sécurité (abris pêcheurs, étals de vente, halles de ramendage, appontements etc. ...).

Principales actions menées en 2018 :

- Etude de caractérisation des sédiments des ports de pêche du François ;
- Réalisation d'un bloc sanitaire sur le port de pêche de Petit-Anse ;
- Lancement du diagnostic sur l'éclairage public des ports et APIT en vue d'économie d'énergie ;

- Fin des travaux sur le port de pêche du Marin (Hall de vente, Chambre froide, Abris pêcheurs, etc.) pour améliorer les conditions de vente du poisson ;
- Démarrage des travaux des superstructures du port de pêche de Grand-Rivière.

L'accent est aussi porté sur la maintenance et la propreté des ports de pêches et APIT ainsi que le dragage des ports de pêches du Vauclin et du François.

2. Plan Territorial d'Organisation et d'Equipement des Ports de Pêche (PTOEPP)

Ce plan, adopté en début d'année, définit la stratégie d'organisation interportuaire en identifiant les équipements à moderniser et à rationaliser.

Ce plan a été réalisé en partenariat avec l'ensemble des acteurs de la profession : le Comité des Pêches, l'IFREMER, la Direction de la Mer, le Grand Port Maritime de la Martinique.

Le PTOEPP est un outil prospectif qui, dans le cadre d'une stratégie de développement intégré et durable, s'articule autour de quatre dynamiques :

- Une approche environnementale, pour répondre aux enjeux écologiques, par l'accompagnement à un nouveau type de pêche plus durable ;
- Une approche économique, pour une meilleure compétitivité des entreprises concernées ;
- Une approche géographique, pour tendre vers une meilleure rationalisation des espaces et une meilleure attractivité des équipements portuaires ;
- Une approche sociale, par des outils garantissant une meilleure qualification et professionnalisation des femmes et hommes aux métiers portuaires.

Quatre grands types d'investissements sont prévus pour accompagner la transition vers un nouveau mode de pêche :

- L'amélioration de l'attractivité des sites portuaires ;
- L'accompagnement à la transition écologique et énergétique des ports ;
- La rationalisation de la gestion portuaire pour faire des espaces portuaires de véritables zones de vie économique ;
- La diversification des métiers liés à l'animation et à la gestion des ports.

3. Autres interventions pour un développement durable de la pêche et de l'aquaculture

Objectifs :

- Optimiser la gestion de la ressource halieutique ;
- Améliorer l'attractivité du secteur de la pêche ;
- Renforcer la sécurité des pêcheurs.

Dispositifs d'aides économiques et soutien aux professionnels :

- Aide à la modernisation des embarcations et l'évolution des engins de capture pour une meilleure gestion des ressources halieutiques ;
- Aide Régionale à l'Emploi de Matelots (AREM) ;
- Prime à l'installation des jeunes patrons pêcheurs ;
- Aide aux actions collectives de soutien, de promotion et de valorisation de la filière halieutique et aquacole ;
- Organisation de rencontres d'information et d'accompagnement avec les marins-pêcheurs sur site tout au long de l'année ;
- Sensibilisation aux enjeux environnementaux sur un périmètre allant jusqu'aux 200 miles marins dont la compétence relève de la CTM (décret du 2 février 2018).

Programme de développement durable de l'aquaculture en Martinique :

- Sécurisation de l'espèce ;
- Accompagnement technique, administratif et financier des producteurs ;
- Commercialisation et valorisation des produits transformés.

4. Programme d'investissement pour les DCP

Le 30 janvier, la CTM a réuni tous les acteurs institutionnels et professionnels de la pêche en vue de présenter son programme d'investissement pour la mise en place de Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP) tout autour de la Martinique, avec pour objectif de répondre aux attentes des marins pêcheurs confrontés à une situation économique difficile.

Ces équipements constituent un atout majeur pour un développement durable de la pêche. Aussi, le Comité Régional des Pêches Maritimes et Elevages Marins (CRPMEM), l'IFREMER, la Direction de la Mer, Cap Nord, la CAESM, la CACEM et des représentants des professionnels ont validé le principe de réalisation et d'entretien des DCP.

Ce programme d'un montant de 220.000 € est financé par la CTM avec le concours du Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP). Il concerne la mise en place de 10 DCP légers et 6 DCP mini-lourds géo-localisables avec balise de surveillance par la suite.

VI – Exemples d'opérations cofinancées

❖ Société Caraïbe de Commerce (SOCACO)

Evolution des infrastructures de l'Hôtel BAMBOU. L'entreprise a obtenu le label « clef verte » pour son implication dans une démarche environnementale visant à diminuer l'impact de l'activité hôtelière sur le cadre de vie. L'hôtel est le seul établissement labellisé de la Caraïbe.

Coût total programmé : 3.526.097 €, financement FEDER / CTM : 1.793.064 €.

En 2018, l'opération est physiquement réalisée à 43 %.

❖ CAP NORD

Réfection du chantier de randonnée pédestre de Martineaud.

Ce sentier permettra d'offrir aux visiteurs une offre complète sur le plan culturel, historique, scientifique et sportif. Par ailleurs, le sentier sera doté d'une signalétique directionnelle et d'un balisage normalisé. Il sera complété par une signalétique informative et pédagogique afin de sensibiliser les randonneurs à la biodiversité du lieu dans une logique d'éducation à l'environnement.

Coût total programmé : 255.268 €, FEDER / CTM : 157.050 €.

En 2018, l'opération est réalisée à 90 %.

❖ Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM)

La réhabilitation de la continuité écologique de la rivière blanche par la mise en place d'enrochements et la construction de passes ; et la réhabilitation de la route des gués afin de sécuriser l'approvisionnement de l'unité de production d'eau potable de Rivière Blanche

Coût total programmé : 1.900.000 €, FEDER / CTM : 1.000.000 €.

En 2018, l'opération est réalisée à 50 %. La fin des travaux est prévue en 2019.

FINALITE 3 : COHESION SOCIALE ET SOLIDARITE ENTRE TERRITOIRES ET ENTRE GENERATIONS

I – Prévention des risques majeurs

La prévention des risques majeurs et la gestion de crise touchent à plusieurs finalités du développement durable.

En effet, en sensibilisant les publics notamment les jeunes générations sur les comportements citoyens à avoir et en contribuant à faire face aux différents événements par la préparation et la gestion de crise, la collectivité participe à la préservation des milieux et ressources qui nous environnent, à la cohésion sociale sur le territoire, au développement de la solidarité entre territoires et à la réduction de la vulnérabilité des êtres humains.

La CTM contribue à la réduction des vulnérabilités avec un focus sur les publics dits vulnérables et dans une logique régionale de mitigation des risques par le développement de partenariats locaux et d'actions de coopération à l'échelle caribéenne.

1. Actions de vulgarisation de la culture du risque

Actions de prévention et de sensibilisation aux risques majeurs notamment risques sismiques et tsunami auprès des jeunes particulièrement en milieu scolaire (une dizaine d'actions) ou lors d'autres manifestations :

Journées REPLIK du 13 au 19 octobre ayant pour thème « La protection des enfants dans le cadre d'un séisme » : sensibilisation des enfants et familles au CDST ; des enfants et personnels du Foyer Territorial de l'Enfance ; des élèves délégués et suppléants des collèges et lycées des cités scolaires de Place d'Armes LAMENTIN, de la Jetée FRANCOIS et de Lagrosillière SAINTE-MARIE dans le cadre du dispositif K'ravan Réplik en partenariat avec le Rectorat de Martinique, la Préfecture et le SDIS.

Sensibilisation et préparation des autres publics à la prévention des risques majeurs :

- Opération de proximité de sensibilisation des foyers martiniquais parmi les plus modestes à la prévention des risques majeurs, au plan familial de mise en sûreté (PFMS) avec remise de kits d'urgence les 26 et 27 avril sur la commune de BASSE-POINTE ;
- Forum BOD LANMÈ les 7 et 8 juin pour sensibiliser les jeunes générations et le grand public aux risques littoraux (tsunami, houle cyclonique, érosion

littorale...) et aux comportements citoyens utiles de protection face aux dangers mais aussi de sauvegarde de ce milieu.

2. Actions de partenariats locaux et de coopération régionale

Contributions aux réflexions sur les problématiques liées aux risques sur le territoire et aux recherches scientifiques par la participation dans des groupes de réflexion, des rencontres (séminaires, réunions de travail, comité...) et le développement de projets de recherches :

- Participation au Groupe Information Préventive de réflexion sur les consignes de prévention regroupant les différents acteurs du territoire œuvrant dans le domaine des risques majeurs ;
- Participation aux Assises de l'Outre-Mer volet sécurité (sécurité civile / risques majeurs) depuis décembre 2017 ;
- Participation aux rencontres sur la problématique des entreprises et des risques majeurs : le 15 juin par Contact Entreprises, le 18 octobre par la DIECCTE dans le cadre des journées REPLIK ;
- Participation à la réunion d'information de la Préfecture sur la problématique : Risques majeurs et Touristes le 19 juin ;
- 17 avril : participation à la séance de restitution de la Mission LAHARS DEAL/ONF ;
- 19 septembre : participation à la réunion de point de situation sur la gestion de crise des coulées de boues du Prêcheur ;
- Participation au volet sanitaire du Plan Séisme Antilles lors de la journée de l'ARS le 22 octobre ;
- Réunions de travail et organisation du comité de liaison avec l'Observatoire Volcanologique et Sismologique (OVSM)- Institut Physique du Globe de Paris (IPGP) /Institut des Sciences de L'Univers (INSU) et la CTM pour restituer les modalités de fonctionnement, les travaux et actions réalisées ;
- Contribution par entretiens individuels avec un chercheur post-doctoral de Sciences-Po au volet de sciences sociales (comportements, perceptions...) du projet de recherches de l'OVSM dans le cadre d'Interreg V : PREST (Plateforme Régionale de Surveillance Tellurique) en juin-juillet ;
- Poursuite du projet de recherche développement pour une étude sur la détermination de la submersion liée aux tsunamis en Martinique par simulations numériques emboîtées avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) et la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) pour aider à l'identification des impacts sur les enjeux mais surtout à la mise en œuvre de mesures de protection (signalétiques, aménagements...) ;

- Participation au Comité Annuel du BRGM le 05 octobre.

Développer les projets et échanges pour réduire les vulnérabilités à l'échelle locale et régionale et accroître les solidarités entre territoires :

- Dans le cadre du programme INTERREG Caraïbes V (axe : renforcer les capacités de réponse face aux risques naturels), travail sur le projet de coopération COR²TEX (Caribbean Operations for Risk Reduction Trainings and Experiments) visant à replacer l'homme, le citoyen comme acteur et bénéficiaire premiers des actions menées en termes de prévention et de préparation face aux risques majeurs ;
- Participation aux séminaires en ligne dans le cadre du Groupe Intergouvernemental de Coordination pour la mise en place du Système d'Alerte aux risques Tsunami et autres risques côtiers dans la mer des Caraïbes et autres régions adjacentes (GIC-SATCAR) dans le cadre de la préparation des exercices Caribe Wave 2018 et 2019 et de réflexions autour des modalités de fonctionnement de la délégation française et de la réorganisation du groupe de travail sur la sensibilisation et la préparation des populations ; contribution au rapport de la délégation française ;
- Participation de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'exercice caribéen de simulation de tsunami Caribe Wave le 18 mars ;
- Réunion avec l'Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education (ESPE) sur les projets de coopération en cours sur le numérique avec comme support la thématique de prévention des risques majeurs ;
- Préparation d'un exercice de gestion de crise pour tester l'autonomie sur plus de 24H d'une structure médico-sociale ;
- Atelier d'échanges (bonnes pratiques, retours d'expériences...) avec les représentants des commissions environnement et éducation de l'OECS le 13 avril sur les actions de prévention liées aux risques majeurs en milieu scolaire ;
- Participation au séminaire sur les enjeux caribéens de la diplomatie des territoires les 23 et 24 avril.

3. Réduction de la vulnérabilité de la collectivité par la préparation à la gestion de crise

- Contribution à l'exercice Attentat du 11 janvier réalisé en lien avec la Préfecture, l'Académie de Martinique en milieu scolaire (collèges et lycées) ;
- Participation à la réunion d'ouverture de la saison cyclonique par la Préfecture ;
- Mise à jour du Plan PISTE (Plan d'Intervention des Services Techniques) de la CTM ;

- Déclenchement du plan PISTE lors de l'exercice Caribe Wave 2018 et surtout lors des événements réels liés :
 - o aux intempéries du 16 avril, 22 juin et à l'onde tropicale des 16 et 17 octobre ;
 - o aux tempêtes tropicales BERYL (06 au 09 juillet), ISAAC (12 et 13 septembre), KIRK (26 au 28 septembre) ;
 - o et au séisme du 28 septembre ;
- Participation à la réunion d'information sur la gestion de crise du glissement de terrain au niveau de l'échangeur de Pointe des Sables sur la RN9 le 18 septembre ;

4. Equipements de surveillance et applications

Le réseau d'équipements télégérés (plus de 250 stations météorologiques et hydrométriques, accéléromètres, caméras de vidéosurveillance de zones à risques, houlographes, marégraphes, etc.) implanté sur le territoire et sur le patrimoine de la Collectivité contribue fortement à l'amélioration de la connaissance, à la surveillance et la gestion des risques naturels. Ils sont régulièrement modernisés et remis à niveau.

Les outils et bases de données de géomatique et de télégestion sont confortés notamment pour répondre aux besoins de surveillance et de gestion du patrimoine de la CTM face aux risques naturels. Compte tenu des enjeux (connaissance des risques pouvant affecter le territoire et le patrimoine, connaissance du comportement du patrimoine, itinéraires et plans de secours, sécurité, systèmes d'alerte, information des usagers, partenariats, gestion de crises, etc...), il est en effet important de renforcer et de fiabiliser les bases de données, le fonctionnement des équipements et des applications afférents.

La modernisation de l'accès en ligne en temps réel notamment aux données de surveillance et de gestion de crise (hydrométéorologie, houle, marée, trafic routier, vidéosurveillance, cartographies des scénarios d'inondation, etc.) s'est poursuivie en 2018. Il s'agit de moderniser et mettre à jour les portails d'informations, de mettre les données en ligne sur l'intranet et/ou le site internet de la CTM.

Les compléments d'alimentation des données géo-localisées du patrimoine de la collectivité exposé au risque tsunami ont été effectués en 2018.

Il s'agit également de poursuivre les partenariats scientifiques et techniques de la collectivité (conventions avec Météo France, DEAL, IPGP, MADININAIR, UAG...) et la coopération régionale (exemple du projet CARTWS relatif à l'alerte aux tsunamis). Ces partenariats participent à la connaissance du territoire, à la gestion des risques naturels et anthropiques et au développement de la culture du risque.

II – Action sociale

1. Dispositif « Atout inclusion »

Lors du Congrès des Régions de France, Régions Magazine a remis le Trophée de l'innovation catégorie « Emploi » à la Collectivité Territoriale de Martinique le programme « Atout inclusion ». Ce prix récompense l'initiative de la collectivité pour dynamiser l'emploi des jeunes Martiniquais de 18 à 25 ans fragilisés et en difficulté.

Ce dispositif concerne 400 jeunes NEET (Ni en Emploi, Ni en Formation, Ni en Etudes). L'objectif est de leur permettre d'acquérir un savoir-être, des compétences techniques et professionnelles pour favoriser l'accès à l'emploi, à la formation ou au retour aux études. Chaque jeune bénéficie d'une immersion en entreprise dans des activités diverses (mécanique, boulangerie, agriculture, artisanat, puériculture...) et d'un accompagnement avec des professionnels compétents.

Coût total programmé : 6.663.390 €, participation FSE : 2.511.695 €, IEJ : 2.511.695 €, CTM : 1.640.000 €.

L'opération a commencé en juin 2017 et se terminera en mars 2019.

❖ Programme d'actions de formation professionnelle des jeunes non NEET (PFPJ)

54 d'entre elles bénéficient d'un cofinancement européen au titre du FSE. L'objectif principal est la qualification du demandeur d'emploi par une formation diplômante ou professionnalisante. La qualification du jeune NEET ou non NEET participe à la cohésion sociale par la réduction de la marginalisation des NEETS et l'intégration des non NEET par l'emploi.

Coût total programmé : 10.001.121,48 €, financement FSE : 7.000.785,04 €, CTM : 3.000.336,44 €

2016 à 2018 : 835 jeunes concernés.

2. Amener des allocataires du RSA et des jeunes majeurs de l'ASE vers l'emploi

Objectifs :

- Construire des projets personnalisés d'insertion : substituer un dispositif d'allocation passif par un dispositif dynamique de retour à l'activité.
- Contractualiser les projets personnalisés d'insertion : concrétiser le projet d'insertion par la signature d'un contrat personnalisé d'insertion.
- Agir pour l'insertion sociale : lever les freins sociaux à l'emploi.

- Agir pour l'insertion professionnelle : lever les freins professionnels à l'emploi.
- Agir pour l'emploi : identifier les potentialités de création d'emploi et développer l'offre d'insertion dans les secteurs porteurs pré-identifiés.
- Agir sur nos compétences et procédures : faire du RSA un tremplin pour l'emploi.

Coût total programmé : 16.102.500 €, FSE : 11.102.500 €.

3. 1^{ère} conférence de l'Observatoire de la protection de l'enfance

Cet observatoire, placé sous l'autorité de la CTM, regroupe les acteurs de la protection de l'enfance.

Cet outil stratégique a pour objectif de mieux connaître et de renforcer le fonctionnement de la protection de l'enfance.

La première conférence de l'observatoire a été organisée le 20 novembre 2018.

4. Les enfants de l'ASE récompensés pour leurs résultats scolaires

Le 26 juillet, la collectivité a organisé pour la 3^{ème} année consécutive la cérémonie de remise des prix aux enfants de l'Aide Sociale à l'Enfance lauréats des différents examens. 152 enfants ont ainsi été mis à l'honneur en 2018.

La réussite de ces jeunes dépend :

- du travail qu'ils ont fourni tout au long de l'année scolaire ;
- de l'investissement des équipes assurant le suivi administratif et socio-éducatif tant de la collectivité que des établissements d'accueil ;
- de l'implication également des parents qui font confiance à la collectivité qui accueille et accompagne à leurs côtés et dans le respect de leurs droits parentaux ces enfants qu'ils lui ont confiés ou qui lui ont été confiés par le juge des enfants.

La prise en charge de ces enfants est effectuée soit au sein :

- des 400 familles d'accueil de la collectivité ;
- des 11 établissements d'accueil habilités ;
- de leur famille où ils étaient maintenus.

5. Des jeunes en insertion pour le ramassage des algues sargasses

L'Atelier Chantier d'Insertion mis en œuvre par AB Stratégie pour le ramassage des algues sargasses à l'Anse Bellune à Trinité a démarré début septembre. 30 jeunes de la commune ont été recrutés et suivront en parallèle une formation aux métiers de l'environnement.

La CTM participe à plus de 180.000 € à ce chantier.

Cette opération entre dans le cadre de la politique de la CTM en matière d'appui aux structures d'insertion par l'activité économique, avec pour objectif la réinsertion des publics éloignés de l'emploi. Elle a également une portée environnementale et d'intérêt général puisqu'elle participe à l'accompagnement de la CTM et de l'Etat aux communes subissant l'invasion des sargasses.

6. Conseil Territorial de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CTCA)

Créée par la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la santé au vieillissement, cette nouvelle instance a été installée le 9 janvier 2018 et se substitue au Comité départemental des retraités et des personnes âgées (CO.D.ER.PA) et au Conseil départemental consultatif des personnes handicapées (CDCPH) en créant un point de convergence fort dans les politiques d'autonomie visant ces deux publics.

Le CTCA a l'ambition de renforcer la participation des citoyens, des personnes et de leurs familles dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques de l'autonomie sur notre territoire.

Le CTCA a comme compétences :

- la prévention de la perte d'autonomie ;
- l'accompagnement médico-social ;
- l'accès aux soins, aux aides humaines ou techniques ;
- l'accessibilité ;
- le logement ;
- l'habitat collectif ;
- l'urbanisme ;
- le transport ;
- la scolarisation ;
- l'intégration sociale et professionnelle ;
- l'accès à l'activité physique, aux loisirs, à la vie associative, à la culture et au tourisme, etc.

La collectivité entend faire du CTCA un atout en s'appuyant sur ses avis, ses recommandations et ses propositions afin que les politiques publiques de l'autonomie sur notre territoire soient en phase avec les besoins réels des populations.

L'Assemblée plénière du CTCA a eu lieu le 9 octobre dernier. L'objectif était de présenter le Schéma Régional des Mandataires Judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Martinique et le Plan Régional d'Insertion des Travailleurs Handicapés (PRITH) et aussi les dispositifs « Réponse Accompagnée pour Tous » et « Carte Mobilité Inclusion ».

7. La CTM s'engage dans la Silver Economie

La Martinique va connaître dans les 30 prochaines années une accélération brutale du vieillissement de sa population. En 2050, ce sera le territoire le plus âgé de France.

De plus, la Martinique connaît un taux de chômage nettement supérieur à la moyenne nationale. Un chômage qui frappe notamment une jeunesse qui a une forte tendance à quitter le territoire.

La Silver Economie est donc une réponse forte à ces défis d'autant plus qu'elle permet l'organisation d'un écosystème soutenant la population âgée en créant des emplois pour les plus jeunes.

Aussi, la Collectivité Territoriale de Martinique a souhaité s'engager activement dans le développement de cette filière d'avenir en mobilisant l'ensemble des acteurs martiniquais.

Une convention entre la CTM et l'Association France Silver Eco a été signée le 3 octobre 2018. L'adhésion à cette association permettra à la collectivité de bénéficier d'une assistance technique et d'un appui méthodologique au développement de ce secteur à fort potentiel pour nos entreprises.

8. Semaine des personnes âgées

La semaine des personnes âgées est un moment privilégié pour informer et sensibiliser l'opinion sur la contribution des retraités à la vie économique, sociale et culturelle, sur les préoccupations et les difficultés rencontrées par les personnes âgées.

Elle représente également l'occasion pour les acteurs qui travaillent régulièrement auprès des aînés, d'organiser tout au long de la semaine des animations qui permettent de créer des liens entre générations en invitant le grand public à prendre conscience de la place et du rôle social que jouent les retraités et les personnes âgées dans notre société.

L'édition 2018 s'est déroulée du 8 au 14 octobre sur le thème « Pour une société respectueuse de la planète : ensemble agissons ! ». A cette occasion, la Collectivité

Territoriale de Martinique en partenariat avec les clubs et associations du 3^{ème} âge a mis en place diverses animations qui se sont poursuivies jusqu'au 26 octobre.

9. Les rendez-vous du mardi

Cette action sur la problématique du vieillissement permet de répondre aux questions que se posent les seniors.

Les rencontres qui ont eu lieu en 2018 ont eu pour thème :

- L'insuffisance rénale ;
- L'audition : nos oreilles, on y tient !
- Quelle sexualité réaliste pour nos séniors ?
- La Martinique an tan lontan.

10. Les rencontres solidaires de la Pagerie

Au-delà des missions traditionnelles de conservation et de recherche, Les rencontres solidaires de la Pagerie représentent une volonté d'ouvrir le musée à d'autres dimensions. En effet, elles ont pour objectif de :

- faire du musée un lieu collaboratif qui s'engage dans la vie des citoyens et inversement ;
- rendre le musée accessible et permettre aux personnes d'y vivre une expérience inclusive basée sur le partage, l'innovation, dans le but de faire du bien à tous ;
- faire du musée un lieu conversationnel, de paroles, de rencontres, de découvertes et d'éducation aux problématiques sociales actuelles ;
- faire du musée une maison commune : un lieu qui fait du bien, un lieu de transmission, vecteur de mieux-être social ;
- instituer cet espace comme espace de créativité ouvert à la création, à l'art et favoriser la participation d'artistes et l'échange avec les publics fragilisés par la maladie ;
- œuvrer pour un musée humaniste en combinant activités culturelles, artistiques, physiques, botaniques pour contribuer à l'amélioration du bien-être des individus et donc de la société.

Aussi, dans le cadre d'Octobre Rose, le Musée de la Pagerie a, pour la première fois, invité l'association Ma tété le dimanche 28 octobre. Des ateliers culturels de bien-être, des

conférences autour du cancer, des stands d'informations et d'échanges ont été proposés au public.

11. 1ère conférence territoriale de l'Economie Sociale et solidaire

L'Economie Sociale et Solidaire n'est pas un secteur d'activité mais un mode d'entreprendre qui met fin au postulat selon lequel « l'économie » s'oppose systématiquement au « social » et au « solidaire ».

Dans ce modèle entrepreneurial qui concerne tous les secteurs d'activité, « activité économique » et « utilité sociale » sont indissociables. L'entreprise est alors guidée par les valeurs que sont la solidarité, le partage ou encore la coopération.

Le 17 avril 2018, la CTM et l'Etat ont organisé la première conférence territoriale de l'économie sociale et solidaire sur le thème « Entreprendre autrement pour le développement de la Martinique ».

Ce premier rendez-vous a permis de :

- dresser un état des lieux de l'ESS en Martinique ;
- déterminer la feuille de route 2018 – 2020 ;
- mettre en lumière les expériences des uns et des autres ;
- créer des liens avec les acteurs de l'accompagnement et du financement de l'ESS ;
- détecter et d'encourager des porteurs de projet.

Plusieurs acteurs ont pris part à ces échanges aux côtés de la CTM et de l'Etat : URASS (Union Régionale des Associations du Secteur Social et Médico-Social), CTOS (Comité Territorial Olympique et Sportif), DLA (Dispositif Local d'Accompagnement), UNIFORMATION, Pôle Emploi, Mission Locale, URSIAE (Union Régionale des Structures d'Insertion par l'Activité Economique), Initiative Martinique Active, AFD / BPI, FSE, CCIM, Circuit Court Agroalimentaire / DAAF – DEAL.

L'ESS est présente dans tous les secteurs d'activité économique : services aux entreprises et aux personnes, agroalimentaire, développement durable, sport, commerce, banque, assurance... Elle représente aujourd'hui 15,2 % de l'emploi privé local ; ce qui place la Martinique au 8^{ème} rang sur les 13 régions de France.

Les contributions recueillies lors des ateliers qui se sont tenus du 21 au 23 novembre 2017 permettront d'établir le socle de la feuille de route 2018 - 2020 :

- Enjeu 1 : Favoriser la création, le développement des entreprises et des emplois de l'ESS ;

- Enjeu 2 : Dynamiser le territoire martiniquais par le développement de l'ESS ;
- Enjeu 3 : Soutenir l'innovation sociale, le développement durable et les initiatives répondant aux enjeux du territoire ;
- Enjeu 4 : Encourager l'engagement du bénévolat et le développement de l'utilité sociale ;
- Enjeu 5 : Identifier et rendre lisible les leviers de financement de l'ESS.

Les comités techniques et de pilotage mis en place en Martinique suivront la mise en œuvre des orientations et des actions déterminées et assureront leur évaluation sur la période 2018 – 2020.

12. Ateliers d'indexation collaborative de la banque numérique des patrimoines martiniquais

Lancés en octobre 2016, ces ateliers d'indexation collaborative permettent à quelques 70 annotateurs bénévoles de se retrouver chaque semaine aux Archives, pour indexer l'état civil numérisé. Fin septembre 2018, ce sont 27 registres qui ont été dépouillés, 7.213 actes traités ; ce qui devrait permettre aux familles de pouvoir plus facilement retrouver leurs racines.

13. Exemples d'opérations cofinancées

❖ Projet touchant à la mobilisation des jeunes non NEETS

Portée par un partenaire privé, cette formation permettra aux jeunes de développer leur connaissance de bases en vue de faciliter et d'améliorer leur démarche d'insertion sociale, culturelle et professionnelle. Ces jeunes bénéficieront d'un accompagnement psychosocial tout au long de la formation.

Coût total programmé : 191.576 €, financement FSE/CTM : 172.418,40 €.

❖ 6 projets de formation portés par des partenaires divers

Ces actions ont pour objectifs l'intégration de personnes immigrées, la consolidation de techniques et de connaissances ainsi que la professionnalisation et l'accompagnement d'actifs par la qualification facilitant leur intégration au marché de l'emploi.

Coût total : 2.155.088,72 €, financement FSE / CTM : 1.799.867,68 €.

❖ Projet ADIE Martinique

Il vise l'accompagnement à la création d'entreprises dans une démarche individuelle d'accès à l'emploi. Cette action participe à la lutte contre la marginalisation par l'auto entrepreneuriat.

Coût total programmé : 1.000.430,20 €, financement FSE / CTM : 867.039,51 €.

Réalisation : 2017 à 2020. 300 personnes concernées.

❖ 5 projets portés par divers partenaires

Ils visent l'accompagnement vers l'emploi par la création d'entreprise.

Coût total programmé : 1.462.314,10 €, financement FSE / CTM : 1.335.473,92 €.

Réalisation : 2018 à 2020. 365 personnes concernées.

❖ SEMSAMAR : EHPAD « Habitation FANTAISIE » SAINT-JOSEPH

Création d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD). Il s'inscrit dans une démarche d'amélioration de la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie. De plus, il bénéficie d'une implantation territoriale favorable (proximité d'un hôpital en centre d'agglomération) permettant une prise en charge optimale des futurs résidents.

Cela se traduit par une offre variée de l'établissement avec une capacité de 80 lits de retraite d'hébergement permanent, de 4 lits d'hébergement temporaire et ses 6 places d'accueil de jour. L'habilitation à l'aide sociale permettra d'ouvrir l'établissement aux personnes en situation de précarité.

Ce projet aura un système de production d'eau chaude sanitaire solaire, une production de froid par climatisation centralisée, une isolation en toiture et des luminaires basse consommation.

Coût total programmé : 13.077.509 €, financement FEDER / CTM : 5.275.000 €.

En 2018, fin des études et début des travaux.

FINALITE 4 : EPANOUISSEMENT DE TOUS LES ETRES HUMAINS

I – Culture

1. Actions culturelles

Les lieux d'accueil suivants participent pleinement à la mise en œuvre de la politique culturelle de la Collectivité Territoriale de Martinique :

- La bibliothèque Schoelcher
- Le Centre de Découverte des Sciences de la Terre
- Le domaine de la Pagerie
- L'Ecomusée
- Le Musée d'Archéologie et de Préhistoire
- La Maison de la canne
- La Maison des volcans
- Le Musée d'Histoire et d'Ethnographie
- Le Musée du Père Pinchon
- Le Domaine de Fond Saint Jacques (en cours de réhabilitation)

Il y a trois manifestations phares dans l'année avec des actions déployées sur l'ensemble des sites :

- La nuit des musées : manifestation initiée par le Ministère de la culture organisée au mois de mai ;
- L'Opération grandes vacances au musée : durant les mois de juillet et août la Collectivité propose un programme composé d'animations, de conférences, d'expositions et de films ;
- Les journées européennes du patrimoine initiées aussi par le Ministère de la culture et dont le thème retenu cette année est « l'art du partage ».

Par ailleurs, les manifestations suivantes ont été organisées tout au long de l'année 2018 :

- une quinzaine d'expositions dont :
 - o FABRIQ'EXPO « Expérimentez, testez, bidouillez... dans la peau d'un ingénieur » ;

- o L'œuvre illustrée d'Aimé CÉSAIRE ;
- o L'archéologie coloniale en Martinique.

- une dizaine d'animations dont :
 - o « O fil de soi » : spectacle de danse de Rita RAVIER ;
 - o Animation musicale steel pan ;
 - o Projection du film documentaire : « Les dernières potières de Sainte-Anne » ;
- une trentaine d'ateliers dont :
 - o Confection de robes traditionnelles en papier ;
 - o Initiation au tambour et aux différents rythmes ;
 - o Travail artistique sur la calebasse ;
- une quinzaine de conférences dont :
 - o Les volcans dans la Caraïbe ;
 - o Le créole : langue de partage ;
 - o Les peintres voyageurs en Martinique ;

Des opérations visant à valoriser le patrimoine et animer le territoire ont aussi été mises en places :

- « Passeur de Mémoire » : il s'agit de créer une série de docu-fictions permettant de collecter, sauvegarder et transmettre le patrimoine immatériel de la Martinique, terre d'oralité. Cette action permettra de célébrer les dépositaires de notre culture de leur vivant, par une diffusion utilisant les médias modernes.

Lancement de l'appel à projet concernant le primo-épisode traitant du « bakwa » et du « bèlè ». Budget : 60.000 €.

- Festival Biguine Jazz : rendez-vous majeur du paysage culturel martiniquais, il a comme objectif avéré de soutenir la création contemporaine, de valoriser notre identité culturelle en mettant en lumière les créations des jeunes artistes ainsi que celles de leurs prédécesseurs. Cette année, une ouverture a été faite au jazz caribéen : Guadeloupe, Jamaïque, Cuba.

Cette 16^{ème} édition s'est déroulée du 11 au 15 août et environ 4.000 festivaliers y ont pris part. Subvention CTM : 129.000 €.

- Hommage à Aimé CÉSAIRE : Colloque « Aimé CÉSAIRE (1913 – 2008) L'écrivain et l'homme politique ! ». Dans le cadre de la célébration des 10 ans de la mort d'Aimé Césaire, s'est tenu le 17 avril 2018 à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, un colloque réunissant plus de 200 personnes autour des présentations orales successives des universitaires et intervenants, André LUCRÈCE, Romuald FONKOUA, Richard CHÂTEAU-DEGAT, Jean-Pierre SAINTON, Cécile BERTIN-ELISABETH, Lambert-Félix PRUDENT et Corinne MENCÉ-CASTER.

Cette manifestation avait pour but de permettre au public d'approfondir ses connaissances sur l'écriture, la pensée, les choix et l'action d'Aimé CÉSAIRE, écrivain majeur du XXème siècle.

- Financement Tropiques Atrium – Scène nationale : dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens en partenariat avec l'Etat.

Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) bénéficiant du label Scène Nationale du Ministère de la culture.

Dotée d'un budget global de 3,7 M€ (part CTM : 3 M€) avec 32 permanents, la structure programme environ 160 représentations par an. Cette contribution permet également de favoriser l'accès à la culture de la jeunesse et soutenir la création et la recherche artistiques.

Dans le but de développer l'éducation et la formation artistiques et favoriser l'accès à la culture de la jeunesse, la collectivité a mis en place les actions suivantes :

- « Un Livre, Un Débat » : le but est de permettre un échange entre auteurs d'écrits présentant un intérêt patrimonial, sociologique ou historique et le jeune public scolarisé dans les collèges. Plusieurs rencontres ont eu lieu sur :
 - o le lien social tissé au fil du temps par les usagers des transports en commun avec Rudy RABATHALY, auteur de l'ouvrage « Tombé Lévé » et 170 collégiens du Centre ;
 - o la période « An tan Robè » avec Sabine ANDRIVON MILTON et 100 collégiens du Nord Caraïbe et Atlantique ;
 - o les particularités des communes du Sud avec Cécile BERTIN-ELISABETH, co-auteure de l'ouvrage « Ma Commune, mon histoire » et 175 élèves des différents établissements du Sud de la Martinique.

Le transport des collégiens a été pris en charge par la CTM.

- Dispositifs d'aides pour les formations culturelles et artistiques : octroi de bourses pluriannuelles à des jeunes pour des formations en musique, danse, théâtre, arts visuels et audiovisuels.

95 bourses allouées pour un total de 330.700 €.

- « Cultures et collèges » : action de démocratisation de l'enseignement artistique auprès des publics de 11 collèges les plus éloignés de l'offre culturelle.

Ce dispositif se décline au sein des établissements concernés par la tenue d'ateliers animés par des artistes confirmés dans les disciplines de la danse, de la musique, du théâtre et du conte.

Le dispositif reconduit en 2017 – 2018 a réuni 500 élèves volontaires qui se sont retrouvés dans de réelles conditions de scène le 11 juin 2018 à Tropiques Atrium pour la restitution des ateliers.

Budget : 55.000 €.

- 3^{ème} édition du Concours Ti Jo Mauvois : dans le cadre du partenariat entre la CTM et le Comité Ti Jo. 300 personnes ont participé à ce concours et la remise des prix a eu lieu le 19 mai 2018.
- Jenerasyon Matinik Artistik : une vingtaine d'étudiant se sont produits à l'Agora Frantz Fanon de l'Hôtel de la CTM

2. Vers la création d'une école martiniquaise des arts

Lors de la plénière du 30 octobre dernier, l'Assemblée de Martinique s'est prononcée en faveur de la création de l'EMEA (Ecole Martiniquaise de l'Enseignement des Arts). L'EMEA doit ainsi concourir à l'attractivité et au rayonnement des entités d'enseignement des arts dédiés au jeune public.

L'objectif est de favoriser l'accès aux enseignements et pratiques artistiques et de former des jeunes avec une exigence de qualité à travers toutes les expressions (danse, musique, théâtre). La collectivité entend ainsi renforcer l'attractivité et le rayonnement artistique des territoires.

Dans un premier temps, la collectivité opte pour la mise en réseau des antennes avant la création d'un édifice centralisateur. De ce fait, les écoles de Musique et d'Arts Plastiques de Rivière-Pilote, Lakou Sanblé Matnik de Schoelcher et l'association Musiques Plurielles du Robert seront précurseurs dans cette démarche.

Une enveloppe de 300.000 € est allouée à la territorialisation de cette politique culturelle en faveur de la transmission et de l'enseignement artistique.

II – Education

1. Projets d'actions éducatives

Dans le cadre des projets d'actions éducatives, la Collectivité Territoriale de Martinique a, au titre de ses orientations en faveur des établissements publics locaux d'enseignement (EPL) et des établissements privés sous contrat d'association, décidé de soutenir les projets visant à :

- poursuivre la lutte contre le décrochage scolaire en soutenant des activités collectives pendant la pause méridienne ;
- faciliter l'apprentissage des langues en renforçant son soutien aux projets d'échanges internationaux ;

- soutenir les voyages en immersion à caractère pédagogique ;
- favoriser les stages obligatoires à l'étranger.

La dimension « durable » est un levier incontournable dans la gestion des projets d'action éducative. Il s'agit d'abord d'une démarche volontariste visant à appliquer les dispositions légales. Ensuite, l'intégration du développement durable dans les actions initiées par soit la Collectivité, soit par les porteurs de projets, impulse une véritable vision citoyenne collective à transmettre au jeune public.

La CTM a soutenu les projets pédagogiques, éducatifs et culturels à hauteur de 375.020 €.

a) Education au respect de l'environnement

L'implication de la Collectivité dans l'éducation de la jeunesse martiniquaise passe par le subventionnement des projets d'action éducative des collèges et lycées de Martinique.

En 2018, la Collectivité a contribué à la mise en œuvre de différents projets dont la finalité était de faire découvrir aux lycéens et collégiens leur île, sa nature, son patrimoine afin de mieux protéger la faune et la flore.

b) Intégration du volet durable

Dans l'organisation de toutes les manifestations territoriales à destination des collèges et lycées, la collectivité veille au respect de l'environnement dans la conduite de ses projets. Pour exemple, lors de l'organisation du salon Formation, des Métiers et de l'Orientation (FORMEO), la gestion du tri a été prise en compte et respectée tant par les visiteurs que les exposants.

De plus, le volet durable est d'ores et déjà intégré dans la poursuite de ce salon à travers la réutilisation des outils de communication, la valorisation de la dématérialisation...

c) Lutte contre le décrochage scolaire

Elle est menée sous différentes formes.

❖ Plateforme de soutien scolaire

Un outil numérique a été mis en place par la CTM afin d'offrir un soutien scolaire en ligne aux élèves de la CP à la terminale.

❖ Valorisation des actions culturelles et sportives

Le soutien financier de la CTM en 2018 a permis l'organisation et la promotion des activités scolaires, éducatives, culturelles, sportives et de loisirs. Ainsi, sont véhiculées les valeurs

d'esprit d'équipe, de partage, de vivre ensemble tout en affirmant sa singularité, de tolérance, de pugnacité.

Exemple : la participation de collégiens au Raid des Alizés.

En 2019 est prévue l'organisation de rencontres inter établissements en fin d'année scolaire mettant en valeur les activités nautiques et l'escrime.

❖ **Ecole Ouverte**

Mise en place depuis 1991, l'opération interministérielle "École ouverte" consiste à accueillir dans les collèges et les lycées, pendant les vacances scolaires ainsi que les mercredis et samedis, des enfants et des jeunes qui ne partent pas en vacances. L'école ouverte s'adresse dès l'école élémentaire, en priorité aux jeunes qui vivent dans des zones socialement défavorisées ou dans des contextes culturels et économiques difficiles.

En participant à ce dispositif « École Ouverte », la collectivité contribue à réconcilier l'élève avec les lieux, mais aussi avec les adultes – enseignants, éducateurs, personnel de service – et, dans le cas des CM2, à le familiariser avec le collège pour éviter une crispation hostile.

❖ **La participation de la CTM dans la réalisation d'actions par le secteur associatif**

Ces actions sont menées dans le cadre du contrat local d'accompagnement scolaire, et par l'association de lutte contre l'échec scolaire.

Le Contrat local d'accompagnement scolaire (CLAS) met en place des actions suivantes telles que: l'aide aux devoirs, l'aide méthodologique, la remédiation, des activités culturelles, sportives et artistiques, l'aide à la parentalité, la prévention de la santé.

d) Aide à la construction du parcours d'élève

❖ **La prise en charge des frais relatifs à la poursuite d'études hors Martinique**

La CTM accompagne les lycéens désireux de poursuivre des cursus professionnels n'existant pas en Martinique en leur attribuant une aide à hauteur de 3.000 €.

Pour la rentrée 2018, la collectivité a été sollicitée par 10 élèves qui souhaitent poursuivre leurs études dans une école des courses hippiques (l'association de Formation et d'Action Sociale des Ecuries de Courses -AFASEC); et 3 élèves désireux d'intégrer l'école supérieure de la table FERRANDI qui est l'établissement de référence en gastronomie et management hôtelier.

❖ **La prise en charge des frais dans le cadre des stages obligatoires dans le cursus du lycéen et de la lycéenne**

❖ **La pratique des langues étrangères notamment celles parlées dans les îles de la Caraïbe**

❖ **Soutien aux séjours linguistiques**

Pour les collèges et lycées, le soutien financier de la CTM est favorisé, pour des séjours linguistiques ou pédagogiques dans le bassin Caraïbéen et permettant un échange avec une classe de l'île visitée.

❖ **L'organisation de la deuxième édition du salon de la Formation, des Métiers et de l'Orientation (FORMEO) en février 2018**

Cette manifestation était à destination des 9.000 lycéens et lycéennes des classes de 1^{ère} et Terminale de la Martinique.

Ce salon qui vise à accompagner la jeunesse martiniquaise dans la construction de son parcours professionnel, a permis de présenter sur un même lieu un large choix d'offres de formations proposées d'abord en Martinique mais aussi au niveau régional, et international.

e) Le numérique éducatif

Le développement durable est pris en compte dans de nombreux volets du numérique éducatif :

❖ **Le déploiement d'outils numériques**

Plus de 800 tablettes ont été déployées dans 7 établissements publics à travers la mise en œuvre des appels à projets du plan numérique gouvernemental. De plus, des subventions sont attribuées aux établissements dont les projets pédagogiques spécifiques passent par les usages numériques.

❖ **La mise à niveau des infrastructures**

Les infrastructures dédiées au numérique sont mises à niveau afin de connecter les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement (EPL) et leur fournir un accès au Très Haut Débit (THD). Parallèlement, un plan de renouvellement des serveurs sur 3 ans permet de doter l'ensemble des établissements d'équipements neufs.

❖ **L'exécution des marchés**

Toutes les remises en concurrence lancées pour le numérique éducatif prévoient la récupération et le traitement des DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques), par une filière agréée, à quantité équivalente du matériel acquis.

❖ **La prise en compte des besoins spécifiques**

Des subventions exceptionnelles sont allouées pour équiper les Unités Localisées pour l'Inclusion Sociale (ULIS) d'outils adaptés aux élèves porteurs de handicaps et favoriser ainsi leur apprentissage.

2. Coopération régionale

La collectivité a participé au 3^{ème} Conseil des Ministres de l'Education de l'OECS (Organisation of Eastern Caribbean States) qui s'est tenu à la Martinique sous la thématique « Equité et accès pour tous » du 27 au 28 février 2018.

Parmi les principales décisions issues de cette réunion figurent notamment :

- l'élaboration de directives de conception aux fins de la construction d'écoles capables de résister aux catastrophes naturelles ;
- la priorité donnée à la réduction des risques en cas de catastrophe afin de développer les compétences de résilience chez les enfants et les adolescents ;
- l'adoption d'un dispositif d'hébergement et de localisation des étudiants dans les situations d'urgence et après les catastrophes ;
- la facilitation de la mise en place d'un groupe caribéen de suivi des mathématiques ;
- le renforcement de la coopération avec la Martinique aux fins de l'accroissement des échanges et l'amélioration des opportunités pour les étudiants de Martinique et des territoires anglophones de l'OECS.

III – Enseignement supérieur et recherche

1. Aide aux étudiants

Considérant que l'enseignement supérieur est au cœur de l'avenir d'un territoire et constitue une priorité majeure de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique, la collectivité contribue à la réussite des étudiants inscrits dans un cursus post-bac et rencontrant des difficultés financières de manière ponctuelle.

Un règlement transitoire d'aides pour études supérieures a été mis en place afin d'en améliorer la mise en œuvre.

La campagne 2018 – 2019 est en cours :

- 3.712 dossiers d'aides et 169 dossiers de prêts ont été reçus ;
- Pour les bourses sanitaires et sociales 517 dossiers ont été examinés pour un montant de 1.473.005 € ;
- Des aides spécifiques sont accordées aux étudiants inscrits dans les écoles suivantes : Ferrandi, Insa de Lyon, Sciences Po Paris, Le Garrac ;
- L'accompagnement des étudiants sera renforcé par l'amélioration continue des dispositifs existants et par la mise en place de nouveaux dispositifs.

Pour le dispositif mobilité Canada, la collectivité a mobilisé 175.000 € (50 dossiers).

De plus, 64 bourses ont été allouées par la CTM pour les formations culturelles et artistiques : musique, danse, théâtre, arts visuels et audiovisuels.

La CTM accompagne aussi les lycées dans leurs projets d'actions collectives en faveur des étudiants inscrits dans un cursus post-bac.

2. Accompagnement financier du pôle universitaire de Martinique et des établissements de formation sanitaire et sociale

Les formations et études dispensées par le pôle universitaire de Martinique et les établissements de formations sanitaires et sociales (Ecoles gérées par le CHUM et l'URASS-IFMES) représentent un effet levier majeur de la transition vers une société durable.

a) Le soutien au pôle universitaire de Martinique

La collectivité s'efforce d'accompagner financièrement le pôle universitaire de Martinique afin de développer la qualité de la formation et de la recherche, tout en développant un lien de proximité avec le tissu socioéconomique. Le but est de favoriser l'intégration professionnelle sur le territoire et donner une impulsion à l'innovation.

Ainsi, une subvention d'un montant de 856.247,75 € a été attribuée à l'Université des Antilles (UA), pour le pôle Martinique au titre de l'exercice 2018.

La participation de la collectivité contribue à la réalisation de projets visant à renforcer l'attractivité et la lisibilité du pôle Martinique de l'université, incitant ce dernier à renforcer son offre de formation en matière de développement durable.

Plusieurs projets peuvent être cités, comme : le projet REZO (programme de constitution d'une vaste base de données en vue de constructions et reconstructions sociales antillaises post-esclavagistes), et le Colloque ATOM (Transformations sociodémographiques et enjeux environnementaux, quels développements durables pour les territoires d'Outre-Mer ?)

b) Le soutien aux établissements de formation sanitaire et sociale

Pour répondre aux enjeux environnementaux, la collectivité agit sur le levier de la formation dans le cadre de ses compétences dans les secteurs sanitaire et social. Elle a ainsi accordé une aide publique FSE / CTM de 1.987.864,58 € pour le financement des formations des futurs travailleurs sociaux pour la période 2017 / 2018.

Ces formations sont basées sur l'implication citoyenne, la solidarité, la reconnaissance de l'autre, la volonté de lutter contre l'exclusion et la pauvreté : des valeurs et des méthodes du développement durable. Ce dernier participe ainsi au développement d'autres modes d'intervention sociale, comme la mise en place d'actions d'éducation à la maîtrise des économies d'énergie des familles précaires.

Le développement durable est un levier incontournable pour aborder les problématiques de la pauvreté, des transformations familiales, des classes sociales, des modèles sociaux, de politique sociale basée sur la solidarité, la reconnaissance de l'autre et sur la volonté de lutter contre l'exclusion et la pauvreté.

A l'instar des travailleurs sociaux, les acteurs de la santé ont également leur rôle à jouer en matière de responsabilités sociale, sociétale et environnementale. A ce titre, la collectivité a attribué au CHUM une subvention de 2.660.000 € au titre de l'exercice 2018 pour le financement du fonctionnement des formations paramédicales et de sages-femmes.

Dans le cadre de leurs formations, les étudiants reçoivent les outils et les enseignements qui leur permettent de contribuer à la réalisation d'objectifs de développement durable sur leur futur lieu de travail : tri des déchets, recyclage, utilisation de produits non toxiques...

Nous pouvons citer par ailleurs le projet du Pôle Universitaire de Santé (PUS) qui vise à accueillir dans des conditions optimales les étudiants inscrits dans les formations aux métiers de la santé (école de médecine, de sages-femmes et d'infirmiers). Cette opération bénéficie d'une démarche HQE (Haute Qualité Environnementale). Les travaux devraient débuter au cours du premier trimestre 2019.

Les services de la Collectivité Territoriale de Martinique collaborent avec ceux de l'Etat aux travaux visant à la mise en place de la stratégie nationale de culture scientifique, technique et industrielle.

Les thématiques incontournables de cette stratégie seront le changement climatique et le développement durable, les sciences et les techniques, l'égalité femmes/hommes.

IV – Formation professionnelle et apprentissage

La prise en compte du développement durable se fait dans le cadre des partenariats engagés au bénéfice des publics cibles.

1. Achat de formations collectives

L'achat de formations par la collectivité territoriale de Martinique se fait au moyen d'appels d'offres. Pour rationaliser ces achats, la CTM et Pôle Emploi ont signé une convention qui prévoit :

❖ **Le principe d'un achat coordonné des formations**

Les objectifs visés sont un meilleur taux de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi, la satisfaction des besoins des entreprises et une réduction du nombre d'offres d'emploi non pourvues.

❖ **La gestion dématérialisée des dossiers des demandeurs d'emploi**

Elle vise à simplifier les procédures administratives et à réduire les délais de traitement (réception plus rapide des attestations de formation, des états de présence,...)

❖ **L'accès simplifié à l'information sur l'offre de formation**

Elle est systématiquement transmise aux agences locales de Pôle Emploi réparties sur le territoire, et également publiée sur le site de la collectivité.

2. La territorialisation des lots

Cette territorialisation permet de limiter les déplacements des stagiaires et par conséquent de réduire les coûts de formation. Elle participe aussi à une meilleure égalité des chances dans l'accès à la formation qui se déroule dans la proximité.

3. L'intégration d'un module développement durable

La collectivité a rendu obligatoire dans toutes les formations faisant l'objet d'un appel d'offres le module développement durable. Désormais, tous les cahiers des charges comprennent un module développement durable qui s'applique à l'organisme de formation qui devra adopter progressivement un mode de gestion et de fonctionnement de type « management environnemental » et appliquer les normes environnementales dans le cadre de son projet (gestion des déchets, consommables, ...) ainsi qu'à l'organisation de la formation directement liée aux savoirs fondamentaux. Cela inclut la connaissance de « l'impact sur l'environnement des activités techniques ».

Cette logique implique de poursuivre l'adaptation des programmes, de mobiliser toutes les disciplines et de développer le travail entre les disciplines et les approches croisées pour comprendre un phénomène.

4. Exemples de programmes de formations professionnelles

❖ **Programme d'actions de formation professionnelle des adultes (PFPA)**

56 d'entre elles bénéficient d'un cofinancement européen au titre du FSE. L'objectif principal est la qualification de l'actif demandeur d'emploi ou non par une formation diplômante ou

professionnalisante. Les actions retenues au titre de ce programme tiennent compte des besoins du territoire.

Coût total programmé : 13.294.544,34 €, FSE : 9.306.181,04 €, CTM : 3.988.363,30 €.

Réalisation : de 2016 à 2018

❖ **Programme d'actions de formation professionnelle diplômante**

Elévation des compétences des actifs et l'obtention de diplôme. L'objectif est de professionnaliser les bénéficiaires dans des métiers relevant de secteurs d'activités pourvoyeurs d'embauches. La collectivité adosse sa stratégie de formation à des outils d'analyses stratégiques qui ont décelé les enjeux de formation dans un contexte de chômage accru des jeunes 16-25 ans.

Coût total : 7.863.965,28 €, FSE : 5.504.775,70 € CTM : 2.359.189,58 €.

Réalisation : de 2017 à 2020

V – Sport

La Collectivité Territoriale de Martinique s'est résolument engagée, notamment à travers les orientations dégagées des « Assises du Sport Martiniquais », au soutien d'une pratique sportive diversifiée et maîtrisée.

Ce travail, s'appuyant sur la transversalité et un pilotage partagé, permet de fédérer toutes les expériences et les énergies pour converger vers un objectif commun : offrir le meilleur accompagnement au sport martiniquais.

Dans cette dynamique, la mise en œuvre s'articule autour de 3 principaux axes :

- le soutien aux acteurs du sport ;
- l'optimisation des équipements sportifs ;
- les actions en faveur de la jeunesse.

Ainsi, les plans d'actions opérationnels visent essentiellement au développement et à la structuration d'une offre sportive de qualité sur l'ensemble du territoire et passent par l'accompagnement des différents acteurs et moments de la vie sportive locale.

1. Soutenir les acteurs du sport

Une intervention se déclinant en deux principaux volets.

❖ Accompagner les organismes structurants

Il s'agit pour la Collectivité Territoriale de Martinique, d'inciter les ligues, comités et associations, à travers leur discipline, à s'emparer des différents dispositifs mis en œuvre, à les faire vivre et les enrichir progressivement, par la mutualisation des pratiques (gestion des lieux de pratique, matériel sportif utilisé,...).

C'est ainsi que sont pérennisées les actions suivantes :

- les dispositifs de soutien aux ligues et comités ;
- l'aide à l'excellence sportive ;
- les manifestations d'envergure et traditionnelles.

Sont également encouragées, les initiatives nouvelles participant à la promotion, à la valorisation et à la protection du territoire.

L'accent est davantage mis sur la participation de tous les acteurs et parties prenantes, la mise en place d'indicateurs pour un suivi et une évaluation partagée et l'amélioration continue des dispositifs de soutien au sport martiniquais.

Les modalités d'organisation et de pilotage, les résultats des évaluations sont autant de facteurs qui permettront à la CTM d'être non seulement dans une « posture » permanente de recherche d'amélioration continue mais dans une réalité de mise en œuvre de ce principe de gouvernance axée sur la responsabilité sociétale.

❖ **Répondre aux enjeux sociétaux de la Martinique**

L'activité physique et sportive est reconnue et préconisée comme levier d'actions pour préserver la santé et agir sur les pathologies chroniques.

Cet axe fort, déployé en collaboration avec les autres institutions, vise à la mise en œuvre de dispositifs multi-partenariaux pour l'amélioration sanitaire de la population.

Il s'agit notamment de déployer la plate-forme sport-santé au sein de l'Institut Martiniquais du Sport (IMS). L'objectif est de proposer à la population martiniquaise, en vue du développement de la pratique des activités physiques et sportives (licenciés, loisir, haut niveau) un bilan complet de condition physique à partir des paramètres essentiels, tels que les mesures anthropométriques.

La création, en partenariat avec l'Etat, de cette plateforme en son sein, positionne l'IMS comme acteur principal en matière de prévention sport santé. L'objectif à terme étant d'y faire converger les dispositifs et les porteurs de projets en charge de l'amélioration sanitaire et de l'état de santé de la population.

2. Optimiser les équipements sportifs

La collectivité dispose d'un parc d'équipements structurants. L'objectif est de proposer une offre sportive diversifiée sur tout le territoire et de tendre vers une utilisation optimale entre les différents types d'utilisateurs.

❖ **Territorialiser l'offre sportive**

Le développement humain reposant donc sur les idées de bien commun et d'intérêt général, permettre à tous l'épanouissement par l'accès aux biens et services essentiels, est gage d'un développement harmonieux, donc durable du territoire.

Dans cette optique, la démarche consiste à :

- Accompagner l'accès aux équipements sportifs du plus grand nombre, en mettant à disposition tous les équipements structurants de la collectivité.
- Développer les activités aquatiques telles que l'aquagym et l'aquabike à la Piscine J. BALLY du CARBET

La piscine Jean BALLY, équipement structurant du Nord, a été récemment rénovée. Elle bénéficie actuellement d'un système de filtration de dernière génération qui prend en compte toutes les préoccupations environnementales liées à son fonctionnement. Simple d'utilisation et d'une grande finesse de filtration, ce système permet une économie de produits chimiques et de consommation d'eau, sans rejet à l'égout.

- Encourager les activités sportives de pleine nature :

Tous les plateaux, pistes et salles sont mis à disposition tant pour les pratiques individuelles que collectives, à savoir :

- o la marche et le footing sur deux circuits, le Parcours Santé et le parcours golfique de 60 ha aux Trois-Ilets ;
- o les sports collectifs sur les stades DESCLIEUX et LOUIS ACHILLE.

Afin de permettre un usage partagé et une pratique nocturne plus aisée, le stade LOUIS ACHILLE sera doté d'un éclairage avec les lampes type LED ne contenant pas de radiation potentiellement dangereuses et possédant une durée de vie bien plus longue que des sources lumineuses classiques.

❖ Optimiser l'utilisation des équipements sportifs scolaires

Pour pallier le déficit quantitatif du parc d'équipements sur le territoire, proposer une alternative au manque de structures municipales et répondre aux fortes demandes de lieux d'activités sportives, la collectivité propose un usage partagé des équipements sportifs scolaires, en les mettant à disposition des associations, hors temps scolaire.

Cette action répond à un double objectif, la préservation du foncier et la réduction des déplacements en privilégiant les circuits courts de transport.

3. Actions en faveur de la jeunesse

Outre les dispositifs mis en œuvre en direction de la jeunesse par la CTM, par le biais de la formation professionnelle, de l'éducation et de la culture et l'action sociale, la collectivité s'attache à déployer au niveau du service jeunesse et en transversalité avec les différents secteurs susmentionnés, le dispositif « sport vacances ».

Ce dispositif cadre, consistant en la mise en place d'un accueil collectif de mineurs sans hébergement, se déroule au mois de juillet de chaque année.

Participant à une véritable politique sociale à destination des enfants de condition modeste, il propose d'offrir à 600 enfants maximum, âgés de 7 à 14 ans et relevant des services sociaux de la CTM, des activités à visée sportive, éducative et culturelle.

L'opération vise ainsi à favoriser la socialisation et l'épanouissement de l'enfant, à le sortir de son milieu ambiant de précarité et à lui accorder un peu de rêve et d'espoir.

A travers ce dispositif d'inclusion sociale, il s'agit également de transmettre des valeurs telles que la tolérance, le respect de soi et de l'autre, le dépassement de soi, le goût de l'effort, la solidarité, l'esprit d'équipe et l'amitié.

Les activités proposées qu'elles soient sportives, ludiques ou culturelles, (souvent inaccessibles par leur coût pour les familles), participent à l'éducation des enfants mais aussi à un éveil à la citoyenneté et peuvent susciter à terme, des vocations chez les enfants.

La CTM vise indirectement par cette action, la prévention de la violence des jeunes et veut faire prendre conscience à l'enfant qu'il n'est pas condamné à rester dans une situation de « laissé pour compte » et que des perches lui sont tendues lui permettant de voir la vie autrement et de se projeter vers l'avenir.

Il s'agit aussi pour la CTM de valoriser d'une part, les bienfaits du sport et d'autre part, l'aspect positif sur le développement psychosocial de ces enfants souvent en perte de repères.

L'encadrement assuré par des adultes diplômés qui ont la connaissance du processus de construction de l'enfant contribue à apporter un cadre et des règles à ces enfants qui vont l'aider à grandir et à se structurer.

Cette action participe également à la transition vers une économie circulaire puisqu'elle vise à valoriser les opérations de réduction de déchets et de recyclage et à agir ainsi sur la préservation de l'environnement. En effet, les bouteilles en plastique utilisées lors de la cérémonie de clôture se déroulant au Stade Louis Achille, ont été récupérées grâce à la mise à disposition, par le Service collecte de la CACEM, de deux bornes jaunes.

C'est dans ce cadre sociétal revisité qu'il faut placer les grands choix qui sous-tendent les politiques publiques de la Collectivité Territoriale de Martinique en matière de sport, jeunesse et vie associative.

VI – Santé

1. Plan Régional Santé Environnement (PRSE)

Le PRSE vise à limiter les risques sur la santé humaine liés à des facteurs environnementaux et couvrira la période allant de son approbation jusqu'à 2021.

Ce 3^{ème} PRSE décline territorialement certaines actions du Plan National Santé Environnement 2015 – 2019. Il s'appuie sur les travaux du Groupe Régional Santé Environnement qui réunit les membres de la communauté santé – environnement locale (représentants de l'Etat, de la CTM, des établissements publics, des collectivités, des agences et établissements publics, d'associations de protection de l'environnement, d'associations de malades, d'acteurs du monde économique, d'employeurs, de salariés et d'experts).

Un plan régional basé sur 3 axes prioritaires :

- axe 1 : Agir pour une meilleure qualité des milieux extérieurs ;
- axe 2 : Agir pour améliorer le cadre de vie ;
- axe 3 : Former et sensibiliser à la santé environnement.

La CTM et l'ARS ont lancé une grande consultation relative au 3^{ème} Plan Régional Santé Environnement (PRSE) du 6 juin au 6 juillet.

Avec cette consultation, chaque martiniquaise et martiniquais était invité.e. à donner son avis sur ce travail collaboratif qui vise à agir sur notre environnement pour améliorer la santé des habitants de notre territoire.

A l'issue de cette consultation, les contributions seront analysées et prises en compte afin de finaliser le PRSE 3. La signature et la mise en œuvre opérationnelle du plan sont prévues pour fin 2018.

2. Don du sang

La Collectivité Territoriale de Martinique et l'Etablissement Français du Sang ont organisé une conférence – débat « Don du sang : les enjeux de l'autosuffisance pour notre territoire » le 4 mai. Il s'agissait d'informer le public sur l'importance du don local, ses freins et ses leviers.

Les 6 et 8 juin et, les 9 et 16 novembre, une collecte de sang a eu lieu sur les sites de la collectivité à savoir l'hôtel de la CTM et au CATM.

VII – Logement

1. Plan d'actions pour les personnes défavorisées

Le comité de pilotage du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) s'est réuni le 14 juin afin :

- d'évaluer les actions menées précédemment ;
- d'identifier les principaux enjeux du logement social aujourd'hui ;
- de valider les groupes de travail et le calendrier d'élaboration du nouveau plan 2019 – 2024.

Le comité de pilotage est composé de la CTM, de l'Etat, de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL), de la Direction Jeunesse Sports et Cohésion Sociale (DJSCS), du Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ), de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL), de l'Association pour le Logement Social (ALS), d'Action Logement, des trois communautés d'agglomération, de l'Association des Maires, des bailleurs publics et privés, de la commission de surendettement des particuliers et de l'ARS.

2. Logement social / Habitat : Nouveau cadre d'intervention de la CTM

Les dispositifs issus des deux anciennes collectivités ont été mis en cohérence, tout en innovant afin qu'ils répondent au mieux aux besoins de la population et aux défis posés à la société martiniquaise.

Aussi, le nouveau cadre d'intervention de la CTM est structuré autour de 4 grands axes :

- Axe 1 : les aides à la réhabilitation ;
- Axe 2 : les aides à la construction ;
- Axe 3 : les aides aux associations et contributions aux dispositifs partenariats ;
- Axe 4 : les aides du Fonds de Solidarité pour le Logement.

3. Loger les étudiants martiniquais

Un partenariat a été mis en place entre la CTM, la SMHLM et le bailleur français VILOGIA afin de favoriser l'accès au logement des jeunes Martiniquais dans le parc immobilier de cette société hexagonale.

En effet, plus de 2.500 jeunes partent chaque année pour poursuivre leur cursus scolaire en France hexagonale. Les problèmes liés à la recherche de logement sont alors nombreux : le coût, la distance qui ne permet pas d'effectuer des recherches optimales et des visites sur place, la rareté des biens immobiliers, le manque de confiance des propriétaires vis-à-vis des étudiants ultramarins, etc.

La société VILOGIA construit environ 2.000 logements neufs chaque année. Elle propose une diversité de logements dont un parc significatif de logements étudiants principalement dans 7 régions : Lille, Lyon, Paris, Bordeaux, Nantes, Grand Est, Grand Sud.

Avec ce partenariat, la CTM entend :

- garantir la mise à disposition de logements étudiants ;
- éviter aux parents les frais de déplacement en amont pour visiter, réserver le logement ;
- permettre aux jeunes martiniquais d'avoir un logement à un coût modéré.

A la rentrée scolaire 2018 – 2019, quinze logements ont été mis à dispositions dans plusieurs zones géographiques. Ce chiffre évoluera chaque année en fonction du retour d'expérience de cette année test. Pour l'instant, le dispositif ne concerne que les enfants des locataires de

la SMHLM, âgés de 17 à 20 ans, ayant un projet post-bac réfléchi. Quelques logements ont aussi été réservés aux jeunes de l'Aide Sociale à l'Enfance dont la collectivité a la charge.

FINALITE 5 : TRANSITION VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE

L'économie circulaire est un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services), vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement tout en développant le bien-être des individus.

I - Contexte

La transition vers l'économie circulaire a été introduite dans le droit français par le biais de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV). Entre temps, le Gouvernement est venu préciser ses orientations stratégiques en matière d'économie circulaire, via une Feuille de Route Economie Circulaire présentée le 23 avril 2018. De plus, un Paquet Economie Circulaire a été adopté par le Parlement Européen le 18 avril 2018.

Ce cadre juridique confère à la Collectivité Territoriale de Martinique une compétence de planification en matière de déchets, par l'élaboration pour le pilotage du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique (PPGDM). Ce plan, en cours d'élaboration, associe l'ensemble des acteurs publics et privés de notre territoire. Il doit permettre de définir un cadre stratégique global et de mettre en place une stratégie territoriale de l'économie circulaire. L'objectif est d'adopter ce plan fin 2019.

L'économie circulaire passe par la mise en mouvement des territoires. Confrontés aux limites du modèle économique linéaire, ceux-ci constituent des lieux d'expérimentation privilégiés en vue d'enclencher la transition. Les bonnes pratiques existantes doivent ensuite être valorisées et dupliquées en vue de faciliter le passage à l'échelle de l'économie circulaire.

L'économie circulaire constitue une opportunité d'optimisation de l'utilisation de ressources, de renforcement de l'attractivité des territoires et de création d'emplois.

II - Economie circulaire

1. Première édition Appel à projets « Economie circulaire 2018 - 2019 »

L'économie circulaire concerne la gestion des déchets, l'approvisionnement durable en matières premières, l'éco-conception des produits ou des services, l'écologie industrielle et

territoriale, l'économie de la fonctionnalité, la consommation responsable et l'allongement de la durée d'usage.

Cet appel à projets lancé par la CTM, l'Etat et l'ADEME le 28 mai 2018 dans le cadre d'une Conférence des acteurs de l'Economie Circulaire est conçu autour de 4 volets :

- Contribuer au développement de l'économie circulaire ;
- Opter pour une « stratégie durable » ;
- Optimiser la consommation et la gestion des ressources ;
- Faciliter les interactions entre les acteurs du territoire.

- 1ère session : 14 Septembre 2018
12 dossiers déposés en cours d'instruction
- 2ème session : 18 Janvier 2019 à 12 h

2. Formation « Sensibilisation et mobilisation des élus martiniquais sur la prévention des déchets et l'économie circulaire »

Consécutivement à l'appel à projet précité, la collectivité a organisé cette formation le 15 juin dernier. Elle a été dispensée par un ingénieur spécialiste des déchets, consultant formateur indépendant et élu local.

L'opportunité de cette formation s'est imposée à la suite des rencontres «Réemploi, Réparation, Réutilisation» du réseau A3P (Animateurs de Plans et Programmes de Prévention des déchets) (ADEME), accueillies par la CTM les 13 et 14 juin 2018.

La collectivité a souhaité porter cette session de sensibilisation, en lien avec sa politique d'Economie Circulaire pour les «élus des E.P.C.I. (CACEM, Cap Nord, CA Espace Sud) et pour ceux de la CTM.

Quatre objectifs ont été traités :

- Favoriser le portage politique des démarches territoriales d'Economie Circulaire et, notamment de prévention quantitative et qualitative des déchets ;
- Développer un argumentaire reposant sur les bénéfices possibles pour la collectivité publique ;
- Mettre en évidence les synergies entre politiques publiques territoriales autour de l'Economie Circulaire ;
- Faciliter les partenariats opérationnels avec les acteurs territoriaux.

Les interventions des participants ont porté principalement sur les points suivants :

- Le caractère d'autant plus prioritaire, dans les contextes ultramarins (insularité, éloignement, climat, situation économique et sociale, potentiel touristique, urgence face à la problématique des déchets plastiques pour les écosystèmes marins...) de la prévention des déchets et de l'économie circulaire (du fait des boucles vertueuses et de proximité qu'elles impliquent : écologie industrielle et territoriale (EIT), consommation collaborative, don/troc/partage, Réparation et Réemploi).
- Le constat que nombre de démarches contribuant à cette économie circulaire relève de pratiques traditionnelles et ancestrales, donc accessibles aux acteurs du territoire (population comme acteurs économiques)...mais doivent être valorisées, vers les jeunes générations, comme des démarches modernes et d'avenir.
- Il n'y a aucun retard des outre-mer sur ces questions, l'agenda de la C.T.M. à ce propos étant en phase avec les tous récents développements communautaires et nationaux (Paquet économie circulaire, Feuille de route économie circulaire...)
- Tous les élus, quels que soient leurs domaines de compétences, sont concernés du fait des synergies que l'économie circulaire suppose et suscite entre les différentes politiques publiques.
- L'exemplarité, au sein de la C.T.M. (élus, agents, tous services et établissements) est une nécessité mais, avant tout, une opportunité, à aborder de manière progressive, pragmatique et déterminée.

III - Gestion des déchets

1. Intervention sur les enjeux et les défis de la transition écologique et énergétique lors du salon Matnik'Agri du 1er au 3 juin 2018

Un Pôle Développement Durable, Energie, Risques Majeurs (DDERM) a été mis en place sur ce salon et trois exposants ont été primés (Bois & Astuces, Métasystèmes et ADDEER Martinique - Association pour le Développement Durable Écologique et des Énergies Renouvelables en Martinique).

De plus, des conférences ont été organisées sur ce thème pour les visiteurs du salon.

Par ailleurs, une « Opération 100% bouteilles plastiques recyclées » a été mise en place les samedi 2 juin et surtout le dimanche 3 juin.

Un défi pour les enfants, avec distribution de cadeaux, a été organisé pour les sensibiliser au geste de tri.

2. Collecte de déchets recyclables pendant le Tour des Yoles

Lors des deux dernières étapes des 4 et 5 août à Fort-de-France, la CTM a organisé, avec le concours de la CACEM, une opération de collecte de déchets recyclables. L'objectif était de montrer l'exemplarité de la collectivité en matière de développement durable et de sensibiliser la population au tri et à la gestion des déchets.

La population était invitée à venir les déposer dans les bennes prévues à cet effet sous le chapiteau de la collectivité.

Au total, environ 3.900 litres en volume global de déchets (gobelets en plastique, cannettes en aluminium) ont été collectés.

3. 2^{ème} édition Appels à projets « Alimentation durable »

Dans le contexte des Etats Généraux de l'Alimentation et des Assises des Outre-Mer, et devant le succès de la 1^{ère} édition en 2017, la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF), l'ADEME et la CTM ont souhaité reconduire l'appel à projets afin de soutenir des initiatives autour des multiples enjeux de l'alimentation durable, ainsi que le développement des projets alimentaires territoriaux (PAT).

L'objectif est de soutenir des projets fédérateurs, démultipliables ou exemplaires, s'inscrivant dans les priorités de la politique publique de l'alimentation. Ces actions doivent permettre de mettre en œuvre et d'illustrer le Plan National pour l'Alimentation (PNA) en Martinique.

La sélection a été faite après avis d'un comité d'experts multidisciplinaire et interministériel. Les projets devaient répondre aux orientations de la politique nationale de l'alimentation qui vise à assurer à la population une alimentation durable ; soit l'accès à une alimentation sûre, saine, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante, produite dans des conditions économiquement et socialement acceptables par tous, favorisant l'emploi, la protection de l'environnement et des paysages et contribuant à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique.

Sur les 21 dossiers réceptionnés, 8 ont été retenus pour un coût total de 229.955,82 €. La participation financière de la CTM est sollicitée pour 7 dossiers pour un montant total de 88.470,82 €, le 8^{ème} dossier étant financé par l'ADEME à 100 %.

4. Le Programme Territorial de Maîtrise des Déchets (PTMD)

En partenariat avec l'ADEME, ce programme d'un montant de 24.620.000€ (CTM : 16.620.000€ / ADEME : 8.000.000 €) vise à promouvoir, à travers une démarche d'économie circulaire et d'accompagnement, des porteurs de projets qui se positionnent sur la résorption des dépôts sauvages, des modes de production et de consommation responsables, le tri et la collecte des déchets, la réutilisation et la réparation de produits en lien avec l'économie sociale et solidaire, les projets territoriaux exemplaires, etc.

Un pré bilan des actions du PTMD pour l'exercice 2018 fait état du financement de 25 dossiers pour un coût total d'investissement de 3.128.000 € avec une répartition des participations financières comme suit : ADEME : 2.224.000 € et CTM : 904.000 €.

ACTIONS INTERNES DE LA CTM



INTRODUCTION

L'objectif fixé par notre collectivité est l'exemplarité au plan du développement durable. Après la période consacrée à la réorganisation des services, l'intégration des piliers du développement durable à l'action quotidienne des services s'amplifie à tous niveaux.

FINALITE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La Collectivité Territoriale de Martinique a en charge un patrimoine immobilier (administratif, culturel, sportif, scolaire, etc.) important dont la gestion et la maintenance lui incombent.

Elle intervient sur son patrimoine pour l'optimisation de la gestion énergétique, la réalisation d'audits, la réhabilitation des bâtiments du patrimoine public, la réduction des consommations liées au transport ou encore l'optimisation de l'éclairage public.

Un soin particulier est porté aux **performances énergétiques du matériel acheté** notamment pour la climatisation, la bureautique et l'informatique (Label Energy Star ou équivalent). La consommation d'énergie en fonctionnement comme en veille, la durée de vie et les conditions de réparations ainsi que le respect des limitations en substances dangereuses sont pris en compte.

La Gestion Technique des Bâtiments (GTB) est un outil de supervision des équipements techniques dans les bâtiments. Elle permet de surveiller et piloter le fonctionnement des installations (éclairage, climatisation, plomberie ...), de prévenir en cas de panne et de fournir une aide à la décision en cas d'intervention. Elle a également pour objet de répondre à une meilleure efficacité énergétique des bâtiments.

27 sites de la collectivité sont actuellement équipés de GTB.

La mise à niveau et la modernisation de la GTB sont en cours : il s'agit de faire évoluer l'architecture d'exploitation, de moderniser les équipements et les modes de communication, afin de maintenir le système et améliorer le service aux usagers.

Par ailleurs, la formation et l'accompagnement des gestionnaires de bâtiments doivent être poursuivis.

Les bâtiments neufs de la CTM

La construction des bâtiments de la collectivité est réalisée selon la démarche Haute Qualité Environnementale (HQE). Les cibles visées suivantes contribuent à réduire la consommation énergétique :

- Améliorer l'aptitude de l'enveloppe à limiter les apports solaires,
- Réduire la consommation d'énergie primaire due au refroidissement, à l'éclairage, à l'eau chaude et à la ventilation,
- Recourir à des énergies renouvelables : production photovoltaïque et thermique,
- Etudier le facteur lumière jour, éclairage naturel.

On peut citer comme exemples de bâtiments HQE, le nouvel Observatoire Volcanique et Sismologique, le Laboratoire Territorial d'Analyses ou la reconstruction du Lycée Schoelcher.

Pour la reconstruction du Lycée Schoelcher, 4 cibles très performantes ont été retenues :

- chantier a faible impact environnemental en raison de son caractère urbain,
- gestion de l'énergie,
- confort acoustique,
- confort visuel.

Lancement du diagnostic des installations d'éclairage public du patrimoine routier et portuaire de la CTM.

Cette mission, confiée à un bureau d'études pour un mandat de 51 000€ TTC, est composée de cinq phases définies comme suit :

Phase	Dénomination
1	L'inventaire technique (quantitatif et qualitatif) du patrimoine d'éclairage public, avec le relevé cartographique géo-référencé et la constitution d'une base de données informatisées des éléments inventoriés
2	L'analyse de la « Sécurité Electrique » du réseau
3	L'analyse « Energétique et Financière » du réseau
4	L'établissement d'un schéma directeur opérationnel de rénovation du réseau
5	Des propositions techniques en vue du suivi et de la gestion centralisée du réseau

Par ailleurs, l'évolution des pratiques et la multiplicité **des solutions de communication à distance** sont autant d'atouts en faveur d'une réduction des déplacements et de leurs effets sur notre environnement. Ainsi, la CTM s'oriente vers une expansion de ces outils et solutions de visioconférences.

Les infrastructures informatiques sont également consolidées par des techniques de virtualisation qui permettent de diminuer le nombre d'équipements.

De nombreuses procédures dématérialisées sont également mise en place afin d'améliorer les services de proximité aux usagers.

A titre d'exemple :

La CTM a mis en place courant 2018, des mesures d'accompagnement donnant aux fournisseurs la possibilité d'échanger avec ses services pour mieux s'approprier les solutions techniques dématérialisées mise à leur disposition pour leurs factures, par le biais notamment de la plate-forme de facturation électronique Chorus Portail Pro (CPP).

L'utilisation de CPP accessible depuis Internet, mis gratuitement à disposition des fournisseurs, permet le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques ; il donne également aux fournisseurs la faculté de consulter en ligne l'avancement des paiements, de solliciter des précisions en cas de difficultés, de disposer d'un historique des factures déposées par l'intermédiaire de CPP.

Selon une procédure fiabilisée, la facture est nativement dématérialisée par l'entreprise, puis elle est traitée par les services sans jamais être imprimée dans un workflow continu (attestation du service fait, émission du mandat et du bordereau, signature électronique du bordereau, envoi des pièces comptables et justificatives à la Pairie Territoriale).

En fin d'exercice, le Payeur dépose un compte de gestion dématérialisé auprès de la Chambre régionale des comptes.

La facturation électronique constitue ainsi une opportunité pour accélérer le passage à la dématérialisation totale ciblée en 2022.

Il est à souligner que conformément aux textes en vigueur, **l'ensemble de la procédure de passation des marchés publics de plus de 25 000€ hors taxes est désormais dématérialisée.**

En pratique, un espace est mis à disposition de l'acheteur ou de l'autorité concédante (profil acheteur) pour mettre en ligne son appel d'offres et les documents de consultation puis récupérer les candidatures et les offres grâce à une interface visible par l'opérateur économique permettant de consulter les appels d'offre, télécharger les documents de consultation et déposer sa candidature et son offre.

Doter la Collectivité Territoriale de Martinique **d'une politique d'achat performante** est un des axes du projet de mandature.

Cet objectif est en cours de réalisation notamment avec le projet de **transformation numérique de la commande publique.**

En effet, depuis le 1^{er} octobre 2018, des changements prévus par le droit de la commande publique sont intervenus, notamment, la dématérialisation complète des procédures de passation et d'exécution de ces contrats.

- Les dossiers de consultation des entreprises sont mis à la disposition des entreprises UNIQUEMENT via le profil acheteur de la collectivité, et non plus remis sous format papier.
- Les échanges d'informations et communications avec les opérateurs économiques se font UNIQUEMENT par voie dématérialisée, également via le profil acheteur de la Collectivité ; ce qui évite les envois de courriers postaux en recommandé avec accusé de réception. Désormais, les marchés sont transmis au contrôle de légalité de la Préfecture par voie dématérialisée via un logiciel spécial, ce qui évite les impressions des marchés (souvent très lourds).

L'objectif final visé est l'ancrage de l'achat de la Collectivité Territoriale de Martinique dans un **achat durable**, tourné vers sa politique de développement du territoire.

Depuis le début de l'année 2018, des « ateliers-chantiers » sont organisés dans le but d'aligner chaque achat sur un objectif de développement durable. Ces différentes réflexions permettent de mieux cibler les clauses sociales et environnementales.

Celles-ci sont progressivement intégrées dans les marchés publics conclus par la CTM.

Autres exemples de numérisations :

- La banque numérique des patrimoines martiniquais. Ressources sur l'histoire et le patrimoine de la Martinique accessibles en ligne, permettant à un public distant de consulter des documents et des images anciennes, sans impression papier, sans expédition par avion ;
- Depuis le 12 octobre 2018, les usagers des Archives ont la possibilité, via deux postes de consultation multimédia, de pouvoir consulter à distance plus de 26 millions de notices descriptives de la totalité des collections de l'INA, de visionner ou d'écouter plus de 2 millions, bientôt 7 millions d'heures de documents radiophoniques et télévisuels mais également des milliers de documents filmés retraçant l'histoire du cinéma.

En ce qui concerne les déplacements, la **rationalisation du parc automobile** se poursuit, notamment par la mutualisation des moyens.

La loi du 17 août 2015 de transition énergétique prévoit le renouvellement ou l'acquisition de flottes publiques en véhicules à faibles émissions (pas plus de 60g/km de CO2 selon le décret n°2017-21 du 11 janvier 2017) à hauteur de 20% pour les moins de 3,5 tonnes, pour des parcs de plus de 20 véhicules.

Dans cet optique, la CTM a prévu la mise en place d'accords cadre à bons de commande d'acquisition de véhicules destinés aux différents services de la collectivité.

Ces accords cadre prévoient :

- l'acquisition de véhicules électriques
- l'acquisition de véhicules hybrides
 - Un critère à part entière concernant la prise en compte des incidences énergétiques et environnementales et notamment du taux de rejet de CO2 des véhicules.

FINALITE 2 : BIODIVERSITE, PROTECTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES

Dans leurs activités quotidiennes, les services veillent à la préservation des milieux.

C'est ainsi que les **imprimantes et copieurs sont programmés en recto/verso** afin de limiter la consommation de papier. **Les produits documentaires sont diffusés en version numérique et les abonnements aux périodiques le sont de plus en plus.**

La **dématérialisation des procédures et le recours aux espaces numériques de travail** partagés concourent aussi à cet objectif. **L'informatisation des postes de travail et l'utilisation des logiciels métiers** permettent de supprimer l'impression de dossiers volumineux. Par ailleurs, **le papier acheté répond au label FSC mixte (issu de sources responsables) et la réalisation des photocopies couleur est centralisée.**

De plus, les véhicules exposés à des produits phytosanitaires sont lavés à sec afin de préserver l'environnement. Le **suivi de consommation des fluides** est constamment amélioré afin de détecter les fuites et dysfonctionnements sources de gaspillage.

Des pratiques agricoles durables sont développées par le service d'Expérimentations en Agroécologie en vue de leur transfert aux professionnels du secteur agricole.

Ainsi, aucun produit phytosanitaire n'est utilisé sur le site pour la fertilisation des cultures et la gestion de l'enherbement. Le Service d'Expérimentation en Agroécologie (SEA) se préoccupe de la gestion des déchets recyclables d'origine végétale et animale. Il propose ainsi des alternatives naturelles telles que le compostage ou le lombricompostage. Ces pratiques permettent, tout en valorisant les déchets, d'obtenir des produits pouvant maintenir ou augmenter la fertilité du sol, notamment dans le cadre d'une agriculture organique.

En effet, les rébus de jardin (fruits pourris, tontes, bois broyés, fumier) servent de nourriture aux vers, de paillage aux champs, mais également de traitements naturels (amendement, purin ou jus de lombricompost) nécessaires à la bonne croissance des plantes.

Des expérimentations sont encore à mettre en place pour supprimer l'utilisation de traitements chimiques pour la gestion des parasites internes et externes des ovins et des bovins. Par ailleurs, les ovins sont utilisés pour la gestion partielle de l'enherbement sous les vergers et certains espaces du site. L'eau de pluie est employée pour les sanitaires et l'énergie solaire est utilisée pour les contentions et l'électrification des clôtures. Enfin, dans une logique de préservation de la biodiversité, le service cultive le maximum d'espèces possibles (maraîchage, vivrier, fruitiers), détient un arboretum de 99 variétés de poiriers pays provenant de toute la Caraïbe ainsi que 26 variétés de manguiers.

En 2018, des démarches ont été entamées afin d'acquérir une bergerie dotée de panneaux photovoltaïques et élargir l'utilisation de l'énergie solaire aux bâtiments administratifs et de stockage.

En termes d'expérimentations, le service travaille sur :

- La rotation et les associations de cultures pour l'optimisation de la gestion des ravageurs, de l'enherbement et l'optimisation de l'espace ;
- l'auto production de semences organiques ;
- la valorisation des déchets par le lombricompostage et l'utilisation des produits issus de cette pratique pour la fertilisation des cultures ;
- la mise en place de haies vives pour la délimitation des pâturages et la prévention des vols d'ovins ;
- l'utilisation de variétés locales de plantes vermifuges pour la gestion des parasites internes des ovins et bovins.

L'objectif à moyen terme est d'atteindre un fonctionnement quasi autonome du SEA, nécessitant le minimum d'intrants extérieurs grâce à l'emploi des énergies renouvelables et de la matière organique produite sur le site, diminuant ainsi les frais d'eau, d'électricité, d'achats de semences, de plants et d'engrais organiques.

FINALITE 3 : COHESION SOCIALE ET SOLIDARITE ENTRE TERRITOIRES ET ENTRE GENERATIONS

Au plan social, on peut noter que la CTM a mis en place une Direction du Service Social du Personnel. Entre autres actions d'aide au personnel, l'opération « Je gère mon budget » a rassemblé 126 participants en 2017 et 2018. Deux dispositifs financiers d'action sociale en faveur du personnel viennent d'être adoptés par notre collectivité.

La sensibilisation à des thématiques telles que la présentation des conduites addictives, la présentation des risques psychosociaux, la lutte contre l'illettrisme ont été proposées par la Direction Générale Adjointe des Ressources Humaines.

Afin de créer du lien social avec les agents en arrêt de maladie pour de longues périodes, un contact téléphonique est établi depuis quelques mois pour accompagner la reprise des fonctions, le maintien dans l'emploi.

Dans le cadre de la journée d'accompagnement à l'insertion des personnes en situation de handicap, la CTM participe à l'action « un jour un métier » qui permet aux personnes concernées de découvrir le milieu professionnel en participant aux activités d'un service. Par ailleurs, la CTM compte 261 agents en situation de handicap, bénéficiaires de l'obligation d'emplois.

Fin octobre, on compte aussi 63 apprentis et 128 stagiaires accueillis au sein de la collectivité.

Au plan de la prévention des risques majeurs, le personnel a été invité à participer à diverses opérations de sensibilisation. On peut citer :

- les réunions délocalisées en mars sur le risque de tsunami
- les journées REPLik en octobre au CDST, au foyer territorial de l'Enfance et dans des établissements scolaires
- la formation de travailleurs sociaux aux interventions post-catastrophe.

FINALITE 4 : EPANOUISSEMENT DE TOUS LES ETRES HUMAINS

Différentes actions de développement des compétences sont inscrites dans le plan de formation qui prévoit :

- Le développement de l'humain ;
- La poursuite des actions pour la performance managériale, la maîtrise des activités professionnelles ;
- L'évolution des carrières et des projets individuels.

Dans la démarche de conduite au changement, la collectivité a mis en place une action d'accompagnement à la prise de poste pour l'ensemble des encadrants afin de leur proposer une méthodologie pour l'élaboration de leur feuille de route et la gestion de leurs équipes.

La CTM a poursuivi en 2018 le dispositif de formation mis en place en 2017 pour les différents niveaux de son encadrement sur la prise de fonctions dans le contexte de la création de notre collectivité. Cette formation a concerné en 2018 environ 215 cadres; directeurs, chefs de service, chef de pôles, chefs de mission pour un total de 66 jours.

Cette action s'est déclinée en :

- un séminaire de 4 heures pour les DGA ;
- des entretiens individuels d'une heure avec les directeurs ;
- un module "réussir sa prise de fonction" de 3 jours ;
- un module "construire et mettre en œuvre sa feuille de route managériale" de 2 jours.

Ce dispositif vise à développer une culture de management commune pour l'encadrement propre à la CTM et contribue à l'instauration d'un climat social favorisant l'efficacité collective.

Par ailleurs, 15 agents ont été formés pendant 2 jours au rôle et à l'action des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) face aux risques psychosociaux.

Enfin, les assistants familiaux (ASFAM) ont suivi deux types d'action :

- une formation au diplôme d'état d'assistant familial pour 31 d'entre elles pendant 32 jours,

- une préparation à la validation des acquis de l'expérience d'un à trois jours pour 28 d'entre elles.

FINALITE 5 : TRANSITION VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE

On peut noter les actions suivantes pour **le traitement des déchets** :

- La récupération des huiles moteurs usées et leur transfert vers les points de collecte ;
- La collecte des piles électriques et batteries usagées ;
- La passation de marchés de traitement des déchets ferreux, encombrants et matériels de bureaux ;
- La passation de marchés de recyclage des déchets électriques et électroniques ainsi que des équipements routiers obsolètes (compteurs, bornes d'appels d'urgence...).

Mise en œuvre de la convention relative au traitement et à la valorisation des déchets verts, des produits de curage et des encombrants retrouvés sur les chaussées du réseau routier et les équipements de la CTM.

La convention passée entre le Syndicat Mixte de Traitement et de Valorisation des Déchets et la CTM est exécutoire depuis le 27 avril 2018. Sa durée est de 5 ans.

Elle a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties sur la problématique d'évacuation des déchets produits ou retrouvés au droit des chaussées du réseau routier et sur les équipements de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les déchets collectés sur chaussées, leurs dépendances et les équipements de la CTM concernés par la présente convention sont les suivants :

- Les déchets verts : déchets d'élagage des arbres et de tonte des accotements ;
- Les encombrants : équipements électriques, électroniques, petits mobiliers, déchets des ménages volumineux, déchets automobiles... ;
- Les produits de curage.

Le coût annuel de mise en œuvre est estimé à 156 100€.

Lancement d'un appel d'offres pour la recherche d'amiante et des HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques) dans les enrobés routiers.

Les maîtres d'ouvrage ont l'obligation de caractériser le risque amiante dans les enrobés bitumineux avant de commencer tous travaux sur voirie.

Les portions de chaussées à diagnostiquer seront traitées par tranche de 1000 mètres.

Vu la nature de ces prestations et le linéaire à traiter (environ 1000km), un projet d'accord cadre à bons de commande est en cours. Le diagnostic du km de chaussée est estimé à 4 000,00 Euros TTC.

Détail de la prestation :

- Effectuer les prélèvements par carottage à l'eau sur la totalité de l'épaisseur de la partie bitumineuse ;
- Séparer les couches de chaque carotte ;
- Envoyer les échantillons à un laboratoire COFRAC ;
- Si l'analyse amiante est négative, effectuer également l'analyse des HAP permettant de vérifier la possibilité de réutilisation des fraisâts dans les enrobés à chaud ou de définir la classe de mise en décharge ;
- Communiquer les résultats accompagnés d'éventuelles recommandations à la Collectivité Territoriale.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-521-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE AFFICHAGE LE : **27 DEC. 2018**

DÉLIBÉRATION N°18-521-1

**PORTANT ADOPTION DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N°4
DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2018**

L'An deux mille dix-huit, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Jenny DULYS-PETIT, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Marie-France TOUL), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par le conseil économique, social, environnemental, de la culture et de l'éducation de Martinique (CESECEM) le 17 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, la commission développement économique et tourisme, et la commission affaires juridiques et textes le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission formation professionnelle et apprentissage et la commission insertion, économie sociale et solidaire le 13 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention P.M.I. – A.S.E. le 17 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission logement et habitat et la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 18 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 18 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 18 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique adopte, conformément à l'annexe jointe à la présente délibération, la décision modificative n° 4 de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2018 :

- en mouvements budgétaires : 50 000,00 €
- en mouvements réels : 50 000,00 €
- en mouvements d'ordre : 0,00 €.

ARTICLE 2 : Les inscriptions en dépenses et en recettes sont votées et réparties comme suit :

D.M. 4 2018	MOUVEMENTS REELS		MOUVEMENTS D'ORDRE		MOUVEMENTS BUDGÉTAIRES	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
Budget Principal Investissement fonctionnement						
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Budget L.T.A. Investissement Fonctionnement						
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Budget B.G.P.I.S.E. Investissement Fonctionnement						
	50 000,00	50 000,00			50 000,00	50 000,00
	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
Budget Général Investissement Fonctionnement						
	50 000,00	50 000,00			50 000,00	50 000,00
	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 30 voix pour et 14 voix contre, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



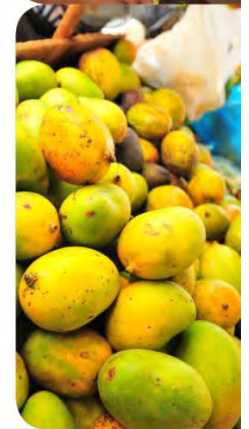
Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-521-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018



2 0 1 8

DÉCISION MODIFICATIVE N°4

BUDGET PRINCIPAL



COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-521-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Régions : COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20005550700012

POSTE COMPTABLE : Payeur Territorial de Martinique

M. 57

Décision modificative 4 (3)

Voté par fonction

BUDGET : Budget principal CTM (4)

ANNEE 2018

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	Sans Objet
B - Modalités de vote	6
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	7
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	8
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	10

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports	12
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre	13
B1 - Présentation des AP votées	14
B2 - Présentation des AE votées	15
C - Récapitulation par groupes fonctionnels	16
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement	22
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	24
E1 - Balance générale - Dépenses	26
E2 - Balance générale - Recettes	28

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	30
A.900 - Services généraux	34
A.900-5 - Gestion des fonds européens	37
A.901 - Sécurité	38
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	39
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	42
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)	45
A.904-4 - RSA	48
A.905 - Aménagement des territoires et habitat	49
A.906 - Action économique	52
A.907 - Environnement	54
A.908 - Transports	57
A.921 - Taxes non affectées	61
A.922 - Dotations et participations	62
A.923 - Dettes et autres opérations financières	63
A.925 - Opérations patrimoniales	64
A.926 - Transferts entre les sections	65
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	67
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	68
B.930 - Services généraux	72
B.930-5 - Gestion des fonds européens	75
B.931 - Sécurité	76

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	77
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	80
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	83
B.934-3 - APA	86
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI	87
B.935 - Aménagement des territoires et habitat	88
B.936 - Action économique	91
B.937 - Environnement	93
B.938 - Transports	96
B.940 - Impositions directes	100
B.941 - Autres impôts et taxes	101
B.942 - Dotations et participations	103
B.943 - Opérations financières	104
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	106
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	107
B.946 - Transferts entre les sections	108
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	109
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	110

IV - Annexes**A - Présentation croisée**

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	111
A1.01 - Opérations non ventilables	113
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	114
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	117
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	118
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	119
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	122
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	125
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	128
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	129
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	132
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	134
A1.908 - Fonction 8 - Transports	137
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	141
A2.01 - Opérations non ventilables	143
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	144
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	150
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	151
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	152
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	155
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	158
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	164

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	165
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	166
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	169
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	171
A2.938 - Fonction 8 - Transports	174
B - Annexes patrimoniales	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B8.1 - Subventions versées	Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	178
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	179
D - Autres éléments d'information	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D5.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : .

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	1 093 638 686,78	1 092 421 814,70	7 359 279,10	A1	6 142 407,02
Investissement	224 054 391,23	195 805 878,34	(3) 3 894 789,01	A2	-24 353 723,88
Fonctionnement	869 584 295,55	896 615 936,36	(4) 3 464 490,09	A3	30 496 130,90

RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II 9 547 490,93	III + IV	16 159 938,76	B1	6 612 447,83
Investissement	I 1 202 002,87	III	16 052 150,89	B2	14 850 148,02
Fonctionnement	II 8 345 488,06	IV	107 787,87	B3	-8 237 700,19

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	12 754 854,85
Investissement	A2 + B2	-9 503 575,86
Fonctionnement	A3 + B3	22 258 430,71

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 1 202 002,87
900	Services généraux	12 964,80
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	45 145,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	210 331,63
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	933 561,44
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 8 345 488,06
930	Services généraux	3 505 348,11
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	2 064,26
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	241 896,73
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	2 386 451,60
934-3	APA	511 417,85
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	1 693 434,51
940	Impositions directes	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	4 875,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 16 052 150,89
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	15 000 440,01
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	1 051 710,88
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 107 787,87
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	107 787,87
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II	
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS		A1	
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	0,00	0,00
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	0,00	0,00
	TOTAL DU BUDGET (4)	0,00	0,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE	A2

VENTILATION DES OPERATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	950	0,00
----------------------------------	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	0,00
----------------------------------	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS					C

SECTION	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
---------	--------------------------	-----------------------	------------------------	---------------------	---------------------------

AP VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00
AE VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	280 989 659,37	0,00	0,00	0,00	0,00
90 Opérations ventilées	205 467 385,67	0,00	-18 283,27	-18 283,27	-18 283,27
- en AP/CP (2)	204 878 088,24	0,00	-18 283,27	-18 283,27	-18 283,27
- hors AP/CP (2)	589 297,43	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	51 168 549,82	0,00	18 283,27	18 283,27	18 283,27
001 Solde exécution invest. reporté	24 353 723,88		0,00	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	280 989 659,37	0,00	0,00	0,00	0,00
90 Opérations ventilées	76 122 764,27	0,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées	76 122 764,27	0,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	173 827 137,12	0,00	0,00	0,00	0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	439 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	21 096 744,12		0,00	0,00	0,00
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	9 503 575,86		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	981 690 448,98	0,00	0,00	0,00	0,00
93 Services ventilés	906 215 629,57	0,00	-1 354 676,63	-1 354 676,63	-1 354 676,63
- en AE/CP	153 522 396,79	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AE/CP	752 693 232,78	0,00	-1 354 676,63	-1 354 676,63	-1 354 676,63
94 Services communs non ventilés	54 378 075,29	0,00	1 354 676,63	1 354 676,63	1 354 676,63
953 Virement à la section d'investissement	21 096 744,12		0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	981 690 448,98	0,00	0,00	0,00	0,00
93 Services ventilés	310 755 105,92	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	661 905 762,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	9 029 581,06		0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)	C

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
---------	---	--	--	--------------------------------	--	--	---

AP VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00						
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00						

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	18 283,27	-18 283,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90 Opérations ventilées		-18 283,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en AP/CP (2)		-18 283,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	18 283,27						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	0,00						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 354 676,63	-1 404 676,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93 Services ventilés		-1 404 676,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en AE/CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
- hors AE/CP		-1 404 676,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	1 354 676,63						
953 Virement à la section d'investissement	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93 Services ventilés		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)	C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
---------	-----------------------------	--	---	---	-------------------------------------	----------------------------------	---

AP VOTEES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (952)							

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT	D1

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	-18 283,27	0,00
900 Services généraux	-18 283,27	0,00
900-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
901 Sécurité	0,00	0,00
902 Enseign., form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00
904-4 RSA	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
906 Action économique	0,00	0,00
907 Environnement	0,00	0,00
908 Transports	0,00	0,00
909 Fonction en réserve		
92 Opérations non ventilées	18 283,27	0,00
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	0,00
923 Dettes et autres opérations financières	18 283,27	0,00
95 Chapitres de prévision sans réalisation		0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL	I 0,00	II 0,00

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	0,00	0,00
926 Transferts entre les sections (2)	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement		0,00
TOTAL	III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :	0,00
--	-------------

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII 0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	0,00	II + IV + VI + VII	0,00
----------------------------	-------------	-------------	--------------------	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT	D2

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Services ventilés	-1 354 676,63	0,00
930 Services généraux	-1 404 676,63	0,00
930-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
931 Sécurité	0,00	0,00
932 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	0,00	0,00
934-3 APA	0,00	0,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00
935 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
936 Action économique	50 000,00	0,00
937 Environnement	0,00	0,00
938 Transports	0,00	0,00
939 Fonction en réserve		
94 Services communs non ventilés	1 354 676,63	0,00
940 Impositions directes	0,00	0,00
941 Autres impôts et taxes	0,00	0,00
942 Dotations et participations	0,00	0,00
943 Opérations financières	1 354 676,63	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	0,00	0,00
TOTAL	I 0,00	II 0,00

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)	0,00	0,00
947 Transferts à l'intérieur de la section	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	0,00	
TOTAL	III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :	0,00
---	-------------

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
--	--------	---------

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	0,00	II + IV + VI	0,00
----------------------------	--------------------	-------------	---------------------	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	E1

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
	Dépenses d'investissement – Total	280 989 659,37	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations réelles et mixtes	255 250 244,32	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 506 103,50	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	38 302 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	3 693 032,18	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018)	109 036 663,04	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	9 998 397,34	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018)	81 042 401,85	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	10 670 726,41	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations d'ordre	1 385 691,17		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	1 385 691,17		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	24 353 723,88			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		981 690 448,98	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		923 187 724,86	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	74 091 634,97	0,00	-1 389 676,63	-1 389 676,63	-1 389 676,63
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	210 884 686,16	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	1 462 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	337 885 872,61	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	15 392 495,29	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	40 434,86	0,00	1 339 676,63	1 339 676,63	1 339 676,63
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
016	APA	61 558 124,38	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	221 872 476,59	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		58 502 724,12		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	37 405 980,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	21 096 744,12		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	E2

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
	Recettes d'investissement – Total	280 989 659,37	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations réelles et mixtes	211 597 668,22	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	32 482 570,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	96 056 449,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	60 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3)	4 339 305,77	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	15 000 440,01	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018) (3)	846 497,49	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	2 432 967,95	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	439 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations d'ordre	59 888 415,29		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	37 405 980,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	1 385 691,17		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	21 096 744,12		0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	9 503 575,86		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – RECETTES						E2
	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		981 690 448,98	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		972 660 867,92	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	4 923 613,79	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	246 579 653,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	217 566 767,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	261 802 172,51	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	26 985 872,92	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	9 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	8 031,96	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	34 914 780,56	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	179 170 726,18	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	9 029 581,06		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET									III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									A
Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
90	Opérations ventilées	205 467 385,67	0,00	0,00	-18 283,27	-18 283,27	-18 283,27	0,00	-18 283,27
900	Services généraux	9 801 480,28	0,00	0,00	-18 283,27	-18 283,27	-18 283,27	0,00	-18 283,27
900-5	Gestion des fonds européens	38 055 611,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	1 117 042,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	50 197 090,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	3 240 400,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	2 244 479,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	31 487 081,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	22 594 198,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	16 626 397,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	30 103 603,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve								
92	Opérations non ventilées	51 168 549,82	0,00		18 283,27	18 283,27		18 283,27	18 283,27
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	2 506 103,50	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	47 276 755,15	0,00		18 283,27	18 283,27		18 283,27	18 283,27
925	Opérations patrimoniales	1 385 691,17			0,00	0,00		0,00	0,00
926	Transferts entre les sections	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation			0,00					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		256 635 935,49	0,00	0,00	0,00	0,00	-18 283,27	18 283,27	0,00
001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)									0,00
TOTAL									0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
90	Opérations ventilées	76 122 764,27	0,00	0,00	0,00	0,00
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	37 147 273,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	169 645,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	11 046 409,19	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	3 913 410,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	4 339 305,77	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	19 066 721,31	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
92	Opérations non ventilées	173 827 137,12	0,00	0,00	0,00	0,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	64 098 922,14	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	70 936 543,81	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	1 385 691,17		0,00	0,00	0,00
926	Transferts entre les sections (4)	37 405 980,00		0,00	0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	21 536 182,12	0,00	0,00	0,00	0,00
951	Virement de la section de fonctionnement	21 096 744,12		0,00	0,00	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	439 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		271 486 083,51	0,00	0,00	0,00	0,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)						0,00
-----------------------------------	--	--	--	--	--	------

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

TOTAL						0,00
-------	--	--	--	--	--	------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée des résultats au budget primitif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(6) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 900
Détail par articles	

CHAPITRE 900 – Services généraux

AP (1) = 0,00

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-18 283,27
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-18 283,27
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-18 283,27
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-18 283,27
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-18 283,27
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-18 283,27
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-18 283,27
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-18 283,27
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET					III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					A 900-5

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens

AP (1) = 0,00

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 901

CHAPITRE 901 – Sécurité

AP (1) = 0,00

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 902
Détail par articles	

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AP (1) = 0,00

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET					III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 902
Détail par articles	

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTÉES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 903
Détail par articles	

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AP (1) = 0,00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTÉES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA)

AP (1) = 0,00

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 904
Détail par articles	

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA

AP (1) = 0,00

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat

AP (1) = 0,00

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTÉES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 – Action économique

AP (1) = 0,00

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintenance et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 0,00

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 908
Détail par articles	

CHAPITRE 908 – Transports

AP (1) = 0,00

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 908
Détail par articles	

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES	A 921
Détail par articles	

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES	A 922
Détail par articles	

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	2 506 103,50	0,00	0,00	0,00	2 506 103,50
103	Plan de relance FCTVA	2 506 103,50	0,00	0,00	0,00	2 506 103,50
13172	Subv. transf. FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	73 602 498,00	0,00	0,00	0,00	73 602 498,00
1021	Dotation	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
10222	FCTVA	32 332 570,00	0,00	0,00	0,00	32 332 570,00
133121	Dotation départementale équip. collègues	7 903 688,00	0,00	0,00	0,00	7 903 688,00
133122	Dotation régionale d'équipement scolaire	26 318 744,00	0,00	0,00	0,00	26 318 744,00
13321	Dotation départ. équip. collègues transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13322	Dotation région. équip. scolaire transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1337	Fonds régional développ. emploi outre-mer	2 725 849,00	0,00	0,00	0,00	2 725 849,00
1341	Dotations à l'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13411	DGE	4 066 647,00	0,00	0,00	0,00	4 066 647,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	105 000,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Reversement de dotations (trop perçu).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES	A 923
Détail par articles	

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	47 276 755,15	0,00	18 283,27	18 283,27	47 295 038,42
1641	Emprunts en euros	38 302 920,00	0,00	0,00	0,00	38 302 920,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	4 571 509,90	0,00	18 283,27	18 283,27	4 589 793,17
27638	Créance Autres établissements publics	4 402 325,25	0,00	0,00	0,00	4 402 325,25
	RECETTES	70 936 543,81	0,00	0,00	0,00	70 936 543,81
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	9 503 575,86	0,00	0,00	0,00	9 503 575,86
1641	Emprunts en euros	60 000 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000 000,00
2745	Avances remboursables	381 257,07	0,00	0,00	0,00	381 257,07
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	103 792,96	0,00	0,00	0,00	103 792,96
27638	Créance Autres établissements publics	947 917,92	0,00	0,00	0,00	947 917,92

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES	A 925
Détail par articles	

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	1 385 691,17	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
231318	Autres bâtiments publics	387 852,78	0,00	0,00
23151	Réseaux de voirie	684 491,10	0,00	0,00
231538	Autres réseaux	13 347,29	0,00	0,00
23158	Autres constructions	270 000,00	0,00	0,00
231735	Installations générales, agencements	30 000,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	1 385 691,17	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	1 385 691,17	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Charges transférées</i>	0,00	0,00	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	37 405 980,00	0,00	0,00
	Amortissement des immobilisations	37 405 980,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	1 496 776,03	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	100 871,61	0,00	0,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	11 703,76	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	41 042,00	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	934 866,00	0,00	0,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	116 336,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	1 018 151,00	0,00	0,00
28041481	Subv.Autres cnes: Bien mobilier, matériel	542 748,96	0,00	0,00
28041482	Subv.Autres cnes: Bâtiments, installations	3 419 525,80	0,00	0,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	4 117,00	0,00	0,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	9 619,00	0,00	0,00
280415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	800,00	0,00	0,00
280415331	ADM : Bien mobilier, matériel	20 000,00	0,00	0,00
280415332	ADM : Bâtiments, installations	1 332 175,00	0,00	0,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	68 348,44	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	84 331,00	0,00	0,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	1 446 142,00	0,00	0,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	446 253,00	0,00	0,00
28041782	Subv. Autres : Bâtiments, installations	2 840,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	819 212,11	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	633 198,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	6 419 647,12	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	3 344 671,00	0,00	0,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	1 841 609,00	0,00	0,00
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	659 112,00	0,00	0,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	12 200,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
28051	Concessions et droits similaires	2 035 357,42	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	5 710,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	4 314,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	788,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	1 108 030,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	384 497,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	606 119,00	0,00	0,00
281352	Bâtiments privés	4 962,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	2 225,00	0,00	0,00
281572	Matériel technique scolaire	2 997,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	180 671,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	159 464,00	0,00	0,00
28158	Autres inst., matériel, outil. techniques	2 359,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	157 611,00	0,00	0,00
2817578	Autre matériel technique (mad)	451,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	13 999,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	2 759 147,50	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	66 265,97	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	3 263 710,64	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	157 030,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 438 819,54	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	81 468,10	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	143 688,00	0,00	0,00
	Autres	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				0,00
950	Dépenses imprévues				0,00
	RECETTES	21 536 182,12	0,00	0,00	
951	Virement de la section de fonctionnement	21 096 744,12	0,00	0,00	
954	Produit des cessions d'immobilisations	439 438,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Budget de l'exercice » est défini dans l'état I-B.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET									III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									B
Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	906 215 629,57	0,00	0,00	-1 354 676,63	-1 354 676,63	0,00	-1 354 676,63	-1 354 676,63
930	Services généraux	242 361 282,10	0,00	0,00	-1 404 676,63	-1 404 676,63	0,00	-1 404 676,63	-1 404 676,63
930-5	Gestion des fonds européens	10 976 643,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	18 024 929,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	86 683 367,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	11 343 877,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	136 702 865,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	APA	61 558 124,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	221 872 476,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	3 028 947,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	21 179 341,08	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
937	Environnement	9 386 955,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	83 096 819,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve								
94	Services communs non ventilés	54 378 075,29	0,00		1 354 676,63	1 354 676,63		1 354 676,63	1 354 676,63
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	1 462 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	15 510 095,29	0,00		1 354 676,63	1 354 676,63		1 354 676,63	1 354 676,63
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (5)	37 405 980,00			0,00	0,00		0,00	0,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
95	Chapitre de prévision sans réalisation	21 096 744,12		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	Virement à la section d'investissement	21 096 744,12			0,00	0,00		0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		981 690 448,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (6)									0,00
---	--	--	--	--	--	--	--	--	-------------

TOTAL									0,00
--------------	--	--	--	--	--	--	--	--	-------------

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(6) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						B
Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	310 755 105,92	0,00	0,00	0,00	0,00
930	Services généraux	24 027 126,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	19 871 072,42	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	1 651,91	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	30 129 338,17	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	1 292 184,93	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	14 404 477,87	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	APA	34 914 780,56	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	179 170 726,18	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	987 863,94	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	726 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	4 142 654,86	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	1 087 229,08	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve					
94	Services communs non ventilés	661 905 762,00	0,00	0,00	0,00	0,00
940	Impositions directes	114 261 909,00	0,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	333 145 922,00	0,00	0,00	0,00	0,00
942	Dotations et participations	214 488 681,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	9 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		972 660 867,92	0,00	0,00	0,00	0,00
002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)						0,00
TOTAL						0,00

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

- (4) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.
- (5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux

AE (1) = 0,00

Libellé	93-02 Administration générale							
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 404 676,63
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 404 676,63
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 404 676,63
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 404 676,63
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 930
Détail par articles	

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 404 676,63
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 404 676,63
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 404 676,63
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 404 676,63
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930-5

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens

AE (1) = 0,00

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 931

CHAPITRE 931 – Sécurité

AE (1) = 0,00

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AE (1) = 0,00

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
		93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 932
Détail par articles	

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES						B 932
Détail par articles						

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AE (1) = 0,00

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 934
Détail par articles	

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)

AE (1) = 0,00

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42 Action sociale							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)

Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Famille et enfance			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934-3

CHAPITRE 934-3 – APA

AE (1) = 0,00

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934-4

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI

AE (1) = 0,00

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat

AE (1) = 0,00

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 935
Détail par articles	

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 – Action économique

AE (1) = 0,00

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63			
				Actions sectorielles		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement

AE (1) = 0,00

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 937
Détail par articles	

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 937
Détail par articles	

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports

AE (1) = 0,00

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 938
Détail par articles	

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé	93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES						B 940
Détail par articles						

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	114 261 909,00	0,00	0,00	0,00	114 261 909,00
73111	Taxes foncières et d'habitation	72 537 882,00	0,00	0,00	0,00	72 537 882,00
73112	Cotisation sur la VAE	38 659 822,00	0,00	0,00	0,00	38 659 822,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	305 474,00	0,00	0,00	0,00	305 474,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73124	Frais de gestion de la TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732222	Fonds péréq. ress. / régions, coll. Corse	2 152 038,00	0,00	0,00	0,00	2 152 038,00
73224	Fonds péréquation cotis sur VA des ent.	606 693,00	0,00	0,00	0,00	606 693,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES						B 941
Détail par articles						

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	1 462 000,00	0,00	0,00	0,00	1 462 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7392252	Prélèv. fonds solidarité / départements	1 462 000,00	0,00	0,00	0,00	1 462 000,00
739252	Prélèvement fonds solidarité des départ.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	333 145 922,00	0,00	0,00	0,00	333 145 922,00
73121	Taxe dpt. pub foncière, droit dpt. enreg	22 000 000,00	0,00	0,00	0,00	22 000 000,00
731221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7312232	Fonds péréquation ress. perçues régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731225	Fonds péréquation cotis./VA entreprises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73124	Frais de gestion de la TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73131	Taxe d'aménagement - part départementale	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00	2 800 000,00
73151	Taxe sur les permis de conduire	270 000,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00
73153	Taxe certif. immatriculation véhicules	7 200 000,00	0,00	0,00	0,00	7 200 000,00
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	26 150 000,00	0,00	0,00	0,00	26 150 000,00
731722	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
731771	Taxe d'apprentissage	27 300 000,00	0,00	0,00	0,00	27 300 000,00
731772	TICPE - Ressource région. apprentissage	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7322	Fisc. reversée par interméd fonds	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	6 629 251,00	0,00	0,00	0,00	6 629 251,00
732251	Attrib./fonds national péréquation DMTO	7 404 671,00	0,00	0,00	0,00	7 404 671,00
732252	Attrib./fonds solidarité / départements	10 503 000,00	0,00	0,00	0,00	10 503 000,00
7323	Revers. prél. / jeux et paris hippiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7324	Frais de gestion de la TFPB	12 300 398,00	0,00	0,00	0,00	12 300 398,00
73251	Attrib. fonds péréquation des DMTO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73252	Attribution fonds solidarité des départ.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7326	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7341	Taxe sur les alcools et tabacs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
73411	Taxe sur les rhums	1 700 000,00	0,00	0,00	0,00	1 700 000,00
7342	Taxes sur les carburants	82 848 000,00	0,00	0,00	0,00	82 848 000,00
73432	Octroi de mer régional	72 000 000,00	0,00	0,00	0,00	72 000 000,00
73433	Taxe tr public aérien,maritimes-dt Corse	1 950 000,00	0,00	0,00	0,00	1 950 000,00
7344	Redevances sur l'eau (Offices de l'eau)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73474	TVA	14 885 602,00	0,00	0,00	0,00	14 885 602,00
7348	Autres impôts et taxes d'Outre-mer	33 000 000,00	0,00	0,00	0,00	33 000 000,00
7351	Taxe sur consommation finale électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73622	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7371	Taxes sur les rhums	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7372	Taxes sur les carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7374	Taxe additionnelle à l'octroi de mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7376	Taxe due/transp. public aérien,maritime	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73822	TICPE-Ressource régionale apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	214 488 681,00	0,00	0,00	0,00	214 488 681,00
74121	Dotation forfaitaire des départements	26 940 907,00	0,00	0,00	0,00	26 940 907,00
741221	Dotation fonctionnement minimale départ.	11 399 670,00	0,00	0,00	0,00	11 399 670,00
741222	Dotat. péréquation urbaine départements	8 341 685,00	0,00	0,00	0,00	8 341 685,00
741223	Dotation compensation départements	99 558 193,00	0,00	0,00	0,00	99 558 193,00
74131	Dotation forfaitaire des régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74132	Dotation de péréquation des régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	3 689 970,00	0,00	0,00	0,00	3 689 970,00
74621	DGD des départements	8 890 075,00	0,00	0,00	0,00	8 890 075,00
74631	DGD des régions	31 635 243,00	0,00	0,00	0,00	31 635 243,00
74788	Autres	8 418 836,00	0,00	0,00	0,00	8 418 836,00
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748312	D.C.R.T.P.	6 738 601,00	0,00	0,00	0,00	6 738 601,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	2 704 785,00	0,00	0,00	0,00	2 704 785,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	6 170 716,00	0,00	0,00	0,00	6 170 716,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 943

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	15 510 095,29	0,00	1 354 676,63	1 354 676,63	16 864 771,92
6228	Divers	4 600,00	0,00	5 000,00	5 000,00	9 600,00
627	Services bancaires et assimilés	113 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	123 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	13 249 241,00	0,00	0,00	0,00	13 249 241,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	28 875,00	0,00	0,00	0,00	28 875,00
666	Pertes de change	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6688	Autres	2 113 379,29	0,00	0,00	0,00	2 113 379,29
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	1 339 676,63	1 339 676,63	1 339 676,63
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (6)	9 250,00	0,00	0,00	0,00	9 250,00
761	Produits de participations	8 250,00	0,00	0,00	0,00	8 250,00
766	Gains de change	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (5)	Montant des ICNE de l'exercice	4 828 222,11
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	4 828 222,11
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00
Compte R7622 (6)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

(6) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (4)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 946

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4) (6)	37 405 980,00	0,00	0,00
	<i>Dot. aux amortissements et provisions</i>	37 405 980,00	0,00	0,00
6811	<i>Dot. amort. immos incorporelles</i>	37 405 980,00	0,00	0,00
	<i>Autres</i>	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (5) (6)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Transfert de charges</i>	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(5) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(6) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (4)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Articles	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	DEPENSES	21 096 744,12	0,00	0,00	0,00
952	Dépenses imprévues				0,00
953	Virement à la section d'investissement	21 096 744,12	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		49 801 141,92	9 783 197,01	38 055 611,00	1 117 042,15	50 197 090,52	3 240 400,19	2 244 479,88	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 506 103,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	38 302 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	1 053 589,70	0,00	31 806,20	573 608,91	180 480,88	29 600,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	12 964,80	38 055 611,00	286 093,49	9 566 984,20	1 783 698,55	1 476 878,77	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	4 025 218,77	0,00	0,00	2 794 101,52	664 617,14	149 000,62	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	4 639 707,01	0,00	799 142,46	36 740 312,89	611 603,62	398 750,23	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	8 992 118,42	51 716,73	0,00	0,00	522 083,00	0,00	190 250,26	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		144 978 479,81	0,00	37 147 273,00	169 645,00	11 046 409,19	50 000,00	390 000,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	439 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	41 986 145,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	41 119 928,00	0,00	37 147 273,00	169 645,00	9 328 806,00	50 000,00	390 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	60 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	717 603,19	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 432 967,95	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	DEPENSES	31 487 081,47	22 594 198,33	16 626 397,93	30 103 603,92		255 250 244,32
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 506 103,50
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		38 302 920,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	642 726,64	72 172,22	507 318,79	601 728,84		3 693 032,18
204	Subventions d'équipement versées	21 839 623,70	21 237 737,52	14 777 071,01	0,00		109 036 663,04
21	Immobilisations corporelles	0,00	551 015,63	1 492,11	1 812 951,55		9 998 397,34
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	8 090 173,13	733 272,96	1 340 516,02	27 688 923,53		81 042 401,85
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	914 558,00	0,00	0,00	0,00		10 670 726,41
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
	RECETTES	3 913 410,00	4 339 305,77	0,00	19 066 721,31		221 101 244,08
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		439 438,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		41 986 145,86
13	Subventions d'investissement	3 913 410,00	0,00	0,00	3 937 387,00		96 056 449,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		60 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	4 339 305,77	0,00	0,00		4 339 305,77
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	15 000 440,01		15 000 440,01
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	128 894,30		846 497,49
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		2 432 967,95
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		49 801 141,92
103	Plan de relance FCTVA	2 506 103,50
164	Emprunts auprès des éts financiers	38 302 920,00
276	Autres créances immobilisées	8 992 118,42
RECETTES		144 978 479,81
024	Produits des cessions d'immobilisations	439 438,00
102	Dotations et fonds d'investissement	32 482 570,00
106	Réserves	9 503 575,86
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	36 948 281,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	4 171 647,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	60 000 000,00
274	Prêts	381 257,07
276	Autres créances immobilisées	1 051 710,88

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		2 610 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 173 197,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,50
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 964,80
205	Licences, procédés, droits similaires	1 032 589,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 392 371,50
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	581 953,40
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 372,20
218	Autres immobilisations corporelles	1 577 410,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	340 110,70
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 639 707,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 716,70
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 783 197,01
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,50
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 964,80
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 032 589,20
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 392 371,52
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	581 953,42
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 372,26
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 917 521,57
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 639 707,01
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 716,73
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	38 045 384,00	0,00	10 227,00	38 055 611,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	38 045 384,00	0,00	10 227,00	38 055 611,00
	RECETTES	0,00	37 147 273,00	0,00	0,00	37 147 273,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	37 147 273,00	0,00	0,00	37 147 273,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	214 326,49	0,00	902 715,66	1 117 042,15
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	31 806,20	31 806,20
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	214 326,49	0,00	71 767,00	286 093,49
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	799 142,46	799 142,46
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	169 645,00	169 645,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	169 645,00	169 645,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21			90-22		
			Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
			90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES		2 535 000,00	0,00	0,00	0,00	10 344 882,60	32 895 043,17	450 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	570 679,41	2 929,50	0,00
204	Subventions d'équipement versées	2 535 000,00	0,00	0,00	0,00	1 010 792,30	3 217 068,21	450 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 867 483,30	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	9 284,24	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	781 543,00	13 926,36	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	6 055 100,35	29 352 119,10	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 000,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	34 600,00	10 011 809,19	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	34 600,00	9 294 206,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	717 603,19	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES		1 755 684,80	0,00	621 946,62	1 594 533,33	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	497 917,00	0,00	375 800,00	1 480 406,69	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	71 864,62	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	735 684,80	0,00	174 282,00	114 126,64	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	522 083,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 197 090,52
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	573 608,91
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 566 984,20
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 939 347,92
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 284,24
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	795 469,36
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 431 312,89
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	522 083,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 046 409,19
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 328 806,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	717 603,19
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	1 448 711,78	1 766,77	30 145,37	236 476,67	100 600,91	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	80 112,04	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 125 691,02	1 766,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	60 000,00	0,00	3 859,43	1 650,00	28 859,41	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	28 954,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	60 509,55	0,00	0,00	2 640,58	16 000,00	0,00	0,00	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	5 500,42	4 490,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	600,00	0,00	17 785,52	6 760,65	10 741,50	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	172 957,08	0,00	3 000,00	140 823,40	40 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	67 260,00	26 899,00	18 929,73	656 696,30	652 913,66
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	18 929,73	0,00	637 311,03
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	10 899,00	0,00	311 289,55	15 602,63
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	167 843,61	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	67 260,00	10 000,00	0,00	177 563,14	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 240 400,19
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 112,04
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 783 698,55
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 368,84
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 954,13
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	416 941,31
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 990,42
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 731,28
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	611 603,62
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		241 816,29	1 052,55	504 859,63	0,00	0,00	11 500,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	29 600,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	241 816,29	1 052,55	76 509,40	0,00	0,00	11 500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	398 750,23	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42							
		Action sociale							
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		225 369,99	0,00	149 805,25	0,00	0,00	219 631,16	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	225 369,99	0,00	4 699,99	0,00	0,00	219 631,16	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	145 105,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	693 826,44	0,00	0,00	195 145,00	2 244 479,88
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 600,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	693 826,44	0,00	0,00	999,38	1 476 878,77
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 000,62	149 000,62
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	398 750,23
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 145,00	45 145,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 105,26
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES		0,00	13 299 085,49	415 978,17	0,00	2 809 533,11	1 140 480,21	0,00	4 543 358,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	229 500,00	413 226,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	13 069 585,49	0,00	0,00	2 809 533,11	1 140 480,21	0,00	3 630 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	2 751,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	913 358,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	2 396 160,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	2 396 160,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	8 090 540,00	0,00	1 188 106,49	0,00	31 487 081,47
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	642 726,64
204	Subventions d'équipement versées	0,00	3 118,40	0,00	1 186 906,49	0,00	21 839 623,70
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	8 087 421,60	0,00	0,00	0,00	8 090 173,13
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	914 558,00
RECETTES		0,00	1 517 250,00	0,00	0,00	0,00	3 913 410,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	1 517 250,00	0,00	0,00	0,00	3 913 410,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63			
					Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres							
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	5 554 645,76	7 536 751,43	7 770 292,29
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	72 172,22	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	4 198 184,95	7 536 751,43	7 770 292,29
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	36 015,63	0,00	0,00
215	Installat ^o , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	733 272,96	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 339 305,77	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 339 305,77	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	1 732 508,85	0,00	22 594 198,33
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 172,22
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	1 732 508,85	0,00	21 237 737,52
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 015,63
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	733 272,96
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 339 305,77
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 339 305,77

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
DEPENSES		0,00	2 827 706,76	0,00	88 439,52	25 723,95	3 773 911,21	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 826 214,65	0,00	88 439,52	25 723,95	3 773 911,21	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	1 492,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		2 919 757,13	1 820 516,02	123 196,83	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	2 919 757,13	500 000,00	123 196,83	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	1 320 516,02	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	95 644,15	0,00	0,00	3 397 090,70	1 554 411,66	0,00	0,00	16 626 397,93
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	507 318,79	0,00	0,00	507 318,79
204	Subventions d'équipement versées	0,00	95 644,15	0,00	0,00	3 397 090,70	1 027 092,87	0,00	0,00	14 777 071,01
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 492,11
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	1 340 516,02
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83						
		Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	10 178 858,58	16 559 745,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	313 175,84	138 553,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	600 472,72	217 609,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	994 869,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	8 270 340,74	16 203 582,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	18 499 721,31	567 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	3 370 387,00	567 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	15 000 440,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	128 894,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	3 365 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 103 603,92
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	601 728,84
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	818 082,27
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	994 869,28
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	3 215 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 688 923,53
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 066 721,31
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 937 387,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000 440,01
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 894,30

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		18 326 771,92	240 956 605,47	10 976 643,00	18 024 929,85	86 683 367,24	11 343 877,76	136 702 865,35	61 558 124,38
011	Charges à caractère général	132 600,00	44 344 742,86	0,00	7 929,85	8 174 739,69	1 650 364,93	3 418 449,65	130 237,93
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	186 314 591,91	0,00	0,00	0,00	0,00	24 570 094,25	9 348,60
014	Atténuations de produits	1 462 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	10 288 354,90	10 976 643,00	18 017 000,00	78 508 627,55	9 693 512,83	108 682 807,73	61 401 837,85
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	15 392 495,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	1 339 676,63	8 915,80	0,00	0,00	0,00	0,00	31 513,72	16 700,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		661 905 762,00	24 027 126,00	19 871 072,42	1 651,91	30 129 338,17	1 292 184,93	14 404 477,87	34 914 780,56
013	Atténuations de charges	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 214 822,00	0,00	0,00	0,00	38 791,79	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	245 979 653,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	201 428 178,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00	0,00	3 300 000,00	0,00
74	Dotations et participations	214 488 681,00	12 916 260,00	11 939 659,00	0,00	16 542 424,07	53 500,00	4 581 570,44	29 578 326,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	8 196 044,00	7 931 413,42	1 651,91	748 325,10	1 199 893,14	6 514 875,47	2 445 863,91
76	Produits financiers	9 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 031,96	2 890 590,65
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		221 872 476,59	3 028 947,87	21 229 341,08	9 386 955,30	83 096 819,05		923 187 724,86
011	Charges à caractère général	8 923,88	852 087,00	531 381,91	3 186 043,40	10 403 619,05		72 841 120,15
012	Charges de personnel et frais assimilés	805 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00		211 699 434,76
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 462 000,00
65	Autres charges de gestion courante	221 034 974,52	2 176 860,87	20 697 953,83	6 200 911,90	72 693 200,00		620 372 684,98
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		15 392 495,29
67	Charges spécifiques	23 178,19	0,00	5,34	0,00	0,00		1 419 989,68
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		179 170 726,18	987 863,94	726 000,00	4 142 654,86	1 087 229,08		972 660 867,92
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		700 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00	0,00		4 923 613,79
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00		246 579 653,00
731	Fiscalité locale	165 042 666,00	0,00	0,00	0,00	0,00		382 609 433,00
74	Dotations et participations	8 150 000,00	610 000,00	286 000,00	0,00	384 078,00		299 530 498,51
75	Autres produits de gestion courante	5 978 060,18	377 863,94	440 000,00	872 654,86	703 151,08		35 409 797,01
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		9 250,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 898 622,61
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		18 326 771,92
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	9 600,00
627	Services bancaires et assimilés	123 000,00
661	Charges d'intérêts	13 278 116,00
666	Pertes de change	1 000,00
668	Autres charges financières	2 113 379,29
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 339 676,63
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	1 462 000,00
RECETTES		661 905 762,00
731	Fiscalité locale	201 428 178,00
732	Fiscalité reversée	39 596 051,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	206 383 602,00
741	D.G.F.	146 240 455,00
744	FCTVA	3 689 970,00
746	Dotation générale de décentralisation	40 525 318,00
747	Participations	8 418 836,00
748	Autres attributions et participations	15 614 102,00
761	Produits de participations	8 250,00
766	Gains de change	1 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	186 487 680,73	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 755 651,64
602	Achats stockés - Autres approvisionnementms	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 463,76
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 329,44
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225,41
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 210 058,90
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 227,79
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 848 077,20
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 315 851,17
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 351 933,88
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 730 040,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	558 927,23
618	Divers	0,00	466 389,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 320 412,28
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 645 703,88
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	923 201,25
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280 994,92
625	Déplacements et missions	0,00	95 190,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 076,54
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 191 872,27
628	Divers	0,00	12 006,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 767 431,57
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	2 124 867,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 041 041,50
641	Rémunérations du personnel	0,00	137 859 531,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	40 927 066,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	3 541 254,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	1 230 523,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 986,65
655	Contributions obligatoires	0,00	6 583,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	116 232,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 796,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	7 915,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		13 948 668,00	2 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 866,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 822,00
708	Autres produits	0,00	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	6 038 668,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 044,00
758	Produits divers de gestion courante	7 910 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		3 082 530,30	438 263,36	358 425,97	0,00	0,00	0,00	97 833,91
602	Achats stockés - Autres approvisionnementmts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	13 355,28	57 037,10	32 066,18	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	44 346,32	1 634,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	12 849,00	68 256,82	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	3 674,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	91 948,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	539 720,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	2 359 485,57	366 742,66	258 102,97	0,00	0,00	0,00	97 833,91

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES		6 777 592,00	300 000,00	58 627,56	0,00	100 000,00	240 956 605,47
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 463,76
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 329,44
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225,41
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 210 058,90
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 227,79
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 848 077,20
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 315 851,17
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 351 933,88
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 730 040,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	47 832,03	606 759,26
618	Divers	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	1 939 260,53
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	52 167,97	10 743 972,77
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	1 519 307,07
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280 994,92
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	202 940,54
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 191 872,27
628	Divers	0,00	170 000,00	0,00	0,00	0,00	7 041 386,45
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	10 524,00	0,00	0,00	2 165 391,93
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 041 041,50
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	34 529,65	0,00	0,00	137 894 060,88
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	13 573,91	0,00	0,00	41 480 361,14
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 541 254,34
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 230 523,62
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 175 151,76
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 583,14

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
657	Subventions	6 777 592,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	6 975 824,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 796,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 915,80
RECETTES		6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 027 126,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 822,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100 000,00
747	Participations	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 916 260,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 044,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 920 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058		TOTAL DU CHAPITRE
				Autres		
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES		4 072 515,00	6 904 128,00	0,00	0,00	10 976 643,00
657	Subventions	4 072 515,00	6 904 128,00	0,00	0,00	10 976 643,00
RECETTES		1 035 264,00	18 835 808,42	0,00	0,00	19 871 072,42
747	Participations	1 035 264,00	10 904 395,00	0,00	0,00	11 939 659,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	7 931 413,42	0,00	0,00	7 931 413,42

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	18 000 000,00	0,00	24 929,85	18 024 929,85
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	7 929,85	7 929,85
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	13 500 000,00	0,00	0,00	13 500 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	4 500 000,00	0,00	17 000,00	4 517 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 651,91	1 651,91
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	1 651,91	1 651,91

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21			93-22		
			Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
			93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	8 498 120,96	9 895 509,00	890 790,12
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	8 154,28	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	335 087,05	300 000,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	75 579,39	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	5 522 737,05	8 995 518,00	831 500,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	646 014,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 910 549,19	599 991,00	59 290,12
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	307 787,87	180 000,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	307 787,87	180 000,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES		7 634 992,41	0,00	42 886 631,33	11 219 539,03	5 083 007,59
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	7 158 438,80	9 945,72	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	65 600,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	3 820 000,19	0,00	1 080 327,99	36 562,30	1 200 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	1 590 054,28	0,00
656	Participations	0,00	0,00	3 111 261,24	57 227,76	0,00
657	Subventions	3 814 992,22	0,00	31 471 003,30	9 525 748,97	3 883 007,59
RECETTES		0,00	0,00	28 193 454,30	988 096,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	12 838 589,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	15 066 540,20	988 096,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	288 325,10	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	574 776,80	0,00	86 683 367,24
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 168 384,52
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 154,28
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 687,05
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 579,39
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	196 934,45	0,00	196 934,45
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 136 890,48
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 939 809,33
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 814 503,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	352 842,35	0,00	51 617 424,74
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00	0,00	30 129 338,17
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 054 636,20
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	487 787,87
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00	0,00	748 325,10

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	3 761 747,16	0,00	209 558,37	665 443,79	167 441,35	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	107 185,11	56 673,80	5 621,42	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 826,42	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	40 503,65	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	32 143,30	0,00	32 661,87	98 799,19	101 500,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	5 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	119 000,00	0,00	56 157,01	294 795,81	38 907,82	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	3 000,00	26 936,78	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	7 087,18	73 524,05	16 337,25	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	3 200,00	26 691,41	5 000,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	12 510,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	267,20	200,00	74,86	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 306,68	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	332 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	3 278 603,86	0,00	0,00	24 006,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	6 628,35	1 153 264,79	0,00	28 791,79	43 500,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	16 942,28	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	11 849,51	10 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 500,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	6 628,35	1 153 264,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	13 377,36	63 253,75	419 605,41	201 853,52	5 841 597,05
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	17,36	23 253,75	0,00	17 636,99	2 298,97
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	700,59	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	13 360,00	40 000,00	0,00	180 420,26	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,52
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 448,18	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	147,50	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	419 605,41	0,00	5 639 297,56
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 343 877,76
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	212 687,40
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 326,42
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 204,24
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	498 884,62
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 670,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	708 861,16
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 936,78
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 948,48
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 339,59
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 510,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	542,06
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 454,18
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	332 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 361 512,83
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 292 184,93
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 942,28
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 849,51
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 500,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 159 893,14

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres êts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		1 229 381,29	2 863 928,02	1 802 911,41	0,00	10 020,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	125 247,54	171 021,95	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	145 110,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	8 336,64	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	12 835,27	3 000,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	1 670,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	21 064,67	31 500,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	34 409,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	22 317,96	8 154,11	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	834 549,91	217 772,47	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	257 803,47	79 398,23	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	300,60	3 464,73	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	420 881,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	80 000,00	1 800 000,00	1 557 382,82	0,00	10 020,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	54 591,08	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	54 591,08	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42							
		Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		3 841 971,97	0,00	58 281 962,92	1 357 984,67	0,00	537 150,05	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	12 706,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	50,10	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	5 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	57 394,45	0,00	0,00	18 619,35	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	894 139,94	0,00	479 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	5 050,00	31 454,12	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	80 160,00	0,00	10 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	33 911,35	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	9 104,10	0,00	287 165,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	178 495,96	0,00	17 194 951,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	54 615,85	0,00	5 242 834,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	110 446,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	1 187 237,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	31 467 691,08	1 047 411,50	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	2 141 416,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	2 625 456,12	0,00	75 000,00	245 157,60	0,00	518 530,70	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		3 300 000,00	0,00	512 454,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	3 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	327 938,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	109 004,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42							
		Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	75 511,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		23 850,71	0,00	28 497 414,89	0,00	33 343 221,78	3 522 387,85	136 702 865,35
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 673,77	0,00	0,00	8 600,00	319 249,28
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	18 871,00	0,00	0,00	144 750,00	193 621,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,10
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	210 120,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 336,64
618	Divers	0,00	0,00	107 040,86	0,00	40 405,80	177 203,98	417 301,31
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	20 000,00	0,00	402 299,25	0,00	38 744,00	119 171,40	1 955 564,59
623	Pub., publications, relations publiques	3 850,71	0,00	25 663,74	0,00	0,00	7 338,00	125 921,24
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	69,90	0,00	0,00	6 020,00	45 999,25
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 180,00
628	Divers	0,00	0,00	194,89	0,00	0,00	18 000,00	52 106,24
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	974,43	0,00	0,00	0,00	327 716,01
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	53 716,86	0,00	0,00	0,00	18 479 486,98
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	9 719,34	0,00	0,00	0,00	5 644 371,08
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	4 308,60	0,00	0,00	0,00	118 520,18
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	26 600 000,00	1 228 701,00	30 440 339,74
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	27 327 312,16	0,00	5 909 104,26	478 269,80	66 325 265,69
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 647,34	206 647,34
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	736 654,00	4 900,00	3 173 851,30
657	Subventions	0,00	0,00	528 870,09	0,00	3 500,00	1 092 786,33	8 536 703,66
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	16 700,00	0,00	14 813,72	0,00	31 513,72
RECETTES		0,00	0,00	1 979 865,02	0,00	8 257 567,66	0,00	14 404 477,87
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 300 000,00
747	Participations	0,00	0,00	224 499,36	0,00	3 974 542,00	0,00	4 581 570,44
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	1 755 365,66	0,00	0,00	0,00	1 864 370,52

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	4 274 993,70	0,00	4 550 504,95
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	8 031,96	0,00	8 031,96

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		9 348,60	49 315 674,53	73 480,00	12 159 621,25	61 558 124,38
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	130 237,93	0,00	0,00	130 237,93
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	677,87	0,00	0,00	0,00	677,87
641	Rémunérations du personnel	6 116,96	0,00	0,00	0,00	6 116,96
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	2 546,17	0,00	0,00	0,00	2 546,17
647	Autres charges sociales	7,60	0,00	0,00	0,00	7,60
651	Aides à la personne	0,00	49 185 436,60	73 480,00	12 142 921,25	61 401 837,85
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	16 700,00	16 700,00
RECETTES		30 674 189,91	4 240 590,65	0,00	0,00	34 914 780,56
747	Participations	29 578 326,00	0,00	0,00	0,00	29 578 326,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
758	Produits divers de gestion courante	1 095 863,91	1 200 000,00	0,00	0,00	2 295 863,91
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	2 890 590,65	0,00	0,00	2 890 590,65

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		3 600 000,00	0,00	0,00	9 830 403,94	0,00	805 400,00	207 636 672,65	0,00	221 872 476,59
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	8 923,88	0,00	0,00	0,00	0,00	8 923,88
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 916,71	0,00	0,00	1 916,71
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	794 248,29	0,00	0,00	794 248,29
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 197,00	0,00	0,00	9 197,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38,00	0,00	0,00	38,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	8 251 547,12	0,00	0,00	207 636 672,65	0,00	215 888 219,77
657	Subventions	3 600 000,00	0,00	0,00	1 546 754,75	0,00	0,00	0,00	0,00	5 146 754,75
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	23 178,19	0,00	0,00	0,00	0,00	23 178,19
RECETTES		4 900 000,00	0,00	0,00	1 750 000,00	0,00	0,00	172 520 726,18	0,00	179 170 726,18
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 042 666,00	0,00	165 042 666,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	1 750 000,00	0,00	0,00	6 400 000,00	0,00	8 150 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 078 060,18	0,00	1 078 060,18
758	Produits divers de gestion courante	4 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 900 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES		0,00	574 220,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 922 244,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 087,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	396 157,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	363 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 000,00
657	Subventions	0,00	210 470,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	610 000,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	610 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	47 449,83	0,00	465 034,04	0,00	3 028 947,87
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 087,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	396 157,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	567 750,00
657	Subventions	0,00	47 449,83	0,00	65 034,04	0,00	812 953,87
RECETTES		0,00	0,00	0,00	377 863,94	0,00	987 863,94
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	610 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	377 863,94	0,00	377 863,94

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63			
					Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres							
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	9 576 703,98	2 456 029,70	6 013 301,29
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	10 178,30	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 292,25	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	19 875,90	37 074,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 540,08	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	54,11	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	683,91	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	102 149,95	0,00	4 500 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	9 431 924,14	2 418 955,70	1 513 301,29
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	5,34	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	440 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	440 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintenance et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	2 383 306,11	800 000,00	21 229 341,08
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 178,30
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 292,25
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	1 683,36	0,00	58 633,26
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	401 540,08
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54,11
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	683,91
656	Participations	0,00	0,00	0,00	203 311,00	400 000,00	5 205 460,95
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	2 128 311,75	0,00	15 492 492,88
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,34
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	286 000,00	726 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	286 000,00	286 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	440 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72					
				Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721			93-722	
					Collecte et traitement des déchets			Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt	
DEPENSES		0,00	4 089 677,63	0,00	65 355,82	0,00	0,00	0,00	
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
617	Etudes et recherches	0,00	219 268,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
618	Divers	0,00	29,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
628	Divers	0,00	-283 254,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
656	Participations	0,00	33 724,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
657	Subventions	0,00	4 119 909,85	0,00	65 355,82	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		656 337,53	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	56 337,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		600 000,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 009 999,70	779 519,54	0,00	386 065,08	9 386 955,30
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	219 268,35
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	250 029,16
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-283 254,11
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 463,46	0,00	0,00	75 187,84
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 009 999,70	738 056,08	0,00	136 065,08	6 125 724,06
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	872 654,86	4 142 654,86
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	872 654,86	872 654,86

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES		27 749,20	454 800,00	0,00	5 005 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 693 200,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	5 996,98	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	6 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	454 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	15 072,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 848 001,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 845 199,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	703 151,08
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	703 151,08

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83						
		Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	1 406 809,20	6 646 068,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	2 346,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	57 652,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 273 940,16	6 636 207,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	73 876,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	1 340,00	7 515,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	1 863 192,09	0,00	0,00	0,00	0,00	83 096 819,05
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 346,31
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 652,58
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	1 863 192,09	0,00	0,00	0,00	0,00	9 784 336,48
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 876,46
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 535,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	454 800,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 072,22
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 848 001,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 845 199,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 087 229,08
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	703 151,08

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 40 809 023,50	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		38 302 920,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	38 302 920,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		2 506 103,50	0,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
103	Plan de relance FCTVA	2 506 103,50	0,00	0,00
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	40 809 023,50	1 202 002,87	24 353 723,88	66 364 750,25

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 92 655 989,19	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		33 713 827,07	0,00	0,00
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	32 332 570,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
139146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
2744	Prêts d'honneur	1 000 000,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	381 257,07	0,00	0,00
2748	Autres prêts	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		58 942 162,12	0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28031	Frais d'études	1 496 776,03	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	100 871,61	0,00	0,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	11 703,76	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	41 042,00	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	934 866,00	0,00	0,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	116 336,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	1 018 151,00	0,00	0,00
28041481	Subv.Autres cnes: Bien mobilier, matériel	542 748,96	0,00	0,00
28041482	Subv.Autres cnes: Bâtiments, installations	3 419 525,80	0,00	0,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	4 117,00	0,00	0,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	9 619,00	0,00	0,00
280415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	800,00	0,00	0,00
280415331	ADM : Bien mobilier, matériel	20 000,00	0,00	0,00
280415332	ADM : Bâtiments, installations	1 332 175,00	0,00	0,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	68 348,44	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	84 331,00	0,00	0,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	1 446 142,00	0,00	0,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	446 253,00	0,00	0,00
28041782	Subv. Autres : Bâtiments, installations	2 840,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	819 212,11	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	633 198,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	6 419 647,12	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	3 344 671,00	0,00	0,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	1 841 609,00	0,00	0,00
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	659 112,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	12 200,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	2 035 357,42	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	5 710,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	4 314,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	788,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	1 108 030,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	384 497,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	606 119,00	0,00	0,00
281352	Bâtiments privés	4 962,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	2 225,00	0,00	0,00
281572	Matériel technique scolaire	2 997,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	180 671,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	159 464,00	0,00	0,00
28158	Autres inst., matériel, outill. techniques	2 359,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	157 611,00	0,00	0,00
2817578	Autre matériel technique (mad)	451,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	13 999,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	2 759 147,50	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	66 265,97	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	3 263 710,64	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	157 030,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 438 819,54	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	81 468,10	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	143 688,00	0,00	0,00
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	439 438,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	21 096 744,12	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6)	Solde d'exécution R001 (6)	Affectation R1068 (6)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	92 655 989,19	16 052 150,89	0,00	9 503 575,86	118 211 715,94

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 66 364 750,25
Ressources propres disponibles	VIII 118 211 715,94
Solde	IX = VIII - IV (7) 51 846 965,69

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le signe algébrique.



2 0 1 8

DÉCISION
MODIFICATIVE N°4
BUDGET ANNEXE :
BUREAU DE GESTION DU
PÉRIMETRE IRRIGUÉ DU SUD EST



REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET
20005550700038

COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT
Régions COLLECTIVITE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE

POSTE COMPTABLE DE : Payeur Territorial de Martinique

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Décision modificative 4 (3)

BUDGET : BGPISE CTM (3)

ANNEE 2018

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget	3
-----------------------------	---

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	25
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes	27
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	29
A3.2 - Etalement des provisions	30
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	31
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	32
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	33
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	34
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	35
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	36
A6 - Etat des charges transférées	37
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers	38

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	39
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	41
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	42
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	43

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	44
--------------------------	----

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	50 000,00	50 000,00
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)		50 000,00	50 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	50 000,00	50 000,00
---------------------	-----------	-----------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats. Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	1 224 611,91	0,00	0,00	0,00	1 224 611,91
012	Charges de personnel, frais assimilés	356 000,00	0,00	-82 651,56	-82 651,56	273 348,44
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		1 580 611,91	0,00	-82 651,56	-82 651,56	1 497 960,35
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	594,56	0,00	132 651,56	132 651,56	133 246,12
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		1 581 206,47	0,00	50 000,00	50 000,00	1 631 206,47
023	Virement à la section d'investissement (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL		1 581 206,47	0,00	50 000,00	50 000,00	1 631 206,47

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	133 968,56
---	-------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 765 175,03
---	---------------------

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	935 000,00	0,00	0,00	0,00	935 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	780 175,03	0,00	50 000,00	50 000,00	830 175,03
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		1 715 175,03	0,00	50 000,00	50 000,00	1 765 175,03
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		1 715 175,03	0,00	50 000,00	50 000,00	1 765 175,03
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL		1 715 175,03	0,00	50 000,00	50 000,00	1 765 175,03

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 765 175,03
---	---------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	0,00	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.
---	-------------	---

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPIS CTM - DM - 2018

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
=	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	0,00
---	-------------

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	-82 651,56		-82 651,56
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	132 651,56	0,00	132 651,56
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses d'exploitation – Total		50 000,00	0,00	50 000,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	50 000,00
---	------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	50 000,00		50 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		50 000,00	0,00	50 000,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	50 000,00
---	------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la section d'exploitation</i>		0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPIS CTM - DM - 2018

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général (5) (6)	1 224 611,91	0,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	424 746,82	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	2 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	81 361,36	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	650 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	18 250,55	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	3 253,18	0,00	0,00
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	45 000,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	356 000,00	-82 651,56	-82 651,56
6331	Versement de transport	60 177,00	-21 000,00	-21 000,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	901,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 004,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	85 138,00	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	81 125,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	3 006,00	-651,56	-651,56
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	57 257,00	-30 000,00	-30 000,00
6452	Cotisations aux mutuelles	114,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	60 508,00	-28 000,00	-28 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	5 770,00	-3 000,00	-3 000,00
014	Atténuations de produits (7)	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		1 580 611,91	-82 651,56	-82 651,56
66	Charges financières (b) (8)	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	594,56	132 651,56	132 651,56
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	594,56	132 651,56	132 651,56
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		1 581 206,47	50 000,00	50 000,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 581 206,47	50 000,00	50 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	50 000,00
---	------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPSE CTM - DM - 2018

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) cf. Modalités de vote I.
- (3) Hors restes à réaliser.
- (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
- (6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
- (7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
- (8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.
- (12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	935 000,00	0,00	0,00
70111	Ventes d'eau aux abonnés	640 000,00	0,00	0,00
70118	Autres ventes d'eau	250 000,00	0,00	0,00
70128	Autres taxes et redevances	45 000,00	0,00	0,00
7087	Remboursement de frais	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	780 175,03	50 000,00	50 000,00
747	Subv. et participat° collectivités	780 175,03	50 000,00	50 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		1 715 175,03	50 000,00	50 000,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		1 715 175,03	50 000,00	50 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 715 175,03	50 000,00	50 000,00

+	
RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
+	
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
=	
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	50 000,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
----------------------------------	-------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPISE CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					0,00									

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPISE CTM - DM - 2018

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPISE CTM - DM - 2018

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (<i>cap</i>) ou encadré (<i>tunnel</i>)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (<i>swaption</i>)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opérati de couvertur
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPISE CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPISE CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		I 0,00	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 0,00	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		0,00	0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
29...	Dépréciation des immobilisations			
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours			
481...	Charges à répartir plusieurs exercices			
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 0,00
Ressources propres disponibles	VIII 0,00
Solde	IX = VIII – IV (5) 0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPSE CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	A5.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPIS CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPSE CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	A5.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPSE CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPIS CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta- lement	Date de la délibéra- tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D’OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
 (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
 (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
 (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
 (5) Inscrive le chapitre et la nature des travaux.
 (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
 (7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS	
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPSE CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

V - ARRETÉ ET SIGNATURES	V
ARRETE - SIGNATURES / COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - DECISION MODIFICATIVE N°4 - EXERCICE 2018	A

Nombre de membres en exercice : 51

Nombre de membres présents : 34

Nombre de suffrages exprimés : 44

VOTES : Pour : 30

Contre : 14

Abstentions : 0

Date de convocation : 6 décembre 2018

Présenté par le Président de l'Assemblée de Martinique

A Fort de France, le 19 décembre 2018

Délibéré par l'Assemblée de Martinique, réunie en session

A Fort de France, le 19 décembre 2018

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le et de la publication le

A
Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique, le

MARIE - JEANNE

19 DEC. 2018



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-522-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 27 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-522-1

PORTANT MAINTIEN DU TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES POUR L'ANNÉE 2019

L'An deux mille dix-huit, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Jenny DULYS-PETIT, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Marie-France TOUL), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 11 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) de la Collectivité Territoriale de Martinique, est maintenue au taux de 19,49 % pour l'année 2019.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 12 abstentions, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-523-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-523-1

BUDGET PRIMITIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-huit, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Johnny HAJJAR), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Lucie LEBRAVE (procuration à Michelle MONROSE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Marie-France TOUL), Marie-Frantz TINOT (procuration à Claude BELLUNE), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller Exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par le conseil économique, social, environnemental, de la culture et de l'éducation de Martinique (CESECEM) le 17 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, la commission développement économique et tourisme, et la commission affaires juridiques et textes le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission formation professionnelle et apprentissage et la commission insertion, économie sociale et solidaire le 13 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention P.M.I. – A.S.E. le 17 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission logement et habitat et la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 18 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 18 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 18 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique adopte, conformément aux documents joints en annexe à la présente délibération, le Budget Primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2019 :

- en mouvements budgétaires : 1 154 893 624,00 €
- en mouvements réels : 1 099 670 353,00 €
- en mouvements d'ordre : 55 223 271,00 €.

ARTICLE 2 : Les inscriptions en dépenses et en recettes sont votées et réparties comme suit :

BP 2019	MOUVEMENTS REELS		MOUVEMENTS D'ORDRE		MOUVEMENTS REELS ET D'ORDRE	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
Budget Principal						
Investissement	229 069 553,00	174 546 282,00	700 000,00	55 223 271,00	229 769 553,00	229 769 553,00
Fonctionnement	865 705 600,00	920 228 871,00	54 523 271,00		920 228 871,00	920 228 871,00
	1 094 775 153,00	1 094 775 153,00	55 223 271,00	55 223 271,00	1 149 998 424,00	1 149 998 424,00
Budget L.T.A.						
Investissement	260 000,00	260 000,00			260 000,00	260 000,00
Fonctionnement	3 080 700,00	3 080 700,00			3 080 700,00	3 080 700,00
	3 340 700,00	3 340 700,00	0,00	0,00	3 340 700,00	3 340 700,00
Budget B.G.P.I.S.E						
Investissement	1 554 500,00	1 554 500,00			1 554 500,00	1 554 500,00
Fonctionnement	1 554 500,00	1 554 500,00	0,00	0,00	1 554 500,00	1 554 500,00
Budget Général						
Investissement	229 329 553,00	174 806 282,00	700 000,00	55 223 271,00	230 029 553,00	230 029 553,00
Fonctionnement	870 340 800,00	924 864 071,00	54 523 271,00	0,00	924 864 071,00	924 864 071,00
	1 099 670 353,00	1 099 670 353,00	55 223 271,00	55 223 271,00	1 154 893 624,00	1 154 893 624,00

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif des mesures visant à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section du budget.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour :

- engager, ordonnancer et mandater les crédits mis à la disposition du Conseil Economique, Social, Environnemental, de la Culture, de l'Education de Martinique (CESECEM) pour son fonctionnement, conformément aux dispositions des articles L 7226-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et d'une manière générale, signer tous les actes nécessaires à la mise en oeuvre de ses dépenses,
- mettre en position de mission par arrêté, les conseillers exécutifs et les conseillers à l'Assemblée de Martinique, dans la limite des sommes prévues au budget,
- engager toute opération de formation individuelle ou collective des conseillers exécutifs et des conseillers à l'Assemblée de Martinique et signer les arrêtés de mission, convention et actes correspondants dans la limite des sommes prévues au budget,
- engager toute opération de formation du personnel de la Collectivité Territoriale de Martinique et signer les ordres de mission, conventions, arrêtés et actes correspondants dans la limite des sommes prévues au budget,
- procéder à la réalisation de l'ensemble des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et de passer à cet effet les actes nécessaires. Ces emprunts ne devront en revanche porter sur aucune devise étrangère afin d'éviter tout risque de change et leurs durées ne devront pas excéder 30 ans (trente ans),
- réaliser des lignes de trésorerie sur la base du montant de 80 000 000,00 € (quatre-vingt millions d'euros) fixé par l'Assemblée de Martinique,
- de procéder sans autre délibération aux demandes de versements des fonds et aux remboursements dans les conditions prévues par la convention portant ouverture d'une ligne de crédit de trésorerie,
- d'une façon générale, prendre et signer tous actes ou décisions de nature à permettre l'exécution du budget.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour répartir ou affecter et individualiser les Autorisations de Programmes et Autorisations d'Engagements globalisées ouvertes au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour répartir après examen par le Conseil Exécutif les crédits à allouer aux différents organismes extérieurs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 30 voix pour et 17 voix contre, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-523-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019



2 0 1 9

BUDGET PRIMITIF

BUDGET PRINCIPAL



COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-523-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Régions : COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20005550700012

POSTE COMPTABLE : Payeur Territorial de Martinique

M. 57

**Budget primitif
voté par fonction**

BUDGET : Budget principal CTM (3)

ANNEE 2019

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	6
B - Modalités de vote	7
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	8
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	9
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	11

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports	13
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre	14
B1 - Présentation des AP votées	15
B2 - Présentation des AE votées	16
C - Récapitulation par groupes fonctionnels	17
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement	23
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	25
E1 - Balance générale - Dépenses	27
E2 - Balance générale - Recettes	29

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	31
A.900 - Services généraux	35
A.900-5 - Gestion des fonds européens	38
A.901 - Sécurité	39
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	40
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	43
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)	46
A.904-4 - RSA	48
A.905 - Aménagement des territoires et habitat	49
A.906 - Action économique	52
A.907 - Environnement	54
A.908 - Transports	57
A.921 - Taxes non affectées	61
A.922 - Dotations et participations	62
A.923 - Dettes et autres opérations financières	63
A.925 - Opérations patrimoniales	64
A.926 - Transferts entre les sections	65
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	67
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	68
B.930 - Services généraux	72
B.930-5 - Gestion des fonds européens	75
B.931 - Sécurité	76

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	77
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	80
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	83
B.934-3 - APA	85
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI	86
B.935 - Aménagement des territoires et habitat	87
B.936 - Action économique	90
B.937 - Environnement	92
B.938 - Transports	95
B.940 - Impositions directes	99
B.941 - Autres impôts et taxes	100
B.942 - Dotations et participations	101
B.943 - Opérations financières	102
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	103
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	104
B.946 - Transferts entre les sections	105
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	106
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	107

IV - Annexes**A - Présentation croisée**

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	108
A1.01 - Opérations non ventilables	110
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	111
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	114
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	115
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	116
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	119
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	122
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	124
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	125
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	128
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	130
A1.908 - Fonction 8 - Transports	133
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	137
A2.01 - Opérations non ventilables	139
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	140
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	146
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	147
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	148
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	151
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	154
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	156

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

A2.936 - Fonction 6 - Action économique	161
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	163
A2.938 - Fonction 8 - Transport	166
B - Annexes patrimoniales	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	170
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	171
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	178
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	179
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	180
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	181
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	182
B3.1 - Etat des provisions constituées	184
B3.2 - Etalement des provisions	Sans objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans objet
B5 - Détail des chapitres pour comptes de tiers	Sans objet
B6 - Prêts	185
B7.1 - Etat des emprunts garantis	189
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	231
B8.1 - Subventions versées	232
B8.2 - Etat des contrats de crédit bail	Sans objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP	Sans objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	Sans objet
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans objet
B9 - Etat du personnel	233
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	247
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	248
B11.2 - Liste des établissements publics créés	249
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	250
C- Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	251
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	252
D- Autres éléments d'information	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	254
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans objet
D4 - Décision en matière de taux	256
D5.1 - Etat de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans objet
D5.2 - Etat de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que:

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 - opérations non ventilables

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale	383911

Informations fiscales (N-2)	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	299.459821

Informations financières – ratios	Valeurs
1 Dépenses réelles de fonctionnement / population	2267.04€
2 Recettes réelles de fonctionnement / population	2409.06€
3 Dépenses d'équipement brut / population	209.19€
4 Encours de dette / population (2)	1542.11€
5 DGF / population	380.30€
6 Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	24.51%
7 Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	98.37%
8 Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	8.68%
9 Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	64.01%
10 Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	5.90%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : .

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(3)	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4)	A3	0,00

		RESTES A REALISER N-1				
		Dépenses	Recettes	Solde (B)		
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	0,00
Investissement	A2 + B2	0,00
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

- (1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.
- (2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
- (3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
- (4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.
- (5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II	
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS		A1	
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	229 769 553,00	229 769 553,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	229 769 553,00	229 769 553,00
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	920 228 871,00	920 228 871,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	920 228 871,00	920 228 871,00
	TOTAL DU BUDGET (4)	1 149 998 424,00	1 149 998 424,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE	A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	229 069 553,00	700 000,00	229 769 553,00	174 546 282,00	55 223 271,00	229 769 553,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	865 705 600,00	54 523 271,00	920 228 871,00	920 228 871,00	0,00	920 228 871,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	1 094 775 153,00	55 223 271,00	1 149 998 424,00	1 094 775 153,00	55 223 271,00	1 149 998 424,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	950	0,00
---	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	0,00
----------------------------------	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS					C

SECTION	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
---------	------------------------------------	-----------------------	------------------------	---------------------	------------------------

AP VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00
AE VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	226 306 713,00	0,00	229 769 553,00	229 769 553,00	229 769 553,00
90 Opérations ventilées	178 906 208,96	0,00	177 141 457,00	177 141 457,00	177 141 457,00
- en AP/CP (2)	172 573 511,45	0,00	177 141 457,00	177 141 457,00	177 141 457,00
- hors AP/CP (2)	6 332 697,51	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	47 400 504,04	0,00	52 628 096,00	52 628 096,00	52 628 096,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	226 306 713,00	0,00	229 769 553,00	229 769 553,00	229 769 553,00
90 Opérations ventilées	41 034 135,00	0,00	53 684 914,00	53 684 914,00	53 684 914,00
- Recettes affectées	41 034 135,00	0,00	53 684 914,00	53 684 914,00	53 684 914,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	170 631 801,00	0,00	158 967 348,00	158 967 348,00	158 967 348,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	14 640 777,00		17 117 291,00	17 117 291,00	17 117 291,00
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	917 555 911,00	0,00	920 228 871,00	920 228 871,00	920 228 871,00
93 Services ventilés	848 465 784,71	0,00	850 948 815,00	850 948 815,00	850 948 815,00
- en AE/CP	143 298 163,22	0,00	149 040 651,00	149 040 651,00	149 040 651,00
- hors AE/CP	705 167 621,49	0,00	701 908 164,00	701 908 164,00	701 908 164,00
94 Services communs non ventilés	54 449 349,29	0,00	52 162 765,00	52 162 765,00	52 162 765,00
953 Virement à la section d'investissement	14 640 777,00		17 117 291,00	17 117 291,00	17 117 291,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	917 555 911,00	0,00	920 228 871,00	920 228 871,00	920 228 871,00
93 Services ventilés	257 114 475,00	0,00	250 574 457,00	250 574 457,00	250 574 457,00
94 Services communs non ventilés	660 441 436,00	0,00	669 654 414,00	669 654 414,00	669 654 414,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)	C

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
---------	---	--	--	--------------------------------	--	--	---

AP VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00						
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00						

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	52 628 096,00	7 306 330,00	47 775 970,00	119 590,00	31 764 777,00	4 746 840,00	3 691 530,00
90 Opérations ventilées		7 306 330,00	47 775 970,00	119 590,00	31 764 777,00	4 746 840,00	3 691 530,00
- en AP/CP (2)		7 306 330,00	47 775 970,00	119 590,00	31 764 777,00	4 746 840,00	3 691 530,00
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	52 628 096,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	176 084 639,00	0,00	41 853 877,00	0,00	11 831 037,00	0,00	0,00
90 Opérations ventilées		0,00	41 853 877,00	0,00	11 831 037,00	0,00	0,00
- Recettes affectées		0,00	41 853 877,00	0,00	11 831 037,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	158 967 348,00						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	17 117 291,00						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	69 280 056,00	156 066 447,00	14 301 437,00	18 035 000,00	123 984 773,00	23 958 656,00	138 643 357,00
93 Services ventilés		156 066 447,00	14 301 437,00	18 035 000,00	123 984 773,00	23 958 656,00	138 643 357,00
- en AE/CP		8 732 239,00	10 147 778,00	0,00	52 752 596,00	99 000,00	67 717 888,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
- hors AE/CP		147 334 208,00	4 153 659,00	18 035 000,00	71 232 177,00	23 859 656,00	70 925 469,00
94 Services communs non ventilés	52 162 765,00						
953 Virement à la section d'investissement	17 117 291,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	669 654 414,00	10 435 086,00	6 686 579,00	0,00	22 775 797,00	39 980,00	10 040 271,00
93 Services ventilés		10 435 086,00	6 686 579,00	0,00	22 775 797,00	39 980,00	10 040 271,00
94 Services communs non ventilés	669 654 414,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)	C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
---------	-----------------------------	--	---	---	-------------------------------------	----------------------------------	---

AP VOTEES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (952)							

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		450 000,00	17 772 750,00	23 134 400,00	17 260 790,00	23 118 480,00	
90 Opérations ventilées		450 000,00	17 772 750,00	23 134 400,00	17 260 790,00	23 118 480,00	
- en AP/CP (2)		450 000,00	17 772 750,00	23 134 400,00	17 260 790,00	23 118 480,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	61 830 020,00	203 691 288,00	3 782 438,00	17 091 158,00	9 047 800,00	80 516 441,00	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	61 830 020,00	203 691 288,00	3 782 438,00	17 091 158,00	9 047 800,00	80 516 441,00	
- en AE/CP	0,00	6 727 334,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 863 816,00	

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- hors AE/CP	61 830 020,00	196 963 954,00	3 782 438,00	16 091 158,00	9 047 800,00	78 652 625,00	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	25 250 000,00	171 692 666,00	0,00	0,00	3 270 000,00	384 078,00	
93 Services ventilés	25 250 000,00	171 692 666,00	0,00	0,00	3 270 000,00	384 078,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT	D1

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	177 141 457,00	53 684 914,00
900 Services généraux	7 306 330,00	0,00
900-5 Gestion des fonds européens	47 775 970,00	41 853 877,00
901 Sécurité	119 590,00	0,00
902 Enseign., form. professionnelle, apprent.	31 764 777,00	11 831 037,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 746 840,00	0,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	3 691 530,00	0,00
904-4 RSA	450 000,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	17 772 750,00	0,00
906 Action économique	23 134 400,00	0,00
907 Environnement	17 260 790,00	0,00
908 Transports	23 118 480,00	0,00
909 Fonction en réserve		
92 Opérations non ventilées	51 928 096,00	120 861 368,00
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	70 861 368,00
923 Dettes et autres opérations financières	51 928 096,00	50 000 000,00
95 Chapitres de prévision sans réalisation		0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL	I 229 069 553,00	II 174 546 282,00

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	700 000,00	700 000,00
926 Transferts entre les sections (2)	0,00	37 405 980,00
951 Virement de la section de fonctionnement		17 117 291,00
TOTAL	III 700 000,00	IV 55 223 271,00

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :	54 523 271,00
--	----------------------

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII 0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	229 769 553,00	II + IV + VI + VII	229 769 553,00
----------------------------	--------------------	-----------------------	---------------------------	-----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT	D2

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Services ventilés	850 948 815,00	250 574 457,00
930 Services généraux	156 066 447,00	10 435 086,00
930-5 Gestion des fonds européens	14 301 437,00	6 686 579,00
931 Sécurité	18 035 000,00	0,00
932 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	123 984 773,00	22 775 797,00
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	23 958 656,00	39 980,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	138 643 357,00	10 040 271,00
934-3 APA	61 830 020,00	25 250 000,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	203 691 288,00	171 692 666,00
935 Aménagement des territoires et habitat	3 782 438,00	0,00
936 Action économique	17 091 158,00	0,00
937 Environnement	9 047 800,00	3 270 000,00
938 Transports	80 516 441,00	384 078,00
939 Fonction en réserve		
94 Services communs non ventilés	14 756 785,00	669 654 414,00
940 Impositions directes	0,00	119 758 992,00
941 Autres impôts et taxes	1 453 616,00	337 097 741,00
942 Dotations et participations	0,00	212 797 681,00
943 Opérations financières	12 933 169,00	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	370 000,00	0,00
TOTAL	I 865 705 600,00	II 920 228 871,00

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)	37 405 980,00	0,00
947 Transferts à l'intérieur de la section	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	17 117 291,00	
TOTAL	III 54 523 271,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :	54 523 271,00
---	----------------------

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
--	--------	---------

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	920 228 871,00	II + IV + VI	920 228 871,00
----------------------------	--------------------	-----------------------	---------------------	-----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	E1

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
	Dépenses d'investissement – Total	226 306 713,00	0,00	229 769 553,00	229 769 553,00	229 769 553,00
	Sous total des opérations réelles et mixtes	226 006 713,00	0,00	229 069 553,00	229 069 553,00	229 069 553,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 506 103,50	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	38 302 920,00	0,00	39 466 983,00	39 466 983,00	39 466 983,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	3 479 899,31	0,00	8 325 387,75	8 325 387,75	8 325 387,75
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018)	99 509 363,19	0,00	96 288 948,61	96 288 948,61	96 288 948,61
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	9 455 786,17	0,00	7 352 901,74	7 352 901,74	7 352 901,74
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018)	65 273 972,03	0,00	64 400 653,90	64 400 653,90	64 400 653,90
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	5 150,00	5 150,00	5 150,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	7 478 668,80	0,00	12 779 528,00	12 779 528,00	12 779 528,00
018	RSA	0,00	0,00	450 000,00	450 000,00	450 000,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations d'ordre	300 000,00		700 000,00	700 000,00	700 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	300 000,00		700 000,00	700 000,00	700 000,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		917 555 911,00	0,00	920 228 871,00	920 228 871,00	920 228 871,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		865 509 154,00	0,00	865 705 600,00	865 705 600,00	865 705 600,00
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	60 065 774,87	0,00	61 717 474,00	61 717 474,00	61 717 474,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	207 084 686,16	0,00	208 158 376,00	208 158 376,00	208 158 376,00
014	Atténuations de produits	1 462 000,00	0,00	1 453 616,00	1 453 616,00	1 453 616,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	315 890 098,77	0,00	315 831 457,00	315 831 457,00	315 831 457,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	15 101 369,29	0,00	12 628 569,00	12 628 569,00	12 628 569,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	133 320,86	0,00	24 800,00	24 800,00	24 800,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	370 000,00		370 000,00	370 000,00	370 000,00
016	APA	63 016 100,11	0,00	61 830 020,00	61 830 020,00	61 830 020,00
017	RSA / Régularisations de RMI	202 385 803,94	0,00	203 691 288,00	203 691 288,00	203 691 288,00
Sous total des opérations d'ordre		52 046 757,00		54 523 271,00	54 523 271,00	54 523 271,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	37 405 980,00		37 405 980,00	37 405 980,00	37 405 980,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	14 640 777,00		17 117 291,00	17 117 291,00	17 117 291,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	E2

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
	Recettes d'investissement – Total	226 306 713,00	0,00	229 769 553,00	229 769 553,00	229 769 553,00
	Sous total des opérations réelles et mixtes	173 959 956,00	0,00	174 546 282,00	174 546 282,00	174 546 282,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	34 272 540,00	0,00	18 533 936,00	18 533 936,00	18 533 936,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	78 687 416,00	0,00	105 012 346,00	105 012 346,00	105 012 346,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	60 000 000,00	0,00	50 000 000,00	50 000 000,00	50 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations d'ordre	52 346 757,00		55 223 271,00	55 223 271,00	55 223 271,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	37 405 980,00		37 405 980,00	37 405 980,00	37 405 980,00
041	Opérations patrimoniales	300 000,00		700 000,00	700 000,00	700 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement	14 640 777,00		17 117 291,00	17 117 291,00	17 117 291,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – RECETTES						E2
	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		917 555 911,00	0,00	920 228 871,00	920 228 871,00	920 228 871,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		917 555 911,00	0,00	920 228 871,00	920 228 871,00	920 228 871,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	4 941 000,00	0,00	4 888 000,00	4 888 000,00	4 888 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	245 665 455,00	0,00	249 128 741,00	249 128 741,00	249 128 741,00
731	Fiscalité locale	218 787 266,00	0,00	224 466 581,00	224 466 581,00	224 466 581,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	249 994 524,00	0,00	242 340 883,00	242 340 883,00	242 340 883,00
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	1 515 000,00	0,00	1 762 000,00	1 762 000,00	1 762 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	700 000,00	0,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
016	APA	22 550 000,00	0,00	25 250 000,00	25 250 000,00	25 250 000,00
017	RSA / Régularisations de RMI	173 402 666,00	0,00	171 692 666,00	171 692 666,00	171 692 666,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET									III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									A
Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	178 906 208,96	0,00	0,00	177 141 457,00	177 141 457,00	177 141 457,00	0,00	177 141 457,00
900	Services généraux	9 540 151,75	0,00	0,00	7 306 330,00	7 306 330,00	7 306 330,00	0,00	7 306 330,00
900-5	Gestion des fonds européens	38 055 611,00	0,00	0,00	47 775 970,00	47 775 970,00	47 775 970,00	0,00	47 775 970,00
901	Sécurité	1 117 042,15	0,00	0,00	119 590,00	119 590,00	119 590,00	0,00	119 590,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	34 073 867,53	0,00	0,00	31 764 777,00	31 764 777,00	31 764 777,00	0,00	31 764 777,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	2 351 290,40	0,00	0,00	4 746 840,00	4 746 840,00	4 746 840,00	0,00	4 746 840,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	2 398 825,48	0,00	0,00	3 691 530,00	3 691 530,00	3 691 530,00	0,00	3 691 530,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	450 000,00	450 000,00	450 000,00	0,00	450 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	26 972 851,84	0,00	0,00	17 772 750,00	17 772 750,00	17 772 750,00	0,00	17 772 750,00
906	Action économique	20 666 587,71	0,00	0,00	23 134 400,00	23 134 400,00	23 134 400,00	0,00	23 134 400,00
907	Environnement	13 350 083,53	0,00	0,00	17 260 790,00	17 260 790,00	17 260 790,00	0,00	17 260 790,00
908	Transports	30 379 897,57	0,00	0,00	23 118 480,00	23 118 480,00	23 118 480,00	0,00	23 118 480,00
909	Fonction en réserve								
92	Opérations non ventilées	47 400 504,04	0,00		52 628 096,00	52 628 096,00		52 628 096,00	52 628 096,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	2 506 103,50	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	44 594 400,54	0,00		51 928 096,00	51 928 096,00		51 928 096,00	51 928 096,00
925	Opérations patrimoniales	300 000,00			700 000,00	700 000,00		700 000,00	700 000,00
926	Transferts entre les sections	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation			0,00					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		226 306 713,00	0,00	0,00	229 769 553,00	229 769 553,00	177 141 457,00	52 628 096,00	229 769 553,00
001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)									0,00
TOTAL									229 769 553,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						A

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	41 034 135,00	0,00	53 684 914,00	53 684 914,00	53 684 914,00
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	37 147 273,00	0,00	41 853 877,00	41 853 877,00	41 853 877,00
901	Sécurité	169 645,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	1 000 000,00	0,00	11 831 037,00	11 831 037,00	11 831 037,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	1 517 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	759 967,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
92	Opérations non ventilées	170 631 801,00	0,00	158 967 348,00	158 967 348,00	158 967 348,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	72 925 821,00	0,00	70 861 368,00	70 861 368,00	70 861 368,00
923	Dettes et autres opérations financières	60 000 000,00	0,00	50 000 000,00	50 000 000,00	50 000 000,00
925	Opérations patrimoniales	300 000,00		700 000,00	700 000,00	700 000,00
926	Transferts entre les sections (3)	37 405 980,00		37 405 980,00	37 405 980,00	37 405 980,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	14 640 777,00	0,00	17 117 291,00	17 117 291,00	17 117 291,00
951	Virement de la section de fonctionnement	14 640 777,00		17 117 291,00	17 117 291,00	17 117 291,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		226 306 713,00	0,00	229 769 553,00	229 769 553,00	229 769 553,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)						0,00
-----------------------------------	--	--	--	--	--	------

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

TOTAL						229 769 553,00
-------	--	--	--	--	--	----------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

- (3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.
- (5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 900
Détail par articles	

CHAPITRE 900 – Services généraux

AP (1) = 0,00

Libellé	90-02 Administration générale						
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	920 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 386 330,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	920 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 386 330,00
Vote de l'assemblée (2)	920 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 386 330,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	920 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	6 386 330,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 900
Détail par articles	

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 306 330,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 306 330,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 306 330,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 306 330,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 900-5
Détail par articles	

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens

AP (1) = 0,00

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT				
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	45 393 198,33	0,00	47 775 970,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	45 393 198,33	0,00	47 775 970,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	45 393 198,33	0,00	47 775 970,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	45 393 198,33	0,00	47 775 970,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS				
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	41 853 877,00	0,00	41 853 877,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	41 853 877,00	0,00	41 853 877,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	41 853 877,00	0,00	41 853 877,00
Recettes affectées	0,00	41 853 877,00	0,00	41 853 877,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 901
Détail par articles	

CHAPITRE 901 – Sécurité

AP (1) = 0,00

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	119 590,00	119 590,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	119 590,00	119 590,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	119 590,00	119 590,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	119 590,00	119 590,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AP (1) = 0,00

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	1 853 267,77	0,00	0,00	0,00	11 178 299,02	17 404 494,70	300 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	1 853 267,77	0,00	0,00	0,00	11 178 299,02	17 404 494,70	300 000,00
Vote de l'assemblée (2)	1 853 267,77	0,00	0,00	0,00	11 178 299,02	17 404 494,70	300 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	1 853 267,77	0,00	0,00	0,00	11 178 299,02	17 404 494,70	300 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 831 037,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 831 037,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 831 037,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 831 037,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET					III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	570 355,71	0,00	296 273,94	162 085,86	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	570 355,71	0,00	296 273,94	162 085,86	0,00
Vote de l'assemblée (2)	570 355,71	0,00	296 273,94	162 085,86	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	570 355,71	0,00	296 273,94	162 085,86	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 764 777,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 764 777,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 764 777,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 764 777,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 831 037,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 831 037,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 831 037,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 831 037,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AP (1) = 0,00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	989 383,82	0,00	108 453,60	517 300,96	115 550,18	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	989 383,82	0,00	108 453,60	517 300,96	115 550,18	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	989 383,82	0,00	108 453,60	517 300,96	115 550,18	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	989 383,82	0,00	108 453,60	517 300,96	115 550,18	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 903
Détail par articles	

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32					
	Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	65 077,74	3 247,97	0,00	2 497 825,73	450 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	65 077,74	3 247,97	0,00	2 497 825,73	450 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	65 077,74	3 247,97	0,00	2 497 825,73	450 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	65 077,74	3 247,97	0,00	2 497 825,73	450 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes		
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 746 840,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 746 840,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 746 840,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 746 840,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA)

AP (1) = 0,00

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	1 035 920,00	0,00	538 369,11	0,00	0,00	1 220,95
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	1 035 920,00	0,00	538 369,11	0,00	0,00	1 220,95
Vote de l'assemblée (2)	1 035 920,00	0,00	538 369,11	0,00	0,00	1 220,95
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	1 035 920,00	0,00	538 369,11	0,00	0,00	1 220,95
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite)

Libellé	90-42 Action sociale									TOTAL DU CHAPITRE
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance	90-423 Personnes âgées	90-424 Personnes en difficulté	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence					
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	644 219,54	0,00	253 897,74	0,00	0,00	150 000,00	0,00	7 933,95	0,00	3 691 530,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	644 219,54	0,00	253 897,74	0,00	0,00	150 000,00	0,00	7 933,95	0,00	3 691 530,00
Vote de l'assemblée (2)	644 219,54	0,00	253 897,74	0,00	0,00	150 000,00	0,00	7 933,95	0,00	3 691 530,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	644 219,54	0,00	253 897,74	0,00	0,00	150 000,00	0,00	7 933,95	0,00	3 691 530,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 904-4
Détail par articles	

CHAPITRE 904-4 – RSA

AP (1) = 0,00

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat

AP (1) = 0,00

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)			
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	4 755 838,30	0,00	0,00	777 350,00	444 764,98	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	4 755 838,30	0,00	0,00	777 350,00	444 764,98	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	4 755 838,30	0,00	0,00	777 350,00	444 764,98	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	4 755 838,30	0,00	0,00	777 350,00	444 764,98	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 905
Détail par articles	

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	7 391 803,56	0,00	1 455 176,14	0,00	17 772 750,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	7 391 803,56	0,00	1 455 176,14	0,00	17 772 750,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	7 391 803,56	0,00	1 455 176,14	0,00	17 772 750,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	7 391 803,56	0,00	1 455 176,14	0,00	17 772 750,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 – Action économique

AP (1) = 0,00

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	816 894,40	8 114 724,38	7 517 018,05
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	816 894,40	8 114 724,38	7 517 018,05
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	816 894,40	8 114 724,38	7 517 018,05
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	816 894,40	8 114 724,38	7 517 018,05
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintenance et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	8 694,11	6 677 069,06	23 134 400,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	8 694,11	6 677 069,06	23 134 400,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	8 694,11	6 677 069,06	23 134 400,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	8 694,11	6 677 069,06	23 134 400,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 0,00

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine				
			90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
			90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	701 536,87	0,00	0,00	220 625,10	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	701 536,87	0,00	0,00	220 625,10	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	701 536,87	0,00	0,00	220 625,10	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	701 536,87	0,00	0,00	220 625,10	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	1 389 161,00	504 008,87	375 000,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	1 389 161,00	504 008,87	375 000,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	1 389 161,00	504 008,87	375 000,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	1 389 161,00	504 008,87	375 000,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	13 918 458,16	152 000,00	0,00	0,00	17 260 790,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	13 918 458,16	152 000,00	0,00	0,00	17 260 790,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	13 918 458,16	152 000,00	0,00	0,00	17 260 790,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	13 918 458,16	152 000,00	0,00	0,00	17 260 790,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports

AP (1) = 0,00

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119 314,92
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119 314,92
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119 314,92
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119 314,92
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 908
Détail par articles	

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	7 338 492,88	8 239 597,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	7 338 492,88	8 239 597,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	7 338 492,88	8 239 597,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	7 338 492,88	8 239 597,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures			
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	421 074,41	0,00	0,00	0,00	23 118 480,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	421 074,41	0,00	0,00	0,00	23 118 480,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	421 074,41	0,00	0,00	0,00	23 118 480,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	421 074,41	0,00	0,00	0,00	23 118 480,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES	A 922
Détail par articles	

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	2 506 103,50	0,00	0,00	0,00	0,00
103	Plan de relance FCTVA	2 506 103,50	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	72 925 821,00	0,00	70 861 368,00	70 861 368,00	70 861 368,00
1021	Dotation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	34 272 540,00	0,00	18 533 936,00	18 533 936,00	18 533 936,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	10 000 000,00	10 000 000,00	10 000 000,00
133121	Dotation départementale équip. collèges	7 903 688,00	0,00	7 903 688,00	7 903 688,00	7 903 688,00
133122	Dotation régionale d'équipement scolaire	26 318 744,00	0,00	26 318 744,00	26 318 744,00	26 318 744,00
1337	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	2 725 849,00	0,00	6 000 000,00	6 000 000,00	6 000 000,00
13411	DGE	1 600 000,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	105 000,00	0,00	105 000,00	105 000,00	105 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Reversement de dotations (trop perçu).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 923

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	44 594 400,54	0,00	51 928 096,00	51 928 096,00	51 928 096,00
1641	Emprunts en euros	38 302 920,00	0,00	36 927 813,00	36 927 813,00	36 927 813,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	2 539 170,00	2 539 170,00	2 539 170,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	4 571 509,90	0,00	6 575 224,00	6 575 224,00	6 575 224,00
27638	Créance Autres établissements publics	1 719 970,64	0,00	4 885 889,00	4 885 889,00	4 885 889,00
	RECETTES	60 000 000,00	0,00	50 000 000,00	50 000 000,00	50 000 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	60 000 000,00	0,00	50 000 000,00	50 000 000,00	50 000 000,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	300 000,00	700 000,00	700 000,00
231318	Autres bâtiments publics	0,00	700 000,00	700 000,00
23151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00
231538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
23158	Autres constructions	270 000,00	0,00	0,00
231735	Installations générales, agencements	30 000,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	300 000,00	700 000,00	700 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	300 000,00	700 000,00	700 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Charges transférées</i>	0,00	0,00	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	37 405 980,00	37 405 980,00	37 405 980,00
	Amortissement des immobilisations	37 405 980,00	37 405 980,00	37 405 980,00
28031	Frais d'études	1 496 776,03	1 496 776,03	1 496 776,03
28033	Frais d'insertion	100 871,61	100 871,61	100 871,61
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	11 703,76	11 703,76	11 703,76
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	41 042,00	41 042,00	41 042,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	934 866,00	934 866,00	934 866,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	116 336,00	116 336,00	116 336,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	1 018 151,00	1 018 151,00	1 018 151,00
28041481	Subv.Autres cnes: Bien mobilier, matériel	542 748,96	542 748,96	542 748,96
28041482	Subv.Autres cnes: Bâtiments, installations	3 419 525,80	3 419 525,80	3 419 525,80
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	4 117,00	4 117,00	4 117,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	9 619,00	9 619,00	9 619,00
280415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	800,00	800,00	800,00
280415331	ADM : Bien mobilier, matériel	20 000,00	20 000,00	20 000,00
280415332	ADM : Bâtiments, installations	1 332 175,00	1 332 175,00	1 332 175,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	68 348,44	68 348,44	68 348,44
280415342	IC : Bâtiments, installations	84 331,00	84 331,00	84 331,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	1 446 142,00	1 446 142,00	1 446 142,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	446 253,00	446 253,00	446 253,00
28041782	Subv. Autres : Bâtiments, installations	2 840,00	2 840,00	2 840,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	819 212,11	819 212,11	819 212,11
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	633 198,00	633 198,00	633 198,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	6 419 647,12	6 419 647,12	6 419 647,12
280422	Privé - Bâtiments et installations	3 344 671,00	3 344 671,00	3 344 671,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	1 841 609,00	1 841 609,00	1 841 609,00
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	659 112,00	659 112,00	659 112,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	12 200,00	12 200,00	12 200,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
28051	Concessions et droits similaires	2 035 357,42	2 035 357,42	2 035 357,42
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	5 710,00	5 710,00	5 710,00
28128	Autres aménagements de terrains	4 314,00	4 314,00	4 314,00
281311	Bâtiments administratifs	788,00	788,00	788,00
281312	Bâtiments scolaires	1 108 030,00	1 108 030,00	1 108 030,00
281318	Autres bâtiments publics	384 497,00	384 497,00	384 497,00
281351	Bâtiments publics	606 119,00	606 119,00	606 119,00
281352	Bâtiments privés	4 962,00	4 962,00	4 962,00
28152	Installations de voirie	2 225,00	2 225,00	2 225,00
281572	Matériel technique scolaire	2 997,00	2 997,00	2 997,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	180 671,00	180 671,00	180 671,00
281578	Autre matériel technique	159 464,00	159 464,00	159 464,00
28158	Autres inst., matériel, outil. techniques	2 359,00	2 359,00	2 359,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	157 611,00	157 611,00	157 611,00
2817578	Autre matériel technique (mad)	451,00	451,00	451,00
28181	Installations générales, aménagt divers	13 999,00	13 999,00	13 999,00
281828	Autres matériels de transport	2 759 147,50	2 759 147,50	2 759 147,50
281831	Matériel informatique scolaire	66 265,97	66 265,97	66 265,97
281838	Autre matériel informatique	3 263 710,64	3 263 710,64	3 263 710,64
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	157 030,00	157 030,00	157 030,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 438 819,54	1 438 819,54	1 438 819,54
28185	Matériel de téléphonie	81 468,10	81 468,10	81 468,10
28188	Autres immo. corporelles	143 688,00	143 688,00	143 688,00
	Autres	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				0,00
950	Dépenses imprévues				0,00
	RECETTES	14 640 777,00	17 117 291,00	17 117 291,00	
951	Virement de la section de fonctionnement	14 640 777,00	17 117 291,00	17 117 291,00	
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Pour mémoire budget précédent » est défini dans l'état I-B.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET									III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									B
Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	848 465 784,71	0,00	0,00	850 948 815,00	850 948 815,00	149 040 651,00	701 908 164,00	850 948 815,00
930	Services généraux	219 274 441,31	0,00	0,00	156 066 447,00	156 066 447,00	8 732 239,00	147 334 208,00	156 066 447,00
930-5	Gestion des fonds européens	10 976 643,00	0,00	0,00	14 301 437,00	14 301 437,00	10 147 778,00	4 153 659,00	14 301 437,00
931	Sécurité	18 043 860,65	0,00	0,00	18 035 000,00	18 035 000,00	0,00	18 035 000,00	18 035 000,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	80 409 790,34	0,00	0,00	123 984 773,00	123 984 773,00	52 752 596,00	71 232 177,00	123 984 773,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	10 585 083,61	0,00	0,00	23 958 656,00	23 958 656,00	99 000,00	23 859 656,00	23 958 656,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	135 617 752,68	0,00	0,00	138 643 357,00	138 643 357,00	67 717 888,00	70 925 469,00	138 643 357,00
934-3	APA	63 016 100,11	0,00	0,00	61 830 020,00	61 830 020,00	0,00	61 830 020,00	61 830 020,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	202 385 803,94	0,00	0,00	203 691 288,00	203 691 288,00	6 727 334,00	196 963 954,00	203 691 288,00
935	Aménagement des territoires et habitat	2 797 953,87	0,00	0,00	3 782 438,00	3 782 438,00	0,00	3 782 438,00	3 782 438,00
936	Action économique	14 944 906,14	0,00	0,00	17 091 158,00	17 091 158,00	1 000 000,00	16 091 158,00	17 091 158,00
937	Environnement	9 091 000,00	0,00	0,00	9 047 800,00	9 047 800,00	0,00	9 047 800,00	9 047 800,00
938	Transports	81 322 449,06	0,00	0,00	80 516 441,00	80 516 441,00	1 863 816,00	78 652 625,00	80 516 441,00
939	Fonction en réserve								
94	Services communs non ventilés	54 449 349,29	0,00		52 162 765,00	52 162 765,00		52 162 765,00	52 162 765,00
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	1 462 000,00	0,00		1 453 616,00	1 453 616,00		1 453 616,00	1 453 616,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	15 211 369,29	0,00		12 933 169,00	12 933 169,00		12 933 169,00	12 933 169,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	370 000,00			370 000,00	370 000,00		370 000,00	370 000,00
946	Transferts entre les sections (4)	37 405 980,00			37 405 980,00	37 405 980,00		37 405 980,00	37 405 980,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
95	Chapitre de prévision sans réalisation	14 640 777,00		0,00	17 117 291,00	17 117 291,00		17 117 291,00	17 117 291,00
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	Virement à la section d'investissement	14 640 777,00			17 117 291,00	17 117 291,00		17 117 291,00	17 117 291,00
TOTAL des groupes fonctionnels		917 555 911,00	0,00	0,00	920 228 871,00	920 228 871,00	149 040 651,00	771 188 220,00	920 228 871,00

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)								0,00
---	--	--	--	--	--	--	--	------

TOTAL								920 228 871,00
--------------	--	--	--	--	--	--	--	-----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(4) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						B

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	257 114 475,00	0,00	250 574 457,00	250 574 457,00	250 574 457,00
930	Services généraux	15 993 045,00	0,00	10 435 086,00	10 435 086,00	10 435 086,00
930-5	Gestion des fonds européens	11 939 659,00	0,00	6 686 579,00	6 686 579,00	6 686 579,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	20 818 589,00	0,00	22 775 797,00	22 775 797,00	22 775 797,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	43 500,00	0,00	39 980,00	39 980,00	39 980,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	8 712 938,00	0,00	10 040 271,00	10 040 271,00	10 040 271,00
934-3	APA	22 550 000,00	0,00	25 250 000,00	25 250 000,00	25 250 000,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	173 402 666,00	0,00	171 692 666,00	171 692 666,00	171 692 666,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	3 270 000,00	0,00	3 270 000,00	3 270 000,00	3 270 000,00
938	Transports	384 078,00	0,00	384 078,00	384 078,00	384 078,00
939	Fonction en réserve					
94	Services communs non ventilés	660 441 436,00	0,00	669 654 414,00	669 654 414,00	669 654 414,00
940	Impositions directes	116 282 677,00	0,00	119 758 992,00	119 758 992,00	119 758 992,00
941	Autres impôts et taxes	331 431 455,00	0,00	337 097 741,00	337 097 741,00	337 097 741,00
942	Dotations et participations	212 727 304,00	0,00	212 797 681,00	212 797 681,00	212 797 681,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		917 555 911,00	0,00	920 228 871,00	920 228 871,00	920 228 871,00

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)	0,00
---	-------------

TOTAL	920 228 871,00
--------------	-----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux

AE (1) = 0,00

Libellé	93-02 Administration générale						
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funébres	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	150 000,00	110 954 159,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	33 384 504,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	150 000,00	110 954 159,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	33 384 504,00
Vote de l'assemblée (2)	150 000,00	110 954 159,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	33 384 504,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	690 000,00
- Hors AE-CP	150 000,00	109 689 512,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	32 694 504,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	427 494,00	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	430 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	427 494,00	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	430 000,00
Vote de l'assemblée (2)	427 494,00	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	430 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	3 116 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 283 274,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	3 116 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 283 274,00
Vote de l'assemblée (2)	3 116 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 283 274,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	3 116 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 283 274,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	6 777 592,00	100 000,00	0,00	0,00	50 000,00	156 066 447,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	6 777 592,00	100 000,00	0,00	0,00	50 000,00	156 066 447,00
Vote de l'assemblée (2)	6 777 592,00	100 000,00	0,00	0,00	50 000,00	156 066 447,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 732 239,00
- Hors AE-CP	0,00	100 000,00	0,00	0,00	50 000,00	147 334 208,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 435 086,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 435 086,00
Vote de l'assemblée (2)	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 435 086,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 930-5
Détail par articles	

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens

AE (1) = 0,00

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Total (RAR N-1 + Vote)	3 940 468,00	10 360 969,00	0,00	14 301 437,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	3 940 468,00	10 360 969,00	0,00	14 301 437,00
Vote de l'assemblée (2)	3 940 468,00	10 360 969,00	0,00	14 301 437,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	3 940 468,00	6 207 310,00	0,00	10 147 778,00
- Hors AE-CP	0,00	4 153 659,00	0,00	4 153 659,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT				
Total (RAR N-1 + Vote)	1 100 000,00	5 586 579,00	0,00	6 686 579,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	1 100 000,00	5 586 579,00	0,00	6 686 579,00
Vote de l'assemblée (2)	1 100 000,00	5 586 579,00	0,00	6 686 579,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 931

CHAPITRE 931 – Sécurité

AE (1) = 0,00

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	10 000,00	0,00	18 000 000,00	0,00	25 000,00	18 035 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	10 000,00	0,00	18 000 000,00	0,00	25 000,00	18 035 000,00
Vote de l'assemblée (2)	10 000,00	0,00	18 000 000,00	0,00	25 000,00	18 035 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	10 000,00	0,00	18 000 000,00	0,00	25 000,00	18 035 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AE (1) = 0,00

Libellé	93-20 Services communs	93-21			93-22		
		Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
		93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	42 393 490,00	0,00	0,00	0,00	7 872 131,00	10 000 000,00	950 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	42 393 490,00	0,00	0,00	0,00	7 872 131,00	10 000 000,00	950 000,00
Vote de l'assemblée (2)	42 393 490,00	0,00	0,00	0,00	7 872 131,00	10 000 000,00	950 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	27 620,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	42 393 490,00	0,00	0,00	0,00	7 844 511,00	10 000 000,00	950 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	180 000,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	180 000,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	180 000,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET					III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES					B 932
Détail par articles					

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	6 928 729,00	0,00	41 950 423,00	11 040 000,00	2 500 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	6 928 729,00	0,00	41 950 423,00	11 040 000,00	2 500 000,00
Vote de l'assemblée (2)	6 928 729,00	0,00	41 950 423,00	11 040 000,00	2 500 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	1 099 014,00	0,00	40 351 196,00	9 574 766,00	1 700 000,00
- Hors AE-CP	5 829 715,00	0,00	1 599 227,00	1 465 234,00	800 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	22 195 797,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	22 195 797,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	22 195 797,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	123 984 773,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	123 984 773,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	123 984 773,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 752 596,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	71 232 177,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 775 797,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 775 797,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 775 797,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 933
Détail par articles	

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AE (1) = 0,00

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	13 060 560,00	4 929 000,00	0,00	175 000,00	615 400,00	160 600,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	13 060 560,00	4 929 000,00	0,00	175 000,00	615 400,00	160 600,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	13 060 560,00	4 929 000,00	0,00	175 000,00	615 400,00	160 600,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	99 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	13 060 560,00	4 830 000,00	0,00	175 000,00	615 400,00	160 600,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 980,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 980,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 980,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	13 000,00	95 000,00	1 200 000,00	500 096,00	2 830 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	13 000,00	95 000,00	1 200 000,00	500 096,00	2 830 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	13 000,00	95 000,00	1 200 000,00	500 096,00	2 830 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	13 000,00	95 000,00	1 200 000,00	500 096,00	2 830 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 933
Détail par articles	

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	380 000,00	0,00	23 958 656,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	380 000,00	0,00	23 958 656,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	380 000,00	0,00	23 958 656,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	99 000,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	380 000,00	0,00	23 859 656,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	39 980,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	39 980,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	39 980,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)

AE (1) = 0,00

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	5 400 406,00	2 457 700,00	1 760 610,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	5 400 406,00	2 457 700,00	1 760 610,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	5 400 406,00	2 457 700,00	1 760 610,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	512 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	5 400 406,00	1 945 000,00	1 760 610,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	223 000,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	223 000,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	223 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite)

Libellé	93-42 Action sociale									TOTAL DU CHAPITRE
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance	93-423 Personnes âgées	93-424 Personnes en difficulté	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence					
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	3 807 525,00	40 000,00	60 173 183,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 924 853,00	138 643 357,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	3 807 525,00	40 000,00	60 173 183,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 924 853,00	138 643 357,00
Vote de l'assemblée (2)	3 807 525,00	40 000,00	60 173 183,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 924 853,00	138 643 357,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	1 437 993,00	0,00	33 916 972,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	958 353,00	67 717 888,00
- Hors AE-CP	2 369 532,00	40 000,00	26 256 211,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 966 500,00	70 925 469,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	3 300 000,00	0,00	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 040 271,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	3 300 000,00	0,00	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 040 271,00
Vote de l'assemblée (2)	3 300 000,00	0,00	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 040 271,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934-3

CHAPITRE 934-3 – APA

AE (1) = 0,00

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	592 670,00	48 642 350,00	130 000,00	12 465 000,00	61 830 020,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	592 670,00	48 642 350,00	130 000,00	12 465 000,00	61 830 020,00
Vote de l'assemblée (2)	592 670,00	48 642 350,00	130 000,00	12 465 000,00	61 830 020,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	592 670,00	48 642 350,00	130 000,00	12 465 000,00	61 830 020,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	25 200 000,00	50 000,00	0,00	0,00	25 250 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	25 200 000,00	50 000,00	0,00	0,00	25 250 000,00
Vote de l'assemblée (2)	25 200 000,00	50 000,00	0,00	0,00	25 250 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET								III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								B 934-4

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI

AE (1) = 0,00

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	10 000,00	0,00	0,00	7 767 334,00	0,00	2 413 954,00	193 500 000,00	0,00	203 691 288,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	10 000,00	0,00	0,00	7 767 334,00	0,00	2 413 954,00	193 500 000,00	0,00	203 691 288,00
Vote de l'assemblée (2)	10 000,00	0,00	0,00	7 767 334,00	0,00	2 413 954,00	193 500 000,00	0,00	203 691 288,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	6 727 334,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 727 334,00
- Hors AE-CP	10 000,00	0,00	0,00	1 040 000,00	0,00	2 413 954,00	193 500 000,00	0,00	196 963 954,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 692 666,00	0,00	171 692 666,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 692 666,00	0,00	171 692 666,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 692 666,00	0,00	171 692 666,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat

AE (1) = 0,00

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	976 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	976 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	976 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	976 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)			
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	546 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	546 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	546 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	546 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	15 000,00	0,00	655 000,00	0,00	3 782 438,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	15 000,00	0,00	655 000,00	0,00	3 782 438,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	15 000,00	0,00	655 000,00	0,00	3 782 438,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	15 000,00	0,00	655 000,00	0,00	3 782 438,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 – Action économique

AE (1) = 0,00

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	3 206 658,00	0,00	0,00	0,00	5 874 500,00	1 035 000,00	5 375 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	3 206 658,00	0,00	0,00	0,00	5 874 500,00	1 035 000,00	5 375 000,00
Vote de l'assemblée (2)	3 206 658,00	0,00	0,00	0,00	5 874 500,00	1 035 000,00	5 375 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
- Hors AE-CP	3 206 658,00	0,00	0,00	0,00	5 874 500,00	1 035 000,00	4 375 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	1 600 000,00	0,00	17 091 158,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	1 600 000,00	0,00	17 091 158,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	1 600 000,00	0,00	17 091 158,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	1 600 000,00	0,00	16 091 158,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement

AE (1) = 0,00

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine				
			93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
			93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	700 000,00	4 086 800,00	90 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	700 000,00	4 086 800,00	90 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	700 000,00	4 086 800,00	90 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	700 000,00	4 086 800,00	90 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	650 000,00	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	650 000,00	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	650 000,00	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	650 000,00	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	600 000,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	600 000,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	600 000,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	873 000,00	0,00	188 000,00	9 047 800,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	873 000,00	0,00	188 000,00	9 047 800,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	873 000,00	0,00	188 000,00	9 047 800,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	873 000,00	0,00	188 000,00	9 047 800,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 270 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 270 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 270 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports

AE (1) = 0,00

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	2 250 436,00	0,00	0,00	2 505 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 400 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	2 250 436,00	0,00	0,00	2 505 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 400 000,00
Vote de l'assemblée (2)	2 250 436,00	0,00	0,00	2 505 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 400 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	2 250 436,00	0,00	0,00	2 505 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 400 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 938
Détail par articles	

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé	93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	3 165 083,00	4 785 353,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	3 165 083,00	4 785 353,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	3 165 083,00	4 785 353,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	1 843 743,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	1 321 340,00	4 785 353,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures			
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	410 569,00	0,00	0,00	0,00	80 516 441,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	410 569,00	0,00	0,00	0,00	80 516 441,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	410 569,00	0,00	0,00	0,00	80 516 441,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	20 073,00	0,00	0,00	0,00	1 863 816,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	390 496,00	0,00	0,00	0,00	78 652 625,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 940

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	116 282 677,00	0,00	119 758 992,00	119 758 992,00	119 758 992,00
73111	Taxes foncières et d'habitation	72 400 000,00	0,00	74 800 000,00	74 800 000,00	74 800 000,00
73112	Cotisation sur la VAE	38 653 677,00	0,00	39 122 992,00	39 122 992,00	39 122 992,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	2 920 000,00	0,00	2 930 000,00	2 930 000,00	2 930 000,00
732222	Fonds péréq. ress. / régions, coll. Corse	1 700 000,00	0,00	2 300 000,00	2 300 000,00	2 300 000,00
73224	Fonds péréquation cotis sur VA des ent.	609 000,00	0,00	606 000,00	606 000,00	606 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES						B 941
Détail par articles						

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	1 462 000,00	0,00	1 453 616,00	1 453 616,00	1 453 616,00
7392252	Prélèv. fonds solidarité / départements	1 462 000,00	0,00	1 453 616,00	1 453 616,00	1 453 616,00
	RECETTES	331 431 455,00	0,00	337 097 741,00	337 097 741,00	337 097 741,00
73121	Taxe dpt. pub foncière, droit dpt. enreg	21 000 000,00	0,00	23 000 000,00	23 000 000,00	23 000 000,00
73131	Taxe d'aménagement - part départementale	1 300 000,00	0,00	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	2 800 000,00	0,00	2 800 000,00	2 800 000,00	2 800 000,00
73151	Taxe sur les permis de conduire	220 000,00	0,00	270 000,00	270 000,00	270 000,00
73153	Taxe certif. immatriculation véhicules	7 200 000,00	0,00	7 200 000,00	7 200 000,00	7 200 000,00
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	26 150 000,00	0,00	26 500 000,00	26 500 000,00	26 500 000,00
731722	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	35 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00
731771	Taxe d'apprentissage	27 300 000,00	0,00	27 500 000,00	27 500 000,00	27 500 000,00
731772	TICPE - Ressource région. apprentissage	2 670 000,00	0,00	2 670 000,00	2 670 000,00	2 670 000,00
73221	FNGIR	6 629 251,00	0,00	6 629 251,00	6 629 251,00	6 629 251,00
732251	Attrib./fonds national péréquation DMTO	8 395 000,00	0,00	7 404 671,00	7 404 671,00	7 404 671,00
732252	Attrib./fonds solidarité / départements	10 503 000,00	0,00	10 303 217,00	10 303 217,00	10 303 217,00
7324	Frais de gestion de la TFPB	12 345 602,00	0,00	12 300 000,00	12 300 000,00	12 300 000,00
73411	Taxe sur les rhums	1 350 000,00	0,00	1 700 000,00	1 700 000,00	1 700 000,00
7342	Taxes sur les carburants	81 848 000,00	0,00	84 000 000,00	84 000 000,00	84 000 000,00
73432	Octroi de mer régional	72 000 000,00	0,00	72 000 000,00	72 000 000,00	72 000 000,00
73433	Taxe tr public aérien,maritimes-dt Corse	1 800 000,00	0,00	1 900 000,00	1 900 000,00	1 900 000,00
73474	TVA	14 885 602,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7348	Autres impôts et taxes d'Outre-mer	33 000 000,00	0,00	33 000 000,00	33 000 000,00	33 000 000,00
735	Fraction de TVA	0,00	0,00	16 385 602,00	16 385 602,00	16 385 602,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	212 727 304,00	0,00	212 797 681,00	212 797 681,00	212 797 681,00
74121	Dotation forfaitaire des départements	27 465 895,00	0,00	26 700 452,00	26 700 452,00	26 700 452,00
741221	Dotation fonctionnement minimale départ.	11 399 670,00	0,00	11 399 670,00	11 399 670,00	11 399 670,00
741222	Dotat. péréquation urbaine départements	8 341 685,00	0,00	8 341 685,00	8 341 685,00	8 341 685,00
741223	Dotation compensation départements	99 558 193,00	0,00	99 558 193,00	99 558 193,00	99 558 193,00
744	FCTVA	1 750 000,00	0,00	2 097 930,00	2 097 930,00	2 097 930,00
74621	DGD des départements	8 890 075,00	0,00	8 890 075,00	8 890 075,00	8 890 075,00
74631	DGD des régions	31 443 375,00	0,00	31 625 847,00	31 625 847,00	31 625 847,00
74788	Autres	8 000 000,00	0,00	8 400 000,00	8 400 000,00	8 400 000,00
748312	D.C.R.T.P.	6 738 601,00	0,00	6 300 000,00	6 300 000,00	6 300 000,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	2 704 785,00	0,00	2 683 829,00	2 683 829,00	2 683 829,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	6 435 025,00	0,00	6 800 000,00	6 800 000,00	6 800 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 943

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	15 211 369,29	0,00	12 933 169,00	12 933 169,00	12 933 169,00
6228	Divers	0,00	0,00	4 600,00	4 600,00	4 600,00
627	Services bancaires et assimilés	110 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	12 987 990,00	0,00	12 527 569,00	12 527 569,00	12 527 569,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
666	Pertes de change	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6688	Autres	2 113 379,29	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766	Gains de change	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (3)	Montant des ICNE de l'exercice	4 828 222,11
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	4 828 222,11
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00
Compte R7622 (4)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	370 000,00	370 000,00	370 000,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	370 000,00	370 000,00	370 000,00
	RECETTES (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 946

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3) (5)	37 405 980,00	37 405 980,00	37 405 980,00
	<i>Dot. aux amortissements et provisions</i>	37 405 980,00	37 405 980,00	37 405 980,00
6811	<i>Dot. amort. immos incorporelles</i>	37 405 980,00	37 405 980,00	37 405 980,00
	<i>Autres</i>	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (4) (5)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Transfert de charges</i>	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(5) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Articles	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	DEPENSES	14 640 777,00	17 117 291,00	17 117 291,00	0,00
952	Dépenses imprévues				0,00
953	Virement à la section d'investissement	14 640 777,00	17 117 291,00	17 117 291,00	

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		51 928 096,00	7 306 330,00	47 775 970,00	119 590,00	31 764 777,00	4 746 840,00	3 691 530,00	450 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	39 466 983,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	613 050,61	0,00	0,00	211 981,45	235 121,09	30 488,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	47 775 970,00	0,00	5 724 091,08	795 000,00	3 136 811,94	450 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	2 063 681,73	0,00	0,00	2 358 087,32	2 394 524,11	250 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	4 629 597,66	0,00	119 590,00	23 170 617,15	1 322 194,80	255 815,06	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	12 461 113,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	18 415,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		120 861 368,00	0,00	41 853 877,00	0,00	11 831 037,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	18 533 936,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	52 327 432,00	0,00	41 853 877,00	0,00	10 831 037,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	DEPENSES	17 772 750,00	23 134 400,00	17 260 790,00	23 118 480,00		229 069 553,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		39 466 983,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	6 677 069,06	6 500,00	551 177,54		8 325 387,75
204	Subventions d'équipement versées	11 772 750,00	15 981 510,67	3 983 500,00	7 119 314,92		96 738 948,61
21	Immobilisations corporelles	0,00	9 628,48	1 536,87	275 443,23		7 352 901,74
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	6 000 000,00	461 041,79	13 269 253,13	15 172 544,31		64 400 653,90
26	Participations et créances rattachées	0,00	5 150,00	0,00	0,00		5 150,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		12 779 528,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00		174 546 282,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		18 533 936,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		105 012 346,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		50 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		51 928 096,00
164	Emprunts auprès des ét financiers	39 466 983,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000 000,00
276	Autres créances immobilisées	11 461 113,00
RECETTES		120 861 368,00
102	Dotations et fonds d'investissement	18 533 936,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	10 000 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	40 222 432,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	2 105 000,00
164	Emprunts auprès des ét financiers	50 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02						
		Administration générale						
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		920 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 386 330,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 050,61
205	Licences, procédés, droits similaires	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	620 541,51
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	789 110,07
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 030,15
218	Autres immobilisations corporelles	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 490 810,92
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 786,74
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 306 330,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 050,61
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	620 541,51
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	789 110,07
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 030,15
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	605 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 490 810,92
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 786,74
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	45 393 198,33	0,00	47 775 970,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	45 393 198,33	0,00	47 775 970,00
RECETTES		0,00	41 853 877,00	0,00	41 853 877,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	41 853 877,00	0,00	41 853 877,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	119 590,00	119 590,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	119 590,00	119 590,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
			90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES		1 853 267,77	0,00	0,00	0,00	11 178 299,02	17 404 494,70	300 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	199 391,77	12 589,68	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 853 267,77	0,00	0,00	0,00	1 836 732,23	1 510 000,00	300 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 630 854,99	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	82 030,58	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	345 201,75	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	7 129 289,45	15 536 703,27	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 831 037,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 831 037,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES		570 355,71	0,00	296 273,94	162 085,86	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	162 374,08	0,00	0,00	61 717,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	107 981,63	0,00	296 273,94	100 368,86	0,00
274	Prêts	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 764 777,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	211 981,45
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 724 091,08
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 630 854,99
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 030,58
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	645 201,75
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 170 617,15
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 831 037,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 831 037,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	989 383,82	0,00	108 453,60	517 300,96	115 550,18	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	5 783,06	0,00	0,00	82 515,30	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	3 975,00	130 748,70	8 936,25	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	10 502,69	0,00	39 571,57	6 634,78	45 488,48	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	55 705,59	0,00	0,00	1 030,00	17 630,00	0,00	0,00	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	3 460,10	3 076,20	7 920,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	21 624,90	46 175,10	1 063,75	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	467 392,48	0,00	39 822,03	247 120,88	34 511,70	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	65 077,74	3 247,97	0,00	2 497 825,73	450 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 162,78	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	345 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 267 126,85	105 000,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	762 514,10	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	65 077,74	3 247,97	0,00	465 022,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	4 746 840,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	91 461,14
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	795 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	143 659,95
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	102 197,52
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 446 492,44
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	14 456,30
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	831 377,85
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	1 322 194,80
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		1 035 920,00	0,00	538 369,11	0,00	0,00	1 220,95
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	30 488,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 035 920,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	1 220,95
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	247 881,11	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale								TOTAL DU CHAPITRE	
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance	90-423 Personnes âgées	90-424 Personnes en difficulté		90-428 Autres interventions sociales
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence					
DEPENSES		644 219,54	0,00	253 897,74	0,00	0,00	150 000,00	0,00	7 933,95	0,00	3 691 530,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 488,00
204	Subventions d'équipement versées	394 219,54	0,00	235 482,74	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	3 136 811,94
218	Autres immobilisations corporelles	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 933,95	0,00	255 815,06
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	18 415,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 415,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55			
					Habitat (Logement)			
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accèsion à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage
DEPENSES		0,00	4 755 838,30	0,00	0,00	777 350,00	444 764,98	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	4 755 838,30	0,00	0,00	777 350,00	444 764,98	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	0,00	7 391 803,56	0,00	1 455 176,14	0,00	17 772 750,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 391 803,56	0,00	1 455 176,14	0,00	11 772 750,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	6 000 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	816 894,40	8 114 724,38	7 517 018,05
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	349 768,24	8 114 724,38	7 517 018,05
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	9 064,27	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	564,21	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	452 347,68	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	5 150,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	8 694,11	6 677 069,06	23 134 400,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	6 677 069,06	6 677 069,06
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 981 510,67
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 064,27
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	564,21
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	8 694,11	0,00	461 041,79
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 150,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine				
				90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
DEPENSES		0,00	701 536,87	0,00	0,00	220 625,10	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	700 000,00	0,00	0,00	220 625,10	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	1 536,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		1 389 161,00	504 008,87	375 000,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 389 161,00	200 000,00	375 000,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	304 008,87	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	13 918 458,16	152 000,00	0,00	0,00	17 260 790,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	963 213,90	135 500,00	0,00	0,00	3 983 500,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 536,87
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	12 955 244,26	10 000,00	0,00	0,00	13 269 253,13
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119 314,92
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119 314,92
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83						
		Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	7 338 492,88	8 239 597,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	356 061,99	192 125,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	116 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	159 443,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	6 706 987,66	8 047 472,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures			
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	421 074,41	0,00	0,00	0,00	23 118 480,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	2 990,53	0,00	0,00	0,00	551 177,54
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119 314,92
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 443,23
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	418 083,88	0,00	0,00	0,00	15 172 544,31
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		14 756 785,00	156 066 447,00	14 301 437,00	18 035 000,00	123 984 773,00	23 958 656,00	138 643 357,00	61 830 020,00
011	Charges à caractère général	304 600,00	36 092 091,00	0,00	18 000,00	6 593 191,00	2 168 000,00	4 045 500,00	131 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	109 766 490,00	4 153 659,00	0,00	42 393 490,00	13 410 656,00	31 340 549,00	592 670,00
014	Atténuations de produits	1 453 616,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	10 207 866,00	10 147 778,00	18 017 000,00	74 998 092,00	8 380 000,00	103 232 508,00	61 101 350,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	12 628 569,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 800,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		669 654 414,00	10 435 086,00	6 686 579,00	0,00	22 775 797,00	39 980,00	10 040 271,00	25 250 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 210 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	248 528 741,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	208 327 992,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00	0,00	3 300 000,00	0,00
74	Dotations et participations	212 797 681,00	7 205 086,00	6 686 579,00	0,00	9 937 208,00	31 980,00	5 298 271,00	24 200 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 442 000,00	1 050 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		203 691 288,00	3 782 438,00	17 091 158,00	9 047 800,00	80 516 441,00		865 705 600,00
011	Charges à caractère général	8 923,00	859 587,00	170 500,00	3 060 000,00	8 406 005,00		61 857 397,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 413 954,00	976 438,00	3 206 658,00	700 000,00	2 210 436,00		211 165 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 453 616,00
65	Autres charges de gestion courante	201 218 411,00	1 946 413,00	13 714 000,00	5 287 800,00	69 900 000,00		578 151 218,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		12 628 569,00
67	Charges spécifiques	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		79 800,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		370 000,00
RECETTES		171 692 666,00	0,00	0,00	3 270 000,00	384 078,00		920 228 871,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		700 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00	0,00		4 888 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00		249 128 741,00
731	Fiscalité locale	165 042 666,00	0,00	0,00	0,00	0,00		389 509 247,00
74	Dotations et participations	6 300 000,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00		272 840 883,00
75	Autres produits de gestion courante	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 162 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		14 756 785,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	4 600,00
627	Services bancaires et assimilés	300 000,00
661	Charges d'intérêts	12 627 569,00
666	Pertes de change	1 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	370 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	1 453 616,00
RECETTES		669 654 414,00
731	Fiscalité locale	208 327 992,00
732	Fiscalité reversée	39 543 139,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	192 600 000,00
735	Fraction de TVA	16 385 602,00
741	D.G.F.	146 000 000,00
744	FCTVA	2 097 930,00
746	Dotation générale de décentralisation	40 515 922,00
747	Participations	8 400 000,00
748	Autres attributions et participations	15 783 829,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale						
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		150 000,00	110 954 159,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	33 384 504,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 955 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 489 344,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 270 000,00
615	Entretien et réparations	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 122 500,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 270 460,00
617	Etudes et recherches	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	325 000,00
618	Divers	0,00	1 614 587,00	0,00	0,00	0,00	0,00	341 200,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 145 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	1 380 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	453 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 040 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 609 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	105 746 572,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	3 283 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
651	Aides à la personne	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
RECETTES		427 494,00	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	430 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale						
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-028 Autres moyens généraux
708	Autres produits	0,00	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	427 494,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		3 116 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 283 274,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	136 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	520 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	2 260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 053 274,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES		6 777 592,00	100 000,00	0,00	0,00	50 000,00	156 066 447,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 955 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 489 344,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 270 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 222 500,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 270 460,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	390 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 075 787,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	3 380 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 740 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	453 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 040 000,00
628	Divers	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	7 709 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 918,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 746 572,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	520 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 283 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 313 274,00
657	Subventions	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 789 592,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
RECETTES		6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 435 086,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100 000,00
747	Participations	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 205 086,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		3 940 468,00	10 360 969,00	0,00	14 301 437,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	280 000,00	0,00	280 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	3 353 000,00	0,00	3 353 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	520 659,00	0,00	520 659,00
657	Subventions	3 940 468,00	6 207 310,00	0,00	10 147 778,00
RECETTES		1 100 000,00	5 586 579,00	0,00	6 686 579,00
747	Participations	1 100 000,00	5 586 579,00	0,00	6 686 579,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		10 000,00	0,00	18 000 000,00	0,00	25 000,00	18 035 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	8 000,00
618	Divers	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	13 500 000,00	0,00	0,00	13 500 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	4 500 000,00	0,00	17 000,00	4 517 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21			93-22		
			Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
			93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES		42 393 490,00	0,00	0,00	0,00	7 872 131,00	10 000 000,00	950 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	42 393 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	6 272 131,00	9 050 000,00	900 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00	650 000,00	50 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	180 000,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	180 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES		6 928 729,00	0,00	41 950 423,00	11 040 000,00	2 500 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	5 743 268,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	49 923,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	3 224 797,00	0,00	662 755,00	0,00	800 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	1 465 234,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	3 238 862,00	0,00	0,00
657	Subventions	3 703 932,00	0,00	32 255 615,00	9 574 766,00	1 700 000,00
RECETTES		0,00	0,00	22 195 797,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	12 838 589,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	9 357 208,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	123 984 773,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 743 268,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	649 923,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 393 490,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 687 552,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 687 365,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 888 862,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	48 734 313,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 775 797,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 357 208,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	580 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES		13 060 560,00	4 929 000,00	0,00	175 000,00	615 400,00	160 600,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	111 000,00	38 400,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	57 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	35 000,00	0,00	29 000,00	78 600,00	77 500,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	479 000,00	0,00	28 000,00	246 900,00	63 000,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	1 000,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	2 000,00	94 500,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	4 000,00	29 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	13 060 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	4 065 000,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 980,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 980,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	13 000,00	95 000,00	1 200 000,00	500 096,00	2 830 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	70 000,00	0,00	20 000,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	13 000,00	25 000,00	0,00	130 000,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	350 096,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	1 200 000,00	0,00	2 710 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes		
DEPENSES		0,00	0,00	380 000,00	0,00	23 958 656,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	249 900,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	57 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	388 100,00
618	Divers	0,00	0,00	300 000,00	0,00	1 236 900,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	101 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	80 000,00	0,00	118 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	13 410 656,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	8 030 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	39 980,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	31 980,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		5 400 406,00	2 457 700,00	1 760 610,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	94 000,00	230 000,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	145 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	18 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	4 100 406,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	1 800 000,00	1 500 610,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	223 000,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	223 000,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale									TOTAL DU CHAPITRE
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance	93-423 Personnes âgées	93-424 Personnes en difficulté	93-428 Autres interventions sociales	
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence					
DEPENSES		3 807 525,00	40 000,00	60 173 183,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 924 853,00	138 643 357,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	18 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	345 600,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	210 000,00
618	Divers	0,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	338 500,00	819 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	500 000,00	40 000,00	454 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 000,00	2 086 200,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	5 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	202 700,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
625	Déplacements et missions	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 000,00
641	Rémunérations du personnel	1 633 000,00	0,00	23 820 611,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 554 017,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	499 532,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 699 532,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	290 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	590 000,00	25 255 710,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	32 521 972,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	246 000,00	65 945 842,00
656	Participations	0,00	0,00	3 025 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	4 445 000,00
657	Subventions	937 993,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 528 353,00	7 585 956,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 800,00
RECETTES		3 300 000,00	0,00	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 040 271,00
731	Fiscalité locale	3 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 300 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 298 271,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 042 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		592 670,00	48 642 350,00	130 000,00	12 465 000,00	61 830 020,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	131 000,00	0,00	0,00	131 000,00
641	Rémunérations du personnel	592 670,00	0,00	0,00	0,00	592 670,00
651	Aides à la personne	0,00	48 511 350,00	130 000,00	12 460 000,00	61 101 350,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
RECETTES		25 200 000,00	50 000,00	0,00	0,00	25 250 000,00
747	Participations	24 200 000,00	0,00	0,00	0,00	24 200 000,00
753	Recouvrement induit d'insertion et aides	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
758	Produits divers de gestion courante	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		10 000,00	0,00	0,00	7 767 334,00	0,00	2 413 954,00	193 500 000,00	0,00	203 691 288,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	8 923,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 923,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 413 954,00	0,00	0,00	2 413 954,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	4 783 411,00	0,00	0,00	193 500 000,00	0,00	198 283 411,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	2 935 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 935 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 692 666,00	0,00	171 692 666,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 042 666,00	0,00	165 042 666,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300 000,00	0,00	6 300 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	350 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
			DEPENSES		0,00	976 438,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	976 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)			
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accèsion à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage
DEPENSES		0,00	546 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	546 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	15 000,00	0,00	655 000,00	0,00	3 782 438,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	457 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 087,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	976 438,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 913,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 000,00
657	Subventions	0,00	15 000,00	0,00	255 000,00	0,00	1 133 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63			
					Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres							
DEPENSES		3 206 658,00	0,00	0,00	0,00	5 874 500,00	1 035 000,00	5 375 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	3 206 658,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 275 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	5 754 000,00	1 035 000,00	100 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	1 600 000,00	0,00	17 091 158,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 206 658,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 275 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	1 550 000,00	0,00	8 439 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine				
				93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
DEPENSES		700 000,00	4 086 800,00	90 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	4 076 800,00	90 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		650 000,00	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		600 000,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	873 000,00	0,00	188 000,00	9 047 800,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	873 000,00	0,00	128 000,00	5 277 800,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 270 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES		2 250 436,00	0,00	0,00	2 505 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 400 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	10 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 210 436,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83						
		Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	3 165 083,00	4 785 353,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	6 276,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	3 087 466,53	4 785 353,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	1 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures			
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	410 569,00	0,00	0,00	0,00	80 516 441,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 276,47
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	410 569,00	0,00	0,00	0,00	8 298 388,53
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 340,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 210 436,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 500 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/2019	Montant des tirages 2018	Montant des remboursements 2018		Encours restant dû au 01/01/2019
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du trésor						
...						
5192 Avances de trésorerie						
...						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
000281	15/12/2006	10 170 300,00	0,00	377 169,38	0,00	10 170 300,00
000287	28/12/2007	5 602 490,00	0,00	200 603,10	0,00	5 602 490,00
000293-Eonia	01/01/2008	15 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
000294	31/12/2008	12 593 250,00	0,00	0,00	0,00	12 593 250,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
...						
519 Crédits de trésorerie (Total)		43 366 040,00	0,00	577 772,48	0,00	28 366 040,00

(1) Circulaire n°NOR/INT/B/89/00071/C du 22/2/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)														
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					772 076 844,66									
1641 Emprunts en euros (total)					722 076 844,66									
CMQ 1663 01 E	Agence Française de Développement	19/10/2016	30/09/2016	30/04/2017	97 954 615,13	F	Taux fixe à 2.47 %	2,47	2,49	EUR	S	P	O	A-1
CMQ 1663 02 F-T1	Agence Française de Développement	19/10/2016	19/10/2016	31/10/2017	50 000 000,00	F	Taux fixe à 1.69 %	1,69	1,70	EUR	S	P	O	A-1
CMQ 1663 02 F-T2	Agence Française de Développement	19/10/2016	19/10/2016	30/10/2017	50 000 000,00	F	Taux fixe à 2.02 %	2,02	2,03	EUR	S	P	O	A-1
CMQ 1679 01 M T1	Agence Française de Développement	22/12/2017	22/12/2017	31/05/2019	40 000 000,00	V	(Euribor 02 M + 1.16)-Floor - 1.16 sur Euribor 02 M	0,82	0,84	EUR	T	C	O	A-1
CMQ 1679 01 M T2	Agence Française de Développement	22/12/2017	30/06/2018	31/05/2019	60 000 000,00	V	(Euribor 02 M + 1.16)-Floor - 1.16 sur Euribor 02 M	0,82	0,84	EUR	T	C	O	A-1
000199	Communauté Economique Européenne	01/12/1988	01/12/1988	01/06/1989	1 524 490,17	F	Taux fixe à 1 %	1,00	1,00	EUR	S	P	O	A-1
000266	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/10/2004	01/10/2004	01/10/2005	12 400 000,00	V	Livret A + 0.25	2,50	2,50	EUR	A	P	O	A-1
000267	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/10/2004	01/10/2004	01/10/2005	2 600 000,00	V	LEP + 0.2	3,45	3,45	EUR	A	P	O	A-1
000268	CAISSE D'EPARGNE	27/09/2004	27/09/2004	25/09/2005	14 000 000,00	F	Taux fixe à 5.17 %	5,17	5,17	EUR	A	C	O	A-1
000270	CAISSE D'EPARGNE	25/09/2004	25/09/2004	25/09/2005	3 000 000,00	F	Taux fixe à 5.17 %	5,17	5,17	EUR	A	P	O	A-1
000273	CAISSE D'EPARGNE	25/01/2005	25/01/2005	25/01/2006	2 000 000,00	F	Taux fixe à 4.71 %	4,71	4,71	EUR	A	P	O	A-1
000281	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	15/12/2006	15/12/2006	15/12/2007	20 000 000,00	V	TAM(Postfixé) + 0.175	4,13	4,19	EUR	A	X	O	A-1
000285	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/12/2007	24/12/2007	01/07/2008	1 100 000,00	V	Livret A + 0.8	3,80	3,80	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
000286	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/12/2007	24/12/2007	01/07/2008	13 900 000,00	V	LEP + 0.2	4,20	4,20	EUR	T	P	O	A-1
000293	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2008	30/12/2008	01/01/2010	30 000 000,00	V	(TAG 06 M(Postfixé)-Floor -0.06 sur TAG 06 M(Postfixé)) + 0.06	2,86	2,94	EUR	A	C	O	A-1
000296	SFIL CAFFIL	01/09/2008	01/09/2008	01/11/2008	33 085 331,24	C	Taux fixe annulable à 4.96 % (date d'exercice {1})	4,96	5,13	EUR	T	P	O	A-1
000297 Ream	SFIL CAFFIL	12/04/2016	01/01/2017	01/01/2018	9 542 304,84	F	Taux fixe à 3.25 %	3,25	3,30	EUR	A	P	O	A-1
000302	SOCIETE GENERALE	24/02/2010	01/04/2010	01/04/2011	7 348 414,48	F	Taux fixe à 4.23 %	4,23	4,29	EUR	A	P	O	A-1
000303	Agence Française de Développement	11/03/2010	11/03/2010	28/02/2011	5 000 000,00	F	Taux fixe à 2.92 %	2,92	2,94	EUR	S	P	O	A-1
000304	CAISSE D'EPARGNE	13/07/2010	15/07/2010	25/02/2011	12 161 812,87	V	Euribor 03 M + 0.6	1,37	1,39	EUR	T	P	O	A-1
000305	CAISSE D'EPARGNE	25/06/2010	25/06/2010	25/02/2011	5 119 389,42	C	Taux fixe 3.58% à barrière 6% sur Euribor 03 M(Postfixé) (Marge de 0.4%)	3,58	3,68	EUR	T	P	O	A-1
000306	CAISSE D'EPARGNE	25/06/2010	25/06/2010	25/02/2011	6 731 586,51	F	Taux fixe à 4 %	4,00	4,00	EUR	A	P	O	A-1
000307	SFIL CAFFIL	06/08/2010	01/10/2010	01/01/2011	1 450 000,00	F	Taux fixe à 3.33 %	3,33	3,37	EUR	T	P	O	A-1
000308	SFIL CAFFIL	06/08/2010	01/10/2010	01/01/2011	1 550 000,00	F	Taux fixe à 3.33 %	3,33	3,37	EUR	T	P	O	A-1
000309	Agence Française de Développement	31/12/2010	20/12/2010	31/12/2012	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.02 %	3,02	3,09	EUR	S	C	O	A-1
000311	Agence Française de Développement	31/12/2010	31/12/2012	30/06/2013	9 000 000,00	F	Taux fixe à 2.65 %	2,65	2,71	EUR	S	C	O	A-1
000312	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/10/2012	01/10/2012	01/07/2013	5 000 000,00	V	Euribor 03 M + 3	3,22	3,31	EUR	T	C	O	A-1
000313	Agence Française de Développement	28/12/2012	15/12/2013	15/06/2015	5 000 000,00	F	Taux fixe à 2.9 %	2,90	2,92	EUR	S	P	O	A-1
000314	Agence Française de Développement	17/12/2014	17/12/2014	31/01/2016	15 000 000,00	F	Taux fixe à 1.83 %	1,83	1,84	EUR	S	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
000315	Agence Française de Développement	17/12/2014	17/12/2014	31/01/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.42 %	1,42	1,43	EUR	S	P	O	A-1
316	Agence Française de Développement	09/11/2015	20/11/2015	30/06/2018	20 000 000,00	F	Taux fixe à 1.83 %	1,83	1,84	EUR	S	P	O	A-1
317	Agence Française de Développement	09/11/2015	20/11/2015	30/06/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.83 %	1,83	1,84	EUR	S	P	O	A-1
00021796656	CREDIT AGRICOLE	30/12/2011	30/12/2011	10/01/2013	10 000 000,00	F	Taux fixe à 6.07 %	6,07	6,07	EUR	A	P	O	A-1
00022092484	CREDIT AGRICOLE	30/10/2012	26/04/2012	30/10/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 5.23 %	5,23	5,23	EUR	A	P	O	A-1
1210226	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12/12/2011	12/12/2011	01/01/2013	14 608 900,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,51	4,51	EUR	A	P	O	A-1
A29110ZG	CAISSE D'EPARGNE	29/12/2011	29/12/2011	25/03/2013	8 000 000,00	F	Taux fixe à 5.31 %	5,31	5,31	EUR	A	P	O	A-1
A291305W	CAISSE D'EPARGNE	27/03/2013	27/03/2013	25/03/2014	20 000 000,00	F	Taux fixe à 3.82 %	3,82	3,82	EUR	A	C	O	A-1
A29140AS	CAISSE D'EPARGNE	09/04/2014	09/04/2014	09/04/2015	25 000 000,00	F	Taux fixe à 3.77 %	3,77	3,77	EUR	A	C	O	A-1
A29150KI	CAISSE D'EPARGNE	04/06/2015	04/06/2015	04/09/2015	10 000 000,00	V	Euribor 03 M + 2.2-Floor 0 sur Euribor 03 M	2,20	2,25	EUR	T	C	O	A-1
CMQ 1612 01 Y-1	Agence Française de Développement	24/09/2015	14/10/2015	31/10/2016	18 000 000,00	F	Taux fixe à 1.21 %	1,21	1,23	EUR	S	C	O	A-1
CMQ 1612 01 Y-2	Agence Française de Développement	24/09/2015	14/10/2015	31/10/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.21 %	1,21	1,23	EUR	S	C	O	A-1
CMQ 1612 01 Y-3	Agence Française de Développement	24/09/2015	14/10/2015	30/04/2017	12 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,23	1,25	EUR	S	C	O	A-1
MON503685EUR	BANQUE POSTALE	09/06/2015	09/06/2015	01/10/2015	15 000 000,00	V	(Euribor 03 M + 1.26)-Floor 0 sur Euribor 03 M	1,26	1,28	EUR	T	C	O	A-1
MON506222EUR ex MON502817EUR	SFIL CAFFIL	02/03/2015	05/03/2015	01/07/2015	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.85 %	1,85	1,86	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)														
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					50 000 000,00									
000287	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	28/12/2007	28/12/2007	15/06/2008	10 000 000,00	V	TAM(Postfixé) + 0.07	4,21	4,28	EUR	X	X	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
000293-Eonia	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2008	01/01/2008	01/01/2028	0,00	V	(Eonia(Postfixé) + 0.04)-Floor - 0.04 sur Eonia(Postfixé)	4,15	4,37	EUR	X	X	O	A-1
000294	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	31/12/2008	31/12/2008	15/06/2010	20 000 000,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.15)-Floor - 0.15 sur TAM(Postfixé)	0,53	0,54	EUR	X	X	O	A-1
000295	CAISSE D'EPARGNE	01/07/2008	01/07/2008	01/01/2009	20 000 000,00	V	(Euribor 12 M-Floor -0.12 sur Euribor 12 M) + 0.12	5,54	5,62	EUR	T	C	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)														
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)														
1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)														
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)														
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)														
1681 Autres emprunts (total)														
1682 Bons à moyen terme négociables (total)														
1687 Autres dettes (total)														
Total général					772 076 844,66									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/2019											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)												
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)				592 032 095,47					39 466 982,99	12 527 568,65		3 762 144,15
1641 Emprunts en euros (total)				564 586 355,47					36 927 812,99	11 991 792,84		3 590 160,70
CMQ 1663 01 E	N		A-1	90 178 497,35	17,83	F	Taux fixe à 2.47 %	2,49	4 033 593,99	2 202 654,31		354 629,85
CMQ 1663 02 F-T1	N		A-1	46 607 505,27	17,33	F	Taux fixe à 1.69 %	1,70	2 309 709,93	777 949,37		124 772,12
CMQ 1663 02 F-T2	N		A-1	46 709 120,64	17,33	F	Taux fixe à 2.02 %	2,03	2 249 689,05	932 220,39		149 680,09
CMQ 1679 01 M T1	N		A-1	40 000 000,00	19,16	V	(Euribor 03 M + 1.16)- Floor -1.16 sur Euribor 03 M	0,87	1 578 947,37	361 433,46		35 125,80
CMQ 1679 01 M T2	N		A-1	60 000 000,00	19,16	V	(Euribor 03 M + 1.16)- Floor -1.16 sur Euribor 03 M	0,87	2 368 421,04	542 150,20		52 688,69
000199	N		A-1	83 969,41	1,42	F	Taux fixe à 1 %	1,00	55 735,79	700,72		
000266	N		A-1	966 025,06	0,75	V	Livret A + 0.25	1,00	966 025,06	9 660,25		
000267	N		A-1	196 236,95	0,75	V	LEP + 0.2	1,45	188 899,00	2 739,04		
000268	N		A-1	4 200 000,00	5,73	F	Taux fixe à 5.17 %	5,17	700 000,00	217 140,00		47 750,69
000270	N		A-1	1 232 823,42	5,73	F	Taux fixe à 5.17 %	5,17	180 472,88	63 736,97		14 357,28
000273	N		A-1	915 528,96	6,07	F	Taux fixe à 4.71 %	4,71	113 441,34	43 121,41		35 154,83
000281	N		A-1	10 170 300,00	7,96	F	Taux fixe à 3.32 %	3,37	1 081 800,00	342 343,60		13 410,59
000285	N		A-1	343 430,08	4,25	V	Livret A + 0.8	1,55	77 866,49	4 843,62		1 011,76
000286	N		A-1	4 203 822,99	4,25	V	LEP + 0.2	1,45	963 449,08	55 422,35		11 553,21
000293	N		A-1	15 000 000,00	9	V	(TAG 06 M(Postfixé)- Floor -0.06 sur TAG 06 M(Postfixé)) + 0.06	0,00	1 500 000,00	0,00		0,00
000296	N		A-1	17 888 013,68	7,58	F	Taux fixe à 4.96 %	5,13	1 939 956,00	863 261,87		131 837,28
000297 Ream	N		A-1	8 676 912,45	7	F	Taux fixe à 3.25 %	3,30	908 662,01	285 916,32		255 273,34
000302	N		A-1	3 386 867,67	4,25	F	Taux fixe à 4.23 %	4,29	612 937,71	145 254,29		89 306,68
000303	N		A-1	3 338 888,74	11,67	F	Taux fixe à 2.92 %	2,94	236 050,46	95 784,88		30 200,96
000304	N		A-1	8 457 626,42	11,15	V	Euribor 03 M + 0.6	0,29	575 310,56	27 378,21		3 724,31
000305	N		A-1	3 560 150,39	11,15	V	(Euribor 03 M-Floor - 0.4 sur Euribor 03 M) + 0.4	0,09	242 171,03	4 820,96		976,45
000306	N		A-1	4 787 573,28	11,15	F	Taux fixe à 4 %	4,00	300 781,25	191 502,93		152 052,40

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/2019											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
000307	N		A-1	981 880,18	11,75	F	Taux fixe à 3.33 %	3,37	67 736,65	31 856,59		7 525,68
000308	N		A-1	1 049 596,26	11,75	F	Taux fixe à 3.33 %	3,37	72 408,11	34 053,61		8 044,70
000309	N		A-1	6 578 947,43	12,5	F	Taux fixe à 3.02 %	3,09	526 315,78	197 381,73		0,00
000311	N		A-1	5 921 052,57	12,5	F	Taux fixe à 2.65 %	2,71	473 684,22	155 879,27		0,00
000312	N		A-1	3 166 666,74	9,25	V	Euribor 03 M + 3	2,77	333 333,32	83 738,45		20 349,35
000313	N		A-1	4 101 290,43	13,96	F	Taux fixe à 2.9 %	2,92	241 320,74	117 200,44		4 664,13
000314	N		A-1	12 212 942,71	11,08	F	Taux fixe à 1.83 %	1,84	963 384,15	219 109,45		85 777,88
000315	N		A-1	8 095 900,98	11,08	F	Taux fixe à 1.42 %	1,43	652 874,45	112 652,29		44 037,91
316	N		A-1	19 052 515,14	17	F	Taux fixe à 1.83 %	1,84	964 903,16	344 266,70		0,00
317	N		A-1	9 526 257,56	17	F	Taux fixe à 1.83 %	1,84	482 451,59	172 133,35		0,00
00021796656	N		A-1	6 779 093,10	8,02	F	Taux fixe à 3.9 %	3,90	643 205,94	264 384,63		232 652,39
00022092484	N		A-1	3 913 365,97	13,83	F	Taux fixe à 3.9 %	3,90	215 411,43	152 621,27		24 036,71
1210226	N		A-1	9 890 008,61	8	F	Taux fixe à 4.51 %	4,51	915 186,27	446 039,39		403 640,14
A29110ZG	N		A-1	6 395 052,84	13,23	F	Taux fixe à 5.31 %	5,31	319 344,29	339 577,31		246 445,93
A291305W	N		A-1	13 333 333,35	9,23	F	Taux fixe à 3.82 %	3,82	1 333 333,33	509 333,33		350 166,67
A29140AS	N		A-1	20 000 000,00	15,27	F	Taux fixe à 3.77 %	3,77	1 250 000,00	754 000,00		512 484,38
A29150KI	N		A-1	8 250 000,00	16,42	V	Euribor 03 M + 2.2- Floor 0 sur Euribor 03 M	2,25	500 000,00	179 827,09		12 787,50
CMQ 1612 01 Y-1	N		A-1	15 631 578,95	16,33	F	Taux fixe à 1.21 %	1,23	947 368,42	188 839,61		30 106,71
CMQ 1612 01 Y-2	N		A-1	8 684 210,55	16,33	F	Taux fixe à 1.21 %	1,23	526 315,78	104 910,89		16 725,95
CMQ 1612 01 Y-3	N		A-1	10 702 702,72	16,33	F	Taux fixe à 1.23 %	1,25	648 648,64	131 432,71		20 954,32
MON503685EUR	N		A-1	11 750 000,00	11,5	V	(Euribor 03 M + 1.26)- Floor 0 sur Euribor 03 M	1,28	1 000 000,00	145 311,25		34 238,75
MON506222EUR ex MON502817EUR	N		A-1	7 666 666,62	11,25	F	Taux fixe à 1.85 %	1,86	666 666,68	137 208,33		32 015,28
1643 Emprunts en devises (total)												
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)				27 445 740,00					2 539 170,00	535 775,81		171 983,45
000287	N		A-1	5 602 490,00	8,46	F	Taux fixe à 3.245 %	3,29	517 320,00	184 325,81		91 215,95
000293-Eonia	N		A-1	0,00	9	V	(Eonia(Postfixé) + 0.04)-Floor -0.04 sur Eonia(Postfixé)	0,00	0,00	0,00		0,00
000294	N		A-1	12 593 250,00	9,46	V	(TAM(Postfixé) + 0.15)-Floor -0.15 sur TAM(Postfixé)	0,00	1 021 850,00	0,00		0,00
000295	N		A-1	9 250 000,00	9	F	Taux fixe à 3.96 %	4,02	1 000 000,00	351 450,00		80 767,50
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)												
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)												

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/2019											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1671 Avances consolidées du Trésor (total)												
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)												
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)												
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)												
1678 Autres emprunts et dettes (total)												
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)												
1681 Autres emprunts (total)												
1682 Bons à moyen terme négociables (total)												
1687 Autres dettes (total)												
Total général		0,00		592 032 095,47					39 466 982,99	12 527 568,65	0,00	3 762 144,15

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

En cas de couverture partielle, indiquer plusieurs catégories d'emprunt (exemple : A-1 ; C-3).

(12) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/2019 (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)														
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)														
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)														
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)														
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)														
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)														
TOTAL GENERAL														

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6).

1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : Indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	48					
	% de l'encours	100,00%					
	Montant en euros	592 032 095 €					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération d couverture
Taux fixe (total)									
Taux variable simple (total)									
Taux complexe (total) (2)									
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 - DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME

REPARTITION PAR PRÊTEUR	DETTE EN CAPITAL A L'ORIGINE (2)	DETTE EN CAPITAL AU 01/01 DE L'EXERCICE	ANNUITE A PAYER AU COURS DE L'EXERCICE	DONT	
				INTERETS (3)	CAPITAL
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires</u> (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV - ANNEXES	IV
B - ANNEXES PATRIMONIALES - METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L' ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article D 4321-1 du CGCT) :		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
	Frais d'études non suivies de réalisation	1 an	
	Frais de recherche et de développement	1 an	
	Frais de recherche et de développement	2 ans	
	Frais d'insertion	1 an	
	Subvention d'équipement versées(bénéficiaire privés)	5 ans	
	Subvention d'équipement versées(bénéficiaire publics)	15 ans	
	Voitures	6 ans	
	Camions et véhicules industriels	8 ans	
	Mobilier	10 ans	
	Matériels de bureau électriques ou électroniques	5 ans	
	Matériel informatique	3 ans	
	Matériel classique	6 ans	
	Coffre-fort	20 ans	
	Installations et appareils de chauffage	15 ans	
	Appareils de levage - ascenseurs	20 ans	
	Appareils de laboratoire	5 ans	
	Equipements de garage et atelier	10 ans	
	Equipements des cuisines	10 ans	
	Equipements sportifs	10 ans	
	Plantations	15 ans	
	Autres agencements et aménagement de terrains	15 ans	
	Batiments scolaires	30 ans	
	Autres bâtiments	30 ans	
	Constructions sur sol d'autrui	Durée du bail à construction	
	Bâtiments légers, abris	10 ans	
	Agencement et aménagement de bâtiments, installations électriques et téléphoniques	15 ans	

IV - ANNEXES			IV
ANNEXES PATRIMONIALES - METHODES UTILISEES			B2
PROCEDURE D'AMORTISSEMENT	CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE		DELIBERATION DU
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an		15/04/2004
	CATEGORIES DE BIENS AMORTIS	DUREE (EN ANNEE)	
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>			
Lineaire	Frais d'études (non suivies de réalisation)	5 ans	15/04/2004
Lineaire	Frais de recherche et de développement	5 ans si réussite du projet	15/04/2004
Lineaire	Subventions d'équipement versées - Biens Mobiliers, matériels et études	5 ans	13/12/2012
Lineaire	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	15 ans	13/12/2012
Lineaire	Subventions d'équipement versées - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans	13/12/2012
Lineaire	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires (logiciels)	5 ans	15/04/2004
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES TERRAINS</u>			
Lineaire	Terrains de gisement	durée du contrat d'exploitation	15/04/2004
Lineaire	Plantations d'arbres et d'arbustes	20 ans	15/04/2004
<u>CONSTRUCTIONS</u>			
Lineaire	Bâtiments publics (autres que scolaires)	30 ans	15/04/2004
Lineaire	Bâtiment privés	30 ans	15/04/2004
Lineaire	Bâtiment scolaires	25 ans	15/04/2004
Lineaire	Classes mobiles	15 ans	15/04/2004
Lineaire	Bâtiments légers préfabriqués et abris	15 ans	15/04/2004
Lineaire	Construction sur sol d'autrui	sur la durée du bail	15/04/2004
Lineaire	Installations, agencements aménagements de bâtiments	20 ans	15/04/2004
<u>MATERIELS</u>			
Lineaire	Matériel roulant de voirie	10 ans	15/04/2004
Lineaire	Véhicules légers	10 ans	15/04/2004
Lineaire	Matériel électroniques divers	10 ans	15/04/2004
Lineaire	Matériel informatique	3 ans	15/04/2004
Lineaire	Matériel d'entretien	10 ans	15/04/2004
Lineaire	Matériel de reprographie	10 ans	15/04/2004
Lineaire	Equipement de garage, d'atelier et de jardin	15 ans	15/04/2004
Lineaire	Equipement sportif	15 ans	15/04/2004
Lineaire	Equipement d'incendie d'hygiène et de sécurité	15 ans	15/04/2004
Lineaire	Equipement agricoles	15 ans	15/04/2004
Lineaire	Equipement ménager	15 ans	15/04/2004
Lineaire	Ascenseurs et monte-charges	30 ans	15/04/2004
Lineaire	Equipement de laboratoire	10 ans	15/04/2004
Lineaire	Mobiliers et matériels de bureau	15 ans	15/04/2004
Lineaire	Mobiliers et matériels scolaires et culturels	15 ans	15/04/2004

IV- ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES - ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/2019	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/2019

NATURE DE LA PROVISION	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/2019 B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Provision pour litiges et contentieux	370 000,00		370 000,00	740 000,00		740 000,00
Sté SEO CARAIBES Avocat		16/06/2016	48 898,56	48 898,56		48 898,56
Sté THYSSEN KRUPP Ascenceurs		21/09/2017	83 982,44	83 982,44		83 982,44
Sté CALIA CONSEIL		06/02/2017	25 205,25	25 205,25		25 205,25
Mme		27/07/2017	52 868,00	52 868,00		52 868,00
M.		15/05/2015	20 000,00	20 000,00		20 000,00
M.		30/10/2017	5 500,00	5 500,00		5 500,00
IRCANTEC		09/01/2017	1 000,00	1 000,00		1 000,00
Sté DCNS ENERGIE		28/09/2017	10 000,00	10 000,00		10 000,00
Sté des auteurs et Compositeurs Dramatiques		19/06/2017	9 725,96	9 725,96		9 725,96
		30/10/2015	17 407,41	17 407,41		17 407,41
Contentieux divers	370 000,00		95 412,38	465 412,38		465 412,38

IV - ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES - ETAT DES PRETS	B6

PRETS COMPTE 274

Bénéficiaires	Date de délibération	Encours restant dû au 01/011/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)					
Non assortis d'intérêts (total)					
Cf liste jointe	Délibération n°16- 6861 du 25/04/2016		227 699,00		

LISTE DES BENEFICIAIRES DE PRETS - EXERCICE 2018

N°	Dossier	Montant mandaté
1		1 300,00
2		791,00
3		3 000,00
4		3 000,00
5		3 000,00
6		3 000,00
7		3 000,00
8		1 500,00
9		3 000,00
10		1 991,00
11		1 331,00
12		1 300,00
13		3 000,00
14		3 000,00
15		1 500,00
16		3 000,00
17		1 091,00
18		3 000,00
19		2 000,00
20		1 331,00
21		3 000,00
22		791,00
23		2 100,00
24		3 000,00
25		3 000,00
26		1 800,00
27		3 000,00
28		1 331,00
29		1 331,00
30		3 000,00
31		3 000,00
32		1 800,00
33		1 091,00
34		1 331,00
35		3 000,00
36		1 991,00
37		991,00
38		2 000,00
39		1 331,00
40		1 300,00
41		1 331,00
42		3 000,00
43		791,00
44		3 000,00
45		3 000,00
46		1 091,00
47		3 000,00

LISTE DES BENEFICIAIRES DE PRETS - EXERCICE 2018

N°	Dossier	Montant mandaté
48		2 000,00
49		3 000,00
50		2 100,00
51		1 500,00
52		3 000,00
53		300,00
54		2 000,00
55		431,00
56		791,00
57		2 100,00
58		1 091,00
59		1 331,00
60		3 000,00
61		3 000,00
62		487,00
63		2 100,00
64		791,00
65		1 800,00
66		3 000,00
67		3 000,00
68		1 091,00
69		1 091,00
70		1 991,00
71		1 091,00
72		3 000,00
73		1 331,00
74		2 100,00
75		3 000,00
76		3 000,00
77		1 091,00
78		3 000,00
79		1 500,00
80		1 091,00
81		1 500,00
82		1 331,00
83		991,00
84		1 500,00
85		1 091,00
86		300,00
87		3 000,00
88		2 100,00
89		1 000,00
90		3 000,00
91		3 000,00
92		2 100,00
93		1 331,00
94		3 000,00

LISTE DES BENEFICIAIRES DE PRETS - EXERCICE 2018

N°	Dossier	Montant mandaté
95		3 000,00
96		1 331,00
97		2 100,00
98		2 100,00
99		1 091,00
100		487,00
101		2 100,00
102		1 991,00
103		2 611,00
104		3 000,00
105		487,00
106		3 000,00
107		1 331,00
108		3 000,00
109		1 500,00
110		1 991,00
111		3 000,00
112		3 000,00
113		300,00
114		3 000,00
115		1 300,00
		227 699,00

IV - ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES - EMPRUNTS GARANTIS

B7.1

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indice ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					108 716 600,27 €	84 252 492,86 €										1 782 898,74 €	4 838 871,44 €	
SDIS..	2014	P		Agence Française de Développement	600 000,00 €	455 437,27 €	11	A	F	Taux fixe à 1.81 %	1,81%	F	Taux fixe à 1.81 %	1,81%	A-1		8 243,41 €	37 790,72 €
le syndicat mixte du transport collectif en site propre.	2012	C		Agence Française de Développement	35 000 000,00 €	24 500 000,00 €	14	A	F	Taux fixe à 2.51 %	2,55%	F	Taux fixe à 2.51 %	2,55%	A-1		623 490,97 €	1 750 000,00 €
le syndicat mixte du transport collectif en site propre.	2013	C		Agence Française de Développement	30 000 000,00 €	22 500 000,00 €	15	A	F	Taux fixe à 2.61 %	2,61%	F	Taux fixe à 2.61 %	2,61%	A-1		587 250,00 €	1 500 000,00 €
le syndicat mixte du transport collectif en site propre.	2014	C		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	19 200 000,00 €	16 000 000,00 €	20	A	F	Taux fixe à 1.35 %	1,50%	F	Taux fixe à 1.35 %	1,35%	A-1		216 000,00 €	800 000,00 €
le syndicat mixte du transport collectif en site propre.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	9 716 600,27 €	8 017 055,59 €	20	A	F	Taux fixe à 1.05 %	1,05%	F	Taux fixe à 1.05 %	1,05%	A-1		124 264,36 €	396 080,72 €
le syndicat mixte du transport collectif en site propre.	2014	C		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14 200 000,00 €	12 780 000,00 €	36	A	F	Taux fixe à 1.75 %	1,75%	F	Taux fixe à 1.75 %	1,75%	A-1		223 650,00 €	355 000,00 €
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					25 559 123,04 €	16 433 034,25 €										470 861,97 €	1 158 798,12 €	
PERRINON INVEST	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 363 085,51 €	688 583,97 €	10	T	F	Taux fixe à 0.3 %	4,45%	F	Taux fixe à 0.3 %	2,94%	A-1		19 348,04 €	60 241,85 €
KERLYS INVEST G1	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 782 438,59 €	3 248 740,44 €	16	A	V	Livret A + 1	2,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		56 852,96 €	182 603,44 €
KERLYS INVEST G1	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 914 281,45 €	5 336 795,59 €	14	A	V	Livret A + 1	1,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		93 393,93 €	339 717,02 €
EARL HORTICOLE PETIT GALION.	2011	P		CREDIT AGRICOLE	159 315,00 €	68 309,93 €	4	M	F	Taux fixe à 6.4 %	6,59%	F	Taux fixe à 6.4 %	6,59%	A-1		3 933,40 €	15 120,83 €
URASS.IMMO	2005	P		CREDIT MUTUEL	2 880 000,00 €	1 121 548,23 €	11	T	F	Taux fixe à 5.1 %	5,20%	F	Taux fixe à 3.37 %	3,41%	A-1		36 748,98 €	83 447,94 €
ADAPEI DE LA MARTINIQUE.	2006	C		SFIL CAFFIL	5 200 000,00 €	3 220 000,00 €	17	A	F	Taux fixe à 3.95 %	3,95%	V	Inflation INSEE hors tabac + 2.85	4,15%	A-2		133 630,00 €	180 000,00 €
ACBEPA.	2006	P		CREDIT MUTUEL	608 700,00 €	123 898,33 €	2	M	F	Taux fixe à 6 %	6,17%	F	Taux fixe à 6 %	6,17%	A-1		5 868,50 €	57 545,44 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux d'intérêt nominal	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ACBEPA.	2006	P	Construction établissement hébergement personnes âgées	CREDIT AGRICOLE	300 000,00 €	91 572,66 €	3	M	F	Taux fixe à 6 %	6,17%	F	Taux fixe à 6 %	6,17%	A-1		4 798,51 €	25 580,34 €
APPAM.	2007	P	ACQ TERRAIN ZAC L'ETANG Z'ABRICOT	CAISSE D'EPARGNE	180 000,00 €	58 209,39 €	4	M	F	Taux fixe à 5.4 %	5,54%	F	Taux fixe à 5.4 %	5,54%	A-1		2 781,72 €	14 752,92 €
Association De Gestion Du Collège Privé Catholique.	2004	P	CONST. BATIMENT SCOLAIRE	CAISSE D'EPARGNE	330 925,00 €	159 145,60 €	7	M	F	Taux fixe à 5.2 %	5,33%	F	Taux fixe à 5.2 %	5,33%	A-1		7 831,30 €	18 816,96 €
Association D'Aide aux personnes Handicapées.	2009	P	REMISE AUX NORMES ESAT BELLEFONTAINE	CAISSE D'EPARGNE	2 438 845,00 €	1 924 148,60 €	17	M	F	Taux fixe à 5.3 %	5,43%	F	Taux fixe à 4.61 %	4,71%	A-1		87 056,72 €	78 579,28 €
ASSOCIATION DE GESTION DU SEMINAIRE- COLLEGE SAINTE-MARIE.	2006	C	FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	SFIL CAFFIL	700 766,25 €	151 832,57 €	3	T	F	Taux fixe à 4.71 %	4,86%	F	Taux fixe à 4.71 %	4,86%	A-1		6 413,26 €	46 717,76 €
ASSOCIATION DE GESTION DU SEMINAIRE- COLLEGE SAINTE-MARIE.	2007	P		SFIL CAFFIL	250 000,00 €	85 709,36 €	4	A	F	Taux fixe à 5.08 %	5,08%	F	Taux fixe à 5.08 %	5,08%	A-1		4 354,04 €	19 861,95 €
ASSOCIATION DE GESTION DU SEMINAIRE- COLLEGE SAINTE-MARIE.	2007	P		SFIL CAFFIL	450 766,25 €	154 539,60 €	4	A	F	Taux fixe à 5.08 %	5,08%	F	Taux fixe à 5.08 %	5,08%	A-1		7 850,61 €	35 812,40 €
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					855 807 222,68 €	475 558 125,46 €											4 150 403,90 €	27 878 750,23 €
SEMAFF	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24 480,05 €	14 371,20 €	15	A	V	Livret A + (-0.59)	1,63%	V	Livret A + (-0.59)	0,16%	A-1		22,68 €	954,33 €
SEMAFF	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	46 969,03 €	27 573,53 €	15	A	V	Livret A + (-0.59)	1,63%	V	Livret A + (-0.59)	0,16%	A-1		43,51 €	1 831,05 €
S/TOTAL SEMAFF																	66,19 €	2 785,38 €
SEMSAMAR	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	320 893,26 €	284 669,61 €	26	A	V	Livret A + (-0.2)	0,80%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 565,68 €	12 064,99 €
SEMSAMAR	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	134 936,78 €	120 834,20 €	26	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		1 631,26 €	4 750,67 €
SEMSAMAR	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 709 986,08 €	1 570 836,00 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		21 206,29 €	47 036,21 €
SEMSAMAR	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	534 348,21 €	486 706,57 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	0,80%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		2 676,89 €	15 941,22 €
SEMSAMAR	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	531 172,44 €	483 813,96 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	0,80%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		2 660,98 €	15 846,47 €
SEMSAMAR	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	968 457,00 €	968 457,00 €	10	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		13 074,17 €	0,00 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	470 064,50 €	450 050,34 €	38	A	V	Livret A + 0.95	1,70%	V	Livret A + 0.95	1,70%	A-1		7 650,86 €	10 107,70 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 207 661,66 €	1 156 357,98 €	38	A	V	Livret A + 1	1,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		20 236,26 €	25 910,14 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	597 705,50 €	577 840,60 €	48	A	V	Livret A + 1	1,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		10 112,21 €	10 012,07 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 230 404,12 €	2 181 844,06 €	37	A	V	Livret A + 1	1,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		38 182,27 €	48 887,87 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	869 904,40 €	855 166,55 €	47	A	V	Livret A + 1	1,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		14 965,42 €	14 817,22 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Encours cité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	539 724,32 €	527 946,51 €	37	A	V	Livret A + 0.95	1,70%	V	Livret A + 0.95	1,70%	A-1		8 975,09 €	11 857,18 €
SEMSAMAR	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 197 238,50 €	2 197 238,50 €	10	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		29 662,72 €	0,00 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	469 495,20 €	453 328,26 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		6 119,93 €	8 141,58 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	616 319,35 €	589 217,04 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		7 954,43 €	13 665,57 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	184 498,15 €	177 054,02 €	48	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		973,80 €	3 717,72 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	137 587,74 €	130 684,49 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		718,77 €	3 448,96 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	673 236,43 €	643 631,23 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		8 689,02 €	14 927,58 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	505 820,00 €	488 402,24 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		6 593,43 €	8 771,49 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	215 587,90 €	204 771,11 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 126,24 €	5 404,22 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	279 375,03 €	268 102,82 €	48	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 474,57 €	5 629,53 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	206 486,65 €	198 155,33 €	48	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 089,86 €	4 160,79 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	167 311,63 €	158 917,03 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		874,05 €	4 194,06 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	523 081,98 €	505 069,80 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		6 818,44 €	9 070,83 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	687 280,36 €	657 057,58 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		8 870,28 €	15 238,98 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	177 126,70 €	175 299,60 €	50	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		0,00 €	0,00 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 203 235,79 €	1 191 840,00 €	40	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		0,00 €	0,00 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 104 311,92 €	1 083 654,00 €	40	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 826,99 €	3 755,40 €	50	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €
S/TOTAL SEMSAMAR																	223 902,88 €	313 603,00 €
SA D'HLM OZANAM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 724 967,04 €	1 620 060,02 €	20	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		999,17 €	94 733,03 €
SA D'HLM OZANAM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	722 513,14 €	413 218,28 €	20	A	V	Livret A + (-0.75)	0,66%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	24 288,62 €
SA D'HLM OZANAM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	580 789,98 €	343 560,89 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		206,14 €	20 095,20 €
SA D'HLM OZANAM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 408 807,88 €	833 367,17 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		500,02 €	48 744,28 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	746 519,18 €	467 978,44 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		288,62 €	26 381,99 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	34 570,31 €	21 671,47 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		13,37 €	1 221,71 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	406 262,99 €	274 884,18 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		5 360,24 €	13 608,18 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	647 549,27 €	438 142,42 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		8 543,78 €	21 690,29 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 829 171,13 €	1 237 647,10 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		24 134,12 €	61 269,88 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	129 815,52 €	80 603,42 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		49,71 €	4 543,97 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice				
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			En intérêts (8)	En capital			
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	87 164,79 €	54 121,26 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		33,38 €	3 051,05 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	141 357,90 €	87 770,18 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		54,13 €	4 947,99 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	433 738,98 €	269 311,75 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		166,10 €	15 182,28 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	402 981,94 €	250 214,48 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		154,32 €	14 105,68 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	799 375,24 €	496 338,02 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		306,11 €	27 980,74 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	664 147,50 €	440 068,10 €	21	A	V	Livret A + 0.7	2,95%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1		6 380,99 €	22 562,44 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 960 119,43 €	2 679 481,57 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		52 249,89 €	132 648,08 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 413 434,97 €	1 632 969,58 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		31 842,91 €	80 840,37 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	449 539,30 €	297 867,43 €	21	A	V	Livret A + 0.7	2,95%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1		4 319,08 €	15 271,77 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 600 784,43 €	1 759 733,29 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		34 314,80 €	87 115,82 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 763 395,70 €	1 193 142,37 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		23 266,28 €	59 066,67 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	207 849,64 €	137 722,40 €	21	A	V	Livret A + 0.7	2,95%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1		1 996,97 €	7 061,08 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	909 970,59 €	615 701,00 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		12 006,17 €	30 480,36 €
SA D'HLM OZANAM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	818 991,59 €	72 760,09 €	1	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		1 418,82 €	72 760,09 €
SA D'HLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	348 504,10 €	61 049,67 €	1	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		1 190,47 €	30 457,32 €
SA D'HLM OZANAM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 208 183,60 €	922 169,45 €	23	A	V	Livret A + 1.2	3,95%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		17 982,31 €	38 314,35 €
SA D'HLM OZANAM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 750 088,70 €	1 323 697,24 €	23	A	V	Livret A + 1.15	3,90%	V	Livret A + 1.15	1,90%	A-1		25 150,25 €	44 044,79 €
SA D'HLM OZANAM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 792 551,10 €	1 332 861,90 €	23	A	V	Livret A + 0.7	3,45%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1		19 326,50 €	46 829,67 €
SA D'HLM OZANAM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	789 238,98 €	596 844,26 €	24	A	V	Livret A + 1.15	4,15%	V	Livret A + 1.15	1,90%	A-1		11 340,04 €	19 859,43 €
SA D'HLM OZANAM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	304 666,05 €	226 496,19 €	24	A	V	Livret A + 0.7	3,70%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1		3 284,19 €	7 957,87 €
SA D'HLM OZANAM	2006	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	236 413,00 €	53 910,51 €	3	A	V	Livret A + 1	3,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		943,43 €	17 929,03 €
SA D'HLM OZANAM	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	943 460,20 €	723 588,34 €	25	A	V	Livret A + 1	5,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		12 662,80 €	23 320,90 €
SA D'HLM OZANAM	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	74 310,27 €	55 998,12 €	25	A	V	Livret A + 0.5	4,50%	V	Livret A + 0.5	1,25%	A-1		699,98 €	1 921,99 €
SA D'HLM OZANAM	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 262 862,14 €	1 729 380,98 €	31	A	V	Livret A + 0.8	2,05%	V	Livret A + 0.8	1,55%	A-1		26 805,41 €	43 876,10 €
SA D'HLM OZANAM	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	878 153,14 €	651 944,30 €	31	A	V	Livret A + (-0.2)	1,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		3 585,69 €	19 346,18 €
SA D'HLM OZANAM	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 635 400,00 €	1 072 315,53 €	14	A	V	Livret A + 0.8	3,80%	V	Livret A + 0.8	1,55%	A-1		16 620,89 €	76 419,01 €
SA D'HLM OZANAM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	514 832,91 €	399 755,20 €	32	A	V	Livret A + 0.6	2,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		5 396,70 €	17 644,07 €
SA D'HLM OZANAM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 462 687,19 €	2 688 692,13 €	32	A	V	Livret A + 0.6	2,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		36 297,35 €	118 671,29 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Modalité de remboursement	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA D'HLM OZANAM	1987	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	133 840,57 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	23 290,95 €
SA D'HLM OZANAM	1988	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	497 947,27 €	134 196,17 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	20 188,77 €
SA D'HLM OZANAM	1988	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	149 090,56 €	39 505,14 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	5 943,24 €
SA D'HLM OZANAM	1988	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	989 640,04 €	262 228,95 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	39 450,31 €
SA D'HLM OZANAM	1988	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	246 629,09 €	65 350,32 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	9 831,44 €
SA D'HLM OZANAM	1988	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	153 501,14 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	23 093,06 €
SA D'HLM OZANAM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 717 473,62 €	2 110 051,97 €	32	A	V	Livret A + 0.6	2,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		28 485,70 €	93 131,75 €
SA D'HLM OZANAM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 900 319,55 €	1 586 256,35 €	32	A	V	Livret A + 0.6	2,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		21 414,46 €	38 472,01 €
SA D'HLM OZANAM	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	56 917,00 €	49 081,04 €	31	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		662,60 €	1 373,42 €
SA D'HLM OZANAM	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	76 291,00 €	64 094,62 €	31	A	V	Livret A + (-0.2)	1,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		352,52 €	2 004,42 €
SA D'HLM OZANAM	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	209 382,00 €	180 555,63 €	31	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		2 437,50 €	5 052,44 €
SA D'HLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 367 970,09 €	1 223 848,49 €	33	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		16 521,96 €	32 054,87 €
SA D'HLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	627 111,03 €	550 216,93 €	33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		3 026,20 €	16 205,10 €
SA D'HLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 864 433,88 €	1 668 007,66 €	33	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		22 518,10 €	43 688,23 €
SA D'HLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	704 077,07 €	617 745,68 €	33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		3 397,60 €	18 193,97 €
SA D'HLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	405 572,18 €	362 843,38 €	33	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		4 898,38 €	9 503,54 €
SA D'HLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	284 254,36 €	249 400,11 €	33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 371,70 €	7 345,38 €
SA D'HLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 633 709,60 €	2 333 215,48 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		31 498,41 €	54 529,59 €
SA D'HLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 162 135,10 €	1 009 597,52 €	34	A	V	Livret A + (-0.2)	2,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		5 552,79 €	27 085,48 €
SA D'HLM OZANAM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	206 914,40 €	176 671,53 €	33	A	V	Livret A + 0.6	2,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		2 385,07 €	4 284,87 €
SA D'HLM OZANAM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	78 941,80 €	67 403,57 €	33	A	V	Livret A + 0.6	2,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		909,95 €	1 634,76 €
SA D'HLM OZANAM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	188 860,70 €	157 963,91 €	33	A	V	Livret A + (-0.2)	1,80%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		868,80 €	4 378,63 €
SA D'HLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	126 689,28 €	111 960,98 €	35	A	V	Livret A + 0.6	2,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		1 511,48 €	2 523,59 €
SA D'HLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	538 214,75 €	475 644,44 €	35	A	V	Livret A + 0.6	2,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		6 421,20 €	10 720,99 €
SA D'HLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	463 101,08 €	403 284,61 €	35	A	V	Livret A + (-0.2)	1,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		2 218,07 €	10 480,50 €
SA D'HLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 568 675,24 €	3 122 984,05 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		42 160,29 €	70 391,85 €
SA D'HLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 057 677,54 €	1 800 694,57 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		24 309,38 €	40 587,53 €
SA D'HLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	684 409,04 €	590 138,22 €	35	A	V	Livret A + (-0.2)	1,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		3 245,76 €	15 336,43 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Décembre 2018 -

566

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaies ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	280 066,79 €	250 803,87 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		3 385,85 €	7 682,45 €
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	297 714,14 €	266 607,32 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		3 599,20 €	8 166,52 €
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 045 312,74 €	1 831 607,21 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		24 726,70 €	56 104,45 €
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	813 605,05 €	720 357,40 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	1,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		3 961,97 €	24 108,39 €
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 773 092,44 €	2 483 344,47 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		33 525,15 €	76 067,99 €
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 360 491,87 €	1 204 565,26 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	1,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		6 625,11 €	40 313,50 €
SA D'HLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 345 726,50 €	1 148 313,74 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		15 502,24 €	26 837,24 €
SA D'HLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	824 585,50 €	703 622,06 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		9 498,90 €	16 444,35 €
SA D'HLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	400 905,20 €	336 279,20 €	34	A	V	Livret A + (-0.2)	2,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 849,54 €	9 021,70 €
SA D'HLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	262 942,80 €	224 370,13 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		3 029,00 €	5 243,75 €
SA D'HLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	271 874,50 €	231 991,59 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		3 131,89 €	5 421,88 €
SA D'HLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 804 841,40 €	1 582 212,32 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		21 359,87 €	35 662,96 €
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	529 540,28 €	474 731,09 €	36	A	V	Livret A + 1.07	2,07%	V	Livret A + 1.07	1,82%	A-1		8 640,11 €	13 824,04 €
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	173 670,78 €	155 560,60 €	36	A	V	Livret A + 1	2,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		2 722,31 €	4 563,81 €
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 274 699,00 €	1 014 857,55 €	16	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		13 700,58 €	65 004,60 €
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	671 481,96 €	598 369,82 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		8 078,00 €	18 328,83 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 936 752,71 €	1 764 074,92 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	0,80%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		9 702,41 €	57 779,16 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 357 753,07 €	1 247 265,95 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		16 838,09 €	37 347,42 €
SA D'HLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	420 499,20 €	368 630,18 €	35	A	V	Livret A + 0.6	2,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		4 976,51 €	8 308,90 €
SA D'HLM OZANAM	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	868 959,40 €	102 742,21 €	4	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		1 232,90 €	25 227,79 €
SA D'HLM OZANAM	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	401 532,42 €	58 994,64 €	5	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		707,94 €	11 519,14 €
SA D'HLM OZANAM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	213 626,81 €	37 107,52 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		445,29 €	6 001,62 €
SA D'HLM OZANAM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	225 737,36 €	39 211,14 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		470,53 €	6 341,86 €
SA D'HLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20 544,03 €	4 176,30 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		50,12 €	575,47 €
SA D'HLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14 488,75 €	2 918,89 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		35,03 €	402,22 €
SA D'HLM OZANAM	1981	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	54 982,26 €	6 667,31 €	3	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		198,68 €	2 157,50 €
SA D'HLM OZANAM	1981	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 099 161,99 €	257 083,99 €	3	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		7 661,10 €	83 190,96 €
SA D'HLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	122 706,22 €	19 749,94 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		588,55 €	4 722,20 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Caractéristique des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	57 637,93 €	11 430,95 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		340,64 €	2 153,94 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	47 551,90 €	9 337,67 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		278,26 €	1 759,50 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	53 918,17 €	10 587,76 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		315,51 €	1 995,07 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	51 600,94 €	10 132,78 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		301,96 €	1 909,32 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	119 398,07 €	23 679,49 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		705,65 €	4 461,91 €
SA D'HLM OZANAM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	182 862,60 €	49 345,54 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		1 470,50 €	6 443,81 €
SA D'HLM OZANAM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	67 949,58 €	18 336,21 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		546,42 €	2 394,44 €
SA D'HLM OZANAM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	172 273,49 €	46 488,06 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		1 385,34 €	6 070,67 €
SA D'HLM OZANAM	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	112 763,49 €	13 332,67 €	3	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		159,99 €	3 273,77 €
SA D'HLM OZANAM	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 097 632,92 €	129 779,57 €	3	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		1 557,36 €	31 866,68 €
SA D'HLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	105 363,61 €	24 335,08 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		292,02 €	2 916,41 €
SA D'HLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	609 796,07 €	140 840,05 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		1 690,08 €	16 878,83 €
SA D'HLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	613 924,39 €	84 683,11 €	2	A	F	Taux fixe à 3,6 %	3,60%	F	Taux fixe à 3,6 %	3,60%	A-1		3 048,59 €	27 235,47 €
SA D'HLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	205 585,12 €	47 482,49 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		569,79 €	5 690,48 €
SA D'HLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	88 883,88 €	20 528,86 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		246,35 €	2 460,26 €
SA D'HLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	212 145,01 €	48 997,55 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		587,97 €	5 872,06 €
SA D'HLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	260 642,08 €	59 659,57 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		715,91 €	7 149,85 €
SA D'HLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	54 131,60 €	12 390,48 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		148,69 €	1 484,92 €
SA D'HLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 314 534,34 €	765 533,55 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		9 186,40 €	91 744,54 €
SA D'HLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 537 202,90 €	625 849,85 €	2	A	F	Taux fixe à 3,6 %	3,60%	F	Taux fixe à 3,6 %	3,60%	A-1		22 530,59 €	201 283,49 €
SA D'HLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	803 631,95 €	129 347,47 €	3	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		3 854,56 €	30 926,76 €
SA D'HLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	133 298,37 €	21 243,40 €	3	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		633,05 €	5 079,25 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	48 911,74 €	7 872,52 €	3	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		234,60 €	1 882,31 €
SA D'HLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28 014,03 €	4 464,50 €	3	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		133,04 €	1 067,46 €
SA D'HLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	63 516,36 €	10 122,36 €	3	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		301,64 €	2 420,26 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11 140,97 €	2 209,50 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		65,84 €	416,34 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	9 604,29 €	1 904,78 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		56,76 €	358,91 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 097,96 €	1 209,38 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		36,04 €	227,88 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indice de devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			En intérêts (8)	En capital
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	408 160,90 €	80 150,02 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2 388,47 €	15 102,64 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	189 244,11 €	37 531,55 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	1 118,44 €	7 072,07 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	294 055,86 €	58 318,26 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	1 737,89 €	10 988,89 €
SA D'HLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28 291,49 €	6 572,06 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	195,85 €	1 016,54 €
SA D'HLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	40 932,56 €	9 603,28 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	286,18 €	1 485,39 €
SA D'HLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30 184,91 €	7 011,93 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	208,96 €	1 084,57 €
SA D'HLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	100 744,41 €	23 635,85 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	704,35 €	3 655,88 €
SA D'HLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28 337,23 €	6 582,76 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	196,16 €	1 018,18 €
SA D'HLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	47 115,89 €	11 053,92 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	329,41 €	1 709,78 €
SA D'HLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	42 758,90 €	9 932,83 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	296,00 €	1 536,37 €
SA D'HLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	53 137,63 €	12 466,81 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	371,51 €	1 928,29 €
SA D'HLM OZANAM	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11 500,75 €	3 462,52 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	103,18 €	389,66 €
SA D'HLM OZANAM	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	128 337,68 €	38 638,90 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	1 151,44 €	4 348,27 €
SA D'HLM OZANAM	1976	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	128 057,17 €	11 423,16 €	2	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	137,08 €	3 762,40 €
SA D'HLM OZANAM	1976	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	686 020,58 €	61 195,53 €	2	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	734,35 €	20 155,68 €
SA D'HLM OZANAM	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	849 897,17 €	124 870,15 €	4	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1 498,44 €	24 381,79 €
SA D'HLM OZANAM	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	880 685,78 €	104 128,60 €	3	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1 249,54 €	25 568,24 €
SA D'HLM OZANAM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	823 224,70 €	144 287,84 €	5	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1 731,46 €	23 336,57 €
SA D'HLM OZANAM	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	176 051,94 €	25 866,22 €	4	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	310,40 €	5 050,57 €
SA D'HLM OZANAM	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 695 101,96 €	249 050,79 €	4	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	2 988,61 €	48 628,97 €
SA D'HLM OZANAM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	417 100,51 €	73 105,82 €	5	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	877,27 €	11 823,86 €
SA D'HLM OZANAM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 085 839,47 €	190 316,75 €	5	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	2 283,80 €	30 781,12 €
SA D'HLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	187 176,90 €	37 709,28 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	452,51 €	5 196,18 €
SA D'HLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	479 680,83 €	97 511,06 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1 170,13 €	13 436,63 €
SA D'HLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	207 385,54 €	42 158,00 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	505,90 €	5 809,20 €
SA D'HLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	35 599,90 €	7 172,06 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	86,06 €	988,28 €
SA D'HLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	51 241,93 €	10 323,34 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	123,88 €	1 422,52 €
SA D'HLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	51 825,04 €	10 535,16 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	126,42 €	1 451,70 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	ancienneté des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA D'HLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	118 093,11 €	24 006,32 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		288,08 €	3 307,98 €
SA D'HLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	175 264,54 €	35 628,35 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		427,54 €	4 909,44 €
SA D'HLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31 197,17 €	6 285,09 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		75,42 €	866,06 €
SA D'HLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	157 720,70 €	32 062,00 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		384,74 €	4 418,01 €
SA D'HLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	37 813,46 €	6 086,21 €	3	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		181,37 €	1 455,20 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10 683,63 €	2 097,94 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		62,52 €	395,31 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	380 738,37 €	75 509,42 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		2 250,18 €	14 228,23 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	53 412,04 €	10 488,44 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		312,56 €	1 976,34 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 220,51 €	2 988,77 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		89,06 €	563,19 €
SA D'HLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 078 660,64 €	412 247,42 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		12 284,97 €	77 679,75 €
SA D'HLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	226 740,47 €	53 196,04 €	5	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		1 585,24 €	8 228,11 €
SA D'HLM OZANAM	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	251 101,82 €	92 798,42 €	9	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		2 765,39 €	8 102,31 €
SA D'HLM OZANAM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	304 898,04 €	14 517,52 €	1	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,60%	F	Taux fixe à 3.6 %	3,60%	A-1		522,68 €	14 517,52 €
SA D'HLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 314 927,65 €	267 302,59 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		3 207,63 €	36 833,26 €
SA D'HLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	41 600,29 €	9 608,06 €	8	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		115,30 €	1 151,48 €
SA D'HLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	648 426,65 €	104 366,55 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		3 110,12 €	24 953,89 €
SA D'HLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	70 022,88 €	11 270,46 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		335,86 €	2 694,74 €
SA D'HLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	736 328,75 €	118 514,77 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		3 531,74 €	28 336,69 €
SA D'HLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	133 069,70 €	31 219,75 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		930,35 €	4 828,93 €
SA D'HLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 105 865,17 €	177 992,98 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		5 304,19 €	42 557,83 €
SA D'HLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	146 680,35 €	34 412,96 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		1 025,51 €	5 322,84 €
SA D'HLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	92 681,38 €	14 917,37 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		444,54 €	3 566,73 €
SA D'HLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31 843,55 €	5 125,37 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		152,74 €	1 225,46 €
SA D'HLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 662 907,78 €	390 138,45 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		11 626,12 €	60 344,72 €
SA D'HLM OZANAM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 218 456,39 €	598 651,84 €	7	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		17 839,82 €	78 175,19 €
SA D'HLM OZANAM	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	68 204,52 €	9 570,02 €	3	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		285,19 €	3 096,80 €
SA D'HLM OZANAM	1990	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	188 926,02 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 486,31 €
SA D'HLM OZANAM	1990	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	724 132,83 €	236 157,53 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	28 107,89 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Modalité de remboursement	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA D'HLM OZANAM	1990	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	462 758,99 €	150 917,09 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	17 962,42 €
SA D'HLM OZANAM	1990	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	426 857,25 €	139 208,65 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	16 568,86 €
SA D'HLM OZANAM	1990	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	188 926,02 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 486,31 €
SA D'HLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	583 338,24 €	174 414,59 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	23 156,17 €
SA D'HLM OZANAM	1990	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	190 900,97 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 721,38 €
SA D'HLM OZANAM	1988	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	960 428,81 €	253 792,41 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	38 181,10 €
SA D'HLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	176 464,28 €	52 230,02 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	6 934,34 €
SA D'HLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	365 393,77 €	110 292,98 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	14 643,06 €
SA D'HLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	244 402,30 €	72 338,35 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	9 604,01 €
SA D'HLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	457 347,05 €	135 365,86 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	17 971,86 €
SA D'HLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	586 069,21 €	173 465,13 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	23 030,11 €
SA D'HLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	545 318,86 €	161 394,43 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	21 427,54 €
SA D'HLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	171 926,03 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 825,78 €
SA D'HLM OZANAM	1988	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	487 836,86 €	128 910,43 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	19 393,57 €
SA D'HLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	121 959,21 €	36 194,96 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	4 805,43 €
SA D'HLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	960 428,81 €	287 151,86 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	38 123,75 €
SA D'HLM OZANAM	1990	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	213 428,62 €	71 705,22 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	8 534,48 €
SA D'HLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	206 220,26 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 278,42 €
SA D'HLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	724 132,83 €	257 775,32 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	27 848,03 €
SA D'HLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 156 143,20 €	382 980,63 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	41 374,23 €
SA D'HLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	205 648,32 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	22 216,62 €
SA D'HLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	724 132,83 €	257 060,41 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	27 770,78 €
SA D'HLM OZANAM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	55 302,40 €	15 167,92 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	2 277,40 €
SA D'HLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	182 938,82 €	64 909,06 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	7 012,26 €
SA D'HLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	152 449,02 €	54 090,90 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	5 843,55 €
SA D'HLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	83 288,69 €	29 551,91 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	3 192,56 €
SA D'HLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	188 367,10 €	66 835,10 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	7 220,32 €
SA D'HLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 107 987,90 €	436 346,51 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	43 218,03 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			En intérêts (8)	En capital
SA D'HLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	741 217,03 €	291 905,24 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	28 911,82 €
SA D'HLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	369 586,00 €	144 129,90 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	14 275,38 €
SA D'HLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	474 836,98 €	183 425,09 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	18 167,38 €
SA D'HLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 767 026,83 €	682 585,96 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	67 606,87 €
SA D'HLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	246 967,41 €	95 401,21 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	9 449,03 €
SA D'HLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	220 055,00 €	84 140,47 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	8 333,72 €
SA D'HLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	381 122,55 €	145 726,43 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	14 433,50 €
SA D'HLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	121 113,28 €	46 309,00 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	- 0,00 €
SA D'HLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 158 612,53 €	443 008,34 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	43 877,86 €
SA D'HLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 292 074,79 €	494 039,11 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	48 932,19 €
SA D'HLM OZANAM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 400,60 €	2 200,18 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	261,19 €
SA D'HLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 043 660,81 €	430 559,79 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	39 422,16 €
SA D'HLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	548 816,46 €	226 412,93 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	20 730,42 €
SA D'HLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	686 020,58 €	283 016,17 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	25 913,03 €
SA D'HLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	839 350,43 €	346 272,03 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	31 704,75 €
SA D'HLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 475 259,08 €	608 614,63 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	55 724,90 €
SA D'HLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 829 388,20 €	754 709,76 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	69 101,41 €
SA D'HLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	426 857,25 €	106 584,52 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	9 758,90 €
SA D'HLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	327 523,18 €	134 118,03 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	12 279,87 €
SA D'HLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	868 959,40 €	358 487,14 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	32 823,17 €
SA D'HLM OZANAM	1987	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	907 071,66 €	210 138,52 €	5	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	36 568,33 €
SA D'HLM OZANAM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 147,49 €	5 085,62 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	603,72 €
SA D'HLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	686 020,58 €	280 133,67 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	25 649,10 €
SA D'HLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 013 785,96 €	413 975,32 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	- 0,00 €
SA D'HLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	823 224,70 €	336 160,40 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	30 778,91 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	457 347,05 €	201 971,19 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	17 214,14 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	234 044,15 €	104 375,67 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	8 896,01 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	877 924,77 €	384 040,00 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	32 731,99 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux Initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaies ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 013 785,96 €	443 471,20 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	37 797,35 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	914 694,10 €	266 597,53 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 722,29 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 697 255,43 €	742 448,56 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	63 279,40 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	594 551,17 €	260 080,86 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 166,87 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	823 224,70 €	360 111,96 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	30 692,59 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	228 673,52 €	100 031,11 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	8 525,72 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	848 046,11 €	320 352,89 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	27 303,89 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	910 091,82 €	394 051,56 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	33 585,26 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	386 987,23 €	167 557,73 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	14 281,06 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	450 853,56 €	195 210,58 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	16 637,91 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	603 343,67 €	261 235,74 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 265,29 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	221 199,26 €	95 774,85 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	8 162,96 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	868 959,40 €	376 242,04 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	32 067,34 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	225 586,61 €	83 514,60 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	7 117,98 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	365 877,64 €	158 417,70 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	13 502,06 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	834 395,58 €	162 403,77 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	13 841,78 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	393 823,50 €	170 517,70 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	14 533,34 €
SA D'HLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	914 694,10 €	395 588,06 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	33 716,25 €
SA D'HLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	823 224,70 €	379 511,89 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	30 288,43 €
SA D'HLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	914 694,10 €	421 679,87 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	33 653,81 €
SA D'HLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 829 388,20 €	843 359,75 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	67 307,62 €
SA D'HLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	860 276,30 €	396 592,91 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	31 651,64 €
SA D'HLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	544 433,80 €	250 987,49 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	20 031,04 €
SA D'HLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 204,09 €	264 290,72 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	21 092,72 €
SA D'HLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	699 063,58 €	318 982,58 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	25 457,66 €
SA D'HLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	753 356,79 €	343 755,70 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	27 434,77 €
SA D'HLM OZANAM	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10 074,90 €	3 936,26 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	388,60 €
SA D'HLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	157 259,24 €	71 757,18 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	5 726,86 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indice ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			En intérêts (8)	En capital
SA D'HLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	823 224,70 €	375 636,33 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	29 979,12 €
SA D'HLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	914 694,10 €	417 373,70 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	33 310,16 €
SA D'HLM OZANAM	1996	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	426 857,25 €	210 592,72 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	15 818,33 €
SA D'HLM OZANAM	1996	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	762 245,09 €	376 058,44 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	28 247,02 €
SA D'HLM OZANAM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	95 918,18 €	40 458,86 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	2,05%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	3 691,26 €
SA D'HLM OZANAM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	413 232,50 €	128 762,75 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	2,05%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	11 747,65 €
SA D'HLM OZANAM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 829 388,20 €	771 646,93 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	2,05%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	70 401,08 €
SA D'HLM OZANAM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 576 134,29 €	664 822,91 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	2,05%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	60 655,00 €
SA D'HLM OZANAM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 134 286,24 €	893 750,03 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	2,05%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	81 541,13 €
SA D'HLM OZANAM	1998	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 569 924,64 €	1 005 512,92 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	1,51%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	91 672,27 €
SA D'HLM OZANAM	1998	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 440 112,73 €	954 722,50 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	1,51%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	87 041,72 €
SA D'HLM OZANAM	1998	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 335 487,83 €	913 786,80 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	1,51%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	83 309,62 €
SA D'HLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 393 207,33 €	1 013 431,24 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	1,51%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	85 974,74 €
SA D'HLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 141,48 €	6 365,51 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	1,51%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	540,00 €
SA D'HLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	411 271,70 €	172 899,37 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	1,51%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	14 667,96 €
SA D'HLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 328 355,59 €	1 399 246,79 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	1,51%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	118 705,52 €
SA D'HLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	122 455,16 €	51 480,37 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	1,51%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	4 367,36 €
SA D'HLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 868 108,82 €	785 356,37 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	1,51%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	66 625,91 €
SA D'HLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 263 423,74 €	1 664 413,72 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,91%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	149 437,69 €
SA D'HLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 902 047,37 €	734 454,23 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,18%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	65 942,25 €
SA D'HLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	719 554,55 €	277 847,91 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,18%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	24 946,27 €
SA D'HLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 974 818,98 €	1 148 692,93 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,18%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	103 134,23 €
SA D'HLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 317 232,86 €	1 280 912,22 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,18%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	115 005,40 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	310 885,00 €	291 036,93 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	3 929,00 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	567 229,00 €	525 854,42 €	37	A	V	Livret A + (-0.2)	0,80%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	2 892,20 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	531 572,75 €	499 201,31 €	37	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	9 285,15 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	182 475,72 €	171 236,44 €	37	A	V	Livret A + 1.04	1,79%	V	Livret A + 1.04	1,79%	3 065,13 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	533 719,17 €	498 415,09 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	6 728,61 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice				
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			En intérêts (8)	En capital			
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	266 698,50 €	244 911,73 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		3 306,31 €	6 026,30 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	321 160,00 €	300 655,94 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		4 058,85 €	7 179,54 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	486 328,50 €	450 854,94 €	37	A	V	Livret A + (-0.2)	0,80%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		2 479,70 €	12 215,43 €
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	115 388,80 €	91 728,10 €	11	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		1 238,33 €	8 008,85 €
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	259 467,00 €	237 101,27 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		3 200,87 €	5 834,11 €
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	174 243,60 €	157 157,41 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	0,80%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		864,37 €	4 374,61 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 210 614,00 €	2 069 480,06 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		27 937,98 €	49 418,26 €
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 698 851,40 €	1 532 263,35 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	0,80%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		8 427,45 €	42 651,84 €
SA D'HLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 113 118,20 €	1 017 168,77 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		13 731,78 €	25 028,46 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	931 393,20 €	863 455,91 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	0,80%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		4 749,01 €	23 394,40 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 897 811,60 €	1 776 648,14 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		23 984,75 €	42 425,56 €
SA D'HLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	382 698,70 €	366 967,51 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		4 954,06 €	7 977,23 €
SA D'HLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	141 958,07 €	135 209,86 €	37	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		743,66 €	3 386,54 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	324 965,00 €	304 833,23 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		4 115,25 €	6 838,22 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 054 094,50 €	2 054 094,50 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		8 245,08 €	34 007,07 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 438 803,39 €	4 438 803,39 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		59 923,84 €	84 421,32 €
SA D'HLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	174 154,40 €	170 842,17 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		2 306,37 €	3 356,95 €
SA D'HLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	67 362,00 €	65 851,80 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		362,18 €	1 518,51 €
SA D'HLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 202 412,20 €	2 202 412,20 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		29 732,56 €	41 887,54 €
SA D'HLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	555 545,27 €	555 545,27 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		10 333,14 €	9 479,92 €
SA D'HLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	910 612,53 €	910 612,53 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		5 008,37 €	20 415,17 €
SA D'HLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	184 061,83 €	184 061,83 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		3 423,55 €	3 140,86 €
SA D'HLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	352 000,00 €	325 426,83 €	22	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		1 627,14 €	13 386,32 €
SA D'HLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	366 122,20 €	366 122,20 €	21	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		4 942,65 €	14 404,01 €
SA D'HLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	480 000,00 €	443 763,85 €	22	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		2 218,82 €	18 254,07 €
SA D'HLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	402 734,42 €	402 734,42 €	21	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		5 436,92 €	15 844,41 €
SA D'HLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	893 165,50 €	825 738,68 €	22	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		4 128,70 €	33 966,47 €
SA D'HLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 148 266,26 €	1 148 266,26 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		15 501,59 €	21 838,80 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux Initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA D'HLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	401 358,71 €	401 358,71 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		2 207,47 €	8 998,13 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 323 471,79 €	1 323 471,79 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		53 709,29 €	21 911,07 €
SA D'HLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	239 456,47 €	239 456,47 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 317,01 €	5 368,42 €
SA D'HLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	152 607,70 €	149 186,37 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		820,53 €	3 440,15 €
SA D'HLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	126 674,10 €	123 834,17 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		681,09 €	2 855,55 €
SA D'HLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	211 639,09 €	211 639,09 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 164,02 €	4 744,77 €
SA D'HLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	246 396,83 €	102 183,01 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,18%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	8 626,26 €
SA D'HLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	106 670,16 €	44 557,49 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,91%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	3 761,55 €
SA D'HLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 804 196,72 €	753 636,02 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,91%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	63 621,69 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	149 664,81 €	71 782,67 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		31,75 €	5 537,02 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	145 454,46 €	66 881,88 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	5 174,81 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	567 630,68 €	274 865,29 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		121,55 €	21 201,97 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 883 879,98 €	912 236,09 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		403,42 €	70 366,10 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	685 812,55 €	332 092,78 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		146,86 €	25 616,26 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	595 300,45 €	285 519,77 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		126,27 €	22 023,81 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	47 322,57 €	22 697,00 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		10,04 €	1 750,75 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	245 616,64 €	111 857,53 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	8 654,68 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	41 577,71 €	19 941,62 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		8,82 €	1 538,22 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	594 425,76 €	270 710,47 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	20 945,51 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	187 737,25 €	90 043,09 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		39,82 €	6 945,55 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	108 753,74 €	52 160,80 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		23,07 €	4 023,46 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	353 587,45 €	169 588,67 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		75,00 €	13 081,36 €
SA D'HLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 383 662,05 €	1 218 352,45 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		538,80 €	89 005,46 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	19 079,74 €	9 084,96 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		3,63 €	701,15 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	370 536,96 €	176 433,93 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		70,57 €	13 616,26 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	567 572,88 €	268 908,39 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		107,56 €	20 752,96 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 431 155,78 €	1 625 635,41 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		650,25 €	125 458,09 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 468 657,55 €	1 643 403,25 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		657,36 €	126 829,31 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée rési- duelle	Taux initial	Taux Initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaies ou devises pouvant modifier l'em- prunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	463 535,34 €	209 309,58 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	16 194,77 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	440 503,50 €	198 909,54 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	15 390,12 €
SA D'HLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 862 042,10 €	935 867,46 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		374,35 €	68 405,45 €
SA D'HLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	605 591,91 €	290 137,58 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	21 264,27 €
SA D'HLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 587 209,23 €	797 735,72 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		319,09 €	58 308,94 €
SA D'HLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	551 484,17 €	264 214,69 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	19 364,39 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 394 179,48 €	629 542,34 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	48 709,15 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	192 085,76 €	91 007,67 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		36,40 €	7 023,46 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	310 367,05 €	147 047,74 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		58,82 €	11 348,37 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	193 135,83 €	91 505,17 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		36,60 €	7 061,89 €
SA D'HLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	72 234,81 €	34 223,89 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		13,69 €	2 641,19 €
SA D'HLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 125 165,76 €	1 698 211,29 €	15	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		1 843,18 €	117 355,38 €
SA D'HLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	816 971,66 €	418 505,42 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,42%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	29 130,62 €
SA D'HLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 513 263,82 €	1 355 836,72 €	16	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		1 491,42 €	93 677,03 €
SA D'HLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	53 407,79 €	15 565,22 €	5	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		319,09 €	2 988,00 €
SA D'HLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	71 971,28 €	27 033,56 €	7	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		554,19 €	3 630,85 €
SA D'HLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 724,55 €	6 683,74 €	7	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		137,02 €	777,35 €
SA D'HLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	56 155,26 €	23 868,85 €	7	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		489,31 €	2 776,05 €
SA D'HLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29 720,30 €	5 903,95 €	2	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		121,03 €	1 928,19 €
SA D'HLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	19 004,52 €	8 077,90 €	7	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		165,60 €	939,49 €
SA D'HLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	9 143,06 €	3 886,27 €	7	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		79,67 €	451,99 €
SA D'HLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	706 355,00 €	51 833,23 €	0	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		1 062,58 €	51 833,23 €
SA D'HLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 966,04 €	6 001,81 €	6	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		123,04 €	806,10 €
SA D'HLM OZANAM	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	364 222,18 €	194 084,96 €	16	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		119,70 €	13 468,89 €
S/TOTAL SA D'HLM OZANAM																	1 319 340,91 €	9 136 144,98 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CREDIT AGRICOLE	1 546 608,00 €	1 481 260,75 €	36	A	V	Livret A + 1.11	2,11%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		27 551,45 €	23 040,08 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CREDIT AGRICOLE	1 071 966,00 €	1 101 817,29 €	46	A	V	Livret A + 1.11	2,11%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		20 493,80 €	11 403,12 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CREDIT AGRICOLE	750 718,00 €	771 623,39 €	46	A	V	Livret A + 1.61	2,65%	V	Livret A + 1.61	2,39%	A-1		18 463,23 €	7 985,82 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux Initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.I.M.A.R.	2015	P		CREDIT AGRICOLE	792 938,00 €	759 434,80 €	36	A	V	Livret A + 1.11	2,11%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		14 125,49 €	11 812,53 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	5 688 714,71 €	3 214 947,46 €	20	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		1 928,97 €	195 486,52 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	916 081,12 €	497 894,43 €	20	A	V	Livret A + (-0.75)	0,66%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	30 418,83 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 185 880,49 €	678 226,42 €	20	A	V	Livret A + (-0.75)	0,66%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	39 865,57 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 480 293,64 €	2 650 275,91 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		1 590,17 €	155 016,68 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 532 238,73 €	874 923,93 €	21	A	V	Livret A + (-0.75)	0,66%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	51 427,27 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	475 270,97 €	281 142,11 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		168,69 €	16 444,19 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	193 026,17 €	110 219,92 €	21	A	V	Livret A + (-0.75)	0,66%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	6 478,63 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 140 422,43 €	674 606,25 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		404,76 €	39 458,29 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 049 665,88 €	1 804 001,40 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		1 082,40 €	105 517,45 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	817 826,95 €	466 987,53 €	21	A	V	Livret A + (-0.75)	0,66%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	27 449,12 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	449 093,20 €	301 666,13 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		5 882,49 €	14 933,97 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 583 066,75 €	2 406 827,61 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		46 933,14 €	119 150,30 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	500 914,95 €	369 016,66 €	22	A	V	Livret A + 0.7	2,70%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1		5 350,74 €	14 360,41 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 908 385,84 €	1 284 764,22 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3,20%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		25 052,90 €	63 602,37 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 802 581,96 €	1 213 534,88 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3,20%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		23 663,93 €	60 076,18 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	533 838,26 €	351 940,11 €	22	A	V	Livret A + 0.7	2,70%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1		5 103,13 €	18 044,10 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	692 246,80 €	207 739,74 €	5	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		4 050,92 €	41 228,23 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 504 756,89 €	2 513 022,07 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3,20%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		49 003,93 €	113 484,47 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	940 375,69 €	659 215,60 €	22	A	V	Livret A + 0.7	2,70%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1		9 558,63 €	30 998,84 €
S.I.M.A.R.	2006	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 963 118,94 €	1 446 723,72 €	23	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1		28 211,11 €	50 447,61 €
S.I.M.A.R.	2006	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	451 582,40 €	327 487,27 €	23	A	V	Livret A + 0.7	3,45%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1		4 748,57 €	12 098,06 €
S.I.M.A.R.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	813 279,92 €	615 132,48 €	24	A	V	Livret A + 1.15	3,90%	V	Livret A + 1.15	1,90%	A-1		11 687,52 €	20 467,96 €
S.I.M.A.R.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	382 557,62 €	284 452,98 €	24	A	V	Livret A + 0.7	3,45%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1		4 124,57 €	9 994,16 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	108 723,00 €	84 019,46 €	24	A	V	Livret A + 0.5	4,00%	V	Livret A + 0.5	1,25%	A-1		1 050,25 €	3 454,38 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 142 690,42 €	886 034,55 €	25	A	V	Livret A + 1	5,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		15 505,60 €	37 391,74 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	298 199,75 €	227 810,74 €	25	A	V	Livret A + 0.5	4,50%	V	Livret A + 0.5	1,25%	A-1		2 847,64 €	10 011,11 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	381 394,26 €	295 631,06 €	30	A	V	Livret A + 0.5	2,25%	V	Livret A + 0.5	1,25%	A-1		3 695,39 €	7 866,57 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice				
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux	En intérêts (8)	En capital
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 407 944,21 €	1 106 601,20 €	30	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		19 365,52 €	27 189,25 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	652 251,85 €	512 650,06 €	30	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		8 971,38 €	12 595,84 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	269 325,14 €	208 762,66 €	30	A	V	Livret A + 0.5	2,25%	V	Livret A + 0.5	1,25%	A-1		2 609,53 €	5 555,05 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	137 552,68 €	106 621,55 €	30	A	V	Livret A + 0.5	2,25%	V	Livret A + 0.5	1,25%	A-1		1 332,77 €	2 837,14 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	402 150,01 €	316 077,64 €	30	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		5 531,36 €	7 766,04 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 628 537,98 €	1 279 981,18 €	30	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		22 399,67 €	31 449,21 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 172 466,68 €	921 523,06 €	30	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		16 126,65 €	22 641,87 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	920 169,79 €	713 253,45 €	30	A	V	Livret A + 0.5	2,25%	V	Livret A + 0.5	1,25%	A-1		8 915,67 €	18 979,26 €
S.I.M.A.R.	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 690 708,68 €	1 339 688,83 €	31	A	V	Livret A + 0.8	2,05%	V	Livret A + 0.8	1,55%	A-1		20 765,18 €	50 707,92 €
S.I.M.A.R.	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	459 745,03 €	355 102,25 €	31	A	V	Livret A + (-0.2)	1,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 953,06 €	14 621,90 €
S.I.M.A.R.	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	480 101,85 €	380 424,54 €	31	A	V	Livret A + 0.8	2,05%	V	Livret A + 0.8	1,55%	A-1		5 896,58 €	9 272,76 €
S.I.M.A.R.	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	319 750,11 €	246 971,64 €	31	A	V	Livret A + (-0.2)	1,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 358,34 €	7 079,75 €
S.I.M.A.R.	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	465 627,84 €	79 091,12 €	3	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	20 273,07 €
S.I.M.A.R.	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 393 600,73 €	236 715,76 €	3	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	60 676,27 €
S.I.M.A.R.	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	956 892,91 €	162 536,97 €	3	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	41 662,36 €
S.I.M.A.R.	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 703 501,15 €	289 355,16 €	3	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	74 169,10 €
S.I.M.A.R.	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 065 623,82 €	350 864,99 €	3	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	89 935,64 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	5 056 441,56 €	3 277 996,40 €	18	A	V	Livret A + (-0.75)	1,64%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	200 185,34 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	59 756,62 €	42 199,08 €	19	A	V	Livret A + (-0.49)	1,98%	V	Livret A + (-0.49)	0,26%	A-1		110,01 €	2 208,93 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 511,64 €	15 897,32 €	19	A	V	Livret A + (-0.49)	1,98%	V	Livret A + (-0.49)	0,26%	A-1		41,44 €	832,15 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 511,64 €	15 897,32 €	19	A	V	Livret A + (-0.49)	1,98%	V	Livret A + (-0.49)	0,26%	A-1		41,44 €	832,15 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 511,64 €	15 768,24 €	20	A	V	Livret A + (-0.51)	1,96%	V	Livret A + (-0.51)	0,24%	A-1		37,84 €	826,90 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 511,64 €	15 768,24 €	20	A	V	Livret A + (-0.51)	1,96%	V	Livret A + (-0.51)	0,24%	A-1		37,84 €	826,90 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	502 643,48 €	375 709,22 €	20	A	V	Livret A + (-0.43)	2,04%	V	Livret A + (-0.43)	0,32%	A-1		1 201,04 €	17 328,68 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	192 797,82 €	140 067,66 €	20	A	V	Livret A + (-0.48)	1,99%	V	Livret A + (-0.48)	0,27%	A-1		378,90 €	6 836,88 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	159 093,72 €	118 917,24 €	20	A	V	Livret A + (-0.43)	2,04%	V	Livret A + (-0.43)	0,32%	A-1		380,15 €	5 484,77 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	157 916,34 €	118 037,19 €	20	A	V	Livret A + (-0.43)	2,04%	V	Livret A + (-0.43)	0,32%	A-1		377,34 €	5 444,18 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	151 461,13 €	113 212,16 €	20	A	V	Livret A + (-0.43)	2,04%	V	Livret A + (-0.43)	0,32%	A-1		361,91 €	5 221,64 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indice ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice			
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			En intérêts (8)	En capital		
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	96 813,54 €	72 330,40 €	20	A	V	Livret A + (-0.44)	2,03%	V	Livret A + (-0.44)	0,31%	A-1	224,11 €	3 339,37 €
S.I.M.A.R.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 137 393,46 €	841 416,86 €	21	A	V	Livret A + (-0.42)	2,37%	V	Livret A + (-0.42)	0,33%	A-1	2 776,68 €	36 841,36 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	897 902,43 €	644 185,23 €	20	A	V	Livret A + (-0.75)	1,24%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	30 688,22 €
S.I.M.A.R.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	330 416,67 €	283 147,81 €	33	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	3 822,50 €	6 867,28 €
S.I.M.A.R.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 237 320,06 €	1 060 311,11 €	33	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	14 314,20 €	25 716,08 €
S.I.M.A.R.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	227 473,85 €	190 808,92 €	33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1	1 049,45 €	5 289,07 €
S.I.M.A.R.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	348 728,32 €	292 519,23 €	33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1	1 608,86 €	8 108,40 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	56 160,69 €	34 012,16 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,49%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	2 544,57 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 018 233,97 €	902 058,16 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	12 177,79 €	21 082,00 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	721 757,51 €	627 022,26 €	34	A	V	Livret A + (-0.2)	2,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1	3 448,62 €	16 821,75 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	706 054,25 €	656 241,36 €	44	A	V	Livret A + 1.36	3,61%	V	Livret A + 1.36	2,11%	A-1	13 846,69 €	11 287,07 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	763 056,03 €	648 848,22 €	24	A	V	Livret A + 1.36	3,61%	V	Livret A + 1.36	2,11%	A-1	13 690,70 €	22 851,62 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 108 451,16 €	995 834,87 €	34	A	V	Livret A + 1.11	3,06%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1	8 937,54 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	715 018,53 €	633 438,22 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	8 551,42 €	14 804,09 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	190 851,38 €	174 758,21 €	44	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	2 359,24 €	2 934,24 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	660 702,01 €	585 318,95 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	7 901,81 €	13 679,49 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 518 438,07 €	1 319 133,47 €	34	A	V	Livret A + (-0.2)	2,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1	7 255,23 €	35 389,71 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 628 226,81 €	2 285 947,99 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	30 860,30 €	53 424,90 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	932 138,62 €	796 022,24 €	34	A	V	Livret A + (-0.2)	2,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1	4 378,12 €	21 355,68 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	237 986,94 €	210 164,06 €	44	A	V	Livret A + (-0.2)	2,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1	1 155,90 €	4 234,85 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	592 031,61 €	505 579,66 €	34	A	V	Livret A + (-0.2)	2,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1	2 780,69 €	13 563,69 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	567 212,54 €	509 442,85 €	44	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	6 877,48 €	8 553,70 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 141 386,47 €	1 862 509,77 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	25 143,88 €	43 528,72 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 376 495,11 €	3 007 662,14 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	40 603,44 €	85 171,16 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 019 715,20 €	932 279,09 €	44	A	V	Livret A + 0.6	2,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	12 585,77 €	20 872,67 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	280 992,37 €	248 325,52 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	3 352,40 €	5 597,24 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	103 237,10 €	93 599,37 €	44	A	V	Livret A + 0.6	2,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1	1 263,59 €	1 525,36 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	913 470,06 €	837 125,23 €	44	A	V	Livret A + 1.36	3,11%	V	Livret A + 1.36	2,11%	A-1	17 663,34 €	18 238,19 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 085 868,92 €	962 058,62 €	35	A	V	Livret A + 1.36	2,61%	V	Livret A + 1.36	2,11%	A-1		20 299,44 €	26 287,97 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	610 173,07 €	543 274,70 €	34	A	V	Livret A + 1.05	2,80%	V	Livret A + 1.05	1,80%	A-1		9 778,94 €	15 380,65 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 024 479,14 €	896 532,13 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		12 103,19 €	20 207,77 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	475 872,52 €	410 325,61 €	35	A	V	Livret A + (-0.2)	1,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		2 256,79 €	10 663,49 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 925 580,55 €	5 223 981,91 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		70 523,76 €	117 748,20 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 332 613,05 €	1 996 152,20 €	35	A	V	Livret A + (-0.2)	1,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		10 978,84 €	51 875,73 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 335 063,12 €	1 195 568,37 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		16 140,17 €	36 621,77 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	668 162,36 €	598 349,08 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		8 077,71 €	18 328,19 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	278 463,97 €	249 368,51 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		3 366,47 €	7 638,47 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	225 252,20 €	199 435,94 €	35	A	V	Livret A + (-0.2)	1,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 096,90 €	6 674,58 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 187 664,29 €	2 854 599,57 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		38 537,09 €	87 440,01 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 521 672,71 €	1 389 553,13 €	45	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		18 758,96 €	35 033,92 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	936 618,90 €	838 755,81 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		11 323,21 €	25 692,16 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	331 163,93 €	302 410,55 €	45	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		4 082,54 €	7 624,49 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 275 255,35 €	2 037 524,15 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		27 506,58 €	62 411,95 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 410 491,56 €	1 248 834,45 €	35	A	V	Livret A + (-0.2)	1,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		6 868,59 €	41 795,08 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 322 979,06 €	1 184 746,93 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		15 994,09 €	36 290,30 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	87 980,23 €	77 896,78 €	35	A	V	Livret A + (-0.2)	1,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		428,43 €	2 606,99 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	364 489,06 €	322 714,80 €	35	A	V	Livret A + (-0.2)	1,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 774,93 €	10 800,39 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	74 580,34 €	66 032,64 €	35	A	V	Livret A + (-0.2)	1,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		363,18 €	2 209,93 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31 323,42 €	27 596,20 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	0,80%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		151,78 €	923,57 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 112 998,26 €	998 166,10 €	36	A	V	Livret A + 1.1	2,10%	V	Livret A + 1.1	1,85%	A-1		18 466,08 €	28 973,75 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	940 955,68 €	859 800,16 €	46	A	V	Livret A + 1.1	2,10%	V	Livret A + 1.1	1,85%	A-1		15 906,31 €	20 468,42 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	663 757,74 €	594 836,74 €	36	A	V	Livret A + 1.04	2,04%	V	Livret A + 1.04	1,79%	A-1		10 647,58 €	17 376,90 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 000 000,00 €	1 871 868,82 €	9	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		25 270,23 €	197 005,16 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 180 685,91 €	1 084 607,63 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		14 642,20 €	32 476,86 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	410 208,73 €	373 635,17 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	0,80%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		2 054,99 €	12 237,76 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	193 669,77 €	176 402,49 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	0,80%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		970,22 €	5 777,75 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Ancienneté des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	297 299,34 €	273 106,61 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		3 686,94 €	8 177,75 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	651 795,49 €	604 556,26 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		8 161,51 €	16 237,09 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	403 319,71 €	379 667,99 €	47	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		5 125,52 €	8 172,99 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 706 624,50 €	1 591 046,40 €	37	A	V	Livret A + 1.1	2,10%	V	Livret A + 1.1	1,85%	A-1		29 434,36 €	40 027,14 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	950 698,05 €	899 035,53 €	47	A	V	Livret A + 1.1	2,10%	V	Livret A + 1.1	1,85%	A-1		16 632,16 €	17 980,37 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	188 668,40 €	172 975,28 €	37	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		951,37 €	5 165,97 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	884 055,52 €	817 965,45 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		11 042,54 €	21 968,81 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	444 350,73 €	417 263,58 €	47	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		5 633,06 €	8 982,30 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 353 701,25 €	3 206 224,08 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		43 284,02 €	74 361,16 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 623 550,73 €	1 567 644,23 €	47	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		21 163,20 €	28 154,19 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	282 211,41 €	270 788,21 €	37	A	V	Livret A + 1.1	1,85%	V	Livret A + 1.1	1,85%	A-1		5 009,58 €	5 790,68 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	212 783,16 €	206 143,28 €	47	A	V	Livret A + 1.1	1,85%	V	Livret A + 1.1	1,85%	A-1		3 813,65 €	3 359,28 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 432 748,14 €	1 369 743,83 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		18 491,54 €	31 768,13 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	491 932,32 €	474 992,78 €	47	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		6 412,40 €	8 530,66 €
S.I.M.A.R.	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	619 766,24 €	122 914,24 €	5	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		3 662,85 €	23 160,71 €
S.I.M.A.R.	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	551 531,58 €	109 381,75 €	5	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		3 259,58 €	20 610,77 €
S.I.M.A.R.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24 660,15 €	5 728,54 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		170,71 €	886,06 €
S.I.M.A.R.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	38 706,81 €	11 653,48 €	8	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		347,28 €	1 311,45 €
S.I.M.A.R.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 836,86 €	6 875,59 €	8	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		204,89 €	773,75 €
S.I.M.A.R.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	46 306,39 €	14 080,32 €	8	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		419,60 €	1 584,55 €
S.I.M.A.R.	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	865 751,87 €	139 345,90 €	3	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		4 152,51 €	33 317,37 €
S.I.M.A.R.	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	640 712,73 €	127 068,43 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		3 786,64 €	23 943,50 €
S.I.M.A.R.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	58 924,60 €	13 688,13 €	5	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		407,91 €	2 117,22 €
S.I.M.A.R.	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	558 329,28 €	150 665,45 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		4 489,83 €	19 674,72 €
S.I.M.A.R.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 824 979,38 €	428 162,32 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		12 759,24 €	66 226,09 €
S.I.M.A.R.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 788 189,17 €	1 153 650,09 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	200 427,92 €
S.I.M.A.R.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 091 547,77 €	1 467 676,90 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	254 984,96 €
S.I.M.A.R.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	706 220,38 €	109 594,78 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	19 040,31 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			En intérêts (8)	En capital
S.I.M.A.R.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 808 185,22 €	377 330,32 €	4	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	78 019,00 €
S.I.M.A.R.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 664 511,55 €	347 348,64 €	4	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	71 819,81 €
S.I.M.A.R.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	917 627,00 €	118 354,97 €	5	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	24 471,76 €
S.I.M.A.R.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 740 658,21 €	363 238,85 €	4	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	75 105,36 €
S.I.M.A.R.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	684 374,13 €	142 814,53 €	4	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	29 529,16 €
S.I.M.A.R.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 012 555,21 €	216 696,10 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	32 536,05 €
S.I.M.A.R.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 666 695,81 €	731 400,93 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	109 816,94 €
S.I.M.A.R.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 008 337,29 €	550 831,40 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	82 705,14 €
S.I.M.A.R.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 690 897,76 €	463 766,51 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	69 632,71 €
S.I.M.A.R.	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 630 005,99 €	2 096 075,80 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	277 648,43 €
S.I.M.A.R.	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 154 811,06 €	365 093,41 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	48 360,66 €
S.I.M.A.R.	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 362 731,19 €	1 063 127,16 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	140 822,96 €
S.I.M.A.R.	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 011 201,65 €	920 980,15 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	121 994,01 €
S.I.M.A.R.	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 406 637,18 €	1 151 569,90 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	136 704,31 €
S.I.M.A.R.	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 384 368,18 €	1 144 042,15 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	135 810,68 €
S.I.M.A.R.	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 716 447,64 €	580 223,06 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	68 879,01 €
S.I.M.A.R.	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	939 936,68 €	315 574,57 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	37 462,25 €
S.I.M.A.R.	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	301 190,11 €	101 121,64 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	12 004,29 €
S.I.M.A.R.	1987	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 012 770,17 €	133 193,71 €	2	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	45 144,74 €
S.I.M.A.R.	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	202 665,94 €	68 043,12 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	8 077,50 €
S.I.M.A.R.	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 530 872,00 €	849 715,59 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	100 870,78 €
S.I.M.A.R.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 132 943,18 €	1 555 105,15 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	167 509,78 €
S.I.M.A.R.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 495 613,10 €	1 007 917,29 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	99 505,82 €
S.I.M.A.R.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 586 723,52 €	1 305 579,31 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	140 631,85 €
S.I.M.A.R.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 131 711,76 €	1 264 822,03 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	124 868,53 €
S.I.M.A.R.	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	5 203 931,66 €	2 195 049,62 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	2,05%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	200 264,98 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 533 588,97 €	644 723,63 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	1,51%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	54 695,32 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	378 963,02 €	138 855,79 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	0,23%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	12 476,07 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			En intérêts (8)	En capital
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	405 925,09 €	175 786,24 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,28%	V	Livret A + (-0.75)	0,00 €	14 912,89 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	927 004,41 €	888 863,05 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	11 999,65 €	18 056,21 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	465 667,98 €	451 019,61 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	6 088,76 €	6 739,50 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	404 166,97 €	386 393,96 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	5 216,32 €	8 961,54 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	108 574,49 €	104 835,76 €	47	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1 415,28 €	1 882,80 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 067 548,44 €	1 018 172,91 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	5 599,95 €	24 164,86 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	532 897,95 €	513 560,88 €	48	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	2 824,58 €	9 378,19 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	647 499,74 €	617 552,02 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	3 396,54 €	14 656,70 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	240 055,72 €	231 344,91 €	48	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	1 272,40 €	4 224,61 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 079 682,29 €	1 042 503,74 €	47	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	14 073,80 €	18 722,90 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 242 921,96 €	2 144 290,70 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	28 947,92 €	49 732,00 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	398 618,36 €	390 463,97 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	5 271,26 €	7 672,38 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	151 560,99 €	149 191,34 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	2 014,08 €	2 390,78 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	173 417,54 €	169 300,72 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	931,16 €	4 126,87 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	176 618,03 €	173 300,36 €	48	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	953,15 €	3 325,28 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	668 969,83 €	653 088,96 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	3 591,99 €	15 919,70 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	418 363,43 €	410 504,72 €	48	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	2 257,78 €	7 876,74 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	291 312,40 €	285 353,12 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	3 852,27 €	6 015,39 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	109 846,98 €	108 129,53 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1 459,75 €	1 732,77 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 591 111,94 €	1 525 707,82 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	20 597,06 €	33 166,22 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	707 627,99 €	685 401,85 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	9 252,93 €	11 262,47 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	97 800,23 €	90 417,10 €	22	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	452,09 €	3 719,28 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	355 210,42 €	328 394,88 €	22	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	1 641,98 €	13 508,41 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	182 961,65 €	169 149,52 €	22	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	845,75 €	6 957,91 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	42 590,62 €	39 683,84 €	22	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	535,73 €	1 482,88 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	168 517,31 €	155 795,61 €	22	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	778,98 €	6 408,60 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	133 368,15 €	130 202,09 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	716,11 €	3 173,81 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	61 066,79 €	59 919,68 €	49	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	329,56 €	1 149,74 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaies ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice				
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			En intérêts (8)	En capital			
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	80 407,89 €	78 499,06 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		431,75 €	1 913,50 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	38 097,23 €	37 381,60 €	49	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		205,60 €	717,28 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 326 025,20 €	1 326 025,20 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		17 901,34 €	25 219,59 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	531 208,89 €	531 208,89 €	49	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		7 171,32 €	7 507,79 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	502 784,80 €	502 784,80 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		2 765,32 €	11 272,02 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	273 614,41 €	273 614,41 €	49	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 504,88 €	4 769,23 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 500 000,00 €	1 500 000,00 €	12	A	V	Livret A	1,35%	V	Livret A	1,35%	A-1		20 250,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 265,99 €	60 265,99 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		813,59 €	1 146,20 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24 327,07 €	24 327,07 €	49	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		328,42 €	343,83 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31 021,52 €	31 021,52 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		170,62 €	695,48 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	8 155,74 €	8 155,74 €	49	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		44,86 €	142,16 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16 405,92 €	16 072,00 €	50	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	70 244,20 €	68 826,50 €	40	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	289 122,39 €	289 122,39 €	25	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		1 445,61 €	10 886,00 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	210 818,41 €	210 818,41 €	25	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		1 054,10 €	7 937,70 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	160 274,37 €	160 274,37 €	25	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		801,37 €	6 034,63 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	356 689,04 €	356 689,04 €	25	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		1 783,45 €	13 430,00 €
S.I.M.A.R.	1987	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	813 574,00 €	109 069,18 €	2	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	36 967,96 €
S.I.M.A.R.	1987	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 157 583,66 €	153 691,41 €	2	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	52 092,24 €
S.I.M.A.R.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 300 912,81 €	957 519,42 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,91%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	80 833,45 €
S.I.M.A.R.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	429 289,19 €	205 896,95 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		91,06 €	15 882,04 €
S.I.M.A.R.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 997 235,67 €	1 903 313,68 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		761,33 €	146 887,87 €
S.I.M.A.R.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 334 070,24 €	1 111 385,00 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		444,55 €	85 770,92 €
S.I.M.A.R.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	584 959,88 €	264 465,40 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	20 462,32 €
S.I.M.A.R.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	624 731,83 €	295 989,53 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		118,40 €	22 842,93 €
S.I.M.A.R.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	452 300,30 €	214 293,77 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		85,72 €	16 538,06 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	386 023,65 €	209 764,80 €	15	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		227,67 €	14 495,86 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	618 673,72 €	319 242,29 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,42%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 221,29 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indice de devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice				
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			En intérêts (8)	En capital			
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 227 184,15 €	1 210 249,16 €	15	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		1 313,57 €	83 634,62 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10 509 938,30 €	5 711 087,73 €	15	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		6 198,64 €	394 666,35 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	119 639,98 €	33 912,82 €	5	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		695,21 €	6 510,12 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 482,95 €	6 028,15 €	6	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		123,58 €	954,42 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 833,54 €	2 453,20 €	2	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		50,29 €	1 214,15 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 920,02 €	640,87 €	2	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		13,14 €	317,18 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14 399,77 €	1 875,67 €	2	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		38,45 €	928,32 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29 037,94 €	3 782,40 €	2	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		77,54 €	1 872,01 €
S.I.M.A.R.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30 650,22 €	13 704,04 €	8	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		280,93 €	1 402,03 €
S.I.M.A.R.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	680 108,37 €	48 620,32 €	0	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		996,72 €	48 620,32 €
S.I.M.A.R.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28 244,86 €	2 019,21 €	0	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		41,40 €	2 019,21 €
S.I.M.A.R.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 631,22 €	7 019,26 €	6	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		143,89 €	942,75 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 110,94 €	6 256,70 €	4	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		128,26 €	1 201,08 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21 577,81 €	1 475,33 €	0	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		30,24 €	1 475,33 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21 370,78 €	1 461,18 €	0	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		29,96 €	1 461,18 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	9 685,87 €	662,25 €	0	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		13,58 €	662,25 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	62 728,54 €	20 449,96 €	6	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		419,22 €	3 237,78 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	26 682,71 €	7 563,40 €	5	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		155,05 €	1 451,92 €
S.I.M.A.R.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21 849,06 €	8 231,58 €	6	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		168,75 €	1 105,58 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 173 285,98 €	1 172 428,02 €	15	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		1 289,67 €	81 005,04 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 467 110,84 €	787 524,97 €	16	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		866,28 €	54 411,42 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	932 183,18 €	476 857,05 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,42%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	33 192,27 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 572 110,51 €	1 380 673,65 €	16	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		1 518,74 €	95 393,08 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 226 580,09 €	614 106,97 €	16	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		368,46 €	44 835,25 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 788 523,02 €	1 500 229,92 €	16	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		925,26 €	104 111,23 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	111 536,55 €	56 911,71 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,39%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	3 967,00 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	449 205,25 €	239 370,38 €	16	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		147,63 €	16 611,55 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	925 285,76 €	525 539,86 €	19	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		315,32 €	31 955,74 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Décembre 2018 -

586

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux d'intérêt nominal	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	216 718,71 €	117 967,95 €	19	A	V	Livret A + (-0.75)	1,39%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	7 207,20 €
S/TOTAL SIMAR																	1 491 042,31 €	8 954 540,00 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	229 885,91 €	222 726,38 €	48	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		4 142,71 €	3 622,50 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	331 083,27 €	317 704,06 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		5 909,30 €	6 782,93 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	250 056,70 €	239 833,84 €	38	A	V	Livret A + 1.04	1,79%	V	Livret A + 1.04	1,79%	A-1		4 293,03 €	5 178,97 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	462 617,15 €	453 909,55 €	38	A	V	Livret A + 1.04	1,79%	V	Livret A + 1.04	1,79%	A-1		8 124,98 €	8 821,85 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	983 474,25 €	965 207,80 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		17 952,86 €	18 516,70 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	669 095,20 €	659 805,64 €	48	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		12 272,38 €	9 409,14 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 469 496,52 €	1 404 876,22 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		18 965,83 €	32 582,94 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	808 316,96 €	780 482,80 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		10 536,52 €	14 017,12 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	385 859,23 €	368 891,28 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		4 980,03 €	8 555,61 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	149 211,67 €	144 073,62 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		1 945,00 €	2 587,50 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 154 267,66 €	1 132 828,99 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		21 070,62 €	21 732,37 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	826 515,34 €	815 040,19 €	48	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		15 159,75 €	11 622,85 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	761 669,95 €	747 523,15 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		13 903,93 €	14 340,60 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	527 925,77 €	519 185,56 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		7 009,00 €	8 915,01 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	121 047,70 €	119 155,12 €	49	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		1 608,59 €	1 731,27 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	231 208,49 €	225 719,76 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 241,46 €	5 502,15 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	44 758,64 €	43 917,88 €	49	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		241,55 €	783,37 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 172 863,77 €	1 151 079,71 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		21 410,09 €	22 082,50 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	647 789,86 €	640 130,91 €	48	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		11 906,44 €	7 812,14 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	771 725,37 €	759 009,99 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		14 117,59 €	13 421,82 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	405 551,62 €	398 019,15 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		7 403,16 €	7 635,66 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	200 681,18 €	197 894,96 €	48	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		3 680,85 €	2 822,07 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	229 515,69 €	225 252,81 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		4 189,70 €	4 321,28 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	357 308,08 €	351 420,87 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		6 536,43 €	6 214,29 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	239 622,79 €	215 008,43 €	48	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		3 999,16 €	2 623,96 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	196 610,13 €	192 958,42 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		3 589,03 €	3 701,75 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	258 391,19 €	252 257,17 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 387,42 €	6 149,02 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Décembre 2018 -

587

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Moins de devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice		
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital	
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	67 754,25 €	66 481,52 €	48	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		365,65 €	1 275,64 €	
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	210 271,04 €	205 969,60 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		2 780,59 €	4 341,94 €	
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	55 136,32 €	54 274,27 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		732,70 €	869,74 €	
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	175 864,19 €	172 597,79 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		3 210,32 €	3 311,14 €	
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	67 971,56 €	67 027,86 €	48	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		1 246,72 €	955,85 €	
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	87 960,27 €	86 326,55 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		1 605,67 €	1 656,10 €	
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	531 040,23 €	521 177,01 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		9 693,89 €	9 998,35 €	
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	391 486,18 €	386 050,88 €	49	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		7 180,55 €	5 505,27 €	
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	403 204,96 €	395 716,07 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		7 360,32 €	7 591,48 €	
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	569 908,97 €	563 170,81 €	49	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		7 602,81 €	6 872,92 €	
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 369 810,62 €	1 341 788,88 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		18 114,15 €	28 285,58 €	
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	283 194,25 €	283 194,25 €	49	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		3 823,12 €	4 002,50 €	
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 379 276,22 €	1 379 276,22 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		18 620,23 €	26 232,37 €	
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	423 907,81 €	423 907,81 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		7 006,44 €	7 018,11 €	
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 317 252,29 €	1 317 252,29 €	40	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		17 782,90 €	21 808,10 €	
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 301 933,67 €	1 275 000,00 €	40	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €	
S/TOTAL SEMAG																		334 703,43 €	381 212,44 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	262 598,48 €	148 406,17 €	20	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		89,04 €	9 023,90 €	
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	69 539,82 €	39 771,08 €	20	A	V	Livret A + (-0.75)	0,66%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	2 337,71 €	
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	141 673,51 €	84 228,39 €	20	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		51,95 €	4 925,26 €	
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	196 343,24 €	116 730,90 €	20	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		71,99 €	6 825,84 €	
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	582 555,43 €	333 173,94 €	20	A	V	Livret A + (-0.75)	0,66%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	19 583,68 €	
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	788 966,11 €	469 059,80 €	20	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		289,29 €	27 428,28 €	
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	499 632,78 €	285 748,99 €	20	A	V	Livret A + (-0.75)	0,66%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	16 796,08 €	
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	357 363,32 €	212 461,30 €	20	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		131,03 €	12 423,68 €	
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	893 135,70 €	528 326,10 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		317,00 €	30 902,21 €	
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	359 993,13 €	205 559,74 €	21	A	V	Livret A + (-0.75)	0,66%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	12 082,61 €	
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 377 299,93 €	814 728,92 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		488,84 €	47 654,11 €	
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	517 010,69 €	295 218,37 €	21	A	V	Livret A + (-0.75)	0,66%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	17 352,68 €	

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice			
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			En intérêts (8)	En capital		
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	468 058,73 €	276 875,77 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1,53%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1	166,13 €	16 194,66 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	328 845,50 €	187 774,13 €	21	A	V	Livret A + (-0.75)	0,66%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	11 037,19 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	179 580,22 €	122 675,84 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	2 392,18 €	6 073,08 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 004 072,16 €	685 907,31 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	13 375,20 €	33 955,93 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	197 294,87 €	131 992,49 €	21	A	V	Livret A + 0.7	2,95%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1	1 913,89 €	6 767,30 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 621 354,19 €	1 107 588,43 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	21 597,98 €	54 831,31 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	180 493,97 €	120 752,48 €	21	A	V	Livret A + 0.7	2,95%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1	1 750,91 €	6 191,02 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	217 327,36 €	146 309,19 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3,20%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	2 853,03 €	7 243,07 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	247 306,06 €	166 491,48 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3,20%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	3 246,58 €	8 242,15 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 728 577,01 €	1 122 377,69 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	21 886,36 €	57 837,81 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	512 633,39 €	361 184,61 €	21	A	V	Livret A + 0.7	2,95%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1	5 237,18 €	16 984,29 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2006	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	324 068,22 €	240 562,45 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	4 690,97 €	10 409,35 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2006	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	547 224,23 €	406 215,71 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	7 921,21 €	17 577,32 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	518 801,25 €	371 169,48 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	7 237,80 €	13 671,90 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	84 788,98 €	59 305,38 €	21	A	V	Livret A + 0.7	2,95%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1	859,93 €	2 307,89 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	562 750,17 €	402 612,15 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	7 850,94 €	18 181,41 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	85 995,57 €	60 149,33 €	21	A	V	Livret A + 0.7	2,95%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1	872,17 €	2 828,44 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	92 684,52 €	66 309,91 €	21	A	V	Livret A + 1.2	3,45%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	1 293,04 €	2 994,44 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	109 640,75 €	78 615,89 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3,20%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	1 533,01 €	2 895,79 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2006	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	43 895,79 €	32 499,74 €	23	A	V	Livret A + 1.2	3,95%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	633,74 €	1 133,27 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 324 858,31 €	1 023 425,05 €	23	A	V	Livret A + 1.2	3,95%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	19 956,79 €	42 521,33 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	375 599,82 €	286 683,82 €	23	A	V	Livret A + 1.2	3,95%	V	Livret A + 1.2	1,95%	A-1	5 590,34 €	11 911,16 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	69 134,54 €	51 781,72 €	23	A	V	Livret A + 0.7	3,45%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1	750,84 €	2 245,99 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	212 939,29 €	159 491,36 €	23	A	V	Livret A + 0.7	3,45%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1	2 312,62 €	6 917,81 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	247 572,79 €	184 084,22 €	24	A	V	Livret A + 0.7	3,45%	V	Livret A + 0.7	1,45%	A-1	2 669,22 €	6 467,74 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	43 482,13 €	32 882,37 €	24	A	V	Livret A + 1.15	4,15%	V	Livret A + 1.15	1,90%	A-1	624,77 €	1 094,13 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	56 319,77 €	43 338,37 €	24	A	V	Livret A + 1.15	4,15%	V	Livret A + 1.15	1,90%	A-1	823,43 €	1 442,04 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25 828,56 €	19 490,60 €	24	A	V	Livret A + 0.65	3,65%	V	Livret A + 0.65	1,40%	A-1	272,87 €	688,92 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	modalité des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	173 066,48 €	133 175,57 €	24	A	V	Livret A + 1.15	4,15%	V	Livret A + 1.15	1,90%	A-1		2 530,34 €	4 431,29 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24 885,33 €	18 778,84 €	24	A	V	Livret A + 0.65	3,65%	V	Livret A + 0.65	1,40%	A-1		262,90 €	663,76 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2006	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	700 274,63 €	527 310,77 €	23	A	V	Livret A + 1.15	3,90%	V	Livret A + 1.15	1,90%	A-1		10 018,90 €	18 494,53 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	190 970,94 €	143 614,05 €	24	A	V	Livret A + 1	4,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		2 513,25 €	4 866,46 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	126 588,65 €	93 366,75 €	24	A	V	Livret A + 0.5	3,50%	V	Livret A + 0.5	1,25%	A-1		1 167,08 €	3 359,96 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	265 112,48 €	199 370,01 €	24	A	V	Livret A + 1	4,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		3 488,98 €	6 755,78 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	289 379,62 €	217 619,40 €	24	A	V	Livret A + 1	4,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		3 808,34 €	7 374,17 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	179 371,70 €	134 891,19 €	24	A	V	Livret A + 1	4,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		2 360,60 €	4 570,88 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	144 550,34 €	108 704,81 €	24	A	V	Livret A + 1	4,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		1 902,33 €	3 683,53 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	285 568,71 €	214 753,50 €	24	A	V	Livret A + 1	4,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		3 758,19 €	7 277,06 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	369 438,83 €	279 643,23 €	26	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		4 893,76 €	8 585,80 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	97 824,33 €	76 323,45 €	31	A	V	Livret A + 1	2,25%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		1 335,66 €	1 875,27 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	150 358,24 €	112 318,06 €	31	A	V	Livret A	1,25%	V	Livret A	0,75%	A-1		842,39 €	3 231,79 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	411 159,88 €	315 881,84 €	31	A	V	Livret A + 1	2,25%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		5 527,93 €	7 761,23 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	129 405,92 €	99 912,38 €	32	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		1 748,47 €	2 355,75 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 024 821,63 €	787 836,92 €	32	A	V	Livret A + 0.8	2,55%	V	Livret A + 0.8	1,55%	A-1		12 211,47 €	19 203,34 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	695 917,24 €	522 339,94 €	32	A	V	Livret A + (-0.2)	1,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		2 872,87 €	14 973,53 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 114 353,51 €	860 375,71 €	32	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		15 056,57 €	20 286,04 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 221 193,69 €	1 728 905,20 €	32	A	V	Livret A + 0.6	2,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		23 340,22 €	76 309,00 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	922 382,15 €	686 263,98 €	32	A	V	Livret A + 0.6	2,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		9 264,56 €	17 288,18 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	130 859,13 €	94 401,98 €	32	A	V	Livret A + (-0.7)	1,05%	V	Livret A + (-0.7)	0,05%	A-1		47,20 €	2 927,26 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	44 454,94 €	33 690,82 €	32	A	V	Livret A + (-0.7)	1,05%	V	Livret A + (-0.7)	0,05%	A-1		16,85 €	1 620,95 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	554 928,07 €	430 888,10 €	32	A	V	Livret A + 0.6	2,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		5 816,99 €	19 018,19 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	215 950,94 €	163 458,03 €	27	A	V	Livret A + 0.6	2,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		2 206,69 €	7 966,61 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1987	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 741 435,49 €	225 843,13 €	3	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	76 547,38 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1987	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	433 026,10 €	56 158,25 €	3	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	19 034,30 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	595 891,58 €	101 217,61 €	3	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	25 944,65 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	318 178,08 €	272 660,06 €	33	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		3 680,91 €	6 612,92 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaies ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	195 199,69 €	167 274,75 €	33	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		2 258,21 €	4 056,97 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	246 353,80 €	206 645,75 €	33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,05%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 136,55 €	5 728,06 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	983 695,38 €	884 358,06 €	33	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		11 938,84 €	23 162,98 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	180 849,49 €	161 796,20 €	33	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		2 184,25 €	4 237,74 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	204 235,43 €	184 057,83 €	33	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		2 484,78 €	4 301,61 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	105 221,44 €	94 135,90 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		1 270,83 €	2 200,05 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	73 997,11 €	66 686,51 €	33	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		900,27 €	1 558,53 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	82 719,48 €	74 004,63 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		999,06 €	1 729,56 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	68 093,88 €	60 324,69 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		814,38 €	1 409,85 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	371 356,36 €	322 993,94 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		4 360,42 €	7 548,69 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	71 476,06 €	62 706,60 €	34	A	V	Livret A + (-0.2)	1,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		344,89 €	1 966,96 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 358 943,44 €	1 200 959,09 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		16 212,95 €	27 069,54 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	201 523,56 €	178 095,38 €	35	A	V	Livret A + 0.6	2,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		2 404,29 €	4 014,26 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 410 210,14 €	1 262 863,62 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		17 048,66 €	38 683,12 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	918 673,19 €	822 685,16 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		11 106,25 €	25 199,89 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 196 372,78 €	1 071 369,17 €	35	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		14 463,49 €	32 817,40 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	221 381,00 €	204 831,04 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		2 765,22 €	5 501,32 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	42 043,32 €	38 546,23 €	37	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		212,00 €	1 151,20 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	122 230,67 €	113 092,97 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		1 526,76 €	3 037,44 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	33 960,76 €	31 135,96 €	37	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		171,25 €	929,89 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28 962,36 €	26 797,19 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		361,76 €	719,71 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	100 928,06 €	93 382,89 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		1 260,67 €	2 508,07 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 261,24 €	20 409,59 €	37	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		112,25 €	609,54 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	118 118,52 €	112 924,32 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		1 524,48 €	2 619,03 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1976	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	51 399,71 €	4 585,07 €	3	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		55,02 €	1 510,15 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1976	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	80 663,82 €	6 880,04 €	3	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		68,80 €	2 270,56 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1976	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	69 806,41 €	5 953,97 €	3	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		59,54 €	1 964,94 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25 410,20 €	2 875,47 €	4	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		28,76 €	708,18 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	ancienneté des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21 548,67 €	2 438,52 €	4	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		24,39 €	600,56 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	95 832,50 €	14 344,76 €	5	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		172,14 €	2 800,93 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	34 301,03 €	7 851,33 €	8	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		94,22 €	940,93 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	51 671,07 €	8 975,34 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		107,71 €	1 451,65 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27 727,43 €	4 816,34 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		57,80 €	778,97 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	91 225,49 €	15 989,22 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		191,87 €	2 586,04 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31 014,23 €	5 435,88 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		65,23 €	879,18 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	131 801,32 €	22 894,18 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		274,73 €	3 702,82 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	90 909,92 €	15 791,22 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		189,50 €	2 554,02 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	95 745,61 €	16 631,22 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		199,58 €	2 689,88 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 374 180,02 €	416 126,16 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		4 993,51 €	67 302,68 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	49 667,89 €	10 006,26 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		120,08 €	1 378,82 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 445,35 €	417,81 €	3	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		12,45 €	135,19 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 095 937,69 €	134 219,38 €	3	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		3 999,74 €	43 432,62 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	343 177,99 €	55 235,71 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		1 646,03 €	13 206,77 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 178 682,45 €	233 760,44 €	5	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		6 966,06 €	44 047,46 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	37 189,94 €	9 936,82 €	7	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		296,12 €	1 297,60 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 122,95 €	4 040,72 €	7	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		120,42 €	527,66 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1974	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	120 111,53 €	3 481,49 €	0	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		34,83 €	3 481,49 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	83 923,18 €	12 330,34 €	4	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		147,97 €	2 407,58 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	71 181,50 €	12 364,37 €	5	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		148,37 €	1 999,77 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	92 932,92 €	16 288,53 €	5	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		195,46 €	2 634,44 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	536 346,13 €	94 006,24 €	5	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		1 128,08 €	15 204,21 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	48 369,02 €	8 401,80 €	5	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		100,82 €	1 358,88 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 062,16 €	3 638,83 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		43,66 €	501,42 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	50 692,35 €	11 603,24 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		139,24 €	1 390,57 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 962 864,95 €	453 348,45 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		5 440,18 €	54 331,05 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	95 183,07 €	21 983,74 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		263,80 €	2 634,62 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Décembre 2018 -

592

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Caractéristique des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	7 628,55 €	1 761,93 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		21,14 €	211,15 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	73 041,37 €	11 640,36 €	3	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		346,88 €	2 783,20 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1985	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	67 618,76 €	30 292,94 €	6	A	F	Taux fixe à 8 %	10,00%	F	Taux fixe à 8 %	8,00%	A-1		2 423,44 €	3 394,99 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1985	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	72 085,52 €	32 293,94 €	6	A	F	Taux fixe à 8 %	10,00%	F	Taux fixe à 8 %	8,00%	A-1		2 583,52 €	3 619,27 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1985	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	49 302,01 €	22 087,09 €	6	A	F	Taux fixe à 8 %	10,00%	F	Taux fixe à 8 %	8,00%	A-1		1 766,97 €	2 475,35 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20 001,31 €	5 344,16 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		159,26 €	697,87 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1985	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	57 778,18 €	25 884,27 €	6	A	F	Taux fixe à 8 %	10,00%	F	Taux fixe à 8 %	8,00%	A-1		2 070,74 €	2 900,93 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	101 817,65 €	27 475,52 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		818,77 €	3 587,91 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 783,51 €	6 148,09 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		183,22 €	802,86 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	90 059,26 €	24 302,52 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		724,22 €	3 173,56 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	110 228,26 €	29 745,18 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		886,41 €	3 884,29 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 062,42 €	5 953,54 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		177,42 €	777,45 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	34 346,77 €	9 177,20 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		273,48 €	1 198,40 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	45 757,58 €	12 225,98 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		364,34 €	1 596,54 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1975	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 076 991,33 €	62 125,40 €	1	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		621,25 €	30 908,14 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1975	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21 327,62 €	1 218,73 €	1	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		12,19 €	606,35 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1976	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	61 795,21 €	5 270,65 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		52,71 €	1 739,44 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1976	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	825 438,25 €	73 632,17 €	2	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		883,58 €	24 251,85 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 979 550,49 €	234 053,81 €	3	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		2 808,65 €	57 470,69 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 051 395,14 €	124 312,57 €	3	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		1 491,75 €	30 524,30 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	320 411,25 €	37 884,12 €	3	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		454,61 €	9 302,24 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	42 685,73 €	6 271,56 €	4	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		75,26 €	1 224,57 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 662,14 €	9 080,31 €	4	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		108,97 €	1 772,99 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	763 807,69 €	112 221,45 €	4	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		1 346,66 €	21 912,07 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 351 759,34 €	198 605,58 €	4	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		2 383,27 €	38 779,18 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12 195,92 €	1 716,62 €	4	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		17,17 €	336,53 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	246 363,71 €	43 180,58 €	5	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		518,17 €	6 983,86 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	36 186,82 €	7 290,26 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		87,49 €	1 004,58 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	ancienneté des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	87 238,95 €	17 575,46 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		210,91 €	2 421,83 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	56 491,51 €	11 380,94 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		136,57 €	1 568,25 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 410,97 €	12 280,47 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		147,36 €	1 692,22 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	166 626,78 €	38 484,55 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		461,82 €	4 612,14 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 347 893,23 €	311 312,92 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		3 735,76 €	37 308,97 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	269 979,59 €	37 240,33 €	2	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,60%	F	Taux fixe à 3.6 %	3,60%	A-1		1 340,65 €	11 977,08 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12 683,76 €	2 929,49 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		35,15 €	351,08 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25 587,04 €	5 856,74 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		70,28 €	701,90 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	33 313,16 €	7 625,24 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		91,50 €	913,83 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10 537,28 €	2 411,96 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		28,94 €	289,05 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25 269,95 €	5 784,12 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		69,41 €	693,20 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	38 648,88 €	8 846,54 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		106,16 €	1 060,20 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	377 982,10 €	60 237,84 €	3	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		1 795,09 €	14 402,77 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	129 856,08 €	25 753,49 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		767,46 €	4 852,74 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 226 787,73 €	243 300,99 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		7 250,37 €	45 845,17 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	52 168,05 €	10 244,13 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		305,28 €	1 930,31 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	129 810,34 €	25 490,67 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		759,62 €	4 803,21 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	281 859,94 €	66 127,77 €	5	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		1 970,61 €	10 228,32 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 537,02 €	1 518,49 €	5	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		45,25 €	234,89 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 144,19 €	13 971,41 €	5	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		416,35 €	2 161,04 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	101 299,32 €	23 766,01 €	5	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		708,23 €	3 676,02 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24 391,84 €	7 416,83 €	7	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		221,02 €	834,66 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	35 935,28 €	10 926,77 €	7	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		325,62 €	1 229,67 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13 403,32 €	4 035,33 €	7	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		120,25 €	454,13 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	65 967,74 €	19 861,02 €	7	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		591,86 €	2 235,08 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1974	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	788 824,57 €	22 864,53 €	1	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		228,65 €	22 864,53 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1974	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	470 129,90 €	13 626,98 €	1	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		136,28 €	13 626,98 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1975	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	919 808,77 €	53 058,38 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		530,59 €	26 397,23 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Caractéristique des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1976	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 651,84 €	5 173,15 €	3	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		51,73 €	1 707,26 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	153 188,40 €	26 609,17 €	6	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		319,31 €	4 303,67 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	53 189,46 €	10 715,77 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		128,59 €	1 476,58 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	70 065,57 €	14 115,68 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		169,39 €	1 945,08 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 879,09 €	3 199,05 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		38,39 €	440,82 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	33 105,83 €	6 729,89 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		80,76 €	927,34 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	114 202,61 €	23 215,50 €	7	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1.2 %	1,20%	A-1		278,58 €	3 199,00 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	93 908,60 €	14 965,92 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		445,98 €	3 578,33 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 790 361,26 €	288 165,00 €	4	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		8 587,32 €	68 899,80 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	50 003,28 €	9 819,02 €	5	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		292,61 €	1 850,21 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 667 792,25 €	330 762,60 €	5	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		9 856,73 €	62 325,55 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	493 818,96 €	97 935,94 €	5	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		2 918,49 €	18 454,06 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	98 055,21 €	22 778,16 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		678,79 €	3 523,22 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20 873,32 €	4 897,13 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		145,94 €	757,46 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 379 694,10 €	323 693,00 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		9 646,05 €	50 067,28 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	67 010,49 €	15 566,50 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		463,88 €	2 407,75 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23 501,54 €	5 513,68 €	6	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		164,30 €	852,85 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24 338,49 €	7 327,69 €	8	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		218,37 €	824,62 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 585,32 €	6 799,75 €	8	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		202,64 €	765,23 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	68 906,96 €	20 952,47 €	8	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		624,39 €	2 357,92 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	110 129,17 €	33 486,91 €	8	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		997,91 €	3 768,49 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	174 000,05 €	24 414,61 €	3	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		727,56 €	7 900,42 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	167 440,83 €	30 117,93 €	3	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		897,52 €	7 201,16 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	144 961,06 €	26 074,45 €	3	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		777,02 €	6 234,37 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 281 418,13 €	230 491,55 €	3	A	F	Taux fixe à 2.98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2.98 %	2,98%	A-1		6 868,65 €	55 110,16 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 811 049,08 €	492 972,88 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	74 017,92 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 422 428,15 €	395 649,31 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	59 405,17 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	358 941,79 €	101 761,27 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	15 279,05 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	ancienneté des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 715 051,45 €	477 042,66 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	71 626,06 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 327 569,34 €	369 264,27 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	55 443,56 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	445 706,89 €	123 973,65 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	18 614,15 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	59 930,49 €	16 669,70 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	2 502,89 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 805,56 €	1 892,97 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	284,22 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	592 849,84 €	142 839,23 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	24 815,99 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 280 571,74 €	218 046,92 €	4	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	55 890,98 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 327 186,69 €	238 642,68 €	5	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	49 343,13 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	636 294,76 €	107 353,70 €	4	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	27 517,49 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 306 939,33 €	268 935,76 €	5	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	55 606,71 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	644 325,77 €	114 828,26 €	5	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	23 742,55 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	644 334,39 €	156 299,15 €	5	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	27 154,43 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 706 895,42 €	351 236,81 €	5	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	72 623,75 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 698 538,30 €	412 022,23 €	5	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	71 582,15 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	328 183,40 €	67 532,02 €	5	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	13 963,31 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	293 853,90 €	71 281,49 €	5	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	12 384,00 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 422 428,15 €	342 715,02 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	59 541,16 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 908 426,80 €	459 809,89 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	79 884,48 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	78 270,00 €	21 770,85 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	3 268,81 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 082 148,68 €	574 966,37 €	6	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	86 328,92 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	84 728,28 €	23 453,97 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	3 521,51 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	168 732,28 €	46 278,60 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	6 948,55 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	9 118,05 €	2 524,00 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	378,97 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	592 848,92 €	162 602,07 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	24 414,05 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 225 060,33 €	336 000,18 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	50 449,09 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	646 323,01 €	204 334,96 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	27 066,43 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 789 637,75 €	565 793,82 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	74 945,65 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 082 158,07 €	658 274,08 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	87 195,69 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice			
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			En intérêts (8)	En capital		
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	152 449,02 €	47 286,73 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	6 263,65 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 205 028,38 €	373 776,43 €	7	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	49 510,83 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	646 323,01 €	199 513,43 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	26 427,76 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 789 637,65 €	547 363,13 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	72 504,29 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	798 116,77 €	244 105,11 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	32 334,42 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	121 630,90 €	37 200,98 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	4 927,68 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 058 433,21 €	323 723,25 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	42 880,74 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	608 743,94 €	211 264,67 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	25 079,50 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 579 035,67 €	542 787,83 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	64 435,03 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	891 680,57 €	301 421,16 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	35 782,08 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	656 444,77 €	221 902,70 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	26 342,35 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	600 719,00 €	203 065,34 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	24 106,16 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	276 609,67 €	70 314,30 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	8 347,10 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	572 793,11 €	193 625,35 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	22 985,51 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	339 296,86 €	114 694,94 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	13 615,58 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	798 116,66 €	267 959,90 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	31 809,86 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	651 220,66 €	220 136,77 €	8	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	26 132,71 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	348 884,61 €	118 223,41 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	14 034,45 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	400 479,33 €	135 706,85 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	16 109,93 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	656 444,66 €	222 443,52 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	26 406,55 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	348 884,61 €	117 134,61 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	- 0,00 €	13 905,21 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	339 296,86 €	113 915,61 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	13 523,08 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	426 794,59 €	143 292,13 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	17 010,39 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 541 882,01 €	517 671,85 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	61 453,47 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	959 815,97 €	322 248,85 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	- 0,00 €	38 254,57 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 259 565,57 €	422 886,86 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	50 201,41 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 326 390,28 €	499 081,71 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	53 759,11 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	35 950,76 €	13 527,22 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	1 457,10 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice			
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			En intérêts (8)	En capital		
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	216 142,72 €	80 553,96 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	8 676,95 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	340 152,79 €	125 572,90 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	13 526,21 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	275 667,22 €	101 767,01 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	10 961,94 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	821 117,24 €	303 128,72 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	32 651,83 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	166 803,11 €	61 578,06 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	6 632,95 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 770 307,48 €	648 815,54 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	69 887,84 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 259 565,49 €	461 629,23 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	49 724,89 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	913 733,37 €	334 882,17 €	9	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	36 072,19 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	743 833,52 €	270 757,88 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	29 164,97 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 770 307,38 €	644 397,78 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	69 411,97 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	44 055,56 €	16 036,37 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	1 727,38 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	275 667,13 €	100 343,75 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	10 808,65 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1987	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 353 216,75 €	175 495,86 €	3	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	59 482,64 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 111 142,13 €	448 763,22 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	44 303,78 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	719 568,82 €	285 129,10 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	28 149,14 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	349 861,43 €	138 632,57 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	13 686,39 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 833 952,99 €	721 453,01 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	71 224,86 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	600 378,59 €	236 181,05 €	10	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	23 316,78 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	580 582,04 €	228 950,02 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	22 602,89 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	7 152,82 €	2 794,61 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	275,89 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 251 993,81 €	489 153,36 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	48 291,27 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	269 160,94 €	105 161,04 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	- 0,00 €	10 381,94 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 289 233,75 €	503 702,98 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	- 0,00 €	49 727,67 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 833 952,99 €	716 524,52 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	70 738,30 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	545 206,47 €	213 011,90 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	21 029,43 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	721 528,82 €	307 249,24 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	28 031,83 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	208 283,44 €	88 693,52 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	8 091,94 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	201 105,10 €	85 636,76 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1	0,00 €	7 813,06 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaies ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice				
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			En intérêts (8)	En capital			
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	723 758,48 €	303 079,85 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	2,05%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	27 651,44 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	279 829,55 €	118 033,78 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	2,05%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	10 768,79 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	252 892,95 €	104 850,18 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	9 559,17 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	553 601,78 €	229 524,95 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	20 925,70 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	885 914,93 €	367 302,96 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	33 486,88 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	275 012,84 €	114 021,14 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	10 395,25 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	967 211,19 €	401 008,64 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	36 559,83 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	204 527,05 €	84 797,54 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	7 730,96 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 206 759,90 €	914 929,22 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		- 0,00 €	83 413,82 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	5 131 369,01 €	2 046 525,83 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	186 581,11 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	327 668,20 €	135 852,22 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	12 385,60 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	484 010,75 €	200 672,29 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	18 295,21 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	286 701,57 €	118 867,33 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	10 837,09 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1997	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	280 209,27 €	126 945,01 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	10 769,42 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 404 390,53 €	600 421,04 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	1,51%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	50 936,90 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1997	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	535 946,90 €	238 754,46 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	20 254,81 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1997	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 177 440,06 €	1 406 140,89 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	119 290,35 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	924 732,75 €	400 456,37 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,28%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	33 972,82 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	328 879,32 €	142 421,49 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,28%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	12 082,36 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	439 168,91 €	169 580,15 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,18%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	15 225,59 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	270 633,75 €	117 198,20 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,28%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	9 942,55 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 584 294,56 €	611 757,55 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,18%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	54 926,04 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	574 611,31 €	248 835,95 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,28%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	21 110,10 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	602 137,34 €	260 756,13 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,28%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 121,33 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 542 965,17 €	1 741 600,77 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,18%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	156 367,86 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	125 316,88 €	48 389,71 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,18%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	4 344,63 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	691 623,63 €	304 776,14 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	0,38%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	24 221,48 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M	1998	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	505 698,79 €	240 781,24 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2,00%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	19 120,22 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Décembre 2018 -

599

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Modalité de remboursement	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	408 800,03 €	190 471,14 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,28%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	15 125,14 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	129 915,13 €	57 249,40 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	0,38%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	4 549,78 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	200 064,32 €	88 161,88 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	0,38%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	7 006,49 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 164 459,14 €	491 101,43 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,18%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	41 458,62 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	403 945,56 €	161 668,33 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	0,23%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	13 658,69 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	234 001,05 €	103 116,69 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	0,38%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	8 194,99 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	298 346,19 €	139 007,66 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,28%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	11 038,47 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	972 870,16 €	385 646,27 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	0,23%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	32 581,66 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	55 436,59 €	24 429,11 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	0,38%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	1 941,46 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	132 216,47 €	58 263,52 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	0,38%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	4 630,37 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	92 077,24 €	88 421,40 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		1 193,69 €	1 796,18 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	882 209,33 €	847 182,01 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		11 436,96 €	17 209,50 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	510 156,17 €	489 900,88 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		6 613,66 €	9 951,76 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	108 295,24 €	103 533,02 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		1 397,70 €	2 401,22 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	137 437,84 €	131 980,99 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		1 781,74 €	2 681,04 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	538 620,17 €	517 234,74 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		6 982,67 €	10 507,01 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	288 157,51 €	276 312,52 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		3 730,22 €	6 006,55 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	290 569,15 €	278 625,04 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		3 761,44 €	6 056,82 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	109 587,12 €	104 377,71 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		574,08 €	2 614,30 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	983 749,04 €	965 039,18 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		13 028,03 €	18 962,44 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	379 994,46 €	371 475,30 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		2 043,11 €	8 566,01 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 467 542,27 €	1 412 654,37 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		26 275,37 €	28 011,35 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	523 548,27 €	503 966,92 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		9 373,78 €	9 993,10 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 049 152,87 €	1 964 920,56 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		26 526,43 €	42 713,94 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 040 557,81 €	1 964 238,42 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		36 534,84 €	38 948,64 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 779 127,07 €	1 779 127,07 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		24 018,22 €	33 837,10 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	314 060,61 €	314 060,61 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		4 239,82 €	6 379,77 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	491 764,82 €	491 764,82 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		6 638,82 €	9 352,84 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice				
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)			Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux	En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	522 190,80 €	503 441,12 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		6 796,46 €	8 994,53 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	134 814,80 €	128 753,31 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		708,14 €	3 055,77 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	641 517,10 €	616 950,44 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		8 328,83 €	12 532,63 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	268 077,60 €	256 024,38 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 408,13 €	6 076,37 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 179 999,12 €	193 197,67 €	2	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	97 409,06 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1987	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	791 341,90 €	105 065,79 €	2	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	35 611,05 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	5 184 583,35 €	2 415 639,35 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,28%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	191 823,69 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	979 857,12 €	456 542,26 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,28%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	36 253,60 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	573 156,62 €	267 049,37 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,28%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	21 206,14 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	50 711,40 €	20 102,03 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	0,23%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	1 698,34 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 433 183,19 €	1 434 084,48 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,91%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	121 064,92 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	440 126,53 €	211 094,79 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		93,35 €	16 282,98 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	352 384,80 €	178 120,36 €	14	A	V	Livret A + (-0.66)	2,30%	V	Livret A + (-0.66)	0,09%	A-1		165,91 €	13 253,00 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	817 395,32 €	392 041,56 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		173,38 €	30 240,46 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 742 006,61 €	835 506,38 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		369,49 €	64 447,50 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	552 247,05 €	251 501,65 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	19 459,27 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	32 082,55 €	15 387,53 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		6,80 €	1 186,93 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	448 954,18 €	204 460,52 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	15 819,59 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 813 399,69 €	1 349 371,09 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		596,74 €	104 084,88 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	311 835,85 €	142 014,76 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	10 988,02 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	693 711,24 €	332 719,84 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		147,14 €	25 664,63 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	464 838,55 €	211 694,50 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	16 379,30 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	124 169,92 €	56 548,86 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	4 375,32 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	543 981,68 €	260 906,09 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		115,38 €	20 125,22 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 336 933,56 €	641 224,05 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		283,57 €	49 461,36 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	335 584,06 €	160 953,83 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		71,18 €	12 415,31 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	136 956,37 €	62 372,01 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	4 825,87 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	824 367,49 €	395 385,58 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		174,86 €	30 498,40 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Taux initial	Taux Initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaies ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 057 546,07 €	1 946 092,29 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		860,63 €	150 113,48 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	788 809,67 €	359 235,84 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	27 794,93 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	357 431,74 €	162 779,82 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	12 594,66 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	137 632,91 €	66 011,90 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		29,20 €	5 091,88 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	278 349,34 €	132 538,13 €	14	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		53,02 €	10 228,62 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	725 962,90 €	345 672,66 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		138,27 €	26 677,23 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	536 869,63 €	242 723,38 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	18 780,10 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	583 814,04 €	277 987,42 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		111,19 €	21 453,63 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	318 220,41 €	143 870,19 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	11 131,59 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	136 893,62 €	61 814,38 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	4 782,73 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	387 824,65 €	183 746,09 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		73,50 €	14 180,56 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	317 583,92 €	150 466,99 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		60,19 €	11 612,26 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	91 791,93 €	41 448,68 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	3 206,98 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 430 794,41 €	677 891,14 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		271,16 €	52 316,13 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 270 793,69 €	2 023 444,56 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		809,38 €	156 158,96 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	521 950,83 €	235 687,12 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	18 235,67 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	571 404,61 €	270 723,82 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		108,29 €	20 893,08 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	264 346,67 €	119 365,85 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	9 235,59 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 062 670,02 €	1 112 753,74 €	15	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		1 224,03 €	76 882,02 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	148 946,81 €	76 300,13 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,42%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	5 310,95 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	180 788,09 €	93 288,60 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,42%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	6 493,48 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 104 085,84 €	599 958,91 €	15	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		651,18 €	41 460,34 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	771 682,86 €	395 305,60 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,42%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	27 515,78 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 206 431,30 €	650 836,52 €	15	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		715,92 €	44 967,35 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	43 549,98 €	14 203,70 €	6	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		291,18 €	2 248,83 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	9 110,16 €	651,28 €	0	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		13,35 €	651,28 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	33 300,32 €	12 136,52 €	6	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		248,80 €	1 630,04 €
SOCIETE MARTINICAISE D.H.M.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	59 529,61 €	23 837,11 €	7	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		488,66 €	2 772,36 €

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle	Vente ou cession des remboursements	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	85 759,19 €	27 958,12 €	6	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		573,14 €	4 426,53 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	96 058,77 €	38 535,28 €	8	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		789,97 €	4 481,81 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 447 550,08 €	777 025,04 €	16	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		854,73 €	53 685,98 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	154 006,04 €	78 781,58 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,42%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	5 483,68 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 094 755,51 €	1 124 436,02 €	16	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		1 236,88 €	77 689,15 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	614 107,78 €	314 146,01 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,42%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	21 866,55 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	210 506,15 €	105 393,28 €	16	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		63,24 €	7 694,65 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	32 346,70 €	15 502,93 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,39%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	1 136,40 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	976 302,57 €	467 915,95 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,39%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	34 298,88 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 614 746,47 €	2 310 446,72 €	16	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		1 386,27 €	168 683,08 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	206 955,03 €	99 188,06 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,39%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	7 270,61 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	266 102,96 €	133 228,71 €	16	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		79,94 €	9 726,85 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 730 788,83 €	1 367 213,16 €	16	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		820,33 €	99 818,66 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	679 151,54 €	325 499,34 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,39%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	23 859,56 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11 831,29 €	6 365,25 €	16	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		3,92 €	441,73 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 465,52 €	3 330,92 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,39%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	232,18 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	332 242,96 €	169 527,51 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,39%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	11 816,81 €
SOCIETE MARTINICAISE D'HLM	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 047 596,26 €	1 623 988,70 €	16	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		1 001,59 €	112 699,69 €
S/TOTAL SOCIETE MARTINICAISE D'HLM																	698 071,49 €	8 990 797,74 €
SE MIXTE ATLANTIQUE	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	263 150,78 €	122 609,16 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,28%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	9 736,28 €
S/TOTAL SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE ATLANTIQUE																	0,00 €	9 736,28 €
SNC MANOIR DE CLUNY	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 943 222,68 €	1 864 696,26 €	37	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		34 683,35 €	39 810,92 €
S/TOTAL SNC MANOIR DE CLUNY																	34 683,35 €	39 810,92 €
SNC ROUTE DE REDOUTE	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 661 987,44 €	2 612 545,30 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		48 593,34 €	50 119,49 €
S/TOTAL SNC ROUTE DE CLUNY																	48 593,34 €	50 119,49 €
TOTAL GENERAL					990 082 945,99 €	576 243 652,57 €											6 404 164,61 €	33 876 419,80 €

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV - ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B7.2

B7.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 4253-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)		8 251 430,27 €
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)		- €
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)		51 994 551,64 €
Provisions pour garanties d'emprunts		- €
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	60 245 981,91 €
Recettes réelles de fonctionnement	II	920 228 871,00 €
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	6,55%

(1) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV - ANNEXES		IV
ENGAGEMENT HORS BILAN - SUBVENTIONS VERSEES		B8.1

SUBVENTIONS VERSEES

<i>Article (1)</i>	<i>Subvention (2)</i>	<i>Objet de la subvention (3)</i>	<i>Nature juridique</i>	<i>Montant de la subvention</i>
TOTAL INVESTISSEMENT				260 000,00
20415341		Subvention d'équipement Laboratoire Territorial d'Analyses (LTA)	SPA	260 000,00
TOTAL FONCTIONNEMENT				5 115 510,00
657382		Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC CMAC / ATRIUM)	EPCC	3 000 000,00
6573641		Laboratoire Territorial d'Analyses (LTA)	SPA	1 498 510,00
6573641		Bureau de Gestion du Périmètre d'Irrigation du Sud-Est (BGPISE)	SPIC	617 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention

(3) Objet pour lequel est versé la subvention

IV - ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)			POSTES VACANTS
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS CONTRACTUELS	TOTAL	
EMPLOIS FONCTIONNELS ET COLLABORATEURS DE CABINET (1)		15		15	11	1	11	3
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	A ⁺	1	0	1	1		1	0
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT DES SERVICES	A	9		9	9		9	0
COLLABORATEUR DE CABINET	A	5	0	5		1	1	4
FILIERE ADMINISTRATIVE (2)		1567		1567	1147	159	1306	261
ADMINISTRATEUR TERRITORIAL	A ⁺	5		5	1	1	2	3
Directeur territorial (<i>en voie d'extinction</i>)	A	40		40	20	4	24	16
Attaché principal	A	67		67	56	6	62	5
Attaché	A	224		224	133	64	197	27
TOTAL ATTACHE TERRITORIAL		331		331	209	74	283	48
Rédacteur principal 1ère classe	B	59		59	35	4	39	20
Rédacteur principal 2ème classe	B	53		53	52	0	52	1
Rédacteur	B	238		238	161	19	180	58
TOTAL REDACTEUR TERRITORIAL		350		350	248	23	271	79
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	55		55	53	0	53	2
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	393		393	377	0	377	16
Adjoint administratif	C	433		433	259	61	320	113
TOTAL ADJOINT ADMINISTRATIF		881		881	689	61	750	131
TECHNIQUE (3)		2047		2047	1536	354	1890	157
Ingénieur en Chef hors classe	A ⁺	2		2	1	0	1	1
Ingénieur en Chef	A ⁺	19		19	15	0	15	4
TOTAL INGENIEUR EN CHEF		21	0	21	16	0	16	5
Ingénieur Principal	A	36		36	31	1	32	4
Ingénieur	A	82		82	46	13	59	23
TOTAL INGENIEUR		118		118	77	14	91	27
Contrôleur des transports	B	1		1	0	0	0	1
Technicien principal 1ère classe	B	68		68	61		61	7
Technicien principal 2ème classe	B	52		52	47		47	5
Technicien	B	111		111	74	8	82	29

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)			POSTES VACANTS
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANE NTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS CONTRACTUELS	TOTAL	
TOTAL TECHNICIEN		232	0	232	182	8	190	42
<i>Agent de maîtrise principal</i>	C	39		39	33	0	33	6
<i>Agent de maîtrise</i>	C	46		46	44		44	2
TOTAL AGENT DE MAITRISE		85	0	85	77	0	77	8
<i>Adjoint technique principal 1ère classe</i>	C	30		30	26	0	26	4
<i>Adjoint technique principal 2ème classe</i>	C	235		235	229	0	229	6
<i>Adjoint technique 2ème classe</i>	C	344		344	236	74	310	34
TOTAL ADJOINT TECHNIQUE		609	0	609	491	74	565	44
<i>Adjoint technique principal 1ère classe Etblts scol.</i>	C	64		64	46	0	46	18
<i>Adjoint techn. principal 2ème classe Etblts scolaire</i>	C	420		420	408	0	408	12
<i>Adjoint technique 2ème classe Etblts scolaire</i>	C	498		498	239	258	497	1
TOTAL ADJT TECHNIQUE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT		982	0	982	693	258	951	31
MEDICO SOCIALE (4)		165		165	90	28	118	47
Médecin du travail hors classe	A ⁺	1		1	0	1	1	0
Médecin hors classe	A ⁺	8		8	7		7	1
Médecin 1ère classe	A ⁺	6		6	2		2	4
Médecin 2ème classe	A ⁺	9		9	0	4	4	5
TOTAL MEDECIN		24	0	24	9	5	14	10
Psychologue hors classe	A	8		8	6		6	2
Psychologue classe normale	A	17		17	7	8	15	2
TOTAL PSYCHOLOGUE		25	0	25	13	8	21	4
Sage Femme classe exceptionnelle	A	8		8	6		6	2
Sage-Femme classe supérieure	A	8		8	3		3	5
Sage-femme classe normale	A	6		6	3	1	4	2
TOTAL SAGE-FEMME		22	0	22	12	1	13	9
Puéricultrice hors classe	A	11		11	9		9	2
Puéricultrice cadre de santé	A	1		1	0	0	0	1
Puéricultrice classe supérieure	A	10		10	8		8	2
Puéricultrice classe normale	A	21		21	10	6	16	5
TOTAL PUERICULTRICE		43	0	43	27	6	33	10
Infirmier soins généraux hors classe	A	13		13	12		12	1
Infirmier soins généraux classe supérieure	A	16		16	11		11	5
Infirmier soins généraux classe normale	A	21		21	6	8	14	7
TOTAL INFIRMIER		50	0	50	29	8	37	13

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)			POSTES VACANTS
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANE NTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS CONTRACTUELS	TOTAL	
Chargé de mission	A	1		1	0		0	1
MEDICO - TECHNIQUE		30		30	12	9	21	9
Entomologiste	A	1		1	0		0	1
Biologiste, vétérinaire, Pharmacien hors classe	A	2		2		1	1	1
Biologiste, Pharmacien ou vétérinaire	A	2		2		1	1	1
TOTAL PHARMACIEN, VETERINAIRE, BIOLOGISTE		4	0	4	0	2	2	2
Technicien paramédical classe supérieure	B	6		6	5		5	1
Technicien paramédical classe normale	B	19		19	7	7	14	5
TOTAL TECHNICIEN PARAMEDICAL		25	0	25	12	7	19	6
SOCIAL		240	0	240	158	45	203	37
Conseiller socio-éducatif de classe supérieur	A	2		2	2		2	0
Conseiller socio-éducatif	A	12		12	5		5	7
TOTAL CONSEILLER SOCIO-EDUCATIF		14	0	14	7	0	7	7
Assistant socio-éducatif principal	B	106		106	102		102	4
Assistant socio-éducatif	B	102		102	47	40	87	15
TOTAL ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF		208	0	208	149	40	189	19
Educateur de jeunes enfants	B	16		16	1	5	6	10
TOTAL EDUCATEUR JEUNES ENFANTS		16	0	16	1	5	6	10
Agent social principal de 2ème classe	C	1		1	1		1	0
Agent social de 2ème classe	C	1		1	0		0	1
TOTAL AGENT SOCIAL		2	0	2	1	0	1	1
SPORTIVE		15	0	15	10	2	12	3
Conseiller territorial activités physiques et sportives principal de 1ère classe	A	1		1	0		0	1
Conseiller territorial activités physiques et sportives principal de 2ème classe	A	1		1	0		0	1
Conseiller territorial activités physiques et sportives	A	2		2	2		2	0
TOTAL CONSEILLER ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES		4	0	4	2	0	2	2
Educateur APS principal de 2ème classe	B	1		1	1		1	0
Educateur APS	B	9		9	7	2	9	0
TOTAL EDUCATEUR APS		10	0	10	8	2	10	0
Opérateur territorial activités physiques et sportives	B	1		1	0		0	1
TOTAL OPERATEUR APS		1	0	1	0	0	0	1
CULTURELLE (8)		153	0	153	99	8	107	46
Conservateur du patrimoine en chef	A⁺	3		3	2	0	2	1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)			POSTES VACANTS
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANE NTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS CONTRACTUELS	TOTAL	TOTAL
Conservateur du patrimoine	A ⁺	1		1	0		0	1
TOTAL CONSERVATEUR PATRIMOINE		4	0	4	2	0	2	2
Conservateur De bibliothèque en chef	A ⁺	2		2	1		1	1
Conservateur De bibliothèque	A ⁺	2		2	1		1	1
TOTAL CONSERVATEUR BIBLIOTHEQUES		4	0	4	2	0	2	2
Attaché de conservation	A	7		7	3	1	4	3
TOTAL ATTACHE CONSERVATION		7	0	7	3	1	4	3
Bibliothécaire	A	15		15	11		11	4
TOTAL BIBLIOTHECAIRE		15	0	15	11	0	11	4
Conseiller haute technicité	A	1		1	0		0	1
TOTAL CONSEILLER HAUTE TECHNICITE		1	0	1	0	0	0	1
Chargé de mission archéologie	A	1		1	0		0	1
TOTAL CHARGE DE MISSION ARCHEOLOGIE		1	0	1	0	0	0	1
Assistt Qual. Conserv. du Patrim 1ère cl (Arch.)	B	1		1	1		1	0
Assistant de Conserv. du Patrim. Principal 1è cl.	B	7		7	5		5	2
Assistant de Conserv. du Patrim. Principal 2ème cl.	B	16		16	11		11	5
Assistant de Conserv. du Patrim.	B	19		19	10	3	13	6
TOTAL ASSISTANT DE CONSERVATION		43	0	43	27	3	30	13
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	2		2	1		1	1
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	30		30	28		28	2
Adjoint du patrimoine	C	46		46	25	4	29	17
TOTAL ADJOINT DU PATRIMOINE		78	0	78	54	4	58	20
ANIMATION (9)		1		1	0	0	0	1
Adjoint d'Animation de 1ère classe	C	1		1	0		0	1
TOTAL GENERAL		4233		4233	3063	606	3668	564

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018(suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/2018	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
<i>Agents occupant un emploi permanent (6)</i>						
Chargé d'instruction des dossiers Commande publique	A	ADM	445	FORFAIT	ART 3 AL2	CDD
Instructeur DGA Attractivité	A	ADM	445		ART 3 AL2	CDD
Instructeur gestion des délibérations	A	ADM	388		ART 3 AL2	CDD
Chargé de mission innovation	A	ADM	595		ART 3 AL2	CDD
Chargée de communication	A	ADM	423		ART 3 AL 3	CDD
Chargé de mission prospective et stratégie	A	ADM	537		ART 3 AL3	CDD
Chargé de mission Coopération	A	ADM	565		ART 3 AL3	CDI
Responsable Mission pilotage, évaluation	A	ADM	798		ART 3 AL3	CDD
Ingénieur support informatique	A	ADM	605		ART 3 AL 3	CDD
Chargé de mission ingénierie financière	A	ADM	388		ART 3 AL 3	CDD
Gestionnaire carrière-payé	A	ADM	388		ART 3 AL 2	CDD
Chargé de mission	A	ADM	388		ART 3 AL 2	CDD
Chargé de communication	A	ADM	388		ART 3 AL 2	CDD
Chef de service	A	ADM	445		ART 3 AL 2	CDD
Chargé de mission	A	ADM	445		ART 3 AL 3	CDD
Chargé de mission Instruction des dossiers	A	ADM	537		ART 3 AL3	CDD
Chargé de mission informatique	A	ADM	537		ART 3 AL3	CDD
Gestionnaire finances/budget	A	ADM	388		ART 3 AL3	CDD
Négociateur foncier	A	ADM	388		ART 3 AL 3	CDD
Chargée de communication	A	ADM	565		ART 3 AL 2	CDD
Chargé de mission risques majeurs	A	ADM	423		ART 3 AL 2	CDD
Chargé de mission pilotage	A	ADM	423		ART 3 AL 2	CDD
Chargé de mission dispositif tutoral	A	ADM	388		ART 3 AL3	CDD
Chargé de mission RH / veille juridique	A	ADM	388		ART 3 AL3	CDD
Chargé de communication	A	ADM	423		ART 3 AL3	CDD
Chargé de mission coopération international	A	ADM	701		ART 3 AL3	CDD
Chargée de mission service jeunesse, econ soc et solidaire	A	ADM	445		ART 3 AL3	CDD

Directeur logement	A	ADM	565		ART 3 AL 2	CDI
Chargé de mission	A	ADM	423		ART 3 AL 2	CDD
Chargé de mission Commande publique	A	ADM	445		ART 3 AL 2	CDD
chargée de mission coopération	A	ADM	760		ART 3 AL 2	CDI
Chargé de mission apprentissage	A	ADM	423		ART 3 AL 3	CDD
Instructeur fonds européens	A	ADM	388		ART 3 AL 2	CDI
Acheteur public	A	ADM	388		ART 3 AL 2	CDD
Chagé de mission ingénierie financière	A	ADM	595		ART 3 AL 3	CDI
Chargée de mission innovation	A	ADM	388		ART 3 AL 2	CDD
Chargée de mission	A	ADM	445		ART 3 AL 2	CDD
Chargée de communication	A	ADM	388		ART 3 AL 2	CDD
Coordonateur budgétaire et comptable	A	ADM	388		ART 3 AL 2	CDD
Chargée de mission GPEEC	A	ADM	565		ART 3 AL 3	CDI
Chargée de mission formation professionnelle	A	ADM	445		ART 3 AL 2	CDD
Instructeur dossiers fonds européens	A	ADM	423		ART 3 AL 2	CDD
Chargé du développement NTIC	A	ADM	565		ART 3 AL 2	CDD
Chargé de mission affaires culturelles	A	ADM	595		ART 3 AL 3	CDD
Chargé de mission	A	ADM	722		ART 3 AL 2	CDD
Contrôleur fonds européens	A	ADM	388		ART 3 AL 3	CDD
Chargé de mission évaluation / contrôle de gestion	A	ADM	423		ART 3 AL 2	CDD
Chargé de mission	A	ADM	445		ART 3 AL 3	CDD
Chargé de mission	A	ADM	423		ART 3 AL 3	CDD
Chargé de mission informatique	A	ADM	388		ART 3 AL 3	CDD
Chargé de mission ingénierie financière	A	ADM	595		ART 3 AL 3	CDD
Juriste	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 5	CDI
Chargé de mission	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 2	CDD
Chargé de mission	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 2	CDD
Chef de service	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 2	CDD
Chef de projet	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 2	CDD
Attaché chargé de mission	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 5	CDI

Attaché chargé d'études	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 2	CDI
Chargé de missionfiscalité, assurances et prospective	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 2	CDD
Chargé de mission	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 3	CDI
Chargé de mission - Pôle communication -Relations publiques	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 3	CDD
Chargé de mission -Mis à la disposition	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 3	CDI
Chargé de mission DGA Solidarités	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 3	CDD
Chargé de mission	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 3	CDI
Attaché (Fonds Européens)	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 3	CDI
Attaché (Fonds Européens)	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 2	CDI
Attaché (Fonds Européens)	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 2	CDI
Attaché (Fonds Européens)	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 2	CDI
Attaché (Fonds Européens)	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 2	CDI
Attaché (Fonds Européens)	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 2	CDI
Attaché (Fonds Européens)	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 2	CDI
Attaché (Fonds Européens)	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 2	CDI
Attaché (Fonds Européens)	A	ADM	IM: 388 à 830		ART 3 AL 2	CDI
Attaché (Fonds Européens)	A	ADM	IM: 388 à 830		Art 3al3 2°	CDD
Chargé d'études environnement	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 5	CDI
Instructeur dossier insertion	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 5	CDI
Chargé de communication	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Chargé d'études	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Chargé d'études	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 2	CDD

Chargé d'études	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Chargé d'études	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Chargé d'études	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Chargé d'études	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Chargé d'études	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Chargé d'études	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Chargé d'études	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Graphiste	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Chargé d'études	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Rédacteur communication interne	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 3	CDI
Rédacteur chargé des ressources logistiques	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 3	CDI
Chargé d'études	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 3	CDI
Rédacteur - Mis à disposition	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 3	CDI
Rédacteur - Mis à disposition	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 3	CDI
Rédacteur - Mis à disposition	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 3	CDI
Rédacteur - Mis à disposition	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 3	CDI
Responsable Musée de Fonds Saint Jacques	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 3	CDI
Instructeur commande publique	B	ADM	IM: 343 à 587		ART 3 AL 3	CDI
Adjoint administratif	C	ADM	IM: 326 à 466		ART 3 AL 3	CDI
Adjoint administratif	C	ADM	IM: 326 à 466		ART 3 AL 3	CDI
Adjoint administratif	C	ADM	IM: 326 à 466		ART 3 AL 3	CDI

Adjoint administratif	C	ADM	IM: 326 à 466		ART 3 AL 3	CDI
Adjoint administratif	C	ADM	IM: 326 à 466		ART 3 AL 3	CDI
Adjoint administratif	C	ADM	IM: 326 à 466		ART 3 AL 3	CDI
Ingénieur chargé de mission	A	TECHN	IM : 388 à 830		ART 3 AL 3	CDI
Ingénieur en bâtiment	A	TECHN	IM : 388 à 830		ART 3 AL 3	CDI
Ingénieur Informatique	A	TECHN	IM : 388 à 830		ART 3 AL 3	CDI
Ingénieur banque numérique	A	TECHN	IM : 388 à 830		ART 3 AL 3	CDD
Chargé de mission patrimoine	A	TECHN	IM : 388 à 830		ART 3 AL 3	CDI
Ingénieur systèmes d'informat et télécom	A	TECHN	IM : 388 à 830		ART 3 AL 3	CDD
Directeur stratégie numérique et très haut débit	A	TECHN	IM : 388 à 830		ART 3 AL 3	CDD
Chargé de mission stratégie numérique	A	TECHN	IM : 388 à 830		ART 3 AL 3	CDI
Chargé de mission transport mobilité	A	TECHN	IM : 388 à 830		ART 3 AL 3	CDD
Ingénieur travaux neufs	A	TECHN	IM : 388 à 830		ART 3 AL 3	CDD
Ingénieur travaux - Architecte	A	TECHN	IM : 388 à 830		ART 3 AL 3	CDD
Ingénieur support aux utilisateurs	A	TECHN	IM : 388 à 830		ART 3 AL 3	CDD
Ingénieur informatique	A	TECHN	IM : 388 à 830		ART 3 AL 3	CDD
Chargé de mission évaluation / contrôle de gestion	A	TECHN	IM : 388 à 830		ART 3 AL2	CDD
Chargé de mission mise en conformité et contrôle	B	TECHN	IM: 343 à 587		ART 3 AL 3	CDI
Contrôleur de travaux	B	TECHN	IM: 343 à 587		ART 3 AL 3	CDI
Adjoint technique ressources logistiques	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 3	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 3	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 3	CDI
Adjoint technique ressources logistiques	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 3	CDI

Adjoint technique ressources logistiques	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique ressources logistiques	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique ressources logistiques	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique ressources logistiques	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique	C	TECHN	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI

Chargé de mission affaires culturelles	A	CULT	IM: 326 à 466		ART 3 AL 3	CDI
Assistant de conservation	B	CULT	IM : 343 à 587		ART 3 AL 2	CDI
Guide animateur au musée de la Pagerie	C	CULT	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Guide animateur	C	CULT	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Guide animateur	C	CULT	IM: 326 à 466		ART 3 AL 5	CDI
Conseiller technique	A	SPORT	IB : 388 à 966		ART 3 AL 3	CDI
Médecin du travail	A	MEDICO SOCIAL	HB1		ART 3 AL 3	CDD
Médecin	A	MEDICO SOCIAL	IM : 461 à HEB		ART 3 AL 3	CDI
Médecin	A	MEDICO SOCIAL	IM : 461 à HEB		ART 3 AL 3	CDI
Médecin	A	MEDICO SOCIAL	IM : 461 à HEB		ART 3 AL 3	CDD
Médecin	A	MEDICO SOCIAL	IM : 461 à HEB		ART 3 AL 3	CDD
Psychologue	A	MEDICO SOCIAL	IM : 388 à 798		ART 3 AL 2	CDD
Psychologue	A	MEDICO SOCIAL	IM : 388 à 798		ART 3 AL 2	CDD
Psychologue	A	MEDICO SOCIAL	IM : 388 à 798		ART 3 AL 2	CDD
Psychologue	A	MEDICO SOCIAL	IM : 388 à 798		ART 3 AL 2	CDD
Psychologue	A	MEDICO SOCIAL	IM : 388 à 798		ART 3 AL 2	CDD
Psychologue	A	MEDICO SOCIAL	IM : 388 à 798		ART 3 AL 2	CDD
Psychologue	A	MEDICO SOCIAL	IM : 388 à 798		ART 3 AL 2	CDD
Psychologue	A	MEDICO SOCIAL	IM : 388 à 798		ART 3 AL 3	CDI
Puéricultrice	A	MEDICO SOCIAL	IM : 416 à 650		ART 3 AL 2	CDD
Puéricultrice	A	MEDICO SOCIAL	IM : 416 à 650		ART 3 AL 2	CDD

Puéricultrice	A	MEDICO SOCIAL	IM : 416 à 650		ART 3 AL 2	CDD
Puéricultrice	A	MEDICO SOCIAL	IM : 416 à 650		ART 3 AL 2	CDD
Puéricultrice	A	MEDICO SOCIAL	IM : 416 à 650		ART 3 AL 2	CDD
Puéricultrice	A	MEDICO SOCIAL	IM : 416 à 650		ART 3 AL 2	CDD
Infirmière	A	MEDICO SOCIAL	IM : 356 à 617		ART 3 AL 2	CDD
Infirmière	A	MEDICO SOCIAL	IM : 356 à 617		ART 3 AL 2	CDD
Infirmière	A	MEDICO SOCIAL	IM : 356 à 617		ART 3 AL 2	CDD
Infirmière	A	MEDICO SOCIAL	IM : 356 à 617		ART 3 AL 2	CDD
Infirmière	A	MEDICO SOCIAL	IM : 356 à 617		ART 3 AL 2	CDD
Infirmière	A	MEDICO SOCIAL	IM : 356 à 617		ART 3 AL 2	CDD
Infirmière	A	MEDICO SOCIAL	IM : 356 à 617		ART 3 AL 2	CDD
Infirmière	A	MEDICO SOCIAL	IM : 356 à 617		ART 3 AL 2	CDD
Sage-Femme	A	MEDICO SOCIAL	IM : 439 à 798		ART 3 AL 2	CDD
Pharmacien	A	MEDICO STECHN	IM : 372 à HEA		ART 3 AL 2	CDD
Vétérinaire	A	MEDICO TECHN	IM : 372 à HEA		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD

Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Décembre 2018 -
B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018(suite)

618

Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Assistants socio-éducatif	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Educateurs de jeunes enfants	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Educateurs de jeunes enfants	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Educateurs de jeunes enfants	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Educateurs de jeunes enfants	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
Educateurs de jeunes enfants	B	SOCIAL	IM : 356 à 587		ART 3 AL 2	CDD
TOTAL GENERAL						

(1) CATEGORIES : A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif (dont emplois de l'article 47 de la loi du 26 Janvier 1984)

(3) REMUNERATION :

Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 Janvier 1984 modifiée).

IV ANNEXES	B10
ANNEXES PATRIMONIALES - LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant Engagement
Détention d'une part de capital	Total	9 110 611,00
S.A. D'ECONOMIE MIXTE DE PRODUCTION SUCRIERE ET RHUMIERE (SAEM GALION)	SEM Locale	3 260 499,00
STE AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL MARTINIQUE (SAFER)	SA	432 323,00
STE D'ECONOMIE MIXTE DES ABATTOIRS DE MARTINIQUE (SEMAM)	SEM Locale	331 224,00
SA D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA VILLE DU LAMENTIN (SEMAVIL)	SEM Locale	90 176,00
STE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE (SIMAR)	SEM d'Etat	3 811 501,00
STE MARTINICAISE HLM (SMHLM)	SA	320 000,00
STE DE DEVELOPPEMENT ET D' EQUIPEMENT DE LA MARTINIQUE (SODEM)	SEM Locale	864 400,00
STE HLM OZANAM	SA	488,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt	Total	576 243 652,57 €
SOCIETE IMMOBILIERE MARTINIQUE (SIMAR)	SEM d'Etat	166 134 531,09 €
SOCIETE ANONYME HLM OZANAM	SA	151 100 270,31 €
SOCIETE LA MARTINICAISE D' H.L.M	SA	112 807 700,78 €
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE FORT-DE-FRANCE (SEMAFF)	SEM Locale	41 944,73 €
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE SAINT-MARTIN (SEMSAMAR)	SEM Locale	18 790 701,83 €
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG)	SEM Locale	22 083 126,05 €
EARL HORTICOLE PETIT GALION	EARL	68 309,93 €
ASS. CARIBEENNE POUR LE BIEN-ETRE DES PERSONNES AGEES (ACBEPA)	Association	215 470,99 €
ASS. DEPARTEMENTALE DES AMIS ET PARENTS D'ENFANTS INADAPTES (ADAPEI)	Association	3 220 000,00 €
ASS. POUR L'AIDE AUX PERSONNES HANDICAPEES(AAPH)	Association	1 924 148,60 €
ASS. DE GESTION DU COLLEGE PRIVE CATHOLIQUE (AGEC)	Association	159 145,60 €
ASS. PR LA PREPARATION ET LA PROMOTION DES ARTISTES HANDICAPES DE MARTINIQUE (APPHAM)	Association	58 209,39 €
SEMINAIRE COLLEGE SAINTE-MARIE	Association	392 081,53 €
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE	Etablissement public	455 437,27 €
SOCIETE PAR ACTION SIMPLIFIEE (SAS) PERRINON INVEST	SA	688 583,97 €
SOCIETE MIXTE ATLANTIQUE (SEMA)	SEM Locale	122 609,16 €
SNC ROUTE DE REDOUTE	Sté en nom collectif	2 612 545,30 €
UNION REGIONALE DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR SOCIAL IMMO	Association	1 121 548,23 €

IV- ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES - LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Mode du financement	Observations	
Syndicats mixtes (articles L.5721-2 du CGCT)					
SMEM - Syndicat Mixte d'électricité de la Martinique	22/01/2003	Sans fiscalité propre		Pas de reversement de la taxe sur l'électricité	
PNM - Syndicat Mixte du Parc Naturel de la Martinique	22/05/1975	Sans fiscalité propre	700 000,00	subvention d'investissement	
			4 020 000,00	contribution de fonctionnement	
Etablissement public de coopération intercommunale					
Néant					
Autres organismes de regroupement					
Martinique Transport			65 000 000,00	contribution de fonctionnement	

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV - ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES - LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Etablissement public à caractère administratif (EPA)	EPCC ATRIUM et CMAC / Structure culturelle unique de gestion	01/01/2015	CP 128-14 du 13/03/2014	SPA	oui

IV- ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES - LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité	TVA (oui / non)
Laboratoire Territorial d'analyses / Sécurité sanitaire des aliments et de l'eau	03/08/1977	03/08/1977	SPA	oui
Bureau de Gestion du Périmètre Irrigué du Sud-Est /Gestion de l'eau	18/02/1997	27/06/1997	SPIC	oui

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION - ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	D1

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

DGE: DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT

RECETTES		
Compte	Libellé compte	Montant
13411	Dotation globale d'équipement (DGE)	2 000 000,00
DEPENSES		
Compte	Libellé compte	Montant
231538-2041512	Travaux d'irrigation	670 289,56
231538-204182	Participation aux travaux d'équipement rural & d'aménagement foncier	1 493 169,87
	Total	2 163 459,43

TAXE D'AMENAGEMENT

RECETTES		
Compte	Libellé compte	Montant
73131	Taxe d'aménagement	1 500 000,00
DEPENSES		
Compte	Libellé compte	Montant
204182	Subventions pour aménagement sentiers et aires d'accueil	82 000,00
23181	Travaux d'installation générales sentiers et aires d'accueil	10 000,00
6558	CAUE	400 000,00
6568	PNRM	4 020 000,00
657382	Aires d'accueil et sentiers en espaces naturels sensibles	873 000,00
	Total	5 385 000,00

TAXE ADDITIONNELLE DEPARTEMENTALE A LA TAXE DE SEJOUR

RECETTES		
Compte	Libellé compte	Montant
731722	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	35 000,00
DEPENSES		
Compte	Libellé compte	Montant
6568	Actions en faveur du tourisme	5 275 000,00
Total		5 275 000,00

TAXES SUR LES CARBURANTS

RECETTES		
Compte	Libellé compte	Montant
7342	Taxe sur les carburants	84 000 000,00
DEPENSES		
Compte	Libellé compte	Montant
Réseau routier		
20...,21...,23...	Travaux	8 260 584,95
60...,61...,62...	Entretien et réparation du réseau routier	4 785 353,00
20...,21...,23...	Travaux infrastructures fluviales, maritimes et portuaires	421 074,41
60...,61...,62...	Entretien et réparations infrastructures fluviales, maritimes et portuaires	410 569,00
Total		13 877 581,36
Remboursement emprunts voirie		
1641	Emprunt en euros (Capital)	1 154 924,06
66111	Intérêts réglés à l'échéance	12 399,29
Transports		
20...,21...,23...	Equipement	13 775 213,87
60...,61...,62...	Transport de personnes extérieures à la collectivité	72 155 436,00
Total (réseau routier-voirie-transports) :		85 930 649,87
		100 975 554,58

PRODUIT DES AMENDES AUTOMATISEES

RECETTES		
Compte	Libellé compte	Montant
1345	Amendes de radars automatiques	105 000,00
DEPENSES		
Compte	Libellé compte	Montant
23151	sécurisation du réseau routier - points d'arrêt pr usagers	661 606,77

IV- ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION - DECISION EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS	D4

Libellés	Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (% , unité ou €)	Variation du taux / (N-1) (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / (N-1) (%)
Part régionale des ressources						
Taxe sur les permis de conduire					270 000,00	
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules					7 200 000,00	
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)					1 900 000,00	
Taxe relative à l'octroi de mer (1)					72 000 000,00	
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)					1 700 000,00	
Part départementale des ressources						
Taxe foncière sur les propriétés bâties			19,49%	0,00%	74 800 000,00	
Taxe d'aménagement			1,75%	0,00%	1 500 000,00	
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement			4,50%	0,00%	23 000 000,00	
Taxe sur la consommation finale d'électricité			4,00%	0,00%	2 800 000,00	

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-523-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

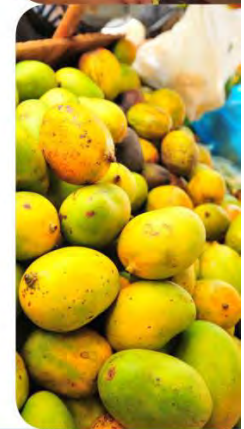


2019

BUDGET PRIMITIF

BUDGET ANNEXE :

LABORATOIRE TERRITORIAL D'ANALYSE



COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2019

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-523-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Régions : COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget principal CTM

Numéro SIRET : 20005550700061

POSTE COMPTABLE : Payeur Territorial de Martinique

M. 57

**Budget primitif
voté par fonction**

BUDGET : Laboratoire d'analyse CTM (3)

ANNEE 2019

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	6
B - Modalités de vote	7
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	8
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	9
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	11

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports	13
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre	14
B1 - Présentation des AP votées	15
B2 - Présentation des AE votées	16
C - Récapitulation par groupes fonctionnels	17
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement	23
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	25
E1 - Balance générale - Dépenses	27
E2 - Balance générale - Recettes	29

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	31
A.900 - Services généraux	35
A.900-5 - Gestion des fonds européens	38
A.901 - Sécurité	39
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	40
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	43
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)	46
A.904-4 - RSA	48
A.905 - Aménagement des territoires et habitat	49
A.906 - Action économique	52
A.907 - Environnement	54
A.908 - Transports	57
A.921 - Taxes non affectées	61
A.922 - Dotations et participations	62
A.923 - Dettes et autres opérations financières	63
A.925 - Opérations patrimoniales	64
A.926 - Transferts entre les sections	65
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	66
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	67
B.930 - Services généraux	71
B.930-5 - Gestion des fonds européens	74
B.931 - Sécurité	75

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2019

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	76
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	79
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	82
B.934-3 - APA	84
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI	85
B.935 - Aménagement des territoires et habitat	86
B.936 - Action économique	89
B.937 - Environnement	91
B.938 - Transports	94
B.940 - Impositions directes	98
B.941 - Autres impôts et taxes	99
B.942 - Dotations et participations	100
B.943 - Opérations financières	101
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	102
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	103
B.946 - Transferts entre les sections	104
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	105
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	106

IV - Annexes**A - Présentation croisée**

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	107
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	109
A2.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	111
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2019

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
B - Annexes patrimoniales	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B8.1 - Subventions versées	Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D5.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2019

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

- les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;
- les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;
- les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : .

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(3)	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4)	A3	0,00

		RESTES A REALISER N-1				
		Dépenses	Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	0,00
Investissement	A2 + B2	0,00
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

- (1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.
- (2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
- (3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
- (4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.
- (5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II	
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS		A1	
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	260 000,00	260 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	260 000,00	260 000,00
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	3 080 700,00	3 080 700,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	3 080 700,00	3 080 700,00
	TOTAL DU BUDGET (4)	3 340 700,00	3 340 700,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE	A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	260 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	0,00	260 000,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	3 080 700,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	0,00	3 080 700,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	3 340 700,00	0,00	3 340 700,00	3 340 700,00	0,00	3 340 700,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	950	0,00
---	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	0,00
----------------------------------	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS					C

SECTION	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
---------	------------------------------------	-----------------------	------------------------	---------------------	---------------------------

AP VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00
AE VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
90 Opérations ventilées	276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
- en AP/CP (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)	276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
90 Opérations ventilées	276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
- Recettes affectées	276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	3 000 390,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	3 080 700,00
93 Services ventilés	3 000 390,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	3 080 700,00
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AE/CP	3 000 390,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	3 080 700,00
94 Services communs non ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 000 390,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	3 080 700,00
93 Services ventilés	3 000 390,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	3 080 700,00
94 Services communs non ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2019

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)	C

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
---------	---	--	--	--------------------------------	--	--	---

AP VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00						
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00						

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	0,00						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 079 700,00
93 Services ventilés		1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 079 700,00
- en AE/CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2019

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
- hors AE/CP		1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 079 700,00
94 Services communs non ventilés	0,00						
953 Virement à la section d'investissement	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 080 700,00
93 Services ventilés		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 080 700,00
94 Services communs non ventilés	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)	C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
---------	-----------------------------	--	---	---	-------------------------------------	----------------------------------	---

AP VOTEES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (952)							

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2019

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT	D1

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	260 000,00	260 000,00
900 Services généraux	0,00	0,00
900-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
901 Sécurité	0,00	0,00
902 Enseign., form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	260 000,00	260 000,00
904-4 RSA	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
906 Action économique	0,00	0,00
907 Environnement	0,00	0,00
908 Transports	0,00	0,00
909 Fonction en réserve		
92 Opérations non ventilées	0,00	0,00
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	0,00
923 Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00
95 Chapitres de prévision sans réalisation		0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL	I 260 000,00	II 260 000,00

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	0,00	0,00
926 Transferts entre les sections (2)	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement		0,00
TOTAL	III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :	0,00
--	-------------

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII 0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2019

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	260 000,00	II + IV + VI + VII	260 000,00
----------------------------	--------------------	-------------------	---------------------------	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT	D2

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Services ventilés	3 080 700,00	3 080 700,00
930 Services généraux	1 000,00	0,00
930-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
931 Sécurité	0,00	0,00
932 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	3 079 700,00	3 080 700,00
934-3 APA	0,00	0,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00
935 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
936 Action économique	0,00	0,00
937 Environnement	0,00	0,00
938 Transports	0,00	0,00
939 Fonction en réserve		
94 Services communs non ventilés	0,00	0,00
940 Impositions directes	0,00	0,00
941 Autres impôts et taxes	0,00	0,00
942 Dotations et participations	0,00	0,00
943 Opérations financières	0,00	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	0,00	0,00
TOTAL	I 3 080 700,00	II 3 080 700,00

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)	0,00	0,00
947 Transferts à l'intérieur de la section	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	0,00	
TOTAL	III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :	0,00
---	-------------

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
--	--------	---------

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2019

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	3 080 700,00	II + IV + VI	3 080 700,00
----------------------------	--------------------	---------------------	---------------------	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	E1

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
	Dépenses d'investissement – Total	276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
	Sous total des opérations réelles et mixtes	276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations d'ordre	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		3 000 390,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	3 080 700,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		3 000 390,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	3 080 700,00
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	819 341,28	0,00	838 311,00	838 311,00	838 311,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	2 179 548,72	0,00	2 241 289,00	2 241 289,00	2 241 289,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	0,00	0,00	100,00	100,00	100,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	1 500,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	E2

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
	Recettes d'investissement – Total	276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
	Sous total des opérations réelles et mixtes	276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations d'ordre	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – RECETTES						E2
	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		3 000 390,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	3 080 700,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		3 000 390,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	3 080 700,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 570 390,00	0,00	1 551 190,00	1 551 190,00	1 551 190,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	1 430 000,00	0,00	1 498 510,00	1 498 510,00	1 498 510,00
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	31 000,00	31 000,00	31 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET									III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									A
Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	276 000,00	0,00	0,00	260 000,00	260 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	276 000,00	0,00	0,00	260 000,00	260 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve								
92	Opérations non ventilées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
926	Transferts entre les sections	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation			0,00					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		276 000,00	0,00	0,00	260 000,00	260 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00
001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)									0,00
TOTAL									260 000,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2019

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						A

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
92	Opérations non ventilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
926	Transferts entre les sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		276 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	260 000,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)						0,00
-----------------------------------	--	--	--	--	--	------

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

TOTAL						260 000,00
-------	--	--	--	--	--	------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2019

- (3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.
- (5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 900
Détail par articles	

CHAPITRE 900 – Services généraux

AP (1) = 0,00

Libellé	90-02 Administration générale						
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 900
Détail par articles	

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 900-5
Détail par articles	

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens

AP (1) = 0,00

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT				
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS				
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 901

CHAPITRE 901 – Sécurité

AP (1) = 0,00

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AP (1) = 0,00

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 902
Détail par articles	

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AP (1) = 0,00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET					III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes		
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA)

AP (1) = 0,00

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite)

Libellé	90-42 Action sociale									TOTAL DU CHAPITRE
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance	90-423 Personnes âgées	90-424 Personnes en difficulté	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence					
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA

AP (1) = 0,00

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat

AP (1) = 0,00

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)			
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 905
Détail par articles	

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 – Action économique

AP (1) = 0,00

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintenance et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 0,00

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine				
			90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
			90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports

AP (1) = 0,00

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 908
Détail par articles	

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 908
Détail par articles	

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures			
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Reversement de dotations (trop perçu).

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 923

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<i>DEPENSES (3)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	<i>RECETTES (3)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Charges transférées</i>	0,00	0,00	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	0,00	0,00	0,00
	<i>Amortissement des immobilisations</i>	0,00	0,00	0,00
281351	<i>Bâtiments publics</i>	0,00	0,00	0,00
281578	<i>Autre matériel technique</i>	0,00	0,00	0,00
281848	<i>Autres matériels de bureau et mobiliers</i>	0,00	0,00	0,00
28188	<i>Autres immo. corporelles</i>	0,00	0,00	0,00
	Autres	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				0,00
950	Dépenses imprévues				0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	
951	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Pour mémoire budget précédent » est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET									III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									B
Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	3 000 390,00	0,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00
930	Services généraux	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	3 000 390,00	0,00	0,00	3 079 700,00	3 079 700,00	0,00	3 079 700,00	3 079 700,00
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve								
94	Services communs non ventilés	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2019

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
95	Chapitre de prévision sans réalisation	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		3 000 390,00	0,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)									0,00
---	--	--	--	--	--	--	--	--	------

TOTAL									3 080 700,00
--------------	--	--	--	--	--	--	--	--	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(4) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						B

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	3 000 390,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	3 080 700,00
930	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign., form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	3 000 390,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	3 080 700,00
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve					
94	Services communs non ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
940	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		3 000 390,00	0,00	3 080 700,00	3 080 700,00	3 080 700,00

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)						0,00
------------------------------------	--	--	--	--	--	------

TOTAL						3 080 700,00
-------	--	--	--	--	--	--------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2019

(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux

AE (1) = 0,00

Libellé	93-02 Administration générale						
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funébres	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 930
Détail par articles	

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 930-5
Détail par articles	

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens

AE (1) = 0,00

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT				
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 931

CHAPITRE 931 – Sécurité

AE (1) = 0,00

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AE (1) = 0,00

Libellé	93-20 Services communs	93-21			93-22		
		Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
		93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 932
Détail par articles	

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 932
Détail par articles	

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AE (1) = 0,00

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)

AE (1) = 0,00

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	3 079 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	3 079 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	3 079 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	3 079 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	1 582 190,00	0,00	1 498 510,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	1 582 190,00	0,00	1 498 510,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	1 582 190,00	0,00	1 498 510,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite)

Libellé	93-42 Action sociale									TOTAL DU CHAPITRE
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance	93-423 Personnes âgées	93-424 Personnes en difficulté	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence					
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 079 700,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 079 700,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 079 700,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 079 700,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 080 700,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 080 700,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 080 700,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET					III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					B 934-3

CHAPITRE 934-3 – APA

AE (1) = 0,00

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934-4

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI

AE (1) = 0,00

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat

AE (1) = 0,00

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)			
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 – Action économique

AE (1) = 0,00

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						B 936

CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement

AE (1) = 0,00

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine				
			93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
			93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports

AE (1) = 0,00

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 938
Détail par articles	

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé	93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures			
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 940

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 941

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES	B 943
Détail par articles	

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (3)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00
Compte R7622 (4)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES	B 946
Détail par articles	

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3) (5)	0,00	0,00	0,00
	<i>Dot. aux amortissements et provisions</i>	0,00	0,00	0,00
6811	<i>Dot. amort. immos incorporelles</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Autres</i>	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (4) (5)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Transfert de charges</i>	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(5) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Articles	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
952	Dépenses imprévues				0,00
953	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	90-418 Autres actions
	DEPENSES	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale								TOTAL DU CHAPITRE	
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance	90-423 Personnes âgées	90-424 Personnes en difficulté		90-428 Autres interventions sociales
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence					
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00	
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00	
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
	DEPENSES	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 079 700,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	838 311,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 241 289,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 080 700,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 551 190,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 498 510,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 080 700,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		838 311,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 241 289,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		100,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 080 700,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		31 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 551 190,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 498 510,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		3 079 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	534 031,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	95 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	62 067,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 693,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	31 733,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 628 714,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	475 872,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	104 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 582 190,00	0,00	1 498 510,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	1 500 190,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	1 498 510,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale								TOTAL DU CHAPITRE	
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance	93-423 Personnes âgées	93-424 Personnes en difficulté		93-428 Autres interventions sociales
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence					
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 079 700,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	534 031,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 120,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 067,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 693,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 733,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 628 714,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475 872,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 970,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 080 700,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 190,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 498 510,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-523-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019



2019

BUDGET PRIMITIF

*BUDGET ANNEXE :
BUREAU DE GESTION DU
PÉRIMETRE IRRIGUÉ DU SUD EST*

BP - 2019

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-523-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET
20005550700038

COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT
Régions COLLECTIVITE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE

POSTE COMPTABLE DE : Payeur Territorial de Martinique

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : BGPISE CTM (2)

ANNEE 2019

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget	3
-----------------------------	---

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	Sans Objet
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	18
--------------------------	----

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 554 500,00	1 554 500,00
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)		1 554 500,00	1 554 500,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	1 554 500,00	1 554 500,00
---------------------	--------------	--------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	1 193 500,00	0,00	1 248 500,00	1 248 500,00	1 248 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	356 000,00	0,00	306 000,00	306 000,00	306 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		1 549 500,00	0,00	1 554 500,00	1 554 500,00	1 554 500,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		1 549 500,00	0,00	1 554 500,00	1 554 500,00	1 554 500,00
023	Virement à la section d'investissement (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL		1 549 500,00	0,00	1 554 500,00	1 554 500,00	1 554 500,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 554 500,00
---	---------------------

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	2 500,00	2 500,00	2 500,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	935 000,00	0,00	935 000,00	935 000,00	935 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	614 500,00	0,00	617 000,00	617 000,00	617 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		1 549 500,00	0,00	1 554 500,00	1 554 500,00	1 554 500,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		1 549 500,00	0,00	1 554 500,00	1 554 500,00	1 554 500,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL		1 549 500,00	0,00	1 554 500,00	1 554 500,00	1 554 500,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 554 500,00
---	---------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	0,00	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.
---	-------------	---

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPIS CTM - BP - 2019

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) $DE\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RE\ 042$; $RI\ 040 = DE\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DE\ 043 = RE\ 043$.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
=	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	0,00
---	-------------

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 248 500,00		1 248 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	306 000,00		306 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	1 554 500,00	0,00	1 554 500,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 554 500,00
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	2 500,00		2 500,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	935 000,00		935 000,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	617 000,00		617 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		1 554 500,00	0,00	1 554 500,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 554 500,00
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPIS CTM - BP - 2019

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général (5) (6)	1 193 500,00	1 248 500,00	1 248 500,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	424 746,82	420 000,00	420 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	2 000,00	1 500,00	1 500,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	66 500,00	80 000,00	80 000,00
6156	Maintenance	650 000,00	700 000,00	700 000,00
617	Etudes et recherches	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6262	Frais de télécommunications	3 253,18	0,00	0,00
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	45 000,00	45 000,00	45 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	356 000,00	306 000,00	306 000,00
6331	Versement de transport	60 177,00	31 975,00	31 975,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	901,00	901,00	901,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 004,00	2 004,00	2 004,00
6411	Salaires, appointements, commissions	85 138,00	80 000,00	80 000,00
6414	Indemnités et avantages divers	81 125,00	80 000,00	80 000,00
6415	Supplément familial	3 006,00	3 006,00	3 006,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	57 257,00	50 000,00	50 000,00
6452	Cotisations aux mutuelles	114,00	114,00	114,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	60 508,00	50 000,00	50 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	5 770,00	3 000,00	3 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	5 000,00	5 000,00
014	Atténuations de produits (7)	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		1 549 500,00	1 554 500,00	1 554 500,00
66	Charges financières (b) (8)	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		1 549 500,00	1 554 500,00	1 554 500,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 549 500,00	1 554 500,00	1 554 500,00

	+
RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
	+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00
	=
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 554 500,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPIS CTM - BP - 2019

- (3) Hors restes à réaliser.
- (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
- (6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
- (7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
- (8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.
- (12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	2 500,00	2 500,00
64198	Autres remboursements	0,00	2 500,00	2 500,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	935 000,00	935 000,00	935 000,00
70111	Ventes d'eau aux abonnés	640 000,00	640 000,00	640 000,00
70118	Autres ventes d'eau	250 000,00	250 000,00	250 000,00
70128	Autres taxes et redevances	45 000,00	45 000,00	45 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	614 500,00	617 000,00	617 000,00
747	Subv. et participat° collectivités	614 500,00	617 000,00	617 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		1 549 500,00	1 554 500,00	1 554 500,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		1 549 500,00	1 554 500,00	1 554 500,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 549 500,00	1 554 500,00	1 554 500,00

	+
RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	</
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	----

		=
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES		1 554 500,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622	
Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
----------------------------------	-------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPSE CTM - BP - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

V - ARRETÉ ET SIGNATURES	V
ARRETÉ - SIGNATURES / COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRIMITIF EXERCICE 2019	A

Nombre de membres en exercice : 51

Nombre de membres présents : 33

Nombre de suffrages exprimés : 47

VOTES : Pour : 30

Contre : 17

Abstentions : 0

Date de convocation : 6 décembre 2018

Présenté par le Président de l'Assemblée de Martinique

A Fort de France, le 19 décembre 2018

Délibéré par l'Assemblée de Martinique, réunie en session

A Fort de France, le 19 décembre 2018

✓

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le et de la publication le

A

,le

le Président du Conseil Exécutif
Collectivité Territoriale de Mayotte



Alfred MARIE-JEANNE

20 DEC. 2018



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-524-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 DEC. 2018

DÉLIBÉRATION N°18-524-1

PORTANT AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES PLURIANNUELLES

L'An deux mille dix-huit, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Johnny HAJJAR), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Lucie LEBRAVE (procuration à Michelle MONROSE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Marie-France TOUL), Marie-Frantz TINOT (procuration à Claude BELLUNE), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par le conseil économique, social, environnemental, de la culture et de l'éducation de Martinique (CESECEM) le 17 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 10 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 10 décembre 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, la commission développement économique et tourisme, et la commission affaires juridiques et textes le 11 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 11 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 11 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission formation professionnelle et apprentissage et la commission insertion, économie sociale et solidaire le 13 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention P.M.I. – A.S.E. le 17 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission logement et habitat et la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 18 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 18 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission transports le 18 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont créées les autorisations budgétaires pluriannuelles suivantes en section de fonctionnement :

AE	Chap	Intitulé de l'AE	Montant de l'AE	CP à ouvrir au titre de l'exercice 2019	CP à ouvrir au titre de l'exercice 2020
T633E13	936	AE – action économique en faveur du tourisme	13 871 683,00 €	1 000 000,00 €	12 871 683,00 €
T028 2E8	930	AE – autres moyens généraux - bâtiment	1 280 000,00 €	640 000,00 €	640 000,00 €

ARTICLE 2 : Les autorisations budgétaires pluriannuelles de la Collectivité Territoriale de Martinique sont modifiées et complétées à hauteur de 71 699 235,94 € en investissement et de 84 471 204,52 € en fonctionnement pour s'établir à 1 878 859 387,41€ en investissement et 1 186 074 847,48 € en fonctionnement (voir tableaux en annexes).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 30 voix pour et 17 voix contre, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-524-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018

ANNEXE 1

AUTORISATIONS BUDGETAIRES PLURIANNUELLES INSCRITES AU FONCTIONNEMENT BP 2019

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

N° et intitulé de l'A.E	Montant des AE	Montant des CP	
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au- delà de N+1)
AE T633E13 - AE - ACTION ECONOMIQUE EN FAVEUR DU TOURISME	13 871 683,00	12 871 683,00	0,00
AE T311 1E06 - AE-ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS	165 000,00	66 000,00	0,00
AE T26 1E06 - AE-APPRENTISSAGE - FORMATION PROFESSIONNELLE	48 080 998,11	9 202 222,46	9 567 072,03
AE T221 1E06 - AE-COLLEGES - RESTAURATION ET FONCTIONNEMENT	1 678 748,05	1 083 806,13	45 950,00
AE T23 1E06 - AE-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - ENSEIGNEMENT SUPURIEUR, RECHERCH	2 875 069,42	502 200,24	311 053,58
AE T25E06 - AE-ENTRETIEN ET SECURITE CFA ET CFPPA	261 846,88	140 264,78	27 390,90
AE T25 1E06 - AE-FORMATION PROFESSIONNELLE	191 640 172,92	29 533 638,69	43 678 735,75
AE T27 1E06 - AE-FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE - FORMATION PRO	12 006 941,09	2 341 861,59	415 120,00
AE T222 1E06 - AE-LYCEES PUBLICS - BATIMENTS	0,00	0,00	0,00
AE T78E06 - AE-AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT	0,00	0,00	0,00
AE T052E06 - AE-FEDER	88 926 354,09	18 903 562,00	56 710 683,00
AE T051E06 - AE-FSE	70 539 911,91	15 747 535,00	46 980 065,00
AE T042E06 - AE-ACTIONS INTERREGIONALES	4 500,00	0,00	0,00
AE T041E06 - AE-ACTIONS RELEVANT DE LA SUBVENTION GLOBALE	4 215 855,91	1 713 529,48	0,00
AE T041E12 - SUBVENTION GLOBALE 2018-2020	33 887 960,00	7 641 732,30	16 753 276,08
AE T020 1E17 - MAINTENANCE	0,00	0,00	0,00
AE T028 2E8 - AE - AUTRES MOYENS GENERAUX - BATIMENT	1 280 000,00	640 000,00	0,00
AE T028 4E06 - AE-FONCTIONNEMENT DU PARC ROUTIER	10 500 000,00	3 500 000,00	7 000 000,00
AE T028 3E06 - AE-AUTRES MOYENS GENERAUX - PATRIMOINE	775 317,76	181 329,44	412 658,88
AE T028 18E06 - AE - FONCTIONNEMENT GEOMATIQUE ET TELEGESTION	750 000,00	250 000,00	500 000,00
AE T021 1E06 - AE-PERSONNEL NON VENTILE - FORMATION	3 793 941,00	1 264 647,00	1 264 647,00
AE T444E06 - AE-INSERTION PROFESSIONNELLE RSA	31 555 280,20	6 010 865,26	3 353 797,87
AE T4212E06 - AE-AIDES A LA FAMILLE	162 306 446,30	30 299 404,32	29 366 181,86
AE T4212 4E06 - AE-AIDES A LA FAMILLE - ACT° PREVENT° SANTE	175 000,00	35 000,00	78 842,37
AE T4212 6E06 - AE - AIDES A LA FAMILLE - SANTE ET ACTION SOCIALE - FINANCES	4 608 762,58	921 752,52	2 765 258,06
AE T4213 1E06 - AE-AIDES SOCIALES A L'ENFANCE	1 210 827,60	59 140,00	1 151 687,60
AE T428E06 - AE-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES	2 782 344,60	833 909,64	1 117 004,76
AE T428 8E06 - AE-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES - UCAF SOLIDARITE	0,00	0,00	0,00
AE T428 8E07 - AE-SUBVENTION GLOBALE 2018-2022	3 656 266,56	1 019 786,70	2 136 479,86
AE T4213E06 - AE-CRECHES ET GARDERIES	326 400,00	58 800,00	156 600,00

N° et intitulé de l'A.E	Montant des AE	Montant des CP	
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au- delà de N+1)
AE T4221E06 - AE-CRÈCHES ET GARDERIES	703 362,15	0,00	0,00
AE T423E06 - AE-PERSONNES AGEES	132 510 790,07	25 137 925,09	24 964 346,58
AE T422E06 - AE-PERSONNES HANDICAPEES	6 041 997,18	0,00	22 069,81
AE T425E06 - AE - PERSONNES HANDICAPÉES	20 429 213,38	4 948 232,17	5 520 049,35
AE T411E06 - AE-PMI ET PLANIFICATION FAMILIALE	2 868 737,24	554 832,08	895 856,06
AE T420E06 - AE-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES-	7 936 526,63	563 950,00	1 759 607,00
AE T420 2E06 - AE-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES - ESS INSERTION	8 308 591,95	1 350 000,00	877 870,82
AE T420 4E06 - AE-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES - UCAF SOLIDARITE	0,00	0,00	0,00
AE T028 24E06 - AE - ACTION DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	900 000,00	300 000,00	600 000,00
AE T828E06 - AE - FONCTIONNEMENT TRANSPORT	265 000 000,00	90 000 000,00	175 000 000,00
AE T854E06 - AE-ENTRETIEN DES PORTS	4 500 000,00	1 500 000,00	2 979 927,00
AE T842 1E06 - AE - ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER	45 000 000,90	14 879 403,37	28 156 257,90
MONTANT TOTAL	1 186 074 847,48	284 057 013,26	464 568 489,12

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-524-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018

ANNEXE 2

AUTORISATIONS PLURIANNUELLES INSCRITES EN INVESTISSEMENT AU BUDGET PRIMITIF 2019

AUTORISATIONS DE PROGRAMME

N° et intitulé de l'A.P	Montant des AP	Montant des CP	
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AP T6312 2E05 - AP-AUTRES ACTIONS SECTORIELLES - INFRA PORTS ROUTES EAU	4 605 218,30	1 330 919,37	1 867 684,50
AP T6312 2E07 - AP - AUTRES INFRA EAU IRRIGATION NOUVELLE CITE	3 300 000,00	573 000,00	2 100 000,00
AP T68 1E05 - AUTRES ACTIONS ECONOMIQUES - PART CTM	49 645 176,06	10 992 027,00	31 976 080,00
AP T6312 1E05 - AP-AUTRES ACTIONS SECTORIELLES- BATIMEN	627 315,63	209 941,88	223 000,00
AP T6312E05 - AP-AUTRES	14 123 759,97	6 072 145,78	2 218 090,29
AP T633E05 - AP-DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	42 848 907,26	8 247 484,14	11 283 351,62
AP T6332E05 - AP-DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	71 119,30	21 641,74	18 576,36
AP T632E05 - AP-INDUSTRIE, COMMERCE ET ARTISANAT	42 299 447,17	8 698 029,06	6 695 007,35
AP T67E05 - AP-RECHERCHE ET INNOVATION	1 811 467,04	740 000,00	1 062 772,93
AP T67 1E05 - AP - RECHERCHE ET INNOVATION	1 077 846,89	42 850,00	0,00
AP T53E05 - AP-AGGLOMERATIONS ET VILLES MOYENNES	71 099 371,39	18 405 178,34	17 683 746,66
AP T553E05 - AP-AIDE A L'ACCESSION A LA PROPRIETE	5 080 343,80	1 138 625,16	2 187 664,16
AP T552E05 - AP-AIDE AU SECTEUR LOCATIF	6 233 352,71	323 381,82	272 817,75
AP T588 2E05 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT ATTRACTIVITES	3 821 526,85	788 081,75	1 072 811,77
AP T588E05 - AP-AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT AUTRES	6 993 609,46	216 341,88	121 284,39
AP T6312 3E05 - AP-AUTRES - AMENAGEMENT POLITIQUES TERRITORIALES	200 000,00	5 304,50	5 463,64
AP T541E05 - AP-AGGLOMERATIONS ET VILLES MOYENNES	1 455 774,92	428 674,41	877 167,35
AP T54E05 - AP-ESPACE RURAL ET AUTRES ESPACES DE DEVELOPPEMENT	182 751,53	50 000,00	100 000,00
AP T555E05 - AP - LOGEMENT SOCIAL	17 337 389,66	4 117 934,08	4 950 262,74
AP T52 1E05 - AP-EAU - ASSAINISSEMENT	770 000,00	770 000,00	0,00
AP T57 1E05 - TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION - PART C	1 391 803,56	0,00	0,00
AP T57E05 - AP-TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	31 154 643,42	8 607 890,93	10 845 058,02
AP T311E05 - AP-ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS	567 755,88	89 913,34	97 999,01
AP T311 1E05 - AP-ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS	2 318 583,76	322 855,00	8 300,00
AP T325E05 - AP-AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS - BATIMENTS	1 824 976,03	256 015,82	745 598,50
AP T325 2E05 - AP EQUIPEMENTS SPORTIFS - PART CTM	1 263 437,36	0,00	0,00
AP T325 1E05 - AP-AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS - SPORT ET	4 423,96	461,78	3 962,18
AP T313E03 - AP-BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES - BATIMENTS	258 391,71	904,73	30 024,25
AP T313 1E05 - AP-BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES - BIBLIOTHEQUES	156 651,43	31 698,77	47 360,32
AP T324 1E05 - AP-CENTRES DE FORMATION SPORTIFS - SPORT ET JEUNESSE	364 194,93	20 082,55	40 182,65
AP T31E05 - AP - ETABLISSEMENTS CULTURELS ET ARTISTIQUES	6 235 698,28	2 469 537,78	3 186 981,45
AP T326 1E10 - AP-MANIFESTATIONS SPORTIVES - SPORT JEUNESSE	3 077 689,18	744 177,63	893 694,15
AP T314E05 - AP-MUSEES	812 238,35	62 975,70	56 771,15

N° et intitulé de l'A.P	Montant des AP	Montant des CP	
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AP T314 1E05 - AP-MUSEES - MUSEES, DOMAINES ET SITES	606 807,04	207 416,00	53 451,85
AP T312 2E01 - PATRIMOINE - ENVIRONNEMENT	33 564,74	1 874,37	1 930,60
AP T323E05 - AP-PISCINES-BATIMENTS	609 960,39	16 974,40	90 479,69
AP T323 1E07 - AP -PISCINE	45 597,35	11 562,75	23 135,60
AP T3151E05 - AP-SERVICES D'ARCHIVES - ARCHIVES	806 616,14	207 621,20	194 735,88
AP T315E05 - AP-SERVICES D'ARCHIVES	46 073,18	584,70	0,00
AP T32E05 - AP - ETABLISSEMENTS DE SPORT ET LOISIRS - BATIMENTS	5 491 686,28	2 620 000,00	2 063 545,44
AP T322E05 - AP-STADES BATIMENTS	589 441,45	76 356,13	140 482,92
AP T26E05 - AP-APPRENTISSAGE - BATIMENTS	13 303 366,22	5 268 906,21	5 879 506,71
AP T26 1E09 - AP-APPRENTISSAGE - FORMATION PROFESSIONNELLE	390 831,00	82 249,00	0,00
AP T22E01 - AP -PROGRAMME D'HEBERGEMENT PROVISoire NORD ATLANTIQUE	13 131 993,52	7 101 047,60	5 118 426,15
AP T221E05 - AP-COLLEGES - BATIMENTS	154 300 064,20	52 842 468,26	83 972 743,93
AP T221 1E05 - AP-COLLEGES - PROJETS ET ACTIONS EDUCATIVE	9 443 687,21	2 203 704,72	2 328 661,75
AP T212E05 - AP-ECOLEES PRIMAIRES - PROJET ET ACTION EDUCATIVE	0,00	0,00	0,00
AP T23E05 - AP-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - BATIMENTS	20 406 674,87	8 321 603,56	11 394 101,00
AP T23 1E05 - AP-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - ENSEIGNEMENT SUPURIEUR, RECHERCH	3 264 159,77	636 540,00	1 070 850,69
AP T25E05 - AP-FORMATION PROFESSIONNELLE - BATIMENTS	9 776 475,66	3 715 771,05	4 616 391,48
AP T251E05 - AP-FORMATION PROFESSIONNELLE -	3 831 200,00	1 298 284,00	1 500 800,00
AP T223 1E05 - AP-LYCEES PRIVES PROJETS ET ACTIONS EDUCATIVES	100 000,00	0,00	0,00
AP T222 1E05 - AP-LYCEES PUBLICS - BATIMENTS	173 601 147,05	36 888 640,84	69 735 535,03
AP T222 1E07 - AP - CONSTRUCTION LYCEE SCHOELCHER	33 000 000,00	12 000 000,00	19 500 000,00
AP T222 2E05 - AP -LYCEES - PART CTM	0,00	0,00	0,00
AP T222E05 - AP- PROJETS ET ACTIONS EDUCATIVES	9 084 027,66	1 210 401,93	1 138 466,00
AP T20E05 - AP-SERVICES COMMUNS - PROJET ET ACTION EDUCATIVE	11 549 843,86	2 766 260,09	3 576 944,11
AP T71 1E05 - AP-ACTIONS TRANSVERSALES - BATIMENTS	329 842,17	100 000,00	229 842,17
AP T71E05 - AP-ACTIONS TRANSVERSALES	11 951 516,52	3 363 940,00	3 635 282,87
AP T733E05 - AP-ASSAINISSEMENT	1 171 842,65	257 137,45	134 620,50
AP T78E05 - AP-AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT	0,00	0,00	0,00
AP T78 1E05 - AP-AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT - ENVIRONNEMENT ET ENERGIE	0,00	0,00	0,00
AP T758 1E05 - AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT - PART CTM	12 955 244,26	0,00	0,00
AP T758E01 - AP - AUTRES ACTIONS POLITIQUE DE L'ENERGIE	16 084 749,29	725 049,27	3 514 466,94
AP T7212E05 - AP-COLLECTE DES DECHETS	193 744,14	27 291,00	54 604,00
AP T7211E05 - AP-COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS ACT° DE PREVENT° ET	370 998,52	93 826,00	187 733,00
AP T732 1E05 - AP-EAU POTABLE ACTION EN MATIERE DE GESTION DES EAUX - INFR	13 547 008,70	4 012 129,17	7 312 351,96
AP T732E05 - AP-EAU POTABLE ACT° EN MATIERE DE GESTION DES EAUX	2 091 813,50	944 450,00	861 363,50
AP T752E05 - AP-ENERGIE PHOTOVOLTAIQUE	1 137 139,45	299 982,35	4 512,95
AP T731 1E05 - AP-POLITIQUE DE L'EAU - ENVIRONNEMENT ET ENERGIE	14 382 713,38	4 139 030,87	5 339 020,89
AP T731E05 - AP-POLITIQUE DE L'EAU	16 492,11	5 000,00	8 463,13

N° et intitulé de l'A.P	Montant des AP	Montant des CP	
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AP T76E05 - AP-PRESERVAT° DU PATRIMOINE NATUREL ET GEST° DES RISQUES TE	6 999 590,46	2 191 917,76	3 116 982,04
AP T7213E05 - AP-TRI, VALORISATION ET TRAITEMENT DES DECHETS	13 349 310,67	4 442 891,79	1 425 079,38
AP T0580E05 - AP-FEADER	2 376 160,71	0,00	0,00
AP T0581E05 - AP-FEAMP	16 837,96	0,00	0,00
AP T052E05 - AP-FEDER	342 273 113,39	71 451 325,00	175 325 825,84
AP T042E05 - AP-ACTIONS INTERREGIONALES	0,00	0,00	0,00
AP T020 2E05 - AP-CONT GEST EVALUAT POLIT PUBL ET SUIVI SATEL	1 500,00	0,00	0,00
AP T020 6E05 - AP-ADMINISTRATION GENERALE - FORMATION	5 000,00	1 475,00	0,00
AP T020E05 - AP-ADMINISTRATION GENERALE - LOGISTIQUE	2 038 191,42	621 733,88	680 999,85
AP T020E07 - AP - PHOTOCOPIEURS	0,00	0,00	0,00
AP T020 1E05 - AP-ADMINISTRATION GENERALE - SYSTEMES D'INFORMATION	8 583 953,34	1 654 614,98	2 266 336,11
AP T020 3E05 - AP-ADMINISTRATION GENERALE -PART CTM	0,00	0,00	0,00
AP T028 6E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTEN	60 000,00	0,00	0,00
AP T028 2E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - BATIMENTS	27 652 146,00	7 473 546,27	7 049 435,11
AP T028 2E06 - AP - INVESTISSEMENT PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	491 024,15	150 000,00	309 258,16
AP T028 2E07 - AP - ACQUISITION ET MAINTENANCE DE VEHICULES ET MATERIELS TE	0,00	0,00	0,00
AP T028 13E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - COMMANDE PUBLIQUE	0,00	0,00	0,00
AP T028 5E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - DEV ECONOMIQUE & DE L'EMPLOI	1 110 263,42	218 327,80	330 509,44
AP T028 4E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - ROUTES	0,00	0,00	0,00
AP T028 4E07 - AP - ACQUISITION ET MAINTENANCE DE VEHICULES ET MATERIELS TE	2 895 441,00	800 000,00	2 095 441,00
AP T028E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - LOGISTIQUE	1 653 376,59	407 695,81	228 191,05
AP T028 3E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - PATRIMOINE	9 636 104,63	979 859,16	2 952 124,45
AP T028 18E05 - AP - INVESTISSEMENT EN GEOMATIQUE ET TELEGESTION	0,00	0,00	0,00
AP T028 1E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - SYSTEME INFORMATION	0,00	0,00	0,00
AP T922 942E05 - REMBOURSEMENT FCTVA	5 012 207,00	0,00	0,00
AP T444E05 - AP-INSERTION PROFESSIONNELLE RSA	840 000,00	390 000,00	0,00
AP T4212E05 - AP-AIDES A LA FAMILLE	978 695,55	332 450,49	28 728,78
AP T4213 1E05 - AP-AIDES SOCIALES A L'ENFANCE	0,00	0,00	0,00
AP T418E05 - AP-AUTRES ACTIONS	35 766,71	20 600,35	11 345,41
AP T428E05 - AP-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES	598 472,69	166 297,15	349 503,73
AP T428 3E05 - AP-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES - HABITAT LOGEMENT SOCIAL	252 735,00	0,00	134 752,00
AP T428 2E05 - AP-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES - PROTECT° ENFANCE ET FAMIL	0,00	0,00	0,00
AP T4213E05 - AP-CRECHES ET GARDERIES	58 972,64	0,00	0,00
AP T4221E05 - AP-CRÈCHES ET GARDERIES	235 504,09	78 773,14	72 147,11
AP T446 1E05 - AP-DEPENSES DE STRUCTURES - BATIMENTS	0,00	0,00	0,00
AP T414E05 - AP-DISPENSAIRES ET AUTRES ETABLISSEMENTS SANITAIRES	0,00	0,00	0,00
AP T423E05 - AP-PERSONNES AGEES	3 590 858,32	441 722,44	448 340,37

N° et intitulé de l'A.P	Montant des AP	Montant des CP	
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AP T424E05 - AP-PERSONNES EN DIFFICULTES	94 895,95	72 000,00	0,00
AP T422E05 - AP-PERSONNES HANDICAPEES	150 273,57	0,00	0,00
AP T411 2E05 - AP-PMI ET PLANIFICATION FAMILIALE-BATIMENTS	67 875,25	6 243,72	1 725,37
AP T411E05 - AP-PMI ET PLANIFICATION FAMILIALE	328 728,77	128 728,77	0,00
AP T412E05 - AP-PREVENTION ET EDUCATION POUR LA SANTE	941 645,50	317 357,92	315 182,04
AP T412 1E05 - AP-ETABLISSEMENTS DE SANTE ET ACTION SOCIALE - BATIMENTS	8 105 460,52	2 678 371,08	4 492 456,91
AP T420E05 - AP-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES	1 300 737,18	116 801,79	79 514,83
AP T420 4E05 - AP-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES - UCAF SOLIDARITE	300 000,00	50 000,00	0,00
AP T410E05 - AP-SERVICES COMMUNS SANTE	1 751 845,00	45 193,00	5 000,00
AP T18E05 - AP-AUTRES INTERVENTIONS DE PROTECTIONS DES PERSONNES	433 311,64	109 880,81	219 857,63
AP T18 1E05 - AP-AUTRES INTERVENTIONS DE PROTECT° DES PERSONNES ET DES BIE	4 202 361,80	624 404,70	1 348 633,79
AP T12E05 - AP-INCENDIE ET SECOURS	1 198 033,68	227 378,97	454 956,62
AP T10 1E05 - CID - SERVICES COMMUNS SGT	5 544,76	0,00	5 544,76
AP T855E05 - AP-AEROPORT ET AUTRES INFRASTRUCTURES AEROPORTUAIRES	10 638 870,00	5 200 000,00	5 438 870,00
AP T828E08 - AP - INVESTISSEMENT TRANSPORT	45 000 000,00	15 000 000,00	30 000 000,00
AP T828 1E01 - AP - AUTRES TRANSPORTS - PART CTM	16 119 314,92	3 000 000,00	0,00
AP T854E05 - AP-PORTS ET AUTRES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES	26 076 136,53	9 241 793,50	14 139 641,71
AP T821 1E05 - AP-TRANSPORT SUR ROUTE - BATIMENTS	264 098,89	210 000,00	54 098,89
AP T81E05 - CID TRANSPORTS SCOLAIRES - TRANSPORTS	77 725,39	0,00	89,51
AP T843 5E05 - AP-VOIRIE DEPARTEMENTALE CONT GEST EVAL POL PUB	50 000,00	0,00	0,00
AP T843 2E05 - VOIRIE DEPARTEMENTALE - PART CTM	0,00	0,00	0,00
AP T843E05 - AP-VOIRIE DEPARTEMENTALE	8 662 550,84	1 923 806,37	1 617 274,06
AP T843 3E05 - AP - VOIRIE DEPARTEMENTALE	15 630 431,10	1 749 548,61	5 430 551,91
AP T842E05 - AP-VOIRIE REGIONALE	40 966 157,83	5 631 138,95	9 925 243,57
AP T842E07 - AP-TCSP INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	0,00	0,00	0,00
AP T842E08 - AP-MAINTENANCE DU RESEAU ROUTIER	120 567 570,42	36 844 290,58	67 155 891,80
AP T842E09 - AP-ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIEL	4 607 430,20	1 883 542,52	2 707 743,02
AP T842 1E05 - AP-MODERNISATION DU RESEAU ROUTIER	240 385 047,33	75 357 855,40	140 830 650,82
AP T842 1E07 - AP-TCSP INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	39 276 926,53	18 658 000,00	20 616 000,00
AP T842 1E08 - AP - MAINTENANCE DU RESEAU ROUTIER	0,00	0,00	0,00
AP T842 1E09 - AP - ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIEL	0,00	0,00	0,00
AP T842 1E10 - AP - FONCTIONNEMENT DU RESEAU ROUTIER	250 000,00	0,00	250 000,00
MONTANT TOTAL	1 878 859 387,41	498 123 745,57	836 268 091,00



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-525-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-525-1

PORTANT MODIFICATION DES TARIFS D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER REGIONAL APPLICABLES EN MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Georges CLEON (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL (procuration à Marie-France TOUL), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Claude BELLUNE), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code des douanes ;

Vu le décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant sur la mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 11 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la modification comme suit dans les articles suivants, de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer.

ARTICLE 2 : Les tarifications des nomenclatures repris dans le tableau suivant modifient les tarifs d'octroi de mer de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018.

Code SH	Désignations des marchandises	OM	OMR	OMI	OMIR	Observations
12129300	Cannes à sucre, fraîches, réfrigérées, congelées ou séchées, même pulvérisées	0	1,5	0	1,5	
2008805090	Fraises sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg autres qu'en flocons et en poudre, avec ou sans addition d'amidon	0	2,5	0	2,5	
2008994899	Mangues, mangoustans, papayes, tamarins, 0 2,5 0 2,5 pommes de cajou, litchis, fruits du jaquier (pain des singes), sapotilles, fruits de la passion, caramboles et pitahayas, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg, autres qu'en flocons et en poudre, avec ou sans addition d'amidon et autres que purée de mangue: • non obtenue à partir de concentré, • du genre Mangifera, • d'une valeur Brix supérieure ou égale à 14 mais n'excédant pas 20, destinée à la fabrication de produits de l'industrie des boissons	0	2,5	0	2,5	
85437070	Cigarettes électroniques	7	2,5	7	2,5	

ARTICLE 3 : Les désignations reprises dans le tableau suivant remplacent pour les codes indiqués celles existantes dans les tarifs d'octroi de mer de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018.

CODE SH	Désignations des marchandises
200811	Arachides
20081191	Arachides autrement préparées, conservées ou grillées en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg

ARTICLE 4 : Les nomenclatures reprises dans le tableau suivant sont supprimées dans les tarifs d'octroi de mer de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018.

Code SH	Désignations des marchandises	Observations
2007109995	Préparations homogénéisées autres que celles à base de fruits tropicaux, figues, pistaches ou noisettes, présentées sous la forme de préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu <= 250 g (à l'excl. des produits d'une teneur en sucre > 13%)	Code supprimé
2008805010	en flocons et en poudre, avec ou sans addition d'amidon	Code supprimé
2009899917	Jus de bleuets en poudre	Code supprimé
2009905939	Mélanges de jus d'agrumes non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20°C et d'une valeur > 30 ª par 100 kg poids net (à l'excl. des produits contenant des sucres d'addition, des mélanges de jus de pomme et de jus de poire ainsi que des mélanges de jus d'agrumes et de jus d'ananas)	Code supprimé
2309909691	Autres aliments pour chiens ou chats, non conditionnés pour la vente au détail	Code supprimé
2309909699	autres	Code supprimé

ARTICLE 5 : Sont approuvées les modifications suivantes de la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 18-117-1 du 4 avril 2018 à compter du 1^{er} janvier 2019.

a- Liste des nomenclatures créées applicables au 1^{er} janvier 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISE	TAUX OM	TAUX OMR	TAUX OMI	TAUX OMIR
03083080	autres méduses	15	2,5	15	2,5
27101250	autres essences pour moteur d'une teneur en plomb excédant 0,013 g par l	7	2,5	7	2,5
76061211	Bandes pour corps de boîtes boisson (en alliage d'aluminium)	7	2,5	7	2,5
76061219	Bandes pour couvercles de boîtes boisson et bandes pour anneaux de boîtes boisson (de forme carrée ou rectangulaire en alliage d'aluminium)	7	2,5	7	2,5
84431332	autres machines et appareils à imprimer offset, neufs pour feuilles d'un format n'excédant pas 53 x 75 cm	7	2,5	7	2,5
84431334	autres machines et appareils à imprimer offset, neufs pour feuilles d'un format excédant 53 x 75 cm mais n'excédant pas 75 x 107 cm	7	2,5	7	2,5
84431338	autres machines et appareils à imprimer offset, neufs pour feuilles d'un format excédant 75 x 107 cm	7	2,5	7	2,5

b- Liste des désignations modifiées à compter du 1^{er} janvier 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISE	OM	OMR	OMI	OMIR
76061220	autres, de forme carrée ou rectangulaire en alliage d'aluminium, peintes, vernies ou revêtues de matière plastique	7	2,5	7	2,5
76061292	autres, de forme carrée ou rectangulaire en alliage d'aluminium, d'une épaisseur inférieure à 3mn	7	2,5	7	2,5

c- Liste des nomenclatures supprimées à partir du 1^{er} janvier 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES
03083010	Méduses [Rhopilema spp.], vivantes, fraîches ou réfrigérées
03083090	Méduses [Rhopilema spp.], fumées, séchées, salées ou en saumure
27101251	Essences pour moteur, d'une teneur en plomb > 0,013 g/l, avec un indice d'octane recherche (IOR) < 98 (à l'excl. des essences d'aviation)
27101259	Essences pour moteur, d'une teneur en plomb > 0,013 g/l, avec un indice d'octane recherche (IOR) >= 98 (à l'excl. des essences d'aviation)
84431331	Machines et appareils à imprimer offset, alimentés en feuilles, neufs, pour feuilles d'un format <= (52 x 74 cm) mais > (22 x 36 cm)
84431335	Machines et appareils à imprimer offset, alimentés en feuilles, neufs, pour feuilles d'un format > (52 x 74 cm) mais <= (74 x 107 cm)
84431339	Machines et appareils à imprimer offset, alimentés en feuilles, neufs, pour feuilles d'un format > (74 x 107 cm)

En cas de modification de positions tarifaires par l'Union Européenne, les présents tarifs sont valables *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle décision.

ARTICLE 6 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur régional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-526-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-526-1

PORTANT MODIFICATION DES ANNEXES DE LA DÉLIBÉRATION N°17-534-1 DU 20 DÉCEMBRE 2017 RELATIVE À LA RÉPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION SUR LES CARBURANTS

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Georges CLEON (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL (procuration à Marie-France TOUL), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Claude BELLUNE), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des douanes ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques dans le cadre des régimes visés aux articles 265 C, 265 bis et 265 nonies du code des douanes ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole utilisé par certains véhicules routiers ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 97-858 du 18 décembre 1997 relative à la mise en place d'un régime permanent de détaxe au profit des taxis de place ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°01-1442 du 28 janvier 2001 portant répartition du produit de la taxe spéciale de consommation sur les carburants ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 04-1023 du 15 septembre 2004 portant mesure de détaxe sur les carburants en faveur des taxis collectifs ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 05-67 de mars 2005 portant mesure de détaxe sur les carburants en faveur des transporteurs indépendants par cars grandes lignes ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 09-431-5 du 14 mai 2009 portant détaxe d'un carburant en faveur des transporteurs routiers de marchandises ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°10-990-1 du 05 août 2010 portant complément à la délibération n° 09-431-5 du 31 mars 2009 portant détaxe d'un carburant en faveur des transporteurs routiers de marchandises ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-2161-2 du 18 décembre 2014 portant instauration d'une autorité organisatrice de transports unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au JORF n°0017 du 21 janvier 2015 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1953 du 12 novembre 2015 portant modification de la délibération n°09-431-5 du 12 novembre 2015 portant détaxe au profit des transporteurs routiers de marchandises ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-228-1 du 4 octobre 2016 portant règles constitutives, compétences et régime financier de Martinique transport (habilitation transport), publiée au JORF du 26 novembre 2016 sous le n°CTRX1632510X ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-378-1 du 28 décembre 2016 portant modification des fiscalités applicables à certains produits pétroliers ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-534-1 du 20 décembre 2017 portant répartition du produit de la taxe spéciale de consommation sur les carburants ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la modification des modalités de mises en œuvre, des procédures de remboursement de la Taxe Spéciale de Consommation (TSC) aux professionnels repris aux annexes n°1, 2, 3, 4 et 5 de la délibération n°17-534-1 du 20 décembre 2017 portant répartition du produit de la Taxe Spéciale de Consommation (TSC).

ARTICLE 2 : Les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la délibération n°17-534-1 sont modifiées et remplacées par les annexes de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Les différentes dispositions sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2019.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

Annexe 1 à la délibération n° 18-526-4
Transporteurs routiers de marchandises

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activités ouvrant droit à la détaxe :

Transporteurs routiers de marchandises

Les bénéficiaires sont des personnes physiques ou morales ayant la qualité de transporteur routier de marchandises et titulaires d'une licence de transport en cours de validité.

Ils sont régulièrement inscrits à la chambre des métiers ou de commerce et à jour de leurs cotisations sociales.

Les entreprises sont inscrites à un registre tenu par le Préfet de région et géré par la DEAL (direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement).

Les entreprises de transport routier de marchandises doivent respecter les directives du «paquet routier».

Le demandeur du remboursement doit être :

- Soit propriétaire du véhicule au dernier jour du semestre, période pour laquelle le remboursement est demandé (son nom ou sa raison sociale doit figurer sur le certificat d'immatriculation du véhicule)
- Soit titulaire d'un contrat de crédit-bail
- Soit titulaire d'un contrat de location de plus de 2 ans

NB : le locataire d'un contrat de crédit bail ou d'un contrat de location est prioritaire sur le propriétaire pour demander le remboursement, à condition de joindre une copie du contrat à la demande de remboursement.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a - Les niveaux de remboursement

- 100 % de la TSC sur la base de 0,2809 € le litre ;
- Une consommation réelle plafonnée à 8 000 litres par véhicule agréé. Cette consommation s'apprécie par véhicule agréé affecté à l'exercice de la profession pendant une année entière.

b – Période de prise en charge

- Les demandes annuelles doivent être déposées à posteriori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de la deuxième année consécutive.

c- Eléments relatifs à la demande

- Formulaire à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services,
- Ou déclaration en ligne sur le site de la collectivité,
- La carte grise du véhicule,

- Permis de conduire en cours de validité,
- Certificat de visite technique en cours de validité au cours de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée ou au plutôt le 1er janvier de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée pour ceux ayant cessé leur activité après le 31 décembre de cette année,
- Extrait K'Bis pour les sociétés, ou D1 ou extrait K de moins de 3 mois,
- Licence à jour,
- Justificatif d'achat de carburant (relevé annuel, factures, ...) par véhicule,
- RIB,
- Certificat de cession du véhicule si un changement du véhicule a été effectuée en cours d'année

Annexe 2 à la délibération n° 18- 526 - 4 Ambulanciers

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Essences et supercarburants à forte teneur en hydrocarbures aromatiques
- ✓ Essences et supercarburants
- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activités ouvrant droit à la détaxe :

Ambulancier

Les activités concernant le transport sanitaire de patients ou blessés sur prescription médicale ou en cas d'appel d'urgence.

L'ambulancier doit détenir auprès de l'Agence Régionale de Santé :

- Un agrément au titre de l'aide médicale urgente
- Ou un agrément au titre de l'aide médicale urgente et sur prescription médicale
- Une autorisation de mise en circulation pour chaque véhicule

Les véhicules doivent obligatoirement être pourvus des signes distinctifs suivants :

- Gyrophare et avertisseurs spécifiques
- Affichage d'une croix régulière bleue et à 6 branches
- Affichage du nom de l'entreprise sur le véhicule, ou du nom du titulaire de l'agrément
- Le contrôle technique du véhicule à jour (obligatoire tous les ans)

Sont exclus de cette délibération :

- Les véhicules de Transport des Personnes à mobilité réduite (TPMR),
- Les activités exercées par l'ambulancier avec un véhicule ne répondant pas aux conditions fixées ci-dessus.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a. Les niveaux de remboursement

- Une base forfaitaire de la TSC de 0,2809 € le litre ;
- Une consommation réelle plafonnée à 4 500 litres. Cette consommation s'apprécie par véhicule spécialement conçu pour le transport de malades (ASSU),

b. Période de prise en charge

- Les demandes annuelles doivent être déposées à posteriori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de l'année suivante.

c. Eléments relatifs à la demande

- Formulaire à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services ;
- Ou déclaration en ligne sur le site de la collectivité ;
- La carte grise du véhicule ou des véhicules en service ;
- Permis de conduire en cours de validité ;

- Certificat de visite technique en cours de validité au cours de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée ou au plutôt le 1er janvier de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée pour ceux ayant cessé leur activité après le 31 décembre de cette année,
- Extrait K'Bis pour les sociétés de moins de 3 mois,
- Agrément délivré par l'ARS,
- Autorisation de mise en circulation du véhicule,
- Justificatif d'achat de carburant (relevé annuel, factures, ...) par véhicule,
- RIB,
- Certificat de cession du véhicule si changement du véhicule a été effectuée en cours d'année

Annexe 3 à la délibération n° 18-526-1
Entreprises d'enseignement de la conduite automobile (auto-école)

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Essences et supercarburants à forte teneur en hydrocarbures aromatiques
- ✓ Essences et supercarburants
- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activités ouvrant droit à la détaxe :

Les entreprises d'enseignement à la conduite automobile

L'auto-école doit détenir un agrément délivré par les services de la préfecture en cours de validité au moment du dépôt de la demande.

↳ Respecter les règles spécifiques aux véhicules :

- Détenir une autorisation de mise en circulation délivrée sous la forme d'une mention spéciale portée sur le certificat d'immatriculation,
- Avoir un contrôle technique à jour,

↳ Respecter l'obligation d'assurance

Sont exclues de cette délibération :

- Les activités exercées par l'enseignant à la conduite automobile avec un véhicule ne répondant pas aux conditions fixées ci-dessus.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a - Les niveaux de remboursement

- Une base forfaitaire de la TSC de 0,2809 € par litre ;
- Une consommation réelle plafonnée à 1 400 litres. Cette consommation s'apprécie par véhicule agréé affecté à l'exercice de la profession pendant une année entière.

b – Période de prise en charge

- Les demandes annuelles doivent être déposées à posteriori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de l'année suivante.

c - Eléments relatifs à la demande

- Formulaire à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services
- Ou déclaration en ligne sur le site de la collectivité
- La carte grise du véhicule en service
- La capacité à la conduite en cours de validité
- Certificat de visite technique en cours de validité au cours de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée ou au plutôt le 1er janvier de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée pour ceux ayant cessé leur activité après le 31 décembre de cette année,
- Extrait K'Bis pour les sociétés de moins de 3 mois,

- Agrément,
- Justificatif d'achat de carburant (relevé annuel, factures, ...) par véhicule,
- RIB,
- Certificat de cession du véhicule si un changement du véhicule a été effectuée en cours d'année.

Annexe 4 à la délibération n° 18- 526- 1
Infirmiers libéraux

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Essences et supercarburants à forte teneur en hydrocarbures aromatiques
- ✓ Essences et supercarburants
- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activité ouvrant droit à la détaxe :

Infirmiers libéraux

L'infirmier libéral travaille à son propre compte ou dans un cabinet. Il se rend au domicile des patients.

Il détient un identifiant unique professionnel délivré par l'Agence Régional de Santé et une carte de professionnel de santé délivrée par la caisse d'assurance maladie.

Le véhicule déclaré auprès des services de l'ARS est celui qui sert au calcul pour le remboursement de la détaxe.

Sont exclus de cette délibération :

- Les infirmiers à temps partiel,
- Les activités exercées par l'infirmier libéral avec un véhicule ne répondant pas aux conditions fixées ci-dessus.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a - Les niveaux de remboursement

- Une base forfaitaire de la TSC de 0,2809 € par litre ;
- Une consommation réelle plafonnée à 2 800 litres. Cette consommation s'apprécie par véhicule agréé affecté à l'exercice de la profession pendant une année entière.

b – Période de prise en charge

-Les demandes annuelles doivent être déposées à posteriori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de l'année suivante.

c - Eléments relatifs à la demande

- Formulaire à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services ;
- Ou déclaration en ligne sur le site de la collectivité.
- Extrait K-bis de moins 3 mois
- Carte grise
- Certificat de visite technique en cours de validité au cours de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée ou au plutôt le 1er janvier de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée pour ceux ayant cessé leur activité après le 31 décembre de cette année.
- Permis de conduire
- Carte de professionnel de santé
- Justificatif d'achat de carburant (relevé annuel, factures, ...) par véhicule,

- RIB,
- Certificat de cession du véhicule si un changement du véhicule a été effectuée en cours d'année.

Annexe 5 à la délibération n° 18-526-4 Transporteurs de voyageurs

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Essences et supercarburants à forte teneur en hydrocarbures aromatiques
- ✓ Essences et supercarburants
- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activités ouvrant droit à la détaxe :

a - Taxis de place

Les activités concernant le transport public de personnes et de leurs bagages à titre onéreux par un taxi titulaire d'une autorisation de stationnement sur la voie publique (licence de taxi).

Le bénéficiaire de ce remboursement est :

- Celui qui assure personnellement l'exploitation effective et continu du taxi
- L'exploitant qui a recours à des salariés
- Celui qui prend un taxi en location auprès d'une personne titulaire d'une autorisation.

Lorsque l'exploitation de la licence de taxi n'a pas engagé lui-même les dépenses d'achat de carburant et perçoit le remboursement pour le compte d'un salarié ou d'un locataire, il doit obtenir un mandat de l'acheteur réel pour percevoir le remboursement.

Les véhicules doivent obligatoirement être pourvus des signes distinctifs suivants :

- Un compteur horokilométrique,
- Un dispositif extérieur lumineux la nuit portant la mention TAXI,
- L'indicateur visible de l'extérieur du nom de la commune ainsi que le numéro d'autorisation de stationnement.

b - Cars de grande ligne

Les exploitants d'entreprises de transport routier public en commun de voyageurs par cars qui sont régulièrement inscrits auprès des services de la préfecture.

c - Taxis collectif

Les exploitants d'entreprises de transports routier public en commun de voyageurs par taxi-collectif « taxico » qui sont régulièrement inscrits auprès des services de la préfecture.

Sont exclus de cette délibération :

- Les véhicules de Transport des Personnes à mobilité réduite (TPMR),
- Les activités exercées par l'artisan taxi avec un véhicule ne répondant pas aux conditions fixées ci-dessus.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a - Les niveaux de remboursement

- 100 % de la TSC sur la base de 0,2809 € par litre
- Une consommation réelle plafonnée à 5 000 litres. Cette consommation s'apprécie par véhicule affecté à l'exercice de la profession pendant une année entière.

b - Période de prise en charge

- Les demandes annuelles doivent être déposées à posteriori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de la deuxième année consécutive.

c - Eléments relatifs à la demande

- Formulaire à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services,
- Ou déclaration en ligne sur le site de la collectivité,
- La carte grise du véhicule ou des véhicules en service,
- Permis de conduire en cours de validité,
- Certificat de visite technique en cours de validité au cours de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée ou au plutôt le 1er janvier de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée pour ceux ayant cessé leur activité après le 31 décembre de cette année,
- Extrait K'Bis pour les sociétés,
- Une photocopie intégrale de la carte de stationnement,
- Justificatif d'achat de carburant (relevé annuel, factures, ...) par véhicule,
- Carte de professionnel,
- RIB,
- Copie de la licence,
- Certificat de cession du véhicule si un changement du véhicule a été effectuée en cours d'année.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-527-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **21 DEC. 2018**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-527-1

PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION (TSC) ET D'OCTROI DE MER POUR LES PRODUITS PÉTROLIERS DESTINÉS À L'AVITAILLEMENT DES VÉHICULES NAUTIQUES À MOTEUR (VNM) ET DES NAVIRES UTILISÉS DANS LE CADRE D'UNE ACTIVITÉ NAUTIQUE DONNANT LIEU À PRESTATION DE SERVICE À TITRE ONÉREUX À DES FINS COMMERCIALES

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Georges CLEON (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL (procuration à Marie-France TOUL), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Claude BELLUNE), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la décision du conseil de l'Europe n°940/2104/UE du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2014, relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2014, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-378-1 du 24 novembre 2016, portant modification des fiscalités applicables à certains produits pétroliers ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission politique de la mer, métiers de la mer et la commission affaires juridiques et textes, le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'exonération totale de la taxe d'octroi de mer (OM et OMR) et de la taxe spéciale de consommation (TSC) sur les produits pétroliers destinés à l'avitaillement des navires et des véhicules nautiques à moteurs (VNM) utilisés dans le cadre d'une activité nautique donnant lieu à prestations de services à titre onéreux à des fins commerciales.

ARTICLE 2 : Le régime d'exonération à l'avitaillement des navires et des véhicules nautiques à moteurs s'applique aux produits énergétiques repris dans le tableau suivant :

Code NC8	Désignation	OCTROI DE MER		TSC
		OM	OMR	
27101245	Essences pour moteur, d'une teneur en plomb $\leq 0,013$ g/l, avec un indice d'octane recherche (IOR) ≥ 95 , mais < 98 (à l'excl. des essences contenant du biodiesel)	0	0	Exonéré
27101947	Gazole de pétrole ou de minéraux bitumineux, d'une teneur en poids de soufre $> 0,002$ % mais $\leq 0,1$ % (à l'excl. des produits contenant du biodiesel et destinés à subir une transformation chimique)	0	0	Exonéré

Les essences et supercarburants ainsi que les gazoles mentionnés ci-dessus, destinés à l'avitaillement des navires et des véhicules nautiques à moteurs (VNM), doivent respecter les spécifications douanières, fiscales et administratives applicables au plus tard à la sortie d'une usine exercée ou d'un entrepôt fiscal de stockage et contenir le colorant bleu et le traceur chimique réglementaire.

ARTICLE 3 : Le bénéfice des exonérations visées à l'article 1 est ouvert sous conditions pendant 24 mois à compter du 1^{er} janvier 2019 aux bateaux et véhicules nautiques à moteur (VNM) utilisés exclusivement pour l'encadrement d'activités nautiques donnant lieu à prestations de services à titre onéreux et régulières.

Les bénéficiaires doivent répondre lors du dépôt du dossier aux dispositions suivantes pour prétendre aux exonérations et à l'obtention auprès des services des douanes d'une attestation d'identification permettant l'approvisionnement en carburant exonéré chez les distributeurs agréés :

- Fournir un extrait K de moins de 3 mois pour les prestataires, personnes physiques,
- Fournir un extrait K-Bis pour les personnes morales,
- Fournir une attestation d'assujettissement à la TVA,
- Copie de l'inscription au registre du commerce,

- Copie des statuts pour les prestataires agissant sous statut d'association,
- Copie de l'acte de francisation du bateau,
- Copie de l'attestation d'assurance du bateau,
- Agrément à l'initiation et à la randonnée délivrée par les affaires maritimes,
- Autorisation délimitant les zones de navigation,
- Comptabilité-matières d'achat et de consommation du carburant utilisé en année n-1,
- Prévisionnel de consommation pour les entreprises nouvelles créées pour une année,
- Preuve de facturation des prestations pour l'année n-1,
- Livre de vente des différentes activités pour l'année n-1,
- Diplômes ouvrant droit à l'enseignement, l'encadrement des activités physiques et sportives pour les moniteurs.

Sont exclus du bénéfice de l'exonération de la TSC et de l'octroi de mer, les bateaux et véhicules nautiques à moteur (VNM) utilisés à titre privé et dans le cadre d'une location simple.

ARTICLE 4 : Les opérateurs doivent s'identifier auprès de la Collectivité Territoriale de Martinique au bout de 16 mois à compter de la publication de la présente délibération afin d'évaluer le dispositif en transmettant les éléments suivants :

- Autorisation d'avitaillement délivrée par la douane,
- Comptabilité-matières d'achat et de consommation du carburant utilisé,
- Preuve de facturation des prestations vendues.

ARTICLE 5 : Les opérateurs ne doivent utiliser le carburant livré qu'aux usages entrant dans le champ de l'exonération prévue par la présente délibération.

ARTICLE 6 : Les obligations des bénéficiaires de ce régime d'exonération et les modalités de distribution du carburant détaxé sont fixées par le Bulletin Officiel des Douanes (BOD) n° 7272 du 20 novembre 2018 dont l'application relève de l'administration des douanes et des droits indirects.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le directeur régional des douanes et des droits indirects sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 8 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 10 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-528-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-528-1

PORTANT MODIFICATION DE LA LISTE DES BIENS EXONÉRÉS DANS LA DÉLIBÉRATION N°17-517-1 DU 20 DÉCEMBRE 2017

PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL AUX ACTIVITÉS DE SECOURS, D'INCENDIE ET DE SAUVETAGE EN MER

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Georges CLEON (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL (procuration à Mairie-France TOUL), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Claude BELLUNE), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-517-1 du 20 décembre 2017 portant exonération de la taxe d'octroi de mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'extension de la liste des biens soumis à exonération des droits d'octroi de mer et à une réduction de l'octroi de mer régional pour les biens importés repris en annexe et destinés exclusivement aux organismes relevant des activités de secours, d'incendie et de sauvetage en mer.

ARTICLE 2 : Les biens concernés sont repris en annexe.

ARTICLE 3 : Les produits bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'organisme est redevable de 1,5% d'octroi de mer régional, sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modification ou d'évolution réglementaire des positions tarifaires, les présentes annexes sont valables *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe délibération n° 18-528.1

Extension liste des produits exonérés pour les activités de secours, d'incendie et de sauvetage en mer

Code	Désignation	Observation
42032910	Gants et mitaines de protection pour tous métiers, en cuir naturel ou reconstitué	
61169900	Gants, mitaines et moufles, en bonneterie, de matières textiles (autres que laine, poils fins, coton, fibres synthétiques ou imprégnés, enduits ou recouverts de matières plastiques ou de caoutchouc et sauf pour bébés)	
62113310	Vêtements de travail, de fibres synthétiques ou artificielles, pour hommes ou garçonnet (autres qu'en bonneterie)	
62114390	Vêtements de fibres synthétiques ou artificielles n.d.a., pour femmes ou fillettes (autres qu'en bonneterie)	
62171000	Accessoires confectionnés du vêtement en tous types de matières textiles, n.d.a. (autres qu'en bonneterie)	
63072000	Ceintures et gilets de sauvetage en tous types de matières textiles	
64034000	Chaussures, à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique, cuir naturel ou reconstitué et dessus en cuir naturel, comportant à l'avant une coquille de protection en métal (sauf chaussures de sport ou d'orthopédie)	
64039116	Chaussures à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique ou cuir reconstitué, à dessus en cuir naturel, couvrant la cheville mais pas le mollet, semelles intérieures de longueur >= 24 cm, pour hommes (sauf avec une coquille de protection en métal à l'avant et sauf chaussures de sport ou d'orthopédie et chaussures non reconnaissables comme articles pour hommes ou pour femmes)	
65050090	Chaussures, à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique, cuir naturel ou reconstitué et dessus en cuir naturel, comportant à l'avant une coquille de protection en métal (sauf chaussures de sport ou d'orthopédie)	
65061080	Coiffures de sécurité, même garnies (à l'exclu. des articles en matières plastiques)	
85256000	Appareils d'émission pour la radiodiffusion ou la télévision, incorporant un appareil de réception	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-529-1-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 12/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-529-1

PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DÉLIBÉRATION N°18-389-2 DU 20 SEPTEMBRE 2018 ALLOUANT UNE AIDE PUBLIQUE À «CENTRE TECHNIQUE DE LA CANNE ET DU SUCRE (CTCS) – ITICAN : ITINÉRAIRE TECHNIQUE INNOVANT EN CULTURE DE CANNE À SUCRE; INSTALLATION DE PLANTES DE SERVICE EN INTER-CULTURE (JACHÈRE) - RMAR160118DA0970021»

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-389-2 du 21 septembre 2018 portant octroi d'une aide publique à « Centre Technique de la Canne et du Sucre (CTCS) – ITICAN : itinéraire technique innovant en culture de canne à sucre; installation de plantes de service en inter-culture (jachère) - RMAR160118DA0970021 » ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 28 octobre 2016 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération de l'Assemblée du Martinique n°18-389-2 du 21 septembre 2018 portant octroi d'une aide européenne dans le cadre du PDRM 2014-2020 au «Centre Technique de la Canne et du Sucre (CTCS) – ITICAN : itinéraire technique innovant en culture de canne à sucre; installation de plantes de service en inter-culture (jachère) - RMAR160118DA0970021» est annulée.

ARTICLE 2 : Une aide publique FEADER s'élevant à cent vingt et un mille neuf cent vingt-deux euros quarante-deux centimes (121 922,42 €), soit 84,43 % du coût total prévisionnel éligible de 144 398,64 €, est attribuée au Centre Technique de la Canne et du Sucre (CTCS) ITICAN : itinéraire technique innovant en culture de canne à sucre; installation de plantes de service en inter-culture (jachère) - RMAR160118DA0970021.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The signature of Claude LISE is written in black ink over the text. To the right of the signature is the official seal of the Collectivité Territoriale de Martinique, which is circular and features a coat of arms with a lion and a sun, surrounded by the text "Collectivité Territoriale de Martinique".



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-529-2-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 11/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-529-2

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « ÉQUIPEMENT AGRICOLE POUR UNE EXPLOITATION EN CANNE À SUCRE ET ÉLEVAGE (JA- 2^{ÈME} ANNÉE DU PE) - RMAR040118DA0970101»

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 11 avril 2018 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER s'élevant à cent quatre mille cinq cent cinquante-deux euros quatorze centimes (104 552,14 €), soit 67,43 % du coût total prévisionnel éligible de 155 045,55 €, est attribuée à « – Equipement agricole pour une exploitation en canne à sucre et élevage (JA- 2^{ème} année du PE) - RMAR040118DA0970101 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de dix-huit mille quatre cent cinquante euros trente huit centimes (18 450,38 €) est attribuée à « – Equipement agricole pour une exploitation en canne à sucre et élevage (JA- 2^{ème} année du PE) - RMAR040118DA0970101 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-529-3-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 11/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-529-3

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « (EARL AN GRIYAV LA) - PROJET DE MODERNISATION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE - RMAR040118DA0970006 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 25 octobre 2017 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER s'élevant à huit mille six cent soixante-six euros soixante et onze centimes (8 666,71 €), soit 63,75 % du coût total prévisionnel éligible de 13 594,84 €, est attribuée à « (EARL AN GRIYAV LA) – Projet de modernisation de l'exploitation agricole - RMAR040118DA0970006 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de mille cinq cent vingt-neuf euros quarante deux centimes (1 529,42 €), est attribuée à « ROSALIE Emile (EARL AN GRIYAV LA) - Projet de modernisation de l'exploitation agricole - RMAR040118DA0970006 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-529-4-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 11/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-529-4

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « PLANTATION DE CANNE À SUCRE SUR 46,68 HA (RAMENÉS À 14,92 HA EN 2018) ET RÉNOVATION DE TRACES SUR 450ML - RMAR040118DA0970083 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 31 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER s'élevant à vingt-sept mille cinq cent vingt et un euros soixante-quatre centimes (27 521,64 €), soit 55,34 % du coût total prévisionnel éligible de 49 736,00 €, est attribuée à «
– Plantation de canne à sucre sur 46,68 ha (ramenés à 14,92 ha en 2018) et rénovation de traces sur 450ml - RMAR040118DA0970083».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de quatre mille huit cent cinquante six euros soixante seize centimes (4 856,76 €), est attribuée à «
- Plantation de canne à sucre sur 46,68 ha (ramenés à 14,92 ha en 2018) et rénovation de traces sur 450ml - RMAR040118DA0970083 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-529-5-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 12/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12.FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-529-5

PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DÉLIBÉRATION N°18-461-15 DU 31 OCTOBRE 2018 ALLOUANT UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL HABITATION PÉCOUL - PLANTATION DE CANNES ET BANANES ET ACQUISITION AGRICOLES – LANCEMENT DE L'ACTIVITÉ CACAO EN 2016 ET 2017 - RMAR040116DA0970238»

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-461-15 du 31 octobre 2018 portant octroi d'une aide publique à la «SARL Habitation Pécoul - Plantation de cannes et bananes et acquisition agricoles - Lancement de l'activité cacao en 2016 et 2017 - RMAR040116DA0970238» ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 01 juin 2016 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-461-15 du 31 octobre 2018 portant octroi d'une aide européenne dans le cadre du PDRM 2014-2020 à la «SARL Habitation PÉCOUL - Plantation de cannes et bananes et acquisition agricoles - Lancement de l'activité cacao en 2016 et 2017 - RMAR040116DA0970238» est annulée.

ARTICLE 2 : Une aide publique FEADER s'élevant à deux cent dix-huit mille trois cent trente-deux euros quarante-sept centimes (218 332,47 €), soit 50,74 % du coût total prévisionnel éligible de 430 321,10 €, est attribuée à la « SARL Habitation PÉCOUL - Plantation de cannes et bananes et acquisition agricoles - Lancement de l'activité cacao en 2016 et 2017 - RMAR040116DA0970238 ».

ARTICLE 3 : Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de trente-huit mille cinq cent vingt neuf euros vingt sept centimes (38 529,27 €), est attribuée à la « SARL Habitation PÉCOUL - Plantation de cannes et bananes et acquisition agricoles - Lancement de l'activité cacao en 2016 et 2017 - RMAR040116DA0970238 ».

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018/

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-529-6-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 11/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-529-6

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SARL HABITATION BOCHET - PLANTATION DE BANANES SUR 13,74 HA (RAMENÉS À 13,69 HA) ET INVESTISSEMENTS 2016 -RMAR040116DA0970242 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 03 juin 2016 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER s'élevant à soixante-dix-huit mille quatre-vingt-dix-huit euros quatre-vingt-quinze centimes (78 098,95 €), soit 50,36 % du coût total prévisionnel éligible de 155 073,25 €, est attribuée à la «SARL Habitation BOCHET – Plantation de bananes sur 13,74 ha (ramenés à 13,69 ha) et investissements 2016 - RMAR040116DA0970242».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de treize mille sept cent quatre vingt deux euros dix sept centimes (13 782,17 €), est attribuée à «SARL Habitation BOCHET - Plantation de bananes sur 13,74 ha (ramenés à 13,69 ha) et investissements 2016 - RMAR040116DA0970242».

Cette aide est accordée dans le cadre du programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-529-7-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 11/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 11 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-529-7

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SARL EXPLOITATION PLAINE DU GALION - PLANTATION DE CANNE À SUCRE SUR 81,28 HA (RAMENÉS À 70,24 HA) ET MÉCANISATION EN 2017 - RMAR040116DA0970330»

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 19 décembre 2016 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER s'élevant à deux cent quatre-vingt-cinq mille trois cent soixante-douze euros trente-six centimes (285 372,36 €), soit 56,94 % du coût total prévisionnel éligible de 501 217,00 €, est attribuée à la «SARL Exploitation PLAINE du GALION – Plantation de canne à sucre sur 81,28 ha (ramenés à 70,24 ha) et mécanisation en 2017 - RMAR040116DA0970330».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de cinquante mille trois cent cinquante neuf euros quatre vingt trois centimes (50 359,83 €), est attribuée à la «SARL Exploitation PLAINE du GALION - Plantation de canne à sucre sur 81,28 ha (ramenés à 70,24 ha) et mécanisation en 2017 - RMAR040116DA0970330».

Cette aide est accordée dans le cadre du programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-529-8-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 12/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-529-8

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°18-461-5 DU 31 OCTOBRE 2018 ALLOUANT UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL YODI - DÉVELOPPEMENT D'UNE GAMME DE PRODUITS, SOUPES TRADITIONNELLES ET SAUCES - RMAR040218DA0970006»

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM-FEADER ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-461-5 du 31 octobre 2018 portant octroi d'une aide publique à la «SARL YODI - Développement d'une gamme de produits, soupes traditionnelles et sauces - RMAR040218DA0970006» ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 07 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-461-5 du 31 octobre 2018 susvisée est modifié comme suit :

« Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de soixante cinq mille trois cent vingt deux euros cinquante huit centimes (65 322,58 €), est attribuée à la «SARL YODI - développement d'une gamme de produits, soupes traditionnelles et sauces - RMAR040218DA0970006».

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération n°18-461-5 du 31 octobre 2018 restent inchangées.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-530-1-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 11/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-530-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE A LA « SAS BIOMETAL - COMPENSATION DES SURCÔÛTS DE FRET POUR L'ANNÉE 2018 DE LA SOCIÉTÉ BIOMETAL - MQ0020294 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 29 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Considérant que le conseiller à l'Assemblée de Martinique Yan MONPLAISIR, n'a pas assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEDER d'un montant de trois cent soixante-treize mille six cent trente euros quarante centimes (373 630,40 €), soit 40,00 % de l'assiette éligible de 934 076,00 €, est attribuée à la « SAS BIOMETAL - Compensation des surcoûts de fret pour l'année 2018 de la Société BIOMETAL - MQ0020294 ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 9305 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit : 100% en crédits de paiement en 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-530-2-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 11/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 FEV, 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-530-2

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SAS LES HÉRITIERS H. CLÉMENT - COMPENSATION DES SURCOÛTS DE FRET POUR L'ANNÉE 2018 DE LA SOCIÉTÉ LES HÉRITIERS H. CLÉMENT - MQ0020198 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 29 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEDER d'un montant de deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille euros (299 000,00 €), soit 40,00 % de l'assiette éligible de 747 500,00 €, est attribuée à la « SAS les Héritiers H. CLÉMENT - compensation des surcoûts de fret pour l'année 2018 de la Société Les Héritiers H. CLÉMENT - MQ0020198 ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 9305 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit : 100% en crédits de paiement en 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-530-3-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 11/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-530-3

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SAS BRASSERIE LORRAINE - COMPENSATION DES SURCÔÛTS DE FRET POUR L'ANNÉE 2018 DE LA SOCIÉTÉ BRASSERIE LORRAINE - MQ0020197»

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 29 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEDER d'un montant de trois cent vingt mille euros (320 000,00 €), soit 40,00 % de l'assiette éligible de 800 000,00 €, est attribuée à la « SAS BRASSERIE LORRAINE - Compensation des surcoûts de fret pour l'année 2018 de la Société Brasserie Lorraine - MQ0020197 ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 9305 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit : 100% en crédits de paiement en 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-530-4-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 11/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-530-4

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SAS PROCHIMIE INDUSTRIE - COMPENSATION DES SURCÔÛTS DE FRET POUR L'ANNÉE 2018 DE LA SAS PROCHIMIE INDUSTRIE - MQ0020195»

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 29 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEDER d'un montant de sept cent cinquante-six mille euros (756 000,00 €), soit 45,00 % de l'assiette éligible de 1 680 000,00 €, est attribuée à la « SAS PROCHIMIE INDUSTRIE - compensation des surcoûts de fret pour l'année 2018 de la SAS PROCHIMIE INDUSTRIE - MQ0020195 ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 9305 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit : 100% en crédits de paiement en 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-530-5-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 11/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-530-5

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SAS ACRO'KART - RÉALISATION D'UNE PISTE DE KARTING - MQ0002792»

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006.

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le dispositif d'aide pris en application du régime cadre exempté n° SA 39252, relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 09 février 2015 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEDER en cofinancement d'un montant de quatre cent-trois mille cent quatre-vingt-trois euros et cinquante-cinq centimes (403 183,55 €), soit 55,00 %, de l'assiette éligible de 733 061,00 €, est attribuée à la « SAS ACRO'KART – Réalisation d'une piste de karting - MQ0002792 ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est organisée imputée comme suit .

- Pour la part FEDER, s'élevant à deux cent quatre-vingt-treize mille deux cent-vingt-quatre euros quarante centimes (293 224,40 €), soit 40,00 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention,
- Pour la part territoriale, s'élevant à cent neuf mille neuf cent cinquante-neuf euros quinze centimes (109 959,15 €), soit 15,00 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 80 % en crédits de paiement en 2019,
- 20 % en crédits de paiement de 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-531-1-DE
Date de télétransmission : 08/01/2019
Date de réception préfecture : 08/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 8 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-531-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE AU TITRE DU PO FEAMP, À LA «COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE – AMÉNAGEMENT DE SUPERSTRUCTURES SUR L'APIT DU FRANCOIS - PFEA430018CT0970005»

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (UE)n°2328/2003, (CE) n°861/2006, (CE) n°1198/2006 et (CE) n°791/2007 et le règlement (UE) n°1255/2011 du Parlement européen et du Conseil, et notamment son article 97;

Vu le Programme opérationnel Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche en France (CCI 2014FR14MFOP001) approuvé par la Commission européenne le 3 décembre 2015 (C(2015)8863,);

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en oeuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-87-1 du 25 avril 2016 demandant l'exercice des fonctions d'organisme intermédiaire par délégation de gestion des mesures qui relèveront des compétences de la CTM, dans le cadre du programme opérationnel national du FEAMP pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n° 2017-PCE -352 du 16 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc MONGIS (Directeur Général Adjoint Infrastructures et Equipements) ;
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n° 2018-PCE-535 du 27 août 2018 portant modification de l'arrêté N° 2017-PCE-352 du 16 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc MONGIS (Directeur Général Adjoint Infrastructures et Equipements) ;
Vu la convention du 19 octobre 2016 entre l'autorité de gestion du programme opérationnel FEAMP pour la période 2014-2020 et la CTM ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 18 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEAMP d'un montant de deux cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-treize euros quarante et un centimes (294 373,41 €), soit 60 % du coût total prévisionnel éligible de 490 622,35 €, est attribuée à la «Collectivité Territoriale de Martinique pour l'aménagement de superstructures sur l'APIT du François – Aide au titre de la Mesure 43 – Port de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris – PFEA430018CT0970005».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-532-1-DE
Date de télétransmission : 01/02/2019
Date de réception préfecture : 01/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 1 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-532-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EUROPÉENNE FSE À LA « COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) » PLAN DE FORMATION DU PERSONNEL 2017- 2020 – MQ0018380 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2018-PCE-630 du 11 octobre 2018 portant modification de la délégation de signature à Madame Magali ETIENNE, Directrice Générale Adjointe chargée des Ressources Humaines, dans le cadre de la gestion des Fonds Européens sur la période 2014-2020 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 22 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 12 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique FSE d'un montant de un million huit cent cinquante trois mille neuf cent quatre-vingt-six euros quatre-vingt-sept centimes (1 853 986,87 €), soit 72 % du coût total prévisionnel éligible est attribuée à la « Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) – Plan de formation du personnel 2017-2020 – MQ0018380 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à deux millions cinq cent soixante quatorze mille neuf cent quatre-vingt-un euros soixante-dix-sept centimes (2 574 981,77 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme PO FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention mentionnée à l'article 1 constitue une recette qui sera inscrite au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 9 % de crédits de paiement : 158 068,80 € en 2018,
- 85 % de crédits de paiement : 1 570 497,67 € en 2019,
- 8 % de crédits de paiement : 125 420,40 € en 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-533-1-DE
Date de télétransmission : 10/01/2019
Date de réception préfecture : 10/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-533-1

**PORTANT MISE HORS D'EAU ENTRE LES GIRATOIRES MAHAULT ET PETIT PRÉ
ACQUISITION DE LA PARCELLE OBJET DE L'EMPRISE D'UNE SUPERFICIE DE 3 751 M²
RÉALISÉE SUR LE TERRAIN CADASTRÉ SECTION R N° 357, PROPRIÉTÉ DE LA SCI DE MAHAULT
SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 15 AU LAMENTIN
MODIFICATION DE LA DELIBERATION 16-244-1 DU 04 OCTOBRE 2016**

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général n°CP/392-14 du 28 mai 2014 portant acquisition d'emprises appartenant à la SCI DE MAHAULT et CONSORTS PINARD – établissement de convention et protocole transactionnel dans le cadre de la mise hors d'eau entre les giratoires mahault et petit pré - route départementale n°15 –Lamentin ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-244-1 du 04 octobre 2016 portant acquisition des parcelles objet des emprises d'une superficie totale de 4100 m² réalisées sur les terrains cadastrés section R n°254 et 357, propriété de la SCI DE MAHAULT route départementale n°15 - Lamentin dans le cadre de la mise hors d'eau entre les giratoires MAHAULT et PETIT PRÉ;

Vu les estimations des Domaines des 10 août 2012 et 13 juin 2013 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu le levé après travaux effectué par le Cabinet ONFRAY ;
Considérant le fait que la parcelle R 254 n'appartient pas à la SCI DE MAHAULT ;
Considérant les travaux de mise hors d'eau de la RD 15 au Lamentin, entre les giratoires Mahault et Petit Pré, engagés par la Collectivité suite à l'accord des propriétaires riverains concernés ;
Considérant la nécessité de mettre en sécurité ce tronçon de route ;
Considérant les emprises réalisées sur des parcelles privées pour la réalisation de ces travaux ;
Considérant la prise de possession anticipée de ces emprises par la Collectivité ;
Considérant les négociations engagées avec ces propriétaires ;
Considérant la situation géographique des parcelles concernées et leur commune d'implantation ;
Considérant le protocole transactionnel en date du 23 juin 2014 passé avec un des propriétaires concernés ;
Considérant les négociations engagées avec les propriétaires de la parcelle concernée par les travaux et leurs prétentions ;
Considérant la mise à disposition anticipée par la SCI DE MAHAULT du terrain objet d'emprise à effectuer ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la modification, comme suit de l'article 1 de la délibération n°16-244-1 du 04 octobre 2016 :

« Est décidée l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique de la bande de terre cadastrée section R n° 654, objet de l'emprise d'une superficie de 3 751 m² effectuée sur la parcelle cadastrée section R n° 357 sise au Lamentin et appartenant à la SCI de Mahault, dans le cadre des travaux de mise hors d'eau de la route départementale n°15 entre les giratoires Mahault et Petit Pré ».

ARTICLE 2 : Est autorisée la modification, comme suit de l'article 2 de la délibération n°16-244-1 du 04 octobre 2016 :

« Cette acquisition se fait au prix total de cent cinquante mille quarante euros (150 040 €) se décomposant comme suit :

- valeur nette de la parcelle : 3 751 m² x 0,30 euro = 1 125,30 euros ;
- indemnités diverses : 148 914,70 euros ».

ARTICLE 3 : Est autorisée la modification, comme suit de l'article 3 de la délibération n°16-244-1 du 04 octobre 2016 :

« La dépense correspondante est imputée au chapitre 900 article 2111 nature analytique 487 code opération T028 30001 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ».

ARTICLE 4 : Les autres dispositions de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-244-1 du 4 octobre 2016 demeurent inchangées.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte, annexes, conventions et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-534-1-DE
Date de télétransmission : 28/01/2019
Date de réception préfecture : 29/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-534-1

PORTANT FINANCEMENT DU PLAN DE RÉCAPITALISATION DE LA SAFER

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code du commerce ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu la demande de la SAFER en date du 23 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 11 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'augmentation du capital de la Société d'Aménagement foncier et d'Établissement Rural (SAFER) de la Martinique, pour un montant de deux cent mille euros (200 000 euros).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée au bénéficiaire suivant des modalités définies par l'article 3.

ARTICLE 3 : La somme de cent mille euros (100 000 €), soit 50% de la participation, sera mandatée, une fois que la présente délibération sera exécutoire.

La libération du solde interviendra, sur appel de fonds de la SAFER, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation du capital est devenue définitive, en application de l'article L 225-144 du Code du commerce.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-537-1-DE
Date de télétransmission : 28/12/2018
Date de réception préfecture : 28/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-537-1

MOTION DES CONSEILLERS A L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE RELATIVE AU PROJET DE LOI SUR LA REFORME DE LA JUSTICE

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

Le projet de loi sur la réforme de la justice actuellement en discussion au Parlement mobilise aujourd'hui le barreau de la Martinique, qui est en grève depuis mi-novembre 2018.

Si jusqu'à présent, la Collectivité Territoriale de Martinique n'a pas été saisie pour avis sur ce projet, les élus de l'Assemblée de Martinique réunis le 20 décembre 2018 en séance plénière tiennent toutefois à marquer leur désapprobation sur l'actuel projet de loi.

- Considérant la précipitation avec laquelle ce projet est présenté au Parlement,
- Considérant que le projet de réforme vise davantage à rationaliser les coûts de Justice qu'à défendre les droits des justiciables,
- Considérant que la dématérialisation, telle qu'envisagée de la procédure pénale porte une véritable atteinte aux droits de la défense,

- Considérant qu'une plateforme en ligne, déshumanisante et inaccessible pour une partie de notre population remplacera les Tribunaux d'Instance, juridictions de proximité par excellence.

Demandent au gouvernement et notamment à la Ministre de la Justice de retirer ce projet, dans l'attente d'une véritable concertation avec la profession et les élus.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-538-1-DE
Date de télétransmission : 30/01/2019
Date de réception préfecture : 30/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-538-1

PORTANT PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE (CHUM) POUR LE FINANCEMENT DE LA PART UNIVERSITAIRE DE LA RÉMUNÉRATION DE CHEFS DE CLINIQUE DES UNIVERSITÉS-ASSISTANTS DES HÔPITAUX

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention P.M.I. – A.S.E. le 17 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 18 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est accordée une subvention de deux cent soixante mille cent vingt et un euros seize centimes (260 121,16 €) à l'Université des Antilles, pour le financement de la part universitaire de la rémunération de 4 postes de chefs de clinique des universités – assistant des hôpitaux, affectés au Centre Hospitalier Universitaire de la Martinique, répartie comme suit :

- 50% de la subvention sur présentation d'un certificat attestant le début d'exécution financière de l'opération et visé par le représentant légal de l'Université des Antilles ;
- 50 % de la subvention, au dernier trimestre 2020, sur présentation d'un récapitulatif des salaires et charges versés pour la période concernée et visé par le représentant légal de l'Université des Antilles.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique aux chapitres 932 pour le fonctionnement et 902 pour l'investissement, et est versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération 18-538-1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ-ÉGALITÉ-FRATERNITÉ



**CONVENTION N° 18- -1
ENTRE L'UNIVERSITE DES ANTILLES ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE
DE MARTINIQUE POUR LE FINANCEMENT DE LA PART UNIVERSITAIRE DE
LA REMUNERATION DE CHEFS DE CLINIQUE DES UNIVERSITES-
ASSISTANTS DES HÔPITAUX**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; au 3^{ème} alinéa de son article 10; l'obligation de conclure une convention avec tout organisme de droit privé s'applique aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €.

Vu la délibération n° 18-84-1 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2018 ;

Vu le décret 84-135 du 24 février 1984 modifié, portant statut des personnels enseignants et hospitaliers des centres hospitaliers et universitaires.

Vu la demande présentée par l'Université des Antilles (Courier n°2513050 du 25/06/18)

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, rue Gaston Defferre CS 50601 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX représenté par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité aux présentes par délibération n° 18-355-1 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 20/09/2018, d'une part ci-après dénommée la CTM

Et

L'UNIVERSITE DES ANTILLES, représentée par le Président du Conseil d'Administration de l'Université des Antilles, Monsieur , domiciliée au Campus Universitaire de Fouillole -BP 592 - 97159 POINTE A PITRE, d'autre part, ci-après dénommée le bénéficiaire ou l'UA,

Préambule

Les CHU des Antilles se hissent au 17e rang du classement des établissements préférés des jeunes médecins selon une étude réalisée par l'ARS Guadeloupe en 2017.

Il n'en demeure pas moins qu'ils restent en situation de fragilité pour le recrutement de praticiens du fait des contraintes de la démographie médicale,

Parallèlement, les statistiques démontrent qu'en Martinique, les jeunes sont nombreux à quitter chaque année le territoire pour aller suivre un cycle d'études ou chercher un emploi principalement en France.

Dans un tel contexte, la Collectivité Territoriale de Martinique entend soutenir les dynamiques du Centre Hospitalier Universitaire du CHUM et de l'UA qui favorisent les capacités de recrutement et de formation des chefs de clinique des universités-assistants des hôpitaux.

La collectivité de Martinique et l'UA renouvellent le partenariat engagé en 2015 et qui a pour but de soutenir des projets professionnels cliniques/universitaires en permettant à de jeunes médecins de parfaire leur formation post-internat.

Pour atteindre ces objectifs et contribuer à la réussite de ce dispositif, les Parties décident de fixer les principes généraux d'un partenariat qu'ils entendent, par la présente convention, développer.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1- OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat entre la Collectivité territoriale de Martinique et l'Université des Antilles afin de financer la part universitaire de la rémunération de 4 postes de chefs de clinique des universités - assistant des hôpitaux, affectés au Centre Hospitalier Universitaire de la Martinique.

ARTICLE 2- ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

La Collectivité territoriale de Martinique s'engage à verser une subvention de deux cent soixante mille cent vingt et un euros et seize centimes (260 121,16 €) à l'Université des Antilles, pour le renouvellement du financement de 02 postes de chefs de clinique des universités- assistant des hôpitaux et pour le recrutement de 02 nouveaux postes pour une durée de 2 ans.

Cette subvention, d'un montant global 260 121,16 € sera liquidée conformément à l'échéancier suivant :

- 50%, soit 130 060,58 € de la subvention sur présentation certificat attestant le début de la prise en compte des salaires et charges, visé par le représentant légal de l'UA.
- 50 % de la subvention, au dernier trimestre 2020, sur présentation d'un récapitulatif des salaires et charges versés pour la période concernée et visé par le représentant légal de l'UA

Ces crédits sont prélevés sur le chapitre 932 du budget de la Collectivité

ARTICLE 3-ENGAGEMENTS DE L'UNIVERSITE DES ANTILLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- affecter la somme allouée exclusivement au financement des salaires universitaires des chefs de clinique-assistants des hôpitaux affectés au CHUM.
- faire mention du partenariat et de la participation financière de la Collectivité Territoriale de la Martinique et faire figurer le logo de la CTM sur tous les documents écrits, sonores ou audio-visuels, rendus publics et dans toutes les interventions qui seront faites avant et pendant et après la réalisation de l'opération ;
- prendre l'attache des services de la Collectivité pour toute opération de communication relative à cette opération en vue d'une représentation officielle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- faciliter le contrôle par la Collectivité territoriale de l'utilisation des fonds alloués notamment par l'accès à toutes pièces justificatives de dépenses et tout document dont la production serait jugée utile.

Les services concernés de la Collectivité Territoriale de Martinique sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus.

ARTICLE 4 -ANNULATION-REVERSEMENT

En cas de non exécution des prestations afférentes à la présente convention ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par l'UA.

ARTICLE 5-DATE D'EFFET

La présente convention est conclue pour une durée de 24 mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 6- EVALUATION DU PARTENARIAT

Au terme de la Convention, l'UA transmettra à la Collectivité un rapport de 1 à 2 pages, synthétisant le bilan des travaux menés sur la durée du partenariat et les perspectives que ceux-ci auront ouvertes. Ce rapport fera également le bilan des actions de communication menées dans le cadre du partenariat.

ARTICLE 7- AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant

ARTICLE 8- LITIGES

Chacun des cocontractants tentera de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre eux à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention.

En cas de non aboutissement amiable, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

Fait à Fort-de-France, le

Le Président du Conseil d'administration
de l'Université des Antilles

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-539-1-DE
Date de télétransmission : 01/02/2019
Date de réception préfecture : 01/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

11 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-539-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE RELATIF AU RELÈVEMENT DU SEUIL DE REVENTE À PERTE ET À L'ENCADREMENT DES PROMOTIONS POUR LES DENRÉES ET CERTAINS PRODUITS ALIMENTAIRES

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la publication de l'ordonnance n° 2018-1128 du 12 décembre 2018 relative au relèvement du seuil de revente à perte et à l'encadrement des promotions pour les denrées et certains produits alimentaires publiée au JO du 13 décembre 2018 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 10 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet d'ordonnance relative au relèvement du seuil de revente à perte et à l'encadrement des promotions pour les denrées et certains produits alimentaires.

Elle souhaite tout de même, que soit menée une étude concernant l'outre-mer, visant à identifier des mesures pour l'amélioration des revenus des agriculteurs, avec une déclinaison propre aux différentes collectivités que sont la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-540-1-DE
Date de télétransmission : 01/02/2019
Date de réception préfecture : 01/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 1 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-540-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PORTANT ADAPTATION DU RÉGIME D'ENTRÉE ET DE SORTIE DE FLOTTE DES NAVIRES DE PÊCHE PROFESSIONNELLE

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission politique de la mer, métiers de la mer et la commission affaires juridiques et des textes le 11 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret portant adaptation du régime d'entrée et de sortie de flotte des navires de pêche professionnelle.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, moins 1 abstention, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-541-1-DE
Date de télétransmission : 30/01/2019
Date de réception préfecture : 30/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-541-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE RELATIF À L'ADAPTATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION RÉGIONALE DE GESTION DE LA FLOTTE DE PÊCHE AUX COLLECTIVITÉS DE LA GUADELOUPE, DE LA MARTINIQUE, DE LA GUYANE, DE LA RÉUNION ET DE MAYOTTE

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission politique de la mer, métiers de la mer et la commission affaires juridiques et des textes le 11 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret relatif à l'adaptation de la composition de la commission régionale de gestion de la flotte de pêche aux collectivités de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, de la Réunion et de Mayotte.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-542-1-DE
Date de télétransmission : 01/02/2019
Date de réception préfecture : 01/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 1 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-542-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 9 AU 28 NOVEMBRE 2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses – autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier 2016 relative aux actions contentieuses de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, et des affaires juridiques ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux pour la période du 9 au 28 novembre 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-543-1-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 11/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-543-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LA MAISON DE LA SOLIDARITÉ DE LA MARTINIQUE (MSM) POUR LA MISE EN PLACE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission logement et habitat et la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 18 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) à l'association La Maison de la Solidarité de la Martinique (MSM) pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention seront organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'association La Maison de la Solidarité de la Martinique (MSM).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-546-1-DE
Date de télétransmission : 11/02/2019
Date de réception préfecture : 11/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE :

11 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-546-1

PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DE LA DÉLIBÉRATION N°16-367-1 DU 24 NOVEMBRE 2016 PORTANT REVALORISATION TARIFAIRE DES ENQUÊTES DE PRÉVENTION DES EXPULSIONS LOCATIVES

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n°CP/769-15 du 10 septembre 2015 relative au règlement intérieur du Fonds Départemental de Solidarité pour le logement ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-367-1 portant revalorisation tarifaire des enquêtes de prévention des expulsions locatives ;
Vu la convention CV/02.322 relative à l'agrément de l'UDAF pour la réalisation d'enquêtes sociales dans le cadre de la prévention des expulsions locatives ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 18 décembre 2018;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'article 2 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-367-1 portant revalorisation tarifaire des enquêtes de prévention des expulsions locatives, est modifié comme suit :

« Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 935 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique ».

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération n°16-367-1 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-549-1-DE
Date de télétransmission : 28/01/2019
Date de réception préfecture : 29/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-549-1

PORTANT ADOPTION AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DU RÉGIME INDEMNITAIRE POUR LES CADRES D'EMPLOI NON SOUMIS AU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'État ;

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-220-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant détermination du régime indemnitaire de la Collectivité Territoriale de la Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par le comité technique le 30 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Considérant les augmentations de la valeur du point d'indice de juillet 2016 et de février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Sont adoptées les dispositions relatives au régime indemnitaire au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique, pour les cadres d'emplois qui ne sont pas concernés par la parution d'un arrêté ministériel fixant les montants du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).

ARTICLE 2 : Les bénéficiaires du régime indemnitaire mentionné dans la présente délibération sont déterminés comme suit :

- Les fonctionnaires stagiaires et titulaires à temps complet, non complet ou partiel,
- Les agents contractuels de droit public à temps complet, non complet ou partiel dont l'emploi correspond à un grade statutaire.

ARTICLE 3 : Ne bénéficient pas des dispositions prévues par la présente délibération :

- Les agents de droit privé (apprentis, contrats aidés,),
- Les assistants familiaux et maternels,
- Les agents effectuant des vacations.

TITRE I : FILIÈRE TECHNIQUE

ARTICLE 4 : Les agents de la filière technique relevant d'un cadre d'emploi non concerné par la parution d'un arrêté ministériel dans le corps de référence pour le RIFSEEP percevront dans l'attente de la parution des dispositions réglementaires, dans les conditions définies ci-après, les primes et indemnités suivantes :

- Indemnité de Performance et de Fonctions (IPF),
- Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT),
- Indemnité Spécifique de Service (ISS),
- Prime de Service et de Rendement (PSR),
- Prime Technique de l'Entretien, des Travaux et de l'Exploitation (PTETE),
- Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (IHTS).

ARTICLE 5 : Attribution de l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT)

Les agents relevant des grades ci-après perçoivent une Indemnité d'Administration et de Technicité calculée dans les limites suivantes :

Grades	Montant annuel de référence	Fourchette de variation du coefficient
Adjoint Technique Principal de 1ère classe des Etablissements d'Enseignement	481,82	0 à 8
Adjoint Technique Principal de 2e classe des Etablissements d'Enseignement	475,31	0 à 8
Adjoint Technique des Etablissements d'Enseignement	454,68	0 à 8

ARTICLE 6 : Attribution de l'Indemnité de Performance et de Fonctions (IPF)

- 1) L'Indemnité de Performance et de Fonctions se compose de deux parts cumulables entre elles :
 - une part relative à la performance, tenant compte des résultats de la procédure d'évaluation individuelle prévue par la réglementation en vigueur et de la manière de servir ;
 - une part « fonctions » tenant compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées.
- 2) Les agents relevant des grades ci-après perçoivent une Indemnité de Performance et de Fonctions calculée dans les limites suivantes :

Grade / Fonction	Indemnité de fonctions		Indemnité de Performance	
	Montant annuel de référence	Fourchette de variation du coefficient	Montant annuel de référence	Fourchette de variation du coefficient
Ingénieur en Chef Hors-Classe	3 800,00	1 à 6	6 000,00	0 à 6
Ingénieur en chef	4 200,00	1 à 6	4 200,00	0 à 6

Pour les agents logés par nécessité absolue de service, le coefficient maximum de la part « fonctions » ne devra pas dépasser le coefficient 3.

- 3) La part « performance » tiendra compte, notamment, des éléments suivants appréciés dans le cadre de la procédure d'évaluation individuelle :
 - a. l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs ;
 - b. les compétences professionnelles et techniques ;
 - c. les qualités relationnelles ;
 - d. la capacité d'encadrement ou à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.
- 4) La part liée aux fonctions sera versée mensuellement.
- 5) La part « performance » sera versée mensuellement. Elle est non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

ARTICLE 7 : Attribution de l'Indemnité Spécifique de Service (ISS)

Les agents relevant des grades ci-après perçoivent une Indemnité Spécifique de Service calculée dans les limites suivantes :

Grades	Montant annuel de référence (a)	Coefficient du grade (b)	Coefficient géographique (c)	Taux moyen annuel (a x b x c)	Fourchette de variation du coefficient
Ingénieur Principal à partir du 6e échelon ayant au moins 5 ans d'ancienneté	361,90	51	1	18 456,90	0 à 1,225
Ingénieur Principal à partir du 6e échelon avec ancienneté de moins de 5 ans	361,90	43	1	15 561,70	0 à 1,225
Ingénieur Principal jusqu'au 5e échelon	361,90	43	1	15 561,70	0 à 1,225
Ingénieur territorial à partir du 6e échelon	361,90	33	1	11 942,70	0 à 1,15
Ingénieur territorial jusqu'au 5e échelon	361,90	28	1	10 133,20	0 à 1,15
Technicien Principal de 1 ^{ère} classe	361,90	18	1	6 514,20	0 à 1,10
Technicien Principal de 2e classe	361,90	16	1	5 790,40	0 à 1,10
Technicien	361,90	12	1	4 342,80	0 à 1,10

ARTICLE 8 : Attribution de la Prime de Service et de Rendement (PSR)

Les agents relevant des grades ci-après perçoivent une Prime de Service et de Rendement calculée dans les limites suivantes :

Grades	Montant annuel de référence	Fourchette de variation du coefficient
Ingénieur Principal	2 817,00	0 à 2
Ingénieur territorial	1 659,00	0 à 2
Technicien Principal de 1 ^{ère} classe	1 400,00	0 à 2
Technicien Principal de 2e classe	1 330,00	0 à 2
Technicien	1 010,00	0 à 2

ARTICLE 9 : Attribution de la Prime Technique de l'Entretien, des Travaux et de l'Exploitation (PTETE)

Il est versé une Prime Technique de l'Entretien des Travaux et de l'Exploitation (PTETE) au profit des agents titulaires et stagiaires relevant du grade de technicien affectés à des postes d'exploitation, d'entretien et de travaux routiers.

La PTETE est versée dans les limites suivantes :

Montant maximum annuel	Montant annuel dé plafonné
4 200,00 €	6 300,00 €

TITRE II : FILIERE MEDICO-SOCIALE

ARTICLE 10 : Les agents de la filière médico-sociale relevant d'un cadre d'emploi non concerné par la parution d'un arrêté ministériel dans le corps de référence pour le RIFSEEP percevront dans l'attente de la parution des dispositions réglementaires, dans les conditions définies ci-après, les primes et indemnités suivantes :

- Indemnité Forfaitaire Représentative de sujétions et de travaux des Educateurs de jeunes enfants (IFR),
- Indemnité de Risques et de Sujétions Spéciales des Psychologues (IRSSP),
- Prime de Service des Sages-femmes, des Puéricultrices et des Infirmières (PSM),
- Indemnité de Sujétions des Sages-femmes, des Puéricultrices et des Infirmières (ISS),
- Prime Spéciale de Début de Carrière des Puéricultrices et des Infirmières (PSDC),
- Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (IHTS) .

ARTICLE 11 : Attribution de l'Indemnité de Risques et de Sujétions Spéciale des Psychologues (IRSSP)

Les agents relevant des grades ci-après perçoivent une l'Indemnité de Risques et de Sujétions Spéciales calculée dans les limites suivantes :

Grades	Montant annuel de référence	Fourchette de variation du coefficient
Psychologue Hors-Classe	3 450,00	0 à 1,5
Psychologue classe normale	3 450,00	0 à 1,5

ARTICLE 12 : Attribution de la Prime de Service des Sages-femmes, des Puéricultrices et des Infirmières

Les agents relevant des grades ci-après perçoivent une Prime de Service calculée dans les limites suivantes :

Grades	Montant annuel de référence	Fourchette de variation du coefficient
Sage-femme Hors-Classe	37 169,51	de 0 à 0,17
Sage-femme Classe normale	31 489,98	de 0 à 0,17
Puéricultrice Hors-classe	30 112,30	de 0 à 0,17
Puéricultrice classe supérieure	30 477,81	de 0 à 0,17
Puéricultrice classe normale	27 075,77	de 0 à 0,17
Infirmière en Soins Généraux Hors-classe	28 903,31	de 0 à 0,17
Infirmière en Soins Généraux classe Sup.	28 594,03	de 0 à 0,17
Infirmière en Soins Généraux	25 388,80	de 0 à 0,17

ARTICLE 13 : Attribution de l'Indemnité de Sujétions des Sages-femmes, des Puéricultrices et des Infirmières

Les agents relevant des grades ci-après perçoivent une Indemnité de Sujétions calculée dans les limites suivantes :

Grades	Base mensuelle (TBMG annuel)	Base mensuelle sur 1900	Fourchette de variation du coefficient
Sage-femme Hors-Classe	37 169,51	19,56	de 0 à 13
Sage-femme Classe normale	31 489,98	16,57	de 0 à 13
Puéricultrice Hors-classe	30 112,30	15,85	de 0 à 13
Puéricultrice classe supérieure	30 477,81	16,04	de 0 à 13
Puéricultrice classe normale	27 075,77	14,25	de 0 à 13
Infirmière en Soins Généraux Hors-classe	28 903,31	15,21	de 0 à 13
Infirmière en Soins Généraux classe Sup.	28 594,03	15,05	de 0 à 13
Infirmière en Soins Généraux	25 388,80	13,36	de 0 à 13

ARTICLE 14 : Attribution de la Prime Spéciale de Début de Carrière des Puéricultrices et des Infirmières (PSDC)

Les agents relevant des grades ci-après perçoivent une Prime Spéciale de Début de Carrière calculée dans les limites suivantes :

Grades	Montant mensuel
Puéricultrice classe normale échelon inférieur ou égal à 2	38,81
Infirmière en Soins Généraux échelon inférieur ou égal à 2	38,81

ARTICLE 15 : Attribution de l'Indemnité Forfaitaire Représentative de Sujétions et de Travaux supplémentaires des Educateurs (IFRS)

Les agents relevant des grades ci-après perçoivent une l'Indemnité Forfaitaire Représentative de Sujétions et de Travaux supplémentaires calculée dans les limites suivantes :

Grades	Montant annuel de référence	Fourchette de variation du coefficient
Educateur principal de jeunes enfants	1 050,00	0 à 5
Educateur de jeunes enfants	950,00	0 à 5

TITRE III : FILIERE MEDICO-TECHNIQUE

ARTICLE 16 : Les agents de la filière médico-technique relevant d'un cadre d'emploi non concerné par la parution d'un arrêté ministériel dans le corps de référence pour le RIFSEEP percevront dans l'attente de la parution des dispositions réglementaires, dans les conditions définies ci-après, les primes et indemnités suivantes :

- Prime de Service et de Rendement (PSR)
- Indemnité Spéciale de Sujétions (ISS)
- Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (IHTS)

ARTICLE 17 : Attribution de la Prime de service et de rendement (PSR)

Les agents relevant des grades ci-après perçoivent une Prime de service et de rendement calculée dans les limites suivantes :

Grades	Montant annuel de référence	Fourchette de variation du coefficient
Biologiste, Vétérinaire, Pharmacien Classe exceptionnelle	43 242,50	0 à 0,24
Biologiste, Vétérinaire, Pharmacien Hors-classe	40 712,05	0 à 0,24
Biologiste, Vétérinaire, Pharmacien Classe normale	29 999,84	0 à 0,18
Technicien para-médical classe supérieure	28 650,27	0 à 0,10
Technicien para-médical classe normale	24 629,67	0 à 0,10

ARTICLE 18 : Attribution de l'Indemnité Spéciale de Sujétions (ISS)

Les agents relevant des grades ci-après perçoivent une Indemnité Spéciale de Sujétions calculée dans les limites suivantes :

Grades	Montant annuel de référence	Fourchette de variation du coefficient
Biologiste, Vétérinaire, Pharmacien Classe exceptionnelle	9 813,00	0 à 3
Biologiste, Vétérinaire, Pharmacien Hors-classe	9 813,00	0 à 3
Biologiste, Vétérinaire, Pharmacien Classe normale	8 872,00	0 à 3
Technicien para-médical classe supérieure	3 315,00	0 à 3
Technicien para-médical classe normale	3 173,00	0 à 3

TITRE IV : FILIERE SPORTIVE

ARTICLE 19 : Les agents de la filière sportive relevant d'un cadre d'emploi non concerné par la parution d'un arrêté ministériel dans le corps de référence pour le RIFSEEP percevront dans l'attente de la parution des dispositions réglementaires, dans les conditions définies ci-après, les indemnités suivantes :

- Indemnité de Sujétions des Conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (ISC).

ARTICLE 20 : Attribution de l'Indemnité de Sujétions des Conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (ISC)

Les agents relevant des grades ci-après perçoivent une Indemnité de Sujétions dans les limites suivantes :

Grades	Montant annuel de référence	Fourchette de variation du coefficient
Conseiller principal des APS	5 870,00	0 à 1,20
Conseiller des APS	5 870,00	0 à 1,20

PRIMES ET INDEMNITÉS LIÉES À DES FONCTIONS PARTICULIÈRES

ARTICLE 21 : Lorsque leurs fonctions le justifient, les agents territoriaux, relevant des grades précités, bénéficient des primes et indemnités indiquées ci-après, dans les conditions prévues par les textes les instituant :

1 - Prime de fonction des personnels affectés au traitement de l'information
(Décret n° 71 – 343 du 29 avril 1971)

2 - Indemnité horaire spéciale des agents affectés au traitement de l'information
(Décret n° 89 -558 du 11 août 1989)

3 - Indemnité horaire pour travail normal de nuit
(Décret n° 88 – 1084 du 30 novembre 1988)

4 - Indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes
(Arrêté ministériel du 03/09/2001)

5 - Indemnités d'astreintes
(Décret 2015-415 du 14 avril 2015)

6 - Indemnité pour travaux incommodes, insalubres ou salissants
(Décret 98-1057 du 16/11/1998)

7 - Indemnité d'intervention
(Décret n° 2015 – 415 du 14 avril 2015)

8 - Indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés
(Arrêté ministériel du 31 décembre 1992).

ARTICLE 22 : Le régime indemnitaire est servi, au prorata du service fait, aux agents recrutés ou quittant la Collectivité Territoriale de Martinique (fin de carrière, démission) en cours d'année.

ARTICLE 23 : Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés, les dispositions suivantes sont adoptées :

MOTIFS DE L'ABSENCE	CONSEQUENCE
Congé de maladie ordinaire	Maintien dans les mêmes proportions que le traitement
Congé de longue maladie, grave maladie	Suspension à réception du procès-verbal du comité médical
Congé de longue durée	Suspension à réception du procès-verbal du comité médical
Temps partiel thérapeutique	Maintien proratisé en fonction du temps de travail
Congé de présence parentale	Suspension
Congés annuels, RTT, CET	Maintien
Congés pour accident de service, maladie professionnelle	Maintien
Congé pour maternité, paternité et adoption	Maintien
états pathologiques liés à la grossesse	
Congés exceptionnels et autorisations d'absences	Maintien
Absence de service fait, absence injustifiée	Suspension

Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé accordé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui seront versées durant son congé maladie ordinaire lui demeurent acquises.

ARTICLE 24 : Les indemnités définies ci-dessus sont servies mensuellement et suivront les évolutions des dispositions législatives et réglementaires.

ARTICLE 25 : Les montants indemnitaires mensuels dont bénéficiaient les agents antérieurement à la mise en œuvre de la présente délibération sont maintenus lorsqu'ils se trouvent diminués par l'application de la présente délibération

ARTICLE 26 : Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1er février 2019.

ARTICLE 27 : Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique fixe par arrêté les montants individuels des primes et indemnités allouées aux agents territoriaux et les module selon la manière de servir de l'agent, dans les limites prévues par les dispositions législatives.

ARTICLE 28 : Est adopté le régime indemnitaire de la Collectivité Territoriale de Martinique tel qu'il est défini dans cette présente délibération.

ARTICLE 29 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 30 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 31 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et du 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-549-2-DE
Date de télétransmission : 28/01/2019
Date de réception préfecture : 29/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 29 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-549-2

PORTANT MISE EN PLACE AU SEIN DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2016-4916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014;

Vu la circulaire DGCL /DGFiP du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique territoriale ;

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;
Vu les différents arrêtés fixant les plafonds du RIFSEEP applicables aux corps d'emplois de référence à l'Etat pris en application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-220-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant détermination du régime indemnitaire de la Collectivité Territoriale de la Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par le comité technique le 30 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités, il est proposé d'instituer un régime indemnitaire qui est composé de deux parts : l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle et le complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, selon les modalités ci-après ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est mise en place au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) qui se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu (exposées à l'article 5 de la présente délibération).

Seuls sont concernés les agents appartenant à un cadre d'emploi dont les arrêtés ministériels fixant les montants sont parus.

ARTICLE 2 : Les bénéficiaires du régime indemnitaire mentionné dans la présente délibération sont déterminés comme suit :

- Les fonctionnaires stagiaires et titulaires à temps complet, non complet ou partiel,
- Les agents contractuels de droit public à temps complet, non complet ou partiel dont le groupe de fonction correspond à leur emploi.

ARTICLE 3 : Ne bénéficient pas des dispositions prévues par la présente délibération :

- Les agents de droit privé (apprentis, contrats aidés,),
- Les assistants familiaux et maternels,
- Les agents effectuant des vacances.

ARTICLE 4 : Détermination des groupes de fonctions et des plafonds

Les plafonds de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) et du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) sont déterminés selon les groupes de fonctions définis ci-dessous et dans la limite des plafonds applicables aux agents de l'Etat.

Les agents logés par nécessité absolue de service bénéficient de montants maximum spécifiques (NAS).

Le nombre de groupes de fonctions ainsi que les plafonds applicables sont systématiquement et automatiquement ajustés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Chaque emploi ou cadre d'emploi est réparti entre différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise et qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Suite à l'instauration du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel, le régime indemnitaire de la Collectivité Territoriale de Martinique, se présente comme suit pour les cadres d'emplois dont les arrêtés ministériels dans le corps de référence sont parus :

TITRE I : FILIERE ADMINISTRATIVE

Administrateurs

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Directeur Général des Services	49 980,00	4 165,00	49 980,00	4 165,00	8 820,00
G2	Directeur Général Adjoint	46 920,00	3 910,00	46 920,00	3 910,00	8 280,00
G3	Chargé de Mission du PCE ou DGS, directeurs, Conseillers techniques du PCE	42 330,00	3 527,50	42 330,00	3 527,50	7 470,00

Attachés

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Directeur Général Adjoint	36 210,00	3 017,50	22 310,00	1 859,17	6 390,00
G2	Adjoint au DGA et Directeur	32 130,00	2 677,50	17 205,00	1 433,75	5 670,00
G3	Chef de mission, Chef de service, Conseiller technique du PCE, Adjoint au directeur, chef de pôle, chargé de mission auprès de DGA ou Directeur, Chef de projet	25 500,00	2 125,00	14 320,00	1 193,33	4 500,00
G4	Responsable de site, domaine ou unité territoriale rattachée au directeur	22 950,00	1 212,50	12 740,00	1 061,67	4 050,00
G5	Autres fonctions	20 400,00	1 700,00	11 160,00	930,00	3 600,00

NAS : Nécessité Absolue de Service

Rédacteurs

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Chef de service, chef de mission, chef de site ou domaine rattaché au directeur	17 480,00	1 456,67	8 030,00	669,17	2 380,00
G2	Adjoint au Chef de service, Chef de site, domaine ou unité territoriale rattachée au chef de service, responsable d'équipe, chef de pôle, chargé de mission	16 015,00	1 334,58	7 220,00	601,67	2 185,00
G3	Régisseur, chargé d'études	15 332,50	1 277,71	6 945,00	578,75	2 090,00
G4	Autres fonctions	14 650,00	1 220,83	6 670,00	555 ,83	1 995,00

Adjoints administratifs

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Responsable de site	11 340,00	945,00	7 090,00	590,83	1 260,00
G2	Management de proximité, régisseur	11070,00	922,50	6920,00	576,67	1230,00
G3	Autres fonctions	10 800,00	900,00	6 750,00	562,50	1 200,00

TITRE II : FILIERE TECHNIQUE

Agents de Maîtrise

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Chef d'équipe, management de proximité, chef de CEI	11 340,00	945,00	7 090,00	590,83	1 260,00
G2	Autres fonctions	10 800,00	900,00	6 750,00	562,50	1 200,00

Adjoints techniques

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Chef d'équipe, Assistant de prévention, Agent Etudes et travaux	11 340,00	945,00	7 090,00	590,83	1 260,00
G2	Autres fonctions	10 800,00	900,00	6 750,00	562,50	1 200,00

NAS : Nécessité Absolue de Service

TITRE III : FILIERE CULTURELLE

Conservateurs du Patrimoine

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Directeur	46 920,00	3 910,00	25 810,00	2 150,83	8 280,00
G2	Adjoint au directeur, chargé de mission	40 290,00	3 357,50	22 160,00	1 846,66	7 110,00
G3	Chef de service	34 450,00	2 870,83	18 950,00	1 579,16	6 080,00
G4	Autres fonctions	31 450,00	2 620,83	17 298,00	1 441,50	5 550,00

Conservateurs de Bibliothèque

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Directeur	34 000,00	2 833,33			6 000,00
G2	Adjoint au directeur, chargé de mission	31 450,00	2 620,83			5 550,00
G3	Chef de service	30 600,00	2 550,00			5 400,00
G4	Autres fonctions	29 750,00	2 479,17			5 250,00

Attachés de Conservation du Patrimoine, Bibliothécaires

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Chef de service	29 750,00	2 479,17			5 250,00
G2	Autres fonctions	27 200,00	2 266,67			4 800,00

Assistants de Conservation du Patrimoine et des Bibliothèques

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Chef de service	16 720,00	1 393,33			2 280,00
G2	Responsable	15 840,00	1 320,00			2 160,00
G3	Autres fonctions	14 960,00	1 246,66			2 040,00

Adjointes du Patrimoine

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Chef d'équipe, management de proximité	11 340,00	945,00	7 090,00	590,83	1 260,00
G2	Autres fonctions	10 800,00	900,00	6 750,00	562,50	1 200,00

NAS : Nécessité Absolue de Service

TITRE IV : FILIERE MEDICO-SOCIALE

SOUS FILIÈRE SOCIALE

Conseillers Socio-Educatifs

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Direction d'une structure, Responsable ou chef de service ou d'unité territoriale	19 480,00	1 623,33	19 480,00	1 623,33	3 440,00
G2	Autres fonctions	15 300,00	1 275,00	15 300,00	1 275,00	2 700,00

Assistants Socio-Educatifs

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Chef de circonscription	11 970,00	997,50	11 970,00	997,50	1 630,00
G2	Contrôleur, responsable d'équipe	11 265,00	938,75	11 265,00	938,75	1 535,00
G3	Conseiller en ESF, Autres fonctions	10 560,00	880,00	10 560,00	880,00	1 440,00

Agents Sociaux

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Responsable d'équipe	11 340,00	945,00	7 090,00	590,83	1 260,00
G2	Autres fonctions	10 800,00	900,00	6 750,00	562,50	1 200,00

SOUS FILIÈRE MEDICO-SOCIALE

Médecins

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Directeur	43 180,00	3 598,33			7 620,00
G2	Chef de service	38 250,00	3 187,50			6 750,00
G3	Chef de circonscription	33 872,50	2 822,71			5 977,50
G4	Autres fonctions	29 495,00	2 457,91			5 205,00

NAS : Nécessité Absolue de Service

TITRE V : FILIERE SPORTIVE

Educateurs

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Directeur d'une structure, Chef de service de centre ou d'unité territoriale rattaché au directeur	17 480,00	1 456,67	8 030,00	669,17	2 380,00
G2	Adjoint au responsable, Chef de centre ou d'unité territoriale rattaché au chef de service	16 015,00	1 334,58	7 220,00	601,67	2 185,00
G3	Autres fonctions	14 650,00	1 220,83	6 670,00	555,83	1 995,00

Opérateurs

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Responsable d'équipe	11 340,00	945,00	7 090,00	590,83	1 260,00
G2	Autres fonctions	10 800,00	900,00	6 750,00	562,50	1 200,00

TITRE VI : FILIERE ANIMATION

Animateurs

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Responsable de structure, Chef de service, chef d'unité territoriale ou de centre	17 480,00	1 456,67	8 030,00	669,17	2 380,00
G2	Adjoint au responsable, chargé de mission	16 015,00	1 334,58	7 220,00	601,67	2 185,00
G3	Autres fonctions	14 650,00	1 220,83	6 670,00	555,83	1 995,00

Adjoints d'Animation

Groupes	Fonctions	Montant annuel maximal	Montant mensuel maximal	Montant annuel maxi. si NAS	Montant mensuel maxi. si NAS	CIA Montant annuel maxi
G1	Responsable d'équipe	11 340,00	945,00	7 090,00	590,83	1 260,00
G2	Autres fonctions	10 800,00	900,00	6 750,00	562,50	1 200,00

NAS : Nécessité Absolue de Service

ARTICLE 5 : Les règles de cumul

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

En revanche, l'IFSE est cumulable avec les indemnités suivantes dans les conditions prévues par les textes les instituant :

- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes,)
- Les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés
- Indemnité horaire spéciale des agents affectés au traitement de l'information
- Indemnité d'intervention
- La prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel
- La bonification indiciaire (NBI)
- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, frais de représentation du D.G.S. etc.....)
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, etc...).

TITRE VII : L'INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE SUJÉTIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)

ARTICLE 6 : Les modalités d'attribution individuelle de l'IFSE

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE sera librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

ARTICLE 7 : Le réexamen du montant individuel de l'IFSE

Il fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions,
- Au moins tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent.

Il est précisé que le réexamen n'induit pas obligatoirement une revalorisation du régime indemnitaire individuel.

ARTICLE 8 : Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE en cas d'absences

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés, les dispositions suivantes sont adoptées :

MOTIFS DE L'ABSENCE	CONSEQUENCE
Congé de maladie ordinaire	Maintien dans les mêmes proportions que le traitement
Congé de longue maladie, grave maladie	Suspension à réception du procès-verbal du comité médical
Congé de longue durée	Suspension à réception du procès-verbal du comité médical
Temps partiel thérapeutique	Maintien proratisé en fonction du temps de travail

Congé de présence parentale	Suspension
Congé de formation	Suspension
Congés annuels, RTT, CET	Maintien
Congés pour accident de service, maladie professionnelle	Maintien
Congé pour maternité, paternité et adoption états pathologiques liés à la grossesse	Maintien
Congés exceptionnels et autorisations d'absences	Maintien
Absence de service fait, absence injustifiée	Suspension

Lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé accordé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, l'indemnité qui lui sera versée durant son congé maladie ordinaire lui demeure acquise.

ARTICLE 9 : Les modalités de versement de l'IFSE

L'IFSE est versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel attribué. Elle est proratisée dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents à temps partiel, temps non complet.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

TITRE VIII – LE COMPLÉMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

ARTICLE 10 : Part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir (CIA)

Le complément indemnitaire annuel (CIA) pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et l'investissement personnel de l'agent dans l'exercice de ses fonctions appréciés lors de l'entretien professionnel, selon les critères suivants :

Critères	Quotité
Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs	maxi 20 %
Les compétences professionnelles et techniques	maxi 20 %
Qualités relationnelles et sens du service public	maxi 20 %
Capacité d'encadrement ou d'expertise	maxi 20 %
Valeur professionnelle de l'agent (adaptation, motivation, implication)	maxi 20 %

Sous réserve des crédits budgétaires inscrits, l'attribution aux agents se fera individuellement sur la base d'un coefficient de prime appliqué au montant plafond de sa catégorie et groupe, pouvant varier de 0 à 100%.

Le pourcentage du montant plafond déterminant le montant individuel est fixé par arrêté de l'autorité territoriale.

Le pourcentage attribué sera revu annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.

Le montant du CIA ne sera pas reconductible systématiquement d'une année sur l'autre.

La part liée à la manière de servir sera versée annuellement et proratisée en fonction du temps de travail et de l'absentéisme pour les mêmes motifs que ceux de l'IFSE (cf. article 8).

TITRE IX - EXÉCUTION

ARTICLE 11 : Garantie accordée aux agents

Le montant indemnitaire mensuel dont bénéficiaient les agents antérieurement à la mise en œuvre de la présente délibération est maintenu lorsqu'il se trouve diminué par l'application de la présente délibération. Ce maintien indemnitaire individuel perdure jusqu'à ce que l'agent change de fonction ou en cas de réexamen en fonction de l'expérience acquise par l'agent (voir article 7).

ARTICLE 12 : Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 1^{er} février 2019.

ARTICLE 13 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique fixe par arrêté les montants individuels des primes et indemnités allouées aux agents territoriaux et les module selon la manière de servir de l'agent, dans les limites prévues par les dispositions législatives.

ARTICLE 14 : Est adopté le régime indemnitaire de la Collectivité Territoriale de Martinique tel qu'il est défini dans cette présente délibération.

ARTICLE 15 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 16 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 17 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et du 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-550-1-DE
Date de télétransmission : 28/01/2019
Date de réception préfecture : 29/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-550-1

PORTANT MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU CENTRE DE PLANIFICATION, D'INFORMATION ET D'ORIENTATION FAMILIALE

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°50-407 du 3 avril 1950 concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 61 ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'avis des commissions administratives paritaires compétentes de la Collectivité Territoriale de Martinique en date du 13 novembre 2018 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Autorisation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder à la mise à disposition, suivant les modalités prévues dans le projet de convention joint, de deux personnels de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) vers le Centre de Planification, d'Information et d'Orientation Familiale (CPIOF).

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à établir et signer entre le Centre de Planification, d'Information et d'Orientation Familiale (CPIOF), et la Collectivité Territoriale de Martinique une convention de mise à disposition pour l'ensemble des personnels concernés.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à appliquer au Centre de Planification, d'Information et d'Orientation Familiale (CPIOF), les dispositions prévues à l'article 61-1 II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 en matière de remboursement de rémunération, ainsi que les cotisations et contributions y afférentes versées aux agents mis à disposition de l'établissement et à en déterminer les modalités.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





LE PRESIDENT DU CONSEIL
EXECUTIF

DIRECTION GÉNÉRALE DES
SERVICES

DIRECTION GENERALE
ADJOINTE DES RESSOURCES
HUMAINES

DIRECTION DE LA GESTION
DES CARRIERES

Affaire suivie par :

Fort-de-France, le

PROJET C O N V E N T I O N

Vu le Code général des collectivités locales ;

Vu la loi n° 84-634 du 13 juillet 1983 modifié, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment ses articles 61 à 63 ;

Vu la loi n° 2007-148 du 02 février 2007 de modernisation de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif à la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs ;

Vu la délibération CG n° CP/108-15 du 29 janvier 2015 du Conseil Général de la Martinique relative à la création d'une régie personnalisée pour la gestion de la mission de planification et d'éducation familiale à la Martinique-approbation des statuts ;

Entre

La **Collectivité Territoriale de Martinique** représentée par **M. Alfred MARIE JEANNE**, Président du Conseil Exécutif

Et

Le **Centre de Planification, d'Information et d'Orientation Familiale (CPIOF)** représenté par **M. Francis CAROLE**, Président du Conseil d'Administration dénommé ici le cocontractant.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

La Collectivité Territoriale de Martinique met à la disposition du cocontractant **Mme** , attaché principal, pour occuper les fonctions de responsable administratif et financier et **Mme** , directrice territoriale en qualité de directrice du CPIOF.

.../...

ARTICLE 2

Le cocontractant ou toute personne qu'il délèguera à cet effet exerce l'autorité hiérarchique sur l'agent mis à disposition. Dans ce cadre, il est compétent pour :

- définir les missions et les fonctions des agents mis à disposition,
- fixer les conditions d'exécution des tâches qui leur sont confiées,
- fixer les conditions de travail (obligations de service, horaires, heures supplémentaires, RTT),
- accorder et prendre les décisions de congés annuels et RTT,
- autoriser les absences exceptionnelles,
- recevoir les arrêts de travail qu'ils transmettent dans les meilleurs délais au Président du Conseil Exécutif,
- autoriser les mises en stage de formation (à l'exclusion des congés de formation) et les mises en mission,
- établir après entretien individuel une proposition d'évaluation professionnelle.

ARTICLE 3

Le Président du Conseil Exécutif en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, prend toutes décisions concernant les situations administratives de **Mmes** et mises à disposition à l'exclusion de celles mentionnées à l'article 2 ci-dessus. Il délivre notamment les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés pour formation professionnelle ou pour formation syndicale après avis du cocontractant.

ARTICLE 4

Le Président du Conseil Exécutif exerce le pouvoir disciplinaire, sur proposition, le cas échéant, du cocontractant.

ARTICLE 5

I - La Collectivité Territoriale de Martinique assure l'intégralité de la rémunération de **Mmes** et , et s'acquitte des charges sociales.

Conformément aux prescriptions de l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, la rémunération comprend le traitement indiciaire, le supplément familial de traitement et les indemnités instituées par la délibération portant régime indemnitaire de la CTM.

II – Le cocontractant rembourse à la Collectivité Territoriale de Martinique l'intégralité des sommes avancées pour la rémunération des agents mis à disposition. Les sommes correspondantes sont recouvrées semestriellement par la Collectivité Territoriale de Martinique au moyen de titre de recettes émis à l'encontre du CPIOF.

ARTICLE 6

Le co-contractant peut verser à **Mme** et à **Mme** un complément de rémunération dûment justifié ainsi que les frais de sujétions auxquels elles s'exposent dans l'exercice de leurs fonctions.

3
.../...

ARTICLE 7

La Collectivité Territoriale de Martinique prend à sa charge les prestations d'action sociale ainsi que les frais de médecine préventive de **Mmes** **et** .

Le cocontractant prend à sa charge les frais de formation professionnelle continue. Toutefois, les agents pourront bénéficier, à la demande du cocontractant, des formations proposées en interne aux agents de la Collectivité, des cycles de préparation aux concours organisés par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

ARTICLE 8

Les départs en mission et en formation décidés par le cocontractant sont à sa charge aux conditions applicables à ses personnels.

ARTICLE 9

La présente convention prend effet à compter du **1^{er} octobre 2018** pour **Mme** **et du 1^{er} décembre 2018** pour **Mme** . Elle est conclue pour une durée de **deux ans** et pourra être reconduite par accord tacite.

ARTICLE 10

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la Collectivité Territoriale de Martinique et le cocontractant.

Le Président du Conseil d'Administration
du Centre de Planification d'Information et
d'Orientation Familiale

M. Francis CAROLE

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale
de Martinique

M. Alfred MARIE JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-550-2-DE
Date de télétransmission : 28/01/2019
Date de réception préfecture : 29/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-550-2

PORTANT MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU FOYER TERRITORIAL DE L'ENFANCE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°50-407 du 3 avril 1950 concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 61 ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'avis des commissions administratives paritaires compétentes de la Collectivité Territoriale de Martinique en date du 13 novembre 2018 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Autorisation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder à la mise à disposition, suivant les modalités prévues dans le projet de convention joint, d'un personnel de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) vers le Foyer Territorial de l'Enfance de Martinique.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à établir et signer entre le Foyer Territorial de l'Enfance de Martinique et la Collectivité Territoriale de Martinique, une convention de mise à disposition pour le personnel concerné.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à appliquer au Foyer Territorial de l'Enfance de Martinique, les dispositions prévues à l'article 61-1 II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 en matière de remboursement de rémunération, ainsi que les cotisations et contributions y afférentes versées à l'agent mis à disposition de l'établissement et à en déterminer les modalités.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

Fort-de-France, le

PROJET DE C O N V E N T I O N

Vu le Code général des collectivités locales ;

Vu la loi n° 84-634 du 13 juillet 1983 modifié, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment ses articles 61 à 63 ;

Vu la loi n° 2007-148 du 02 février 2007 de modernisation de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif à la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs ;

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique représentée par **M. Alfred MARIE JEANNE**, Président du Conseil Exécutif

Et

Le Foyer Territorial de l'Enfance de Martinique, représenté par **M. Francis CAROLE**, Président du Conseil d'Administration dénommé ici le cocontractant.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

La Collectivité Territoriale de Martinique met à la disposition du cocontractant **M.** ,
attaché territorial, pour occuper les fonctions d'adjoint au directeur.

ARTICLE 2

Le cocontractant ou toute personne qu'il délèguera à cet effet exerce l'autorité hiérarchique sur l'agent mis à disposition. Dans ce cadre, il est compétent pour :

.../...

- définir les missions et les fonctions de l'agent mis à disposition,
- fixer les conditions d'exécution des tâches qui lui sont confiées,
- fixer les conditions de travail (obligations de service, horaires, heures supplémentaires, RTT),
- accorder et prendre les décisions de congés annuels et RTT,
- autoriser les absences exceptionnelles,
- recevoir les arrêts de travail qu'il transmet dans les meilleurs délais au Président du Conseil Exécutif,
- autoriser les mises en stage de formation (à l'exclusion des congés de formation) et les mises en mission,
- établir après entretien individuel une proposition d'évaluation professionnelle.

ARTICLE 3

Le Président du Conseil Exécutif en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, prend toutes décisions concernant la situation administrative de **M.** mis à disposition à l'exclusion de celles mentionnées à l'article 2 ci-dessus.

Il délivre notamment les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés pour formation professionnelle ou pour formation syndicale après avis du cocontractant.

ARTICLE 4

Le Président du Conseil Exécutif exerce le pouvoir disciplinaire, sur proposition, le cas échéant, du cocontractant.

ARTICLE 5

I - La Collectivité Territoriale de Martinique assure l'intégralité de la rémunération de **M.** et s'acquitte des charges sociales.

Conformément aux prescriptions de l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, la rémunération comprend le traitement indiciaire, le supplément familial de traitement et les indemnités instituées par la délibération 16-220-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant détermination du régime indemnitaire de la collectivité territoriale de Martinique.

II - Le cocontractant rembourse à la Collectivité Territoriale de Martinique l'intégralité des sommes avancées pour la rémunération de l'agent mis à disposition. Les sommes correspondantes sont recouvrées semestriellement par la Collectivité Territoriale de Martinique au moyen de titre de recettes émis à l'encontre du Foyer Territorial de l'Enfance de Martinique.

ARTICLE 6

Le co-contractant peut verser à **M.** un complément de rémunération dûment justifié ainsi que les frais de sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 7

La Collectivité Territoriale de Martinique prend à sa charge les prestations d'action sociale ainsi que les frais de médecine préventive de **M.** .

.../...

Le cocontractant prend à sa charge les frais de formation professionnelle continue. Toutefois, l'agent pourra bénéficier, à la demande du cocontractant, des formations proposées en interne aux agents de la collectivité, des cycles de préparation aux concours organisés par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

ARTICLE 8

Les départs en mission et en formation décidés par le cocontractant sont à sa charge aux conditions applicables à ses personnels.

ARTICLE 9

La présente convention prend effet à compter du **1^{er} janvier 2019**. Elle est conclue pour une durée **d'un an** et pourra être reconduite par accord tacite.

ARTICLE 10

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la Collectivité Territoriale de Martinique et le cocontractant.

Le Président du Foyer Territorial
de l'Enfance de Martinique

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale
de Martinique

M. Francis CAROLE

M. Alfred MARIE JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-550-3-DE
Date de télétransmission : 28/01/2019
Date de réception préfecture : 29/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-550-3

PORTANT MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À L'ASSOCIATION INITIATIVE MARTINIQUE ACTIVE (IMA)

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n°50-407 du 3 avril 1950 concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 61 ;
Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'avis des commissions administratives paritaires compétentes de la Collectivité Territoriale de Martinique en date du 13 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Autorisation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder à la mise à disposition, suivant les modalités prévues dans le projet de convention joint, de trois personnels de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) vers l'association Initiative Martinique Active (IMA).

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à établir et signer entre l'association Initiative Martinique Active (IMA) et la Collectivité Territoriale de Martinique, une convention de mise à disposition pour les personnels concernés.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à appliquer à l'association Initiative Martinique Active (IMA), les dispositions prévues à l'article 61-1 II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 en matière de remboursement de rémunération, ainsi que les cotisations et contributions y afférentes versées aux agents mis à disposition de l'établissement et à en déterminer les modalités.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL
EXECUTIF

DIRECTION GÉNÉRALE DES
SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE
ADJOINTE DES RESSOURCES
HUMAINES

DIRECTION RECRUTEMENT,
EMPLOIS, COMPETENCES

RH N°

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM),
Représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la
CTM,
d'une part

Et

L'Association Initiative Martinique Active (IMA),
Représentée par Mme Marinette TORPILLE, Présidente de l'association
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet

Le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) met les agents :
à disposition de l'Association
Initiative Martinique Active (IMA), en application des dispositions des articles 61
et suivants de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction
publique territoriale et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la
mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements
publics administratifs locaux.

ARTICLE 2 - Nature des fonctions exercées par le salarié mis à disposition

Les agents ci-après sont désignés pour y exercer les fonctions suivantes :

- , attaché territorial, en tant que Directeur Adjoint
- , adjoint administratif principal 2^{ème} classe chargée de l'accueil, du standard et du secrétariat,
- , adjoint administratif principal 1^{ère} classe chargée de l'accueil, du standard et du secrétariat.

ARTICLE 3 - Situation administrative

La gestion administrative de ces fonctionnaires sera assurée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique qui prend toutes les décisions les concernant à l'exclusion de celles mentionnées à l'article 4.

ARTICLE 4 - Compétences de l'organisme d'accueil

Le Président de l'Association Initiative Martinique, est compétent pour :

- fixer les conditions d'exécution des tâches qui leurs sont confiées, selon les modalités de la structure d'accueil (horaires, durée hebdomadaire)
- accorder les congés annuels,
- autoriser les mises en stages de formation continue (à l'exclusion des congés formations). La décision d'accorder un congé de formation ou un congé syndical appartient à la collectivité d'origine qui prend avis de l'autorité d'accueil,
- autoriser les absences exceptionnelles,
- recevoir les arrêts de travail qu'il transmet dans le délai légal de 48 heures au Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 - Rémunération des agents mis à disposition

La Collectivité Territoriale de Martinique verse aux agents, la rémunération correspondant à leur emploi d'origine (émoluments de base, supplément familial plus, le cas échéant, indemnités et primes liées à l'emploi, évolution de carrière annuelle).

L'Association Initiative Martinique Active versera éventuellement un complément de rémunération dûment justifié selon les dispositions applicables aux personnels mis à

disposition.

Les agents seront également indemnisés par l'Association Initiative Martinique Active des frais de mission professionnels et sujétions auxquels ils s'exposent dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 6 - Remboursement de la rémunération (art 61-2 de la loi du 26 janvier 1984)

Le montant de la rémunération et des charges sociales versées (cotisations et contributions afférentes) par la Collectivité territoriale de Martinique est remboursé par l'Association Initiative Martinique Active au prorata du temps de mise à disposition.

Le remboursement se fera en fin d'année au moment du versement du solde de la subvention CTM.

Le remboursement sera interrompu pendant les périodes de congé, pour accident du travail ou maladie professionnelle et pendant les périodes de congé de maladie.

ARTICLE 7 - Modalités de contrôle et d'évaluation des activités des agents mis à disposition

Les agents mis à disposition bénéficient d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend au sein de la Direction Générale de l'Association Initiative Martinique Active.

Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis aux agents qui peuvent y apporter leurs observations et à la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de faute disciplinaire commise au sein de l'Association Initiative Martinique Active, la Collectivité Territoriale de Martinique est saisie par la Présidente l'Association Initiative Martinique Active au moyen d'un rapport circonstancié.

ARTICLE 8 - Fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention, sous réserve d'un préavis de deux mois, à la demande de :

- la Collectivité Territoriale de Martinique,
- l'Association Initiative Martinique Active,
-
-
-

Au terme de la mise à disposition les agents seront réintégrés au sein des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et bénéficieront d'une affectation dans un emploi que leur grade leur donne vocation à occuper.

En cas de faute disciplinaire, il pourra être mis fin sans préavis à la mise à disposition par l'Association Initiative Martinique Active ou par la CTM.

ARTICLE 9 - Durée de la mise à disposition

La mise à disposition prend effet le **01/02/2018** pour une durée de **3 ans**.

ARTICLE 10 - Juridiction compétente en cas de litige

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Fort-de- France.

Pour l'Association Initiative
Martinique Active :

Pour la Collectivité Territoriale de la
Martinique :

La Présidente,

Le Président du Conseil Exécutif de la
Martinique,

Fait à Fort-de-France, le
(en double exemplaire)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-550-4-DE
Date de télétransmission : 28/01/2019
Date de réception préfecture : 29/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 29 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-550-4

PORTANT MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À MARTINIQUE TRANSPORT

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°50-407 du 3 avril 1950 concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 61 ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'avis des commissions administratives paritaires compétentes de la Collectivité Territoriale de Martinique en date du 13 novembre 2018 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Autorisation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder à la mise à disposition, suivant les modalités prévues dans le projet de convention joint, de deux personnels de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) vers Martinique Transport (MT).

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à établir et signer entre Martinique Transport et la Collectivité Territoriale de Martinique, une convention de mise à disposition pour l'ensemble des personnels concernés.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à appliquer à Martinique Transport, les dispositions prévues à l'article 61-1 II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 en matière de remboursement de rémunération, ainsi que les cotisations et contributions y afférentes versées aux agents mis à disposition de l'établissement et à en déterminer les modalités.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Fort-de-France, le

PROJET DE C O N V E N T I O N

Vu le Code général des collectivités locales ;

Vu la loi n° 84-634 du 13 juillet 1983 modifié, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment ses articles 61 à 63 ;

Vu la loi n° 2007-148 du 02 février 2007 de modernisation de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif à la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs ;

Vu la délibération CG n° CP/108-15 du 29 janvier 2015 du Conseil Général de la Martinique relative à la création d'une régie personnalisée pour la gestion de la mission de planification et d'éducation familiale à la Martinique-approbation des statuts ;

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique représentée par **M. Alfred MARIE JEANNE**, Président du Conseil Exécutif

Et

Martinique Transport représenté par **M. Alfred MARIE-JEANNE**, Président du Conseil d'Administration dénommé ici le cocontractant.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

La Collectivité Territoriale de Martinique met à la disposition du cocontractant /

- **M.** , directeur territorial, pour occuper les fonctions de chargé de mission,
- **Mme** , rédacteur principal de 2^{ème} classe, pour occuper des fonctions de responsable des ressources humaines.

.../...

ARTICLE 2

Le cocontractant ou toute personne qu'il délèguera à cet effet exerce l'autorité hiérarchique sur les agents mis à disposition. Dans ce cadre, il est compétent pour :

- définir les missions et les fonctions des agents mis à disposition,
- fixer les conditions d'exécution des tâches qui leur sont confiées,
- fixer les conditions de travail (obligations de service, horaires, heures supplémentaires, RTT),
- accorder et prendre les décisions de congés annuels et RTT,
- autoriser les absences exceptionnelles,
- recevoir les arrêts de travail qu'ils transmettent dans les meilleurs délais au Président du Conseil Exécutif,
- autoriser les mises en stage de formation (à l'exclusion des congés de formation) et les mises en mission,
- établir après entretien individuel une proposition d'évaluation professionnelle.

ARTICLE 3

Le Président du Conseil Exécutif en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, prend toutes décisions concernant la situation administrative de **M.** et de **Mme** , mis à disposition à l'exclusion de celles mentionnées à l'article 2 ci-dessus.

Il délivre notamment les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés pour formation professionnelle ou pour formation syndicale après avis du cocontractant.

ARTICLE 4

Le Président du Conseil Exécutif exerce le pouvoir disciplinaire, sur proposition, le cas échéant, du cocontractant.

ARTICLE 5

I - La Collectivité Territoriale de Martinique assure l'intégralité de la rémunération de **M.** et de **Mme** et s'acquitte des charges sociales.

Conformément aux prescriptions de l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, la rémunération comprend le traitement indiciaire, le supplément familial de traitement et les indemnités instituées par la délibération 16-220-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant détermination du régime indemnitaire de la collectivité territoriale de Martinique.

II – Le cocontractant rembourse à la Collectivité Territoriale de Martinique l'intégralité des sommes avancées pour la rémunération des agents mis à disposition. Les sommes correspondantes sont recouvrées semestriellement par la Collectivité Territoriale de Martinique au moyen de titres de recettes émis à l'encontre du CPIOF.

ARTICLE 6

Le co-contractant peut verser à **M.** et à un complément de rémunération dûment justifié ainsi que les frais de sujétions auxquels ils s'exposent dans l'exercice de leurs fonctions.

.../...

ARTICLE 7

La Collectivité Territoriale de Martinique prend à sa charge les prestations d'action sociale ainsi que les frais de médecine préventive de **M. _____** **et de Mme _____**.

Le cocontractant prend à sa charge les frais de formation professionnelle continue. Toutefois, les agents pourront bénéficier, à la demande du cocontractant, des formations proposées en interne aux agents de la collectivité, des cycles de préparation aux concours organisés par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

ARTICLE 8

Les départs en mission et en formation décidés par le cocontractant sont à sa charge aux conditions applicables à ses personnels.

ARTICLE 9

La présente convention prend effet à compter du **1^{er} Mai 2018 pour Mme _____ et du 1^{er} juillet 2018 pour _____ LET.** Elle est conclue pour une durée de **deux ans** et pourra être reconduite par accord tacite.

ARTICLE 10

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la Collectivité Territoriale de Martinique et le cocontractant.

Le Président du Conseil d'Administration
De Martinique Transport

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-551-1-DE
Date de télétransmission : 28/01/2019
Date de réception préfecture : 29/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-551-1

PORTANT CRÉATION DE POSTES

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 61 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont créés pour nécessités de services et pour les besoins de nomination d'agents de la Collectivité Territoriale de Martinique lauréats de concours, les postes suivants pour les emplois permanents à temps complet :

FILIERE MEDICO-SOCIALE

Catégorie	Grade actuel	IB	IM	NBRE
A	Médecin hors classe	912 à HEB	743 à HEB	1
A	Psychologue hors classe	609 à 985	512 à 798	2
A	Psychologue de classe normale	441 à 816	388 à 669	4
A	Puéricultrice classe supérieure	502 à 702	433 à 583	4

FILIERE MEDICO-TECHNIQUE

Catégorie	Grade actuel	IB	IM	NBRE
A	Biologiste, vétérinaire, pharmacien hors classe	762 à 1027	628 à 830	1

FILIERE SOCIALE

Catégorie	Grade actuel	IB	IM	NBRE
B	Assistants socio-éducatifs	389 à 638	356 à 534	8
B	Educateurs jeunes enfants	389 à 638	356 à 534	9

FILIERE TECHNIQUE

Catégorie	Grade actuel	IB	IM	NBRE
B	Technicien principal de 1ère classe	446 à 707	392 à 587	1
B	Technicien principal de 2ème classe	389 à 638	356 à 534	2
C	Adjoint Technique de 2ème classe des Etablissements d'Enseignement	348 à 350	326 à 367	27

FILIERE ADMINISTRATIVE

Catégorie	Grade actuel	IB	IM	NBRE
A	Attaché principal	585 à 985	494 à 798	7
B	Adjoint Administratif principal de 1ère classe	380 à 548	350 à 466	4

ARTICLE 2 : Les postes créés seront pourvus par des agents permanents de la Collectivité Territoriale de Martinique, lauréats de concours, ou ayant bénéficié d'une promotion, ou par des agents contractuels de droit public.

Le tableau des emplois et des effectifs de la Collectivité Territoriale de Martinique sera modifié en conséquence.

ARTICLE 3 : La dépense de fonctionnement est imputée sur les crédits inscrits au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération est exécutoire dès lors qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-552-1-DE
Date de télétransmission : 28/01/2019
Date de réception préfecture : 29/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-552-1

PORTANT TAUX DE PROMOTION (RATIOS POUR L'AVANCEMENT DE GRADE)

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifié, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, particulièrement son article 49 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Sont fixés les ratios pour les avancements de grade au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique comme suit :

CATEGORIE C	Ratios Maxi
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 1 ^{ère} CLASSE	40%
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2 ^{ème} CLASSE	100%
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	100%
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 1 ^{ère} CLASSE	35%
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2 ^{ème} CLASSE	100%
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL PRINCIPAL DE 1 ^{ère} CLASSE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT	35%
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL PRINCIPAL DE 2 ^{ème} CLASSE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT	51%
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL DE 1 ^{ère} CLASSE	100%
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL DE 2 ^{ème} CLASSE	100%
AGENT SOCIAL PRINCIPAL DE 1 ^{ère} CLASSE	60%
AGENT SOCIAL PRINCIPAL DE 2 ^{ème} CLASSE	100%

CATEGORIE B	Ratios Maxi
REDACTEUR PRINCIPAL DE 1 ^{ère} CLASSE	90%
REDACTEUR PRINCIPAL DE 2 ^{ème} CLASSE	75%
TECHNICIEN PRINCIPAL DE 1 ^{ère} CLASSE	90%
TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2 ^{ème} CLASSE	90%
TECHNICIEN PARA-MEDICAL DE CLASSE SUPERIEURE	10%
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF PRINCIPAL	20%
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS PRINCIPAL	50%
ASSISTANT CONSERVATION PATRIMOINE PRINCIPAL 1 ^{ère} CLASSE	100%
ASSISTANT CONSERVATION PATRIMOINE PRINCIPAL 2 ^{ème} CLASSE	100%

ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL DE 1 ^{ère} CLASSE	90%
ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL DE 2 ^{ème} CLASSE	90%
EDUCATEUR PRINCIPAL DE 1 ^{ère} CLASSE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES	100%
EDUCATEUR PRINCIPAL DE 2 ^{ème} CLASSE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES	100%

CATEGORIE A	Ratios Maxi
ADMINISTRATEUR HORS CLASSE	60%
ATTACHE PRINCIPAL	90%
INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE	60%
INGENIEUR PRINCIPAL	20%
MEDECIN HORS CLASSE	50%

ARTICLE 2 : Ces ratios peuvent être modifiés d'une année sur l'autre en fonction des possibilités de nomination et des besoins de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération est exécutoire dès lors qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-553-1-DE
Date de télétransmission : 01/02/2019
Date de réception préfecture : 01/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 1 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-553-1

PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE RENOUVELLEMENT DE PERMIS POIDS LOURDS POUR DES AGENTS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°50-407 du 3 avril 1950 concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 61 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge des frais de renouvellement de permis poids lourds pour 75 agents de la Collectivité Territoriale de Martinique, au titre de 2018 et 2019, pour un montant prévisionnel de six mille deux cents euros (6 200 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente décision et signer les actes et documents inhérents à cette affaire.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération est exécutoire dès lors qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-555-1-DE
Date de télétransmission : 07/01/2019
Date de réception préfecture : 07/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 7 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-555-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION GÉOMARTINIQUE POUR LA MISE EN OEUVRE DE SON PROGRAMME D' ACTIONS EN 2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 11 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;



ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'association GÉOMARTINIQUE une subvention d'un montant de cinquante mille euros (50 000 €) dans le cadre de la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-556-1-DE
Date de télétransmission : 28/01/2019
Date de réception préfecture : 29/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-556-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE DANS LE CADRE DU MARCHÉ N°11 EST 009, RELATIF À LA RÉHABILITATION DE L'EX-HÔPITAL VICTOR FOUCHE EN VUE DE LA CRÉATION D'UN LYCÉE DE TRANSIT

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu le marché 11 EST 009 notifié le 19 avril 2011 pour les travaux de réhabilitation de l'ex-hôpital Victor FOUCHE en vue de la création d'un lycée de transit ;

Vu les prestations supplémentaires réalisées à la demande du maître d'ouvrage représentant un montant de 25 621,73€ TTC ;

Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 17 octobre 2018 ;

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à l'entreprise O. COMPERE de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec le cotraitant O. COMPERE, membre du groupement O. COMPERE/ GUEZ CARAIBES/ TRANS ENERGIES CARAIBES ayant pour objet le paiement de prestations supplémentaires réalisées dans le cadre de l'exécution du marché n° 11 EST 009 relatif aux travaux de réhabilitation de l'ex-hôpital Victor FOUCHE.

ARTICLE 2 : La société O. COMPERE percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de vingt-cinq mille six cent vingt-et-un euros et soixante-treize centimes toutes taxes comprises (25 621,73 € TTC).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 900 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-557-1-DE
Date de télétransmission : 01/02/2019
Date de réception préfecture : 01/02/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :
- 1 FEV. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-557-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE DU 10 NOVEMBRE AU 30 NOVEMBRE 2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du compte-rendu de l'exercice de la délégation donnée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 10 novembre 2018 au 30 novembre 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-558-1-DE
Date de télétransmission : 30/01/2019
Date de réception préfecture : 30/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-558-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DES ANSES D'ARLET POUR L'OPÉRATION « TRAVAUX DE RÉFECTION DU CHEMIN DE L'ANSE DUFOUR »

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu la demande de la Ville des Anses d'Arlet ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Ville des Anses d'Arlets une subvention d'un montant de cent cinquante quatre mille neuf cent quatre vingt dix neuf euros seize centimes (154 999,16 €) pour l'opération «Travaux de réfection du chemin de l'anse Dufour », au titre des Opérations d'Intérêt Territorial (OIT).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-559-1-DE
Date de télétransmission : 30/01/2019
Date de réception préfecture : 30/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-559-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À VILLE DE CASE-PILOTE AU TITRE D'OPÉRATION D'INTÉRÊT TERRITORIAL (OIT) POUR LA MISE AUX NORMES D'UN KIOSQUE À POISSONS

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Nadia LIMIER), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Christiane BAURAS), Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande de la Ville de Case-Pilote ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 14 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la zee) et la commission affaires juridiques et textes le 11 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Ville de Case-Pilote une subvention d'un montant de neuf mille sept cent quatre vingt dix euros quatre vingt quinze centimes (9 790,95 €) pour l'opération «Travaux de mise aux normes du kiosque à poissons de la commune », au titre des Opérations d'Intérêt Territorial (OIT).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-568-1-DE
Date de télétransmission : 30/01/2019
Date de réception préfecture : 30/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-568-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MARTINICAISE DU CLUB DES PLUS BELLES BAIES DU MONDE (AMP2B)

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le régime cadre exempté de notification N° SA 39252 du 17 Juin 2014 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'Association Martiniquaise du club des Plus Belles Baies du monde (AMP2B), une subvention d'un montant de cent mille euros (100 000 €), pour une assiette éligible de 190 000,00 € pour l'organisation de l'édition 2018 de la manifestation des boucans de la baie.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités précisées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

